N. 11

SEANCE DE L'APRES-MIDI

PRESIDENCE
DE
M. NOTHOMB,
PRESIDENT

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

La séance est ouverte à 14.03 h.

NAMIDDAGVERGADERING

VOORZITTERSCHAP
VAN
DE HEER NOTHOMB,
VOORZITTER

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

De vergadering wordt om 14.03 u. geopend.

BERICHTEN VAN VERHINDERING — EXCUSES

Gezondheidsredenen : de heren Biefnot, Mottard, Steverlyncx
Raisons de santé : MM. Biefnot, Mottard, Steverlyncx

**DECLARATION GOUVERNEMENTALE
REGERINGSVERKLARING**

Continuation de la discussion — Voortzetting van de bespreking

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous reprenons la discussion de la déclaration gouvernementale.

Dames en Heren, wij hervatten de bespreking van de regeringsverklaring.

La parole est à M. Pivin.

M. Pivin (à la tribune). — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres du Gouvernement, chers collègues, mercredi dernier, j'assistais à la télévision à la victoire du football club malinois et finale de la coupe U.E.F.A. Je crois que tous les sportifs belges se sont réjouis de cette victoire d'autant plus sympathique à mes yeux qu'elle est celle d'une équipe flamande dont le gardien de but est wallon. Bel exemple de ce que devrait être la solidarité dans notre pays. Je n'ai pu m'empêcher de revivre ce fameux lundi 30 juin 1986 où notre équipe nationale, toute auréolée de ses exploits en coupe du monde, saluait du balcon de l'Hôtel de Ville de Bruxelles une foule immense venue pour l'acclamer. Une foule agitant des drapeaux belges, une foule vibrante et chaleureuse, retrouvant spontanément l'union qui fit si longtemps notre force et notre grandeur. Ce jour-là, les sportifs flamands, wallons et bruxellois confondus dans une même allégresse, firent comprendre au monde politique la vanité de ses chipotages linguistiques.

Si je vous parle de ces événements heureux, c'est parce que j'ai lu attentivement le texte de l'accord de gouvernement et que je n'y ai trouvé que ce qui nous divise. C'est la bible de la discorde, où l'éclatement du pays, et donc des intérêts des citoyens, est érigé en religion.

J'ai rarement lu un document plus hypocrite. Le texte, volontairement ampoulé et flou, logorrhée indigeste et incompréhensible, permet toutes les interprétations. C'est si vrai, pour ne prendre qu'un exemple, que déjà MM. Dehaene et Moureaux ont une conception diamétralement opposée sur le droit ou non pour les Bruxellois de la périphérie de voter pour le Conseil de la Communauté française.

Il faudra bien que finalement, l'un des deux ait raison ; ce qui permettra à l'autre d'expliquer qu'il avait mal compris, que ce n'était pas ce qu'il voulait, que l'erreur est humaine, etc. etc.

Je suis bourgmestre d'une commune de l'agglomération bruxelloise et à ce titre très proche de mes administrés. Qu'ils soient francophones ou néerlandophones, nous parlons finalement le même langage. Je constate au contraire que les membres de ce Gouvernement non seulement ne se comprennent plus entre eux, comme je viens de le démontrer, mais tiennent des propos incompréhensibles pour la population. Le divorce est total. Si profond même que les milieux économiques généralement sensibles à tout changement de gouvernement ont accueilli la déclaration de celui-ci dans une parfaite indifférence : même la bourse ne bouge plus.

On pourrait multiplier les exemples. Dans l'inextricable fourre-tout de l'accord de gouvernement, chacun trouvera ce qui lui convient pour persuader ses électeurs qu'il a bien servi leurs intérêts. Mais quand les textes seront sortis de leur nébulosité et qu'ils se traduiront en faits concrets, les électeurs s'apercevront, hélas trop tard, qu'ils ont été dupés. Je parlais d'hypocrisie, c'est de duplicité dont j'aurais dû parler.

Il ne faut pas aller bien loin dans le patchwork mal cousu de la déclaration gouvernementale pour éprouver un premier étonnement. On y lit „que rien ne peut se faire que dans un climat de concertation”. C'est sans doute ce qui s'est passé pour les Fourons, Comines-Warneton et les communes périphériques de l'agglomération bruxelloise. Concertées les populations ? Je dirais plutôt : déconcertées. Ou plus justement encore : outrées !

Pour être sûr que le lecteur ait bien compris, quelques paragraphes plus loins, on insiste lourdement. Je lis : „La coexistence des différentes cultures... dans les différentes régions ont souvent conduit à des discussions et conflits dans notre pays ; elles ont même récemment été la source de l'instabilité politique”.

Non seulement les négociateurs du pacte gouvernemental ont réussi à aggraver cette instabilité entre le Nord et le Sud du pays mais ils sont parvenus à l'installer au sein de leur propre parti. Ce ne sont pas MM. Spitaels et Deprez qui me démentiront.

Je poursuis l'édifiante lecture pour apprendre que, je cite : „Plus que dans d'autres pays caractérisés par des situations comparables, nous avons en Belgique à résoudre ces conflits potentiels latents de manière pacifique et à les dominer en concertation avec toutes les parties concernées”

Pour ce qui est de la manière pacifique, nous pouvons faire confiance au V.M.O. Nous savons qu'il ne viennent dans les Fourons ou à Kraainem, armé de rameaux d'olivier, que pour offrir à la population un pacifique lâcher de colombes. Quant à la concertation....

Enfin, on apprend que „pour atteindre ces résultats, il faut non seulement de la tolérance mais aussi de la souplesse et de la capacité d'adaptation”. Ce n'est pas tant de souplesse dont les Bruxellois devront faire preuve mais d'une capacité exceptionnelle de s'aplatir devant des extrémistes de tous bords.

Merci aux négociateurs wallons et bruxellois qui ont, entre autres échangé Comines-Warneton contre des maroquins.

Ayant ainsi résolu les délicats problèmes internes à la satisfaction de tous — il suffit de voir les votes dans les congrès des différents partis qui ont participé aux négociations — le futur Gouvernement fort de son expérience va entreprendre d'améliorer le climat de nos relations avec les pays voisins ! — C'est dans le texte — Je dois être mal informé car j'ignorais que le climat de nos relations avec les pays voisins exigeait une amélioration et je frémis à l'idée de ce que nos nouveaux dirigeants vont imaginer en ce domaine. Peut-être vont-ils suggérer aux Français que le Breton habitant Montpellier ait désormais une connaissance suffisante de l'occitan.

J'apprends encore que nos relations avec les pays voisins feront l'objet d'une attention particulière. C'est plus qu'une intention, c'est une menace pour eux !

Plutôt que de s'ériger en champion de la paix internationale, ce Gouvernement ferait mieux de s'occuper de la paix intérieure de ce pays. Et ce n'est pas en créant une caricature de Région bruxelloise qu'il y parviendra. M. Philippe Moureaux clame à qui veut l'entendre qu'il a obtenu pour Bruxelles plus qu'on ne pouvait espérer. M. Moureaux a vraiment la mémoire courte, très courte.

En effet, conjointement avec M. Van der Biest, il a signé le 11 février 1988, il y a trois mois à peine en pleine négociation, une proposition de loi spéciale relative à la région bruxelloise.

Aussi bien dans l'exposé de cette proposition que dans son article 3, la région bruxelloise comprenait :

- Les 19 communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;
- Les communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-St-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Opem ;
- et les communes de l'arrondissement électoral de Bruxelles-

Hal-Vilvorde, si c'est le souhait de leurs habitants. Aujourd'hui M. Moureaux a accepté que la Région bruxelloise ne comporte plus que 19 communes et c'est cela qu'il appelle obtenir plus que ce qu'on ne pouvait espérer. Et comme si cela ne suffisait pas, M. Moureaux s'accommode d'un secrétaire d'Etat venu d'ailleurs : M. Valkeniers, bourgmestre de Dilbeek, dit Jef Lawaait et autres sobriquets plus croustillants les uns que les autres que je tiens à votre disposition. Sénateur d'une activité débordante, du 31 mars 1987 au 8 avril de la même année, il a posé, au Sénat sept questions de haut intérêt national comme par exemple, de savoir en quelle langue sont immatriculés les aéronefs de l'aérodrome de Grimbergen. Les six autres questions sont du même tonneau.

M. Defraigne. — Il va pouvoir faire un travail efficace dans ce Gouvernement. Vous devriez vous en réjouir. Enfin un bon ministre !

M. Pivin. — Je connais bien M. Valkeniers, le cimetière de ma commune est situé dans la sienne. M. Valkeniers m'a dit qu'il n'y accueille les francophones koekelbergeois que parce qu'ils sont morts. A M. Valkeniers le droit du sol. Aux francophones, le droit du sous-sol. Voilà qui promet de beaux jours pour la Région bruxelloise !

Je rappelle que le slogan rabique que l'on trouve affiché à toutes les entrées de Dilbeek, véritable agression contre tous les Belges dignes de ce nom, clame : „Dilbeek, waar de Vlamingen thuis zijn !”

Monsieur Valkeniers, je préfère le double slogan de ma commune : „Koekelberg, waar iedereen zich thuis voelt, Koekelberg où chacun se sent chez soi.” Et j'espère que ce sera bientôt „Brussel, waar iedereen zich thuis voelt”. „Bruxelles, où chacun se sent chez soi”.

Dans le projet d'accord de gouvernement, les négociateurs reconnaissent que la balance des paiements et l'inflation présente actuellement un bilan particulièrement positif. Je suppose que c'est une des raisons pour lesquelles le P.S.C. a fait chuter le précédent Gouvernement et qu'il va désormais s'atteler à y mettre bon ordre.

Les négociateurs affirment que pour le chômage, le bilan serait par contre plus négatif. Pardi, 12.000 chômeurs en moins au mois d'avril, c'est évidemment très négatif !

Le Gouvernement affirme vouloir lutter contre le chômage. Ne faudrait-il pas mieux qu'il lutte pour l'emploi. Il n'y aura pas de solution possible à ce douloureux problème si on ne donne pas aux entreprises les moyens de créer de nouveaux emplois en augmentant l'écart entre le salaire du travail et les indemnités de remplacement ; en valorisant l'effort, on suscitera la volonté du travail.

Je m'inquiète aussi de ce souci permanent de consulter les syndicats, souci que l'on retrouve à chaque page de votre accord car, je ne suis pas persuadé qu'il est de leur intérêt, de diminuer le nombre de chômeurs. Eux, qui les attirent en payant leurs indemnités plus rapidement que les organismes officiels et qui, contrairement à ceux-ci, en tirent un profit certain.

Copiant sa précédente déclaration gouvernementale, M. Martens nous assure qu'il veillera à ce qu'aucune nouvelle mesure n'alourdisse le coût du facteur travail. C'est une des décisions qui doit conduire à ce qu'il appelle le renouveau économique. Curieuse façon de concevoir le renouveau en poursuivant la même politique que la veille.

Il est pénible d'entendre un Premier Ministre, frappé d'amnésie, lire un texte auquel il n'a pas participé et auquel, assurément, il ne croit plus lui-même.

Espérons, Monsieur le Premier Ministre, que vous croirez davantage ce que dit la population à propos de l'accord gouverne-

mental. Selon un sondage effectué pour l'hebdomadaire „Pour-quoi Pas ? 69,4 % des Wallons et 72 % des Bruxellois expriment leur désapprobation. Même en Flandre on compte 44,6 % de réprobateurs.

Il apparaît donc bien que dans les trois régions, votre Gouvernement est déjà en rupture avec la population.

Il est réconfortant pour le député P.R.L. que je suis, de savoir que mon parti ne sera pas seul à s'opposer fermement à votre Gouvernement mais qu'il sera largement soutenu par la grande majorité de nos concitoyens.

Comme il sera aussi le porte-parole de nombreux groupes socio-économiques tel que l'Union syndicale des Classes moyennes qui dans un communiqué, a exprimé ses inquiétudes devant le caractère imprécis du programme gouvernemental dont il souligne les aspects négatifs et particulièrement celui de la pseudo réforme fiscale.

A ce sujet, on constate que le Gouvernement reprendra de la main gauche ce qui sera donné par la droite, l'expression me paraît on ne peut plus juste.

Le décumul des revenus des époux sera compensé par la suppression des déductibilités fiscales tant pour les sociétés que pour les personnes physiques.

On ne réforme pas la fiscalité, on la déforme.

Par ailleurs, Monsieur le Premier Ministre, comment pourrez-vous contribuer à la construction de l'Europe alors que vous présidez le Gouvernement d'un pays profondément divisé par les incohérences des négociateurs.

A cet égard, je ne résiste pas au plaisir de citer le commentaire que fit Arthur Conte après les accords de Munich en 1938 :

„Rien n'obligeait ces petits politiciens à accepter des responsabilités qu'ils étaient incapables d'assumer.

„Leur triste métier n'était pas de conduire le destin d'un peuple, mais de poursuivre ... leur médiocre carrière d'ambitieux au rabais.”

Voilà qui me paraît parfaitement décrire certains qui ont participé à l'accord gouvernemental. „La véritable Europe à besoin des patries, comme un corps vivant de chair et de sang”.

C'est François Mitterrand qui a fait cette déclaration en songeant à l'échéance de 1992, et bien avant la récente campagne présidentielle. Hélas, chez nous, il n'y a plus de patrie, parce qu'il n'y a plus d'accueil, ni de tolérance, ni de volonté de vivre ensemble. Il n'y a plus qu'un état en voie de dislocation, des cités déchirées par le virus linguistique, des citoyens de première et de seconde zone.

Par quelle funeste coïncidence, Monsieur le Premier Ministre, avez-vous lu la déclaration gouvernementale un 10 mai ?

Le 10 mai 1940 évoque pour beaucoup d'entre nous, de douloureux et tragiques souvenirs.

Le 10 mai 1988 marquera pour ce pays la fin de la concorde nationale et le crépuscule de nos espérances de grandeur.

Hier encore, Monsieur le Premier Ministre, vous faisiez figure d'homme d'Etat. Aujourd'hui, on peut légitimement se demander de quel Etat, vous êtes le Premier Ministre. Sinon d'un Etat vidé de sa substance et dénué de prestige à l'étranger.

Voilà l'impalpable fantôme que vous allez asseoir à la table des négociations internationales. Voilà le ridicule pantin qui prendra place derrière la trompeuse étiquette Belge.

C'est au nom de la dignité de notre peuple que le P.R.L. luttera contre votre Gouvernement. C'est au nom de notre fierté nationale bafouée que nous manifesterons notre opposition pour

vous empêcher de commettre l'irréparable. (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*)

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van houtte.

De heer Van houtte (*op de tribune*). — Mijnheer de Eerste Minister, mijnheer de Minister, collega's, beter dan ik vermag hebben vóór mij anderen namens de P.V.V.-fractie onze fundamentele kritiek geuit en onze essentiële bezwaren verwoord ten aanzien van de beleidsopties uit het voorliggende regeerakkoord. Er zullen nog collega's volgen die zullen handelen over de grote bocht van het zogeheten sociaal-economische vernieuwingsbeleid en de chaotische en nadelige communautaire intenties.

In mijn betoog wens ik mij te beperken tot enkele punten uit het regeerakkoord die tot dusver in dit debat minder of helemaal geen aandacht hebben gekregen.

Zo is in het hoofdstuk over de institutionele en administratieve hervormingen, een passage terug te vinden over de zopas gestemde wet op de intercommunales. Daarin wordt aangekondigd dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zal worden gewijzigd met het oog op de toewijzing aan de Gewesten van de bevoegdheid inzake de organisatie van het gewoon administratief toezicht op de gemeenten, intercommunales en de provincies.

Het pleit zeker niet voor de kwaliteit van de formatiegesprekken als men deze bestuursidentiteiten op dezelfde lijn terugvindt. Men heeft de bijzondere wet, die men blijkbaar zo nodig wil wijzigen, niet goed gelezen. Het grote onderscheid tussen artikel 6 en artikel 7, bestaat er precies in dat, voor wat gemeenten en provincies betreft, de organisatie van het gewoon administratief toezicht inderdaad nog een internationale bevoegdheid is.

Voor de intercommunales is dit echter niet het geval en behoort de organisatie van het gewoon administratief toezicht reeds tot de bevoegdheid van de Gewesten. Waarschijnlijk hebben de onderhandelaars in hun haast om ook dit hoofdstuk af te ronden het begrip „federaties van gemeenten” verward met „verenigingen van gemeenten”.

Ook onder het hoofdstuk van de lokale en provinciale besturen, vinden we weliswaar één regel terug met betrekking op deze wet over de intercommunales. Deze tekst stelt dat de Regering de autonomie van de provincies en de gemeenten zal vrijwaren en, waar opportuun, versterken; de decentralisatie zal moeten leiden tot meer effectiviteit en efficiëntie van bestuur; ze biedt grotere kansen tot een meer democratische, meer doorzichtige en snellere besluitvorming, dichter bij de burger. Daarom — en dat is de regel die handelt over de intercommunales — zal de regering de nodige aanpassingen overwegen onder meer aan die wet op de intercommunales.

Mijnheer de Eerste Minister, ik heb de totstandkoming van deze wet van nabij gevolgd. Uit de verdediging, die de toenmalige Minister van Binnenlandse Zaken bij zijn ontwerp uitsprak en de stemming van bedoelde wet, werd precies gerealiseerd wat hier als doelstelling staat.

Bijgevolg kan men er van uitgaan dat, met deze nieuwe wet, deze ruimere autonomie reeds tot stand is gekomen. Ik veronderstel dat het hier niet de bedoeling is de autonomie van de gemeenten te verruimen. De amendementen, die destijds door de socialistische oppositie werden ingediend, bewijzen maar al te zeer hoe zij de grondwettelijke vrijheid van vereniging van onze gemeenten aantasten. Ik hoef maar te herinneren aan de vernietiging van het ontwerp van decreet van de heer Coëme door het Arbitragehof, ontwerp waarbij hij de gemeenten wou dwingen om uit de gemengde intercommunales te treden in ruil voor verplicht lidmaatschap van zuiver openbare intercommunales. Dit is hoegenaamd niet te vereenzelvigen met decentralisatie.

Op het ogenblik dat het Vlaamse decreet van 1 juli 1987 in

de Vlaamse Raad werd gestemd, heb ik gesteld dat wij hiervoor een juridisch geheel stonden, dat bewijst dat het mogelijk is in onze geregionaliseerde instellingen, voor een materie waarbij de belangen het louter gewestelijke overschrijden, een sluitende wetgeving tot stand te brengen op basis van een wederzijdse opdeling van bevoegdheden.

Zowel het Arbitragehof als de Raad van State stellen deze gedeelde bevoegdheid in deze materie voorop. Het is een waarborg voor de autonomie van onze gemeenten en voor het grondwettelijk principe, dat de nationale wetgever bevoegd blijft voor het organiek kader waarbinnen de intercommunale samenwerking tot stand komt. Gemeentelijke samenwerking over gewestgrenzen heen moet mogelijk blijven. Wij praten trouwens reeds over samenwerking over de grenzen heen. Indien het de bedoeling is van de socialistische regeringspartner om deze samenwerking enkel nog mogelijk te maken binnen de grenzen van een Gewest, leveren zij het bewijs van een kortzichtigheid die, in het kader van het Europa zonder grenzen, bijna karikuraal is.

Met betrekking tot de beleidsopties inzake het openbaar ambt mag worden opgemerkt, dat de tekst van het regeerakkoord niet bepaald uitmunt inzake originaliteit en duidelijkheid. Blijkbaar heeft men zich op dit stuk dankbaar laten inspireren door het regeerakkoord van het vorige kabinet. Op dit stuk dus dan toch „geen ommekeer”, maar wel de nodige vaagheid en een vooruitschuiven tot na bepaalde vervaldata. Hoe, op welke wijze, de herwaardering van de openbare dienst zal worden gerealiseerd, blijft inderdaad na de lectuur van deze tekst een open vraag. Het probleem wordt voor een belangrijk gedeelte doorgeschoven naar een gemengde commissie, die tot taak zal hebben een kader uit te tekenen — een algemeen beleidsplan van de overheidssector zoals dat heet — binnen hetwelk dan het tewerkstellings- en personeelsbeleid zal moeten worden gevoerd. Het zal ons alleszins benieuwen in welke richting dit studiewerk zal leiden en, meer nog, wat de regering met de uiteindelijk geformuleerde adviezen zal aanvangen.

Los van wat er in die commissie zal gebeuren, is de Regering zinnens bij voorrang een aantal maatregelen te nemen met betrekking tot de vereenvoudiging van wervingsmachtigingen, de aanmoediging van de mobiliteit en het stimuleren van de permanente vorming, de informatisering, en dergelijke meer. Ook hier valt geen nieuw geluid te beluisteren. De geformuleerde voorname komen in werkelijkheid gewoon neer op de overname en de voortzetting van het door de vorige regering, onder impuls van de liberale staatssecretaris Louis Bril, gevoerde beleid.

Niet alleen wat de automatisering betreft, maar ook op het gebied van de mobiliteit, de permanente vorming, enzomeer, werden met name onder de liberale staatssecretaris beslissende stappen gezet.

Wat zegt het huidige regeerakkoord met betrekking tot het te voeren personeelsbeleid in de openbare sector. Weinig, en dat weinige is voor ons, liberalen, daarenboven nog een reden tot ongerustheid.

Nergens is er sprake van een selectieve en permanent kwalitatieve verbetering, gericht op het personeelsbeheer.

Dit houdt vanzelfsprekend in dat een principiële aanwervingsstop gehandhaafd blijft, met andere woorden dat er nauwellettend wordt op toegezien dat de oude kwaal, die de onstuimige aangroei van het personeelsbestand in de openbare sector is, niet opnieuw de kop zou opsteken.

Hoe nu de vereenvoudiging van de procedure inzake wervingsmachtigingen concreet zal worden ingevuld, weten wij niet, maar waakzaamheid lijkt ons hier geboden. Het is alleszins duidelijk dat het regeerakkoord zich niet ondubbelzinnig wenst uit te spreken in verband met de door ons voorgestane opties, met name

minder, maar meer gewaardeerde en beter betaalde ambtenaren, want het staat buiten kijf dat de revaluatie van het openbaar ambt, veeleer dan een ongecontroleerde groei van de aanwervingen, een kwalitatief hoogstaand en naar verhouding beter betaald ambtenarenkorps vooropstelt, maar wij stellen tot onze ontgoocheling vast dat de nieuwe regering het wellicht anders ziet. Bovendien wil ik er nog op wijzen dat een aantal in de tekst opgenomen beleidsopties ons erg raadselachtig voorkomen.

Wat wordt bedoeld met maatregelen om de belangrijke sociale gevolgen van tuchtmaatregelen te ondervangen? Quid wat betreft de concrete toepassing van de taalwetgeving? Welke onevenwichten viseert men nu precies? Ook hier laat de nieuwe Regering haar intenties in een mysterieuze waas van weinig zeggende formuleringen.

Hetzelfde geldt trouwens voor de selectieve verbetering van de laagste pensioenen, waarvan uiteraard niet wordt gezegd welke de financiële implicaties zullen zijn en hoe men die denkt te zullen opvangen.

Luidens de tekst van het regeerakkoord ligt het in de bedoeling van de nieuwe Regering maatregelen te treffen, ook ter versterking van de politieke democratie als dusdanig. Hier kan de P.V.V. zich volledig akkoord verklaren met de algemene principes, die naar voren worden gebracht: met name een grotere doorzichtigheid, recht op de openbaarheid en voorlichting, een betere kennisgeving en motivering van bestuurshandelingen en beslissingen enzovoort. Ook hier geeft een al te vage formulering ons geen klare beeldvorming van de door de meerderheid nagestreefde doelstellingen. Zo wordt een wetsontwerp, met betrekking op de financiering van de politieke partijen, in het vooruitzicht gesteld, met de bedoeling de verkiezingsuitgaven van partijen en kandidaten aan banden te leggen.

Ons inziens moet evenwel de problematiek ruimer gesteld worden.

Tijdens de bespreking over het amendement van de heer Gys, in juni 1985 reeds, wees de heer Verhofstadt op de noodzaak van een globale regeling, waarbij tevens de financiële werking van de partijen zelf de controle op de electorale uitgaven en vooral van een open boekhoudkundig systeem geregeld diende te worden.

Zo ver wil het huidig regeerakkoord niet gaan. Het is wellicht niet de bedoeling met de boekhouding, open op tafel, naar de kiezer te gaan.

Nauw verbonden met deze problematiek is wel de privé-sector. Het regeerakkoord belooft ons ter zake een initiatief, waarbij een jaarlijkse aangifte van alle mandaten, ambten en beroepen, met vermelding van het al dan niet bezoldigd karakter ervan, verplicht zal worden gesteld. De vraag rijst dan meteen welke mandaten hier bedoeld worden. Blijkbaar beoogt men, te oordelen naar de tekst, enkel de politiek belangrijke mandaten. Buiten schot blijven dus de niet-politieke, nochtans niet van de minste mandaten zoals bij voorbeeld de talrijke syndicale vertegenwoordigers in de beleids- en beheersorganen van de belangrijke socio-economische, openbare en semi-openbare instellingen. Het ware wellicht consequenter geweest een rechte lijn te trekken, dan wel een zig-zag stippellijn.

Met zeer veel belangstelling vernemen we dat de komende Regering eveneens werk wil maken van het indijken van de ministeriële kabinetten, dit als correlaat van de herwaardering van de administratie. Dat is voorwaar een lofwaardig initiatief ware het niet dat het verleden ons heeft geleerd dat de socialisten, ook wat dat betreft, bar slechte leermeesters zijn. Bovendien, Mijnheer de Eerste Minister, legt de onoordeelkundig en loodzware samenstelling van de nieuwe regering een ernstige hypotheek op de vrome intenties ter zake. Wellicht had U ook

nog een supplementair kabinet, dat de verhuizingen organiseert, kunnen voorzien. Indien wij de laatste radioberichten van deze morgen moeten geloven, gaat het zelfs zo ver dat wij niet lang het genoegen zullen smaken om onze beminlijke collega, de heer Tobback, als Minister in ons midden te hebben. Ook wat dat betreft, wordt het sneeuwbaaleffect niet afgeremd.

Mijnheer de Eerste Minister, nu wij het over de benoemingen hebben, wil ik even stilstaan bij die paragraaf uit het regeerakkoord waarin er sprake is over de objectiviteit bij de aanstellingen en de benoemingen in het openbaar ambt en de magistratuur. Deskundigheid en vakbekwaamheid zouden inderdaad altijd moeten primeren.

Ik lees in het regeerakkoord dat aanstellingen en bevorderingen op objectieve gronden en voorwaarden geacht worden te zullen leiden tot een samenstelling van een ambtenarenkorps en een magistratuur die een „afspiegeling” zijn van de maatschappij. Dat lijkt mij de aanpak te worden die ons te wachten staat met andere woorden, hoe je water en vuur in één handomdraai en met één pennetrek verzoent. Veeleer lijkt deze formule ons de bestendinging, ja zelfs, de institutionalisering van de politisering in te houden. Tot daar — ik hoop dat ik niet te lang heb gesproken, Mijnheer de Eerste Minister — enkele bedenkingen en kanttekingen die ik wenste te maken op het ogenblik dat u de Regering van de voorspelbare mislukking, de Regering van de verschillende versies, de Regering van de tegengestelde interpretaties — in hoeverre men dan nog van een akkoord kan gewagen —, in het zadel zet.

De heer Dehaene betoogde in zijn Rerum-Novarumtoespraak zopas dat de C.V.P. in 1981 haar fouten van het verleden inzag. Wij, en met ons een steeds groter deel van de bevolking en van uw eigen aanhang, begrijpen niet waarom u in 1988 dan ook in dezelfde fouten vervalt, tenzij de louterre machtsuitoefening tot elke prijs blijkbaar belangrijker is dan uw persoonlijke overtuiging.

M. le Président. — La parole est à M. Clerfayt.

M. Clerfayt (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, pendant des années, M. Martens, à la tête d'une coalition sociale-chrétienne-libérale à prétendu qu'il fallait donner la priorité au rétablissement des grands équilibres macro-économiques.

Par conséquent, M. Martens estimait devoir négliger ou différer les réformes institutionnelles pourtant indispensables.

Qu'a donné cette politique ? D'une part — chassez le naturel, il revient au galop — les erreurs des réformes institutionnelles antérieures, non corrigées en temps utile, ont fini par avoir raison du Gouvernement Martens VI.

D'autre part, quand on regarde les chiffres des résultats macro-économiques, il n'y a pas tellement lieu de pavoiser. On constate que les objectifs prioritaires ne sont atteints :

1. que pour l'inflation qui s'est calmée, mais c'est le fait d'un mouvement mondial.

M. Gol. — C'est inexact.

M. Clerfayt. — 2. que pour la balance commerciale qui s'est rétablie, mais c'est le fait de la faible croissance et de la baisse du prix du pétrole ...

M. Gol. — Ce n'est pas vrai.

M. Clerfayt. — Cependant, dans ces deux cas, Martens VI ne peut pas se vanter d'être l'auteur principal de la bonne évolution constatée.

Face à cela, le chômage est toujours trop élevé même s'il est

vrai qu'il est en légère régression depuis peu ...

M. Gol. — Depuis 1984 pour être précis.

M. Clerfayt. — Et le solde net à financer, qui constitue le véritable baromètre de notre économie tourne toujours autour de 8 % ou plus, ce qui est beaucoup trop et nettement plus élevé que l'objectif fixé.

Bref, les problèmes les plus graves sont loin d'être résolus. C'est peut-être parce que la méthode suivie n'était pas la bonne !

Aujourd'hui, le nouveau Gouvernement composé différemment — sauf pour le Premier Ministre et pour le C.V.P. omniprésent — nous propose de maintenir les anciennes priorités économiques mais d'y ajouter aussi des priorités au plan des réformes institutionnelles.

Alors que Martens VI d'une certaine manière n'arrivait pas, malgré la sévère austérité de Val-Duchesse, ou peut-être à cause d'elle, à atteindre ses objectifs, voilà que Martens VIII se complique encore la vie non seulement en proposant d'approfondir la fédéralisation du pays — ce qui est nécessaire mais ne peut être improvisé dans un château en quelques nuits entre cinq personnes — mais surtout, ce Gouvernement se complique la vie et prépare son propre suicide en cherchant des solutions qui n'en sont pas pour des problèmes qui ont fait tomber Martens VI. Des solutions qui, loin de pacifier, feront pire que bien, le long de la frontière linguistique, notamment à Comines et Fouron ainsi que dans la périphérie bruxelloise.

Quant à Bruxelles, l'éternelle sacrifiée — ce Gouvernement propose un statut bancal qui n'a que peu à voir avec ce qui est nécessaire — pour autant que l'on ne se satisfasse pas de fauxsemblants et que l'on fasse respecter les principes démocratiques.

Monsieur le Premier Ministre, lorsque l'on prend connaissance du programme gouvernemental, on est tenté de féliciter le C.V.P. et en particulier le négociateur Jean-Luc Dehaene car le C.V.P. a réussi le tour de force de perdre les élections et d'imposer quand même, et son Premier Ministre et son point de vue, tant sur le plan économique que sur le plan institutionnel.

On y trouve, par rapport au programme précédent, un peu moins d'accents libéraux et un peu plus d'accents démocrates-chrétiens du type MOC ou ACW, du moins en paroles, car en actes, cela reste à démontrer.

Mais les effets de l'arrivée des socialistes, on les cherche en vain, le retour du cœur n'est pas évident. La force des francophones, annoncée sur les affiches l'est encore moins. Et là, c'est la grosse déception et cela valait bien la peine de gagner les élections pour perdre à ce point les négociations.

Quant au P.S.C., il est toujours dans le coup mais il ne mérite aucune félicitation, car cela ne valait pas la peine de dire non au projet Gol-Dehaene et de faire tomber le Gouvernement le 15 octobre dernier pour aboutir, après cela, à la Beresina pour ce qui concerne le statut des Fourons et de la périphérie. (*Applaudissement sur les bancs du P.R.L.*)

Mais, avant de parler de l'institutionnel et de la défense des droits des francophones, qui constituent vous le savez la raison d'être de mon action politique, je veux approfondir et commenter quelque peu le programme économique du Gouvernement.

Monsieur le Premier Ministre, comme le Gouvernement précédent, je constate que celui-ci ne sait vraiment pas ce qu'il veut. Sur le plan économique, il court après plusieurs lièvres à la fois. Ses objectifs multiples risquent bien d'être contradictoires, comme le texte de l'accord le reconnaît, d'ailleurs, explicitement. Il faudrait donc une hiérarchie, l'établissement de priorités, mais on n'aperçoit aucun classement, comme si les négociateurs n'avaient pas pu ou n'avaient pas osé choisir.

Est-ce vraiment l'emploi qui est prioritaire, comme on peut le lire dans un passage de l'accord ? Si c'est l'emploi, alors la poursuite de la réduction du solde net à financer ne peut pas vraiment se faire, bien qu'un autre passage de l'accord la présente comme une priorité essentielle. Le Gouvernement annonce même pour cet été un nouveau Val-Duchesse de 80 milliards, ce qui ne manquera pas de décevoir beaucoup d'électeurs qui croyaient bien pouvoir échapper à l'austérité.

Si on réalise un nouveau tour de vis dans les dépenses publiques, on ne voit pas comment cela pourra se faire sans nuire à l'emploi, sauf dans un seul cas, c'est-à-dire si la réduction des dépenses se fait dans le poste des charges de la dette publique. En négociant avec les banques et les intermédiaires financiers, M. Maystadt aura-t-il plus de succès que M. Eyskens en 1986 ? On veut l'espérer, mais on n'ose le croire. Pourtant, il faudrait réussir la conversion de cette partie de l'encours total de la dette (près de deux mille milliards) qui ont été empruntés à des taux supérieurs à 11 pour cent. Si la réduction des charges pour un montant de 20 milliards, paraît-il, comme la rumeur en circule, n'est de nouveau rien d'autre qu'un report d'échéance, il ne s'agira, une fois de plus, que d'une ficelle et de la poudre aux yeux. Je suppose que MM. Willockx et Vandembroucke, qui ont été si sévères pour l'opération Eyskens de 1986, ne laisseront pas se produire une simple réédition de mine coup cette fois-ci.

Cela étant dit, revenons à la réduction du solde net à financer. Si celle-ci est vraiment une priorité, on ne voit pas comment l'on pourra réduire la pression fiscale. Il est vrai que le Gouvernement n'y songe pas puisque, s'il parle de réforme fiscale, il a bien soin de dire que toutes les réductions devront être compensées. Donc pas de réduction de la pression fiscale ! Le Gouvernement fera une réforme fiscale au bénéfice des familles — ce qui est appréciable —, au bénéfice des cadres — ce qui peut avoir une justification — et en général au bénéfice des gros revenus déclarés à l'I.P.P., ceci est plus discutable.

Mais cette réforme sera payée par d'autres contribuables. Or, sur ce plan on est discret quant aux catégories de victimes. Les entreprises sont désignées pour 25 milliards de même que les dépenses fiscales, les charges professionnelles et les accises, mais sans précisions. Tout cela n'est pas nécessairement favorable à l'emploi, ni compatible avec la justice sociale.

Pour les charges professionnelles, il faut faire attention de ne pas écraser les indépendants et les classes moyennes. Pour les accises, il faut aussi faire attention à l'effet inflationniste et peut-être songer à le neutraliser dans l'index. Économiquement, ce serait justifié, mais socialement c'est évidemment autre chose. Voilà encore un choix sur lequel le Gouvernement est muet.

Quoi qu'il en soit, si le Gouvernement fait cette réforme fiscale, financée de cette manière, il utilise et il épuise, en réorganisant ainsi la structure interne de la fiscalité, la faible marge de manœuvres dont il dispose.

Il faut alors être de bon compte. Si l'on applique la réforme telle qu'elle est décrite, il n'est plus possible dans ces conditions — sauf à réduire les recettes et à compromettre la réduction du solde net à financer — de suivre la suggestion des septante-deux économistes de réduire la parafiscalité pour stimuler l'emploi, principalement des non-qualifiés. Il serait dommage de sacrifier cette suggestion originale simplement pour honorer une promesse libérale, imprudemment reprise à la légère par tous les partis, depuis l'été dernier.

La réduction de l'I.P.P. prônée par les libéraux et décidée par le Gouvernement Martens VI-Eyskens l'été dernier avait le grand défaut d'être mal financée, entraînant ainsi des dégâts pour les professions libérales et les P.M.E. Elle avait aussi le défaut de compter trop naïvement sur un hypothétique effet de relance par la dynamisation de l'offre et par l'accroissement de la consumma-

tion, mais en oubliant la forte propension à importer existant dans notre pays et, donc, la fuite à l'étranger de l'effort fiscal consenti, sans aucun bénéfice pour l'activité économique interne.

Certes, Martens VIII a prévu des aménagements éliminant certaines causes des critiques les plus sévères à l'égard du plan Eyskens. Mais il est évident qu'en empruntant cette voie, Martens VIII a rejeté dans les ténèbres extérieures la possibilité de stimuler l'emploi par la réduction des charges parafiscales, c'est-à-dire par la réduction du coût du travail pour les entreprises. En effet, le même argent ne peut pas servir deux fois. Dans le texte figure une petite phrase que je vous cite : „La recette qui résultera de l'adaption des accises peut aussi être affectée à l'emploi, soit directement soit en allégeant la charge parafiscale”. Ce n'est pas cette petite phrase qui peut suffire à donner le change. A mon avis, il ne s'agit que d'une concession verbale. En fait, le Gouvernement a choisi de réduire l'I.P.P. et pas de donner la priorité à l'emploi. C'est son droit mais j'estime cela très fâcheux.

Le Soir de mercredi dernier a publié le résultat d'une étude réalisée par le Bureau du Plan à la demande des interlocuteurs sociaux. Elle consiste à examiner les effets de divers paquets de réformes fiscales, balancées différemment. Il est clair que la variante n° 3 est la meilleure pour l'emploi, comme pour la croissance d'ailleurs. Évidemment, elle n'est pas très bonne pour le solde net à financer mais on ne peut tout avoir et le projet Eyskens n'était pas non plus excellent sur ce plan. Je pose la question suivante : le Gouvernement va-t-il retenir cette variante favorable à l'emploi, à défaut de retenir la suggestion des septante-deux économistes ? Si oui, il s'écartera très fort de la réforme Eyskens décidée en août dernier et de ce qui est annoncé dans la déclaration car, pour réaliser cette variante n° 3, il faudra faire moins de réductions d'impôts directs et plus de relance sélective que ce qu'annonce cette déclaration. Davantage de relance sélective signifie atteindre un montant de 27 milliards plutôt que de 7 à 9 milliards.

Il faudra donc renégocier au sein du Gouvernement. Si ce dernier ne le fait pas, c'est qu'il ne veut décidément pas donner la priorité à l'emploi. C'est un choix comme un autre mais, dans ce cas, qu'il soit honnête et qu'il cesse de le proclamer.

Bref, si le Gouvernement n'apporte pas de précisions sur la hiérarchie des objectifs, je suis forcé de dire que sa politique est équivoque et contradictoire, exactement comme le fut celle du gouvernement précédent. Que peut-on attendre de bon d'une politique contradictoire par incapacité de faire des choix clairs ?

Ces contradictions étant soulignées, je n'aperçois pas dans le programme économique d'évolution significative par rapport à Martens VI. La part de la continuité est, me semble-t-il, bien plus grande que celle du changement. Je ne suis pas sûr que les électeurs du 13 décembre voulaient vraiment cela. J'ai l'impression, au contraire, qu'ils souhaitaient autre chose.

J'aborde maintenant les problèmes institutionnels. Le Gouvernement a décidé d'approfondir le fédéralisme, c'est-à-dire de transférer de nouvelles compétences aux Régions et aux Communautés.

Sous réserve de l'examen des textes qui seront déposés, ce n'est pas nous, fédéralistes, qui allons en principe critiquer cette décision.

Quant au financement des Régions et Communautés, j'attendrai aussi de voir plus clair pour me prononcer. Le texte décrivant le système nouveau est bien compliqué et je ne sais toujours pas quelles seront les répercussions pour Bruxelles et pour la Communauté française du nouveau système de financement retenu.

Pour pouvoir juger, on devrait pouvoir disposer des chiffres utilisés par le Gouvernement et issus de son ordinateur.

Deux choses méritent cependant d'être relevées. D'abord un chiffre publié dans le texte de l'accord et qui doit être critiqué : c'est la part de 20 pour cent des impôts communautaires prélevés à Bruxelles qui est attribuée à la Communauté flamande. Ce chiffre reprend celui que le Gouvernement précédent avait décidé dans les accords de Sainte-Catherine. Il s'agit. — faut-il le répéter ? je crois que oui — d'une spoliation de dix pour cent pour la Communauté française, car il est certain que les Flamands de Bruxelles ne représentent pas 20 pour cent de la population de Bruxelles et n'apportent pas 20 pour cent des ressources fiscales dégagées à Bruxelles. Ce chiffre est d'autant plus injuste que par ailleurs les 120.000 francophones de la périphérie et de Fourons vont, eux, par leur impôt alimenter à 100 pour cent les recettes de la Communauté flamande.

Ensuite, il n'y a dans l'accord aucune récupération des moyens financiers dont Bruxelles a été privée dans le passé. Pourquoi les négociateurs francophones n'ont-ils pas exigé la restitution des 45 milliards perdus pour les communes depuis une dizaine d'années, la récupération de deux années de droits de succession dont Bruxelles a été privée par comparaison avec ce qui est arrivé au bénéfice des autres régions ? Pourquoi n'ont-ils pas obtenu la correction des accords de Sainte-Catherine, et cetera ?

Les négociateurs socialistes ne méritent, à mon sens, aucune félicitation pour ces dispositions de l'accord. Je devrai dire d'ailleurs la même chose pour la plupart des autres dispositions que je vais analyser maintenant. Mais la critique vise autant les négociateurs du P.S.C. que les autres. Evidemment, ils sont tous dans le même sac.

Prenons d'abord le volet bruxellois dont Philippe Moureaux et Jean-Louis Thys sont apparemment si fiers. En fait, ils sont satisfaits non pas de leurs acquis, mais de ne pas avoir encore tout cédé aux prétentions flamandes abusives. Quant à dire que le résultat est bon, il s'agit là vraiment de la méthode Coué. Je ne retrouve rien dans les accords de ce qui Philippe Moureaux prévoyait dans le texte de la proposition de loi sur la Région de Bruxelles qu'il a encore redéposé en février dernier, c'est-à-dire après les élections.

Certains disent que la Région de Bruxelles est enfin reconnue et que c'est une première importante. Je suis désolé ; on ne peut pas dire cela, car ce n'est pas vrai.

La Région de Bruxelles a déjà été reconnue antérieurement dans un accord similaire : c'était le Pacte d'Egmont, il y a dix ans. Au moment de voter les textes, le C.V.P. a renié sa signature. Qui peut garantir que cela n'arrivera plus ?

Ensuite, la Région de Bruxelles a été reconnue une deuxième fois : c'était dans l'accord d'avril 1979 qui a permis l'installation de Martens I. Mais le C.V.P. a exigé ensuite des amendements impossibles lors de son congrès de décembre 1979. Qui peut garantir que ce petit jeu ne va pas recommencer ?

Après ce congrès du C.V.P., le parti socialiste et le p.s.c. se sont inclinés, ont laissé tomber le F.D.F. le 15 janvier 1980 et on fini par accepter les lois d'août 1980 qui mettaient Bruxelles au frigo.

Dès lors, Messieurs les négociateurs francophones, avant de chanter victoire parce qu'un accord de gouvernement prévoit, pour la troisième fois, la mise sur pied d'une certaine région de Bruxelles, vous feriez bien d'être prudents et de vous souvenir des précédents.

En outre, que vaut l'affirmation d'un principe si les modalités d'application sont détestables et le vident de sa substance ?

Or, quand on examine le texte admis par le P.S. et le P.S.C.,

on constate que ce n'est pas une région à part entière qui est prévue. A cet égard, dans la déclaration lue par M. Martens à cette tribune, il y a quelques jours, on doit relever une phrase qui serait comique, si elle ne visait à tromper l'opinion.

Monsieur Martens a parlé d'élaborer „un statut à part entière pour la région de Bruxelles-capitale”. Une telle phrase me paraît scandaleuse car nous attendons, et réclamons bien autre chose. Ce n'est pas un statut à part entière pour la région de Bruxelles-capitale, c'est un statut de Région à part entière.

Il ne faut pas jouer sur les mots. La Région de Bruxelles-capitale est l'expression imposée par les Flamands pour signifier que sous prétexte du rôle de capitale, c'est un „Rijksgebied”, un territoire d'Etat sous tutelle nationale qu'ils veulent créer.

Cette terminologie de Bruxelles-capitale n'est pas conforme à la terminologie constitutionnelle de l'article 107quater. Par ailleurs, l'article 126 de la Constitution précise que seule la ville de Bruxelles est la capitale de la Belgique donc, les 18 autres communes n'en font pas partie. Nous ne voulons pas un statut pour Bruxelles-ville, nous voulons un statut pour l'ensemble de la région comprenant non pas 19 communes mais environ une quinzaine d'autres en sus, soit approximativement 35 communes au total.

En limitant Bruxelles aux 19 communes, l'accord réalise une aberration socio-économique dommageable à Bruxelles et, par conséquent, à ses habitants quelle que soit leur langue aussi bien pour un aménagement du territoire cohérent que pour le financement correct des institutions de service public régional qui servent, à Bruxelles, non seulement le million d'habitants des 19 communes mais également les 300.000 habitants de la proche périphérie situés dans l'arrondissement de Hal-Vilvorde et à Tervuren.

En outre, les habitants de la périphérie qui vivent de, avec et pour Bruxelles ne sont pas reconnus en tant qu'électeurs régionaux et sont exclus de la co-décision dans leur Région, ce qui n'est pas démocratique.

Par contre, la composition du Gouvernement est telle que M. Jef Valkeniers, bourgmestre de Dilbeek, flamingant rabique, qui s'est encore illustré récemment par le dépôt de propositions de loi linguistiques et anti-bruxelloises incroyables, reçoit le droit de se mêler des affaires de Bruxelles. Pareille distorsion est inacceptable.

Le statut prévu pour Bruxelles dans l'accord n'en fait pas une région autonome. Il ne s'agit donc pas d'une région à part entière étant donné qu'elle n'est pas égale en droit aux deux autres régions.

En effet, la Région de Bruxelles-capitale est placée sous tutelle du conseil des ministres de l'Etat central, qui, de la même manière que s'exerce la tutelle sur une commune, peut suspendre les ordonnances et les règlements du Conseil ainsi que les arrêtés de l'Exécutif dans trois matières : aménagement du territoire, infrastructure et communications.

Or, mes chers collègues, il s'agit de trois matières très vastes. Avec une interprétation extensive, songez notamment à l'aménagement du territoire, elles pourraient englober finalement un nombre important d'activités.

Ensuite, les ordonnances ne possèdent pas la même force légale que les décrets pris par les assemblées des autres Régions et Communautés. Il y a non seulement l'exercice de la tutelle que nous venons de décrire mais aussi un contrôle par les cours et tribunaux du pouvoir judiciaire. On se demande ce qui justifie cette disposition.

Cet accord sur Bruxelles consacre encore une surreprésentation de la communauté flamande de Bruxelles qui, dans les faits,

ne représente que dix pour cent de la population et reçoit la parité à l'Exécutif, le président excepté, ce qui est donc la parité constitutionnelle, et l'attribution des compétences garanties à ses membres.

Ici les négociateurs francophones ont recopié et transposé les dispositions introduites par les libéraux dans la loi sur l'Agglomération du 21 août 1987, dispositions que les socialistes avaient l'an dernier critiquées en même temps que nous.

Nous avons bien raison en 1987 de dénoncer les concessions libérales en prédisant qu'elles serviraient de modèle à ce que l'on ferait ultérieurement pour la Région de Bruxelles. Mais nous ne pensions pas que les socialistes et M. Moureaux en deviendraient co-auteurs et complices par ratification.

Sauf la suppression de l'Agglomération qui est une décision positive — nous la réclamons depuis toujours à condition de lui substituer de vraies institutions régionales — sauf cette décision, il n'y a ni simplification des institutions de la Région ni possibilité de gestion efficace d'une politique régionale, puisqu'il y a un exécutif et un conseil à géométrie variable, suivant les compétences exercées.

De surcroît, la mise sous tutelle par le Conseil des ministres des institutions régionales, l'intervention éventuelle de la Chambre, la procédure de consensus au sein de l'Exécutif bruxellois qui revient à un droit de veto, notamment et probablement pour les membres flamands, et qui est aussi la reprise d'une autre concession désastreuse, faite par le P.R.L. dans la loi sur l'Agglomération de 1987, et en outre la procédure de sonnette d'alarme, sont des procédures qui, si elles sont cumulées — ce qui est loin d'être impossible — auront pour effet de paralyser la gestion et de retarder considérablement les décisions.

Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser pour Bruxelles : les modalités retenues sont anti-démocratiques et n'engendreront qu'une impossibilité de gestion.

Quant à la périphérie et Fouron, l'accord est une accumulation de victoires pour la Flandre. Les négociateurs francophones se sont fait rouler sur toute la ligne. Les 120.000 francophones de la périphérie sont abandonnés à la Flandre qui pourra tenter de continuer à les assimiler de force, c'est-à-dire à violer leur identité culturelle à moins qu'on ne parvienne à les dégoûter et les faire déménager, ce qui est souhaité par beaucoup de Flamands d'ailleurs. J'espère bien que les francophones tiendront bon et qu'ils lutteront sur place pour leurs droits et leurs libertés. Les lois linguistiques de 1963 sont modifiées selon les exigences flammingantes puisqu'elles ne comportaient aucune obligation linguistique pour les mandataires, comme le rapporteur de ces lois, le Sénateur de Stexhe l'a encore rappelé l'automne dernier dans une interview publiée par „*La Libre Belgique*”.

Actuellement, on va confirmer dans la loi la jurisprudence abusive des chambres flamandes, du Conseil d'Etat instaurant le suffrage capacitaires. Car la présomption irréfragable, c'est le suffrage capacitaires.

Sauf s'il est dit clairement — mais ce n'est pas le cas — que l'élu a le droit de parler le français au collège et au conseil communal. Mais bien sûr ce n'est pas indiqué dans le texte et M. Schiltz et bien d'autres encore ont déjà prétendu qu'il serait possible de faire annuler les délibérations du conseil ou du collège pour l'obtention desquelles le français aurait été utilisé. Si cette thèse prévaut, c'est le suffrage capacitaires car l'élu qui, de fait, ne connaîtrait pas le néerlandais serait mis dans l'incapacité d'exercer son mandat.

Par ailleurs, l'examen de néerlandais pour le bourgmestre et le président du C.P.A.S. devant une chambre unilingue flamande du Conseil d'Etat, c'est aussi le suffrage capacitaires avec des modalités scandaleuses.

De toute façon, José Happart et René Capart sont les victimes de la jurisprudence prétorienne édictée par un juge législateur, donc par un acte juridique abusif et irrégulier et ils sont sacrifiés, sanctionnés et éliminés alors que c'étaient les juges du Conseil d'Etat qu'il fallait sanctionner pour abus de pouvoir et excès de compétence.

Le collège à la proportionnelle est encore une victoire flamande, aussi bien à Fouron que dans cinq communes de la périphérie au moins, y compris Rhode-St-Genèse car, en octobre 1988, les francophones y emporteront incontestablement et enfin, la majorité absolue des suffrages et des sièges. Le C.V.P. inspiré au niveau des négociateurs par un de ses membres éminents, M. Herman Van Rompuy, Président du C.V.P. de Rhode-St-Genèse — qui sait que la courte majorité flamande actuelle est condamnée — le C.V.P., dis-je, a pris des assurances pour conserver deux échevins tout en gagnant en même temps des échevins dans les autres communes à facilités — où il n'y en a pas jusqu'à présent.

Les négociateurs francophones incompetents, car c'est eux qui se sont montrés incompetents, M. Van Rompuy, ne le savaient pas. Ils ont été roulés. C'est encore la démocratie qui y perd car l'introduction de la règle du consensus pour les décisions du collège constitue, en fait, l'introduction d'un droit de veto. Ainsi, le collège proportionnel entraîne le blocage de la gestion ; ce blocage est institutionnalisé. On renvoie toute décision au conseil communal qu'il faudra réunir tous les huit jours et, finalement, on aura l'intervention de la tutelle flamande suspendant ou cassant probablement les décisions prises par la majorité francophones du conseil communal. On va donc vers la généralisation de carousels multiples. Quelle belle technique de gestion nous est ainsi proposée !

A propos des facilités, les négociateurs francophones se sont également fait rouler en les achetant une deuxième fois quand ils les avaient déjà payées chèrement en 1962—1963. Or, cette loi qui prévoit les facilités depuis 1962—1963 ne pouvait être modifiée, grâce à la sonnette d'alarme, qu'avec la complicité d'élus francophones. Faut-il inscrire dans la Constitution toutes les lois dont certains élus réclament la modification ? Où va-t-on dans ces conditions ? D'ailleurs que va-t-on vraiment inscrire dans la Constitution ? S'agira-t-il d'énumérer les droits garantis ? Je crains que dans les faits, cette promesse de l'accord ne soit encore une fois qu'un attrape-nigauds. De toute façon, il faut savoir que les facilités sont insuffisantes : insuffisantes en superficie puisqu'elles ne jouent pas en faveur de 65.000 francophones environ vivant dans une dizaine de communes sans facilités de la périphérie bruxelloise ; ces francophones sont des parias traités par leur propre pays d'une manière inadmissible.

Ensuite, elles sont insuffisantes en contenu, et je renvoie à la lettre du bourgmestre de Linkebeek qui a été lue hier à cette tribune par Mme. Spaak. Il est démontré dans cette lettre que leur maigre contenu est chaque jour grignoté par le fait de la régionalisation et de l'attitude intolérante et discriminatoire de fonctionnaires unilingues du Vlaamse Staat.

Les Flamands mécontents de cette décision de constitutionnalisation de facilités peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Cela ne sert à rien d'inscrire dans la Constitution quelque chose qui par application de la régionalisation est vidé de son contenu et ne sera pas respecté.

Que l'on ne parle pas des recours judiciaires ! D'abord ils ne concernent pas l'article 23 de la Constitution, c'est-à-dire la liberté linguistique, à savoir l'essentiel des matières pour lesquelles il y a vraiment des problèmes. Ensuite, s'il s'agit de recours individuels contre des actes administratifs arbitrairement injustes, alors, ils aboutissent devant les chambres flamandes du Conseil d'Etat, non pas devant les chambres unilingues ; ce sont bien, en effet, les chambres flamandes qui ont le pouvoir de décision, même si elles doivent prendre un avis auprès des chambres réunies, quelle portée cela a-t-il puisque cet avis ne lie même pas ?

Ce sont donc, disais-je, les chambres flamandes unilingues qui ont le pouvoir de décision. On est donc certain de la suite qui sera réservée aux recours introduits. De toutes façons, ces recours sont longs et coûteux. Comment croire qu'ils peuvent protéger des citoyens victimes de discrimination par le fait de fonctionnaires qui savent que les chambres flamandes leur assurent l'impunité ?

De telles protections juridiques, c'est vraiment du vent. Hélas, trois fois hélas, nous ne pouvons plus avoir la moindre confiance dans la justice flamande. Elle est irrémédiablement entachée d'une suspicion légitime pour cause de flamingantisme. La seule protection efficace pour les francophones de la périphérie serait d'échapper au Vlaamse Staat et d'appartenir à la région bilingue et démocratique de Bruxelles.

Toutes ces critiques sévères pour votre accord sur la périphérie concernent également, *mutatis mutandis*, Fourons et Comines, à qui nous exprimons notre solidarité totale. Le fait d'avoir créé des problèmes à Comines où il n'y en avait pas est une aberration, une de plus. C'est aussi une preuve que la démarche suivie pour tenter de résoudre les problèmes, là où ils existent, n'est pas une démarche démocratique, c'est pourquoi il faut la condamner.

Bref, pour ces communes à statut spécial et pour les francophones des autres communes sans facilités autour de Bruxelles votre accord, je le répète, Messieurs les négociateurs francophones, c'est la Berézina.

Mis à part le cas des échevins qui, par rapport au projet de loi Gol-Dehaene du 15 octobre 1987, est un peu moins mal réglé, mis à part ce cas-là, il y a recul grave et victoire flamande dans les autres problèmes nés de la mauvaise fixation des frontières linguistiques en 1962-1963.

Il me semble, par exemple, que M. Vermeiren et d'autres orateurs P.V.V. ou Vlaams Blok font preuve de beaucoup d'imagination pour trouver, du point de vue flamingant, des raisons de critiquer cet accord. Ce passage du discours de M. Vermeiren, hier, était littéralement ridicule. Pour la périphérie, l'accord constitue une victoire écrasante des thèses flamingantes.

La faute grave des négociateurs francophones réside dans leur refus de se battre pour l'essentiel, c'est-à-dire la correction des frontières linguistiques, surtout que, par la volonté flamande, elles deviennent maintenant des frontières d'Etat. La faute grave, c'est encore d'avoir renié les signatures au bas de la charte de la périphérie de novembre 1984. C'est aussi d'avoir oublié la liaison nécessaire entre le sort des 120.000 francophones de la périphérie et celui des 100.000 flamands de Bruxelles qui, les uns et les autres, sont des citoyens belges mais dont les premiers sont discriminés tandis que les seconds sont privilégiés avec des passe-droit inadmissibles en démocratie.

En d'autres mots, la faute grave c'est d'avoir accepté le postulat flamingant de l'intangibilité des frontières alors que ce postulat n'a aucun fondement justifiable. Il s'agit purement et simplement d'un abus de la force, contraire à tous les principes démocratiques. Quant à moi, je ne connais qu'un seul postulat respectable, c'est celui du respect des principes démocratiques.

De cette faute grave il en résulte d'autres, comme le fait d'avoir accepté le transfert à la région de la tutelle sur les communes à facilités alors qu'en 1980, cette tutelle avait été réservée à l'Etat central parce que les limites qui n'étaient fixées qu'à titre transitoire étaient considérées comme susceptibles d'être corrigées et revues.

Les négociateurs francophones disposaient ici d'un grand levier. Ils ont commis l'exploit de l'oublier, de ne pas l'utiliser, de l'abandonner purement et simplement.

De cette faute grave concernant les frontières, résulte aussi l'impossibilité probable en toute logique — mais qu'il a-t-il de logique dans le galimatias institutionnel de notre pays ? — de permettre aux francophones de la périphérie d'en voter pour le Conseil de la Communauté française.

J'espère que M. Moureaux, qui a été gravement distrait en cette affaire, pourra rattraper cette erreur, mais je suis sceptique. M. Dehaene a été, hélas !, très clair à ce sujet et il a la logique pour lui. Car, pour permettre à la Communauté française d'être compétente pour les francophones de la périphérie et de Fourons, il faut, soit abandonner le principe de l'homogénéité linguistique des Régions, et son corollaire paradoxal, le caractère territorial des droits personnels, soit corriger les frontières et mettre, en région bilingue, les communes habitées par des ressortissants des deux Communautés, en quantité importante.

Il va de soi que la deuxième solution est la meilleure. La faute majeure des négociateurs francophones est d'avoir accepté leur défaite sur ce point avant même de discuter. Leur faute majeure est d'être arrivés à la négociation avec une mentalité de battus d'avance au moins sur cette question qui est pourtant capitale.

Bref, rarement une négociation fut aussi mal menée et avec des résultats aussi désastreux pour la Communauté française et pour Bruxelles.

A cause de ces résultats, il n'y aura aucune pacification, bien au contraire. Cet accord va allumer de nouveaux foyers d'incendie, va „fouronniser” de nombreuses communes. Heureusement que ces accords sont pleins de blancs, pleins d'équivoques. C'est sans doute ce qui va les sauver, car ces lacunes vont rendre ces accords inapplicables. Je m'en réjouis.

En effet, quand les équivoques seront levées, quand les blancs seront remplis, il ne se trouvera plus de majorité pour soutenir ces accords. Si, par malheur, ceux-ci devaient trouver de justesse une majorité, je suis certain qu'un jour, tôt au tard, il seront de toute façon remis en question. Dans l'Europe du XXème et du XXIème siècle, vous n'imposerez pas longtemps un régime antidémocratique.

Pour sortir définitivement de ces problèmes, il faudra bien un jour appliquer les principes démocratiques, respecter le suffrage universel, consulter les populations concernées et, en conséquence, rectifier les frontières. Consultation à Comines, consultation à Fouron, consultation dans une quinzaine de communes de la périphérie et non seulement dans les six communes à statut spécial.

Nous sommes donc farouchement opposés à cet accord et à ce programme gouvernemental qui sacrifie injustement Bruxelles, derrière un filet de camouflage, et les droits de 120.000 citoyens belges francophones vivant dans la périphérie et à Fourons pour réaliser une avancée fédéraliste qui, de toute façon, telle qu'elle est conçue, ne sera vraisemblablement avantageuse que pour la Flandre.

Ce fait d'un plus grand avantage de l'accord pour la Flandre résulte, notamment, du calendrier prévu. D'après ce que l'on sait des projets du Gouvernement à ce sujet, tels qu'ils ont été révélés notamment par M. Dehaene, dimanche dernier à R.T.L., on va réaliser avant les vacances tout ce qui intéresse la Flandre, et les aspects positifs pour les francophones, déjà trop faibles de toute façon, verront leur réalisation remise à plus tard. Autant

dire que la Flandre, selon sa bonne habitude, va une fois de plus se servir puis remettre en question ses maigres concessions.

Il me reste à espérer que les francophones du Gouvernement auront quand même un sursaut de lucidité et exigeront le parallélisme. Celui qui serait vraiment satisfaisant, consisterait à faire voter avant les vacances, au minimum, le texte légal créant l'Assemblée bruxelloise.

Pour rétablir l'égalité en faveur de Bruxelles et des Bruxellois, égalité dont il sont privés depuis si longtemps, il faudrait au minimum que cette institution, l'Assemblée bruxelloise, soit mise sur pied d'urgence, indépendamment de tous les détails qui restent à régler concernant la Région, laquelle pourra éventuellement être organisée pour le reste en hiver, si le Gouvernement dispose encore, à ce moment-là, d'une majorité.

Je demande aux ministres francophones de songer sérieusement à cette proposition de parallélisme pour ce qui concerne au minimum l'Assemblée bruxelloise. Ce fait amoindrirait le mal contenu dans l'accord gouvernemental. Quoi qu'il arrive, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, mes chers collègues, pour notre part, nous poursuivrons notre lutte pour la justice, la démocratie, la liberté, car c'est cela qui est en cause à Bruxelles, à Fournon, à Comines et dans la périphérie bruxelloise. Nous poursuivrons notre lutte parce que nous savons avec certitude qu'il n'y a jamais rien de définitif en politique, surtout pas les gouvernements de résignés, sans idéal, ni les lois injustes qu'ils préparent. (*Applaudissements sur les bancs du F.D.F.*)

M. le Président. — La parole est à M. Winkel.

M. Winkel (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, mes chers collègues, au début de sa déclaration, le Gouvernement affirme que notre pays sera confronté à des défis importants qui sont les progrès technologiques et les développements démographiques. Ces défis viennent s'ajouter à ceux posés par l'aggravation de la dette publique et par l'achèvement de l'Unification de l'Europe.

Après ces hautes considérations, le Gouvernement met en avant sa double priorité : la recherche d'un solution aux problèmes socio-économiques et la réforme de l'Etat. Il est vrai que ces priorités sont évidentes pour les écologistes, mais nous exigeons que l'on ne sépare plus le développement économique de l'impact qu'il a sur l'environnement. Nous avons fait semblant de croire aux professions de foi écologistes de certains grands partis et à la reprise de nos thèmes dans leurs programmes, mais ce n'était qu'un feu de paille. Les partis traditionnels n'ont toujours rien compris à la démarche écologiste !

D'abord, il n'y a qu'une seule phrase dans l'introduction pour dire que le Gouvernement aura une attention particulière pour la qualité de la vie et la protection de l'environnement.

Ensuite, il faut attendre la page 45 pour avoir droit à quelques lignes sur l'environnement. J'ai mesuré le paragraphe „environnement” comme l'a fait mon collègue José Daras. Il y a 13 centimètres pour l'environnement sur un programme de près de 17 mètres. A ce tarif-là, on laissera un pays bétonné et irrespirable aux générations futures !

La protection de l'environnement, ce n'est pas seulement quelques normes à respecter, ils font réorienter les choix de consommation et de production de manière à minimiser les coûts écologiques et sociaux. Pour cela, nous proposons une taxe à la valeur soustraite qui inciterait les industriels et les consommateurs à se tourner vers des produits moins coûteux en termes écologiques c'est-à-dire des produits qui demandent moins de matières, moins d'énergie et moins de rejets toxiques. Il s'agit donc de pénaliser les productions qui dégradent l'environnement et de favoriser les produits propres. Ce changement radical dans notre manière de produire ne se fera pas avec ce Gouvernement.

On peut juste espérer qu'il traduira en projets de loi les nombreuses directives européennes qui ne sont pas respectées. Il faut rappeler qu'en 1986, la Belgique était en infraction par rapport à plus de cinquante directives „environnement”. Depuis lors, notre pays a comblé une partie de son retard, mais il en reste malheureusement de nombreuses à appliquer.

On peut regretter que le Gouvernement n'envisage que des scénarios pour l'interruption des déversements et de l'incinération en mer, alors qu'il connaît le degré de pollution de la mer du Nord et les dégâts irréversibles qui s'y produisent. C'est pour cela qu'il faut une interdiction totale et immédiate de tout rejet de déchets toxiques et l'arrêt de l'incinération en mer comme d'autres pays l'ont décidé.

En ce qui concerne la politique des transports, le Gouvernement estime qu'il faut tenir compte des effets sur l'environnement. S'il veut tenir ses promesses, le Gouvernement devra donc radicalement changer de politique de transports en privilégiant les transports en commun, parce qu'il est manifeste que c'est la priorité à l'automobile qui a dégradé l'environnement, en défigurant le paysage et en induisant une pollution généralisée dans les villes. On ne résoudra pas le problème des files à l'entrée des agglomérations en construisant seulement des parkings à proximité des gares.

C'est un raisonnement simpliste. Il faut réfléchir globalement à la politique des transports en se disant qu'il faut remettre en cause les choix en matière d'aménagement du territoire. Au nom du progrès, on a fait croire aux gens qu'ils pourraient habiter sans problème à des dizaines de kilomètres de leur lieu de travail, grâce aux autoroutes et aux voies de pénétration. Et ainsi on a créé une spirale infernale : les voies rapides attirent les automobilistes qui délaissent les transports en commun, ce qui aboutit au blocage généralisé. La solution n'est pas la coordination, la collaboration ou les parkings, mais d'abord la priorité absolue en termes d'investissements pour les transports en commun et ensuite la proximité des quartiers, c'est-à-dire l'établissement d'entreprises à proximité de l'habitat.

Et au lieu d'investir de l'argent pour développer les fréquences des trains, trams et bus, on se jette tête baissée sur le dernier gadget à la mode, le T.G.V., en sous-estimant les atteintes au paysage et à l'environnement suite à l'installation d'un site propre.

Le Gouvernement a bien promis de faire établir un rapport sur l'incidence du T.G.V. sur l'environnement, mais sans que cela puisse remettre en cause le principe du T.G.V.

Il s'agit d'un détournement de l'esprit de l'étude d'impact qui devrait éventuellement pouvoir remettre en cause ce choix.

Un autre hiatus concerne l'étude d'impact à Bruxelles. Initialement, elle devait déterminer le meilleur endroit pour l'arrêt à Bruxelles, mais les dés étaient pipés puisqu'on avait éliminé la gare du Nord pour l'arrêt au Midi. Peut-on m'expliquer l'intérêt d'une étude d'impact dans ces conditions ?

Le chapitre concernant la politique de santé est précédé de l'habituel exposé sur les problèmes de l'assurance-maladie et sur la maîtrise des dépenses de ce secteur. On paye en fait aujourd'hui les excès de la politique des années soixante valorisant la consommation médicale. L'idée que la santé n'a pas de prix est aujourd'hui enfin remise en cause. Au contraire, comme le disent les écologistes depuis des années, il y a des seuils à ne pas franchir. Avec les partis traditionnels, les dépenses de santé sont passées de 18 milliards en 1960 à 260 milliards en 1983 et le vieillissement de la population ne fera qu'accroître ce processus. Mais le Gouvernement ne propose aucune mesure fondamentale susceptible de casser cette surconsommation.

Pour cela, il faut élaborer une conception globale de la santé, qui ne mesure pas le bien-être en fonction de la consommation

d'actes techniques, mais en fonction du mode de vie et d'éléments psychologiques et sociaux qui font la qualité de la vie.

L'annuaire statistique de la Santé publique méconnaît cette qualité de la vie en alignant des chiffres les uns derrière les autres, en croyant sans doute que le bien-être se quantifie comme une marchandise.

On peut déplorer aussi qu'il n'y ait rien sur la revalorisation du médecin généraliste, alors que c'est lui qui devrait être le premier interlocuteur dans le système des soins. Il faut d'ailleurs espérer que la négociation médicomutualiste n'aboutisse qu'à augmenter les revenus des seuls généralistes.

On remarque qu'il n'est toujours pas question de reconnaître officiellement les médecines douces, alors que la population y a de plus en plus recours. Pour les écologistes, il est temps de reconnaître, dans un premier temps, l'homéopathie, l'ostéopathie et l'acupuncture, et d'officialiser leur enseignement dans les facultés.

M. Baudson, Vice-Président, prend la présidence de l'assemblée.

De heer Baudson, Ondervoorzitter, treedt als Voorzitter op.

Un élément positif concerne le principe de maintenir le malade le plus longtemps possible à domicile. C'est indispensable pour responsabiliser les individus et leur rendre une partie de leur autonomie.

Un autre point positif : ce sont les normes qualitatives pour les maisons de soins et pour les hôpitaux. On retrouve ici les propositions qui ont été faites à la Communauté française en janvier dernier.

Pour freiner la surconsommation de médicaments, le Gouvernement ne propose que des mesures vagues qui n'aboutiront à rien de concret. Peut-on m'expliquer ce qu'est „un comportement prescripteur plus responsable et un système d'information efficace axé sur l'intérêt du prescripteur d'obtenir une information neutre et scientifiquement justifiée". Ce ne sont que des mots. On aurait pu soumettre à la prescription médicale certains médicaments ayant des effets secondaires importants comme les antidouleurs composés. On aurait pu aussi programmer effectivement cette information neutre auprès des médecins en créant un organe d'information pluraliste, s'inspirant ainsi d'un célèbre magazine des consommateurs.

Le point le plus négatif de ce chapitre santé, ce sont ces deux lignes consacrées à la lutte contre le sida dans ce programme de 69 pages. Ceci est le symptôme de la méconnaissance totale du problème de la part du monde politique alors qu'il y a sans doute entre 10 et 15.000 séropositifs dans notre pays. Comme je l'ai déjà déclaré à plusieurs reprises, le seul vaccin contre le sida est l'information et, à ce niveau, le Gouvernement dispose d'un large pouvoir d'action.

Mais jusqu'à présent, par pudeur le Gouvernement n'a investi que quelques dizaines de millions, comparé au budget anglais qui représente 1 milliard 200 millions, ou au budget de l'Allemagne de 1 milliard de francs.

De plus, il y a une absence de coordination dans notre pays puisqu'il y a trois politiques de prévention du sida, menées par les Communautés et le Gouvernement national, ce qui peut susciter des actions contradictoires.

Il faut donc impérativement mettre sur pied un organigramme et un mode de financement exceptionnel qui permettent de faire face à cette maladie. Il faut aussi cibler la prévention du côté des plus jeunes.

Pour les problèmes éthiques, le Gouvernement se rend compte qu'il est temps d'agir dans le cadre des sciences bio-médicales. En effet, la révolution biologique que nous connaissons rendra possible dans un avenir proche la maîtrise de la reproduction, de l'hérédité et du système nerveux. C'est pour cela qu'il faut

qu'on édicte des règles, des garde-fous pour les chercheurs, qui empêcheraient qu'on franchisse le point de non-retour.

En France existe depuis 1983 le Comité national d'éthique qui donne son avis sur toutes les recherches bioéthiques. Le Gouvernement a repris cette proposition intéressante mais l'a intitulée „Conseil scientifique d'éthique biomédicale". Voilà comment une idée intéressante peut devenir une horreur. Un conseil d'éthique devrait être un organe composé de juristes, de philosophes, de théologiens, de scientifiques et de citoyens ordinaires qui donnent leur avis sur toutes ces matières éthiques. Mais ici, on parle de Conseil scientifique, ce qui veut dire que des scientifiques vont analyser les travaux d'ordre scientifique sous l'angle éthique, ce qui ne change rien à la situation actuelle puisque de tels comités existent déjà dans nos universités.

En ce qui concerne la dépénalisation de l'avortement, il faut reconnaître que ce chapitre est un modèle du genre.

D'abord, on tente de se cacher la tête dans le sable en remplaçant le terme „dépénalisation de l'avortement" par les articles 348 à 353 du Code pénal. Personne ne sait ce que cela veut dire ! Les socialistes sont donc devenus des jésuites.

Ensuite, on met ce problème au frigo pendant plus de sept mois lorsque la population attend un débat public au Parlement.

Enfin, pour ce problème éthique qui concerne toutes les familles politiques, on règle le débat entre groupes de la majorité. C'est un bel exemple de pluralisme.

Je voudrais savoir ce que les sept mois vont changer pour les adversaires de la dépénalisation de l'avortement. Rien, si ce n'est gagner du temps ! A ce rythme là, ce débat ne sera bientôt plus d'aucun intérêt car dans quelques années, on aura mis au point la fameuse pilule abortive qui provoque la perte de l'ovule fécondé dans les toutes premières semaines. Si les socialistes acceptent encore l'un ou l'autre moratoire en 1989, on n'aura bientôt plus besoin d'eux pour l'interruption de grossesse.

En ce qui concerne le nouveau statut de Bruxelles-capitale, mes collègues ont déjà donné le point de vue des écologistes. Je voudrais le compléter par quelques remarques.

Il y a moins d'un an, en juin 1987, la Chambre adoptait un projet de loi sur l'Agglomération bruxelloise. Ce projet avait été décidé lors des accords de la Saint-Sylvestre par les sociaux-chrétiens et les libéraux. Nous avons dénoncé ce projet en disant qu'il n'offrait que des solutions boîteuses et provisoires aux problèmes communautaires.

Le P.S.C. et le C.V.P. doivent bien admettre aujourd'hui que ce projet sur l'agglomération bruxelloise était ridicule. On ne peut pas dire que les sociaux-chrétiens font preuve de beaucoup de cohérence en modifiant complètement un accord élaboré en 1987 après plusieurs mois de travail.

M. Valkeniers, nouveau Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise ne brille pas non plus par sa cohérence politique. D'un côté, il milite radicalement pour obtenir de limiter la région bruxelloise aux 19 communes, de l'autre, il accepte sans complexe de siéger à l'Exécutif bruxellois alors qu'il est bourgmestre de Dilbeek. Comment voulez-vous que dans ces conditions les citoyens aient de la considération pour la classe politique ?

Ce qui choque aussi profondément les Bruxellois c'est que, dans la définition même de la Région bruxelloise, on axe tout sur le rôle de capitale, de centre européen et international en oubliant presque qu'il y a des Bruxellois qui vivent dans cette ville. Comme disait l'ARAU, on définit Bruxelles à partir de l'extérieur. Les Bruxellois restent les concierges de la capitale !

Cet état d'esprit se retrouve dans la manière dont on institue la parité au sein de l'Exécutif. Pour les écologistes, il est évident

que pour les matières culturelles et communautaires, il doit y avoir parité dans le gouvernement régional même si les Flamands sont minoritaires à Bruxelles. En revanche, pour les autres matières qui concernent tous les habitants, comme la gestion urbaine, les transports en commun, l'environnement, je ne vois pas ce qui différencie la politique d'un Flamand et d'un francophone.

C'est pour cela qu'on avait proposé deux Exécutifs distincts : l'un pour les matières culturelles, qui serait paritaire, l'autre exécutif pour les autres matières ne requérant pas la parité.

Dans cet esprit de pacification communautaire, on peut regretter qu'on interdise les listes bilingues alors qu'aux prochaines élections communales il y aura des listes bilingues dans toutes les familles politiques. C'est de nouveau une barrière arbitraire mise en place par les responsables politiques.

Enfin, pour le personnel de l'Agglomération, c'est toujours la même incertitude. Lors du démantèlement de l'Agglomération, l'ancienne majorité s'était privée d'une partie du personnel dont la compétence en matière d'urbanisme et d'environnement était évidente. Aujourd'hui, il n'y a toujours aucune garantie de transfert vers la nouvelle administration bruxelloise.

J'espère que le nouvel exécutif va bientôt officialiser ce transfert.

Voilà, pour toutes ces raisons, que j'ai énumérées, je ne pourrai que dire non à cet accord gouvernemental.

M. le Président. — La parole est à M. Neven.

M. Neven (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, mes chers collègues, nombreuses sont les matières abordées dans la déclaration gouvernementale qui appellent les critiques et plus encore, en raison uniquement de l'imprécision de cette dernière, dans l'accord de gouvernement dont la compréhension n'est pourtant pas non plus particulièrement limpide : nous allons avoir un gouvernement pentapartite ; son premier exploit aura certainement consisté dans le fait d'avoir réussi à concocter un accord de gouvernement à pentalecture : une pour chaque congrès des partis participants.

Ce ne sont donc pas les sujets à traiter qui font défaut : l'opposition — mais pas seulement l'opposition puisque les critiques qui s'élèvent des bancs de la majorité sont loin de passer inaperçues — l'opposition n'a que l'embarras du choix.

Je me bornerai néanmoins à aborder quatre sujets :

- l'enseignement ;
- le traitement réservé à la commune de Fourons ;
- l'avenir du T.G.V. ;
- et enfin, l'amistie.

Depuis plusieurs années le problème de la communautarisation de l'enseignement est à l'ordre du jour. J'entends encore les porte-paroles du P.S.C. en 1985 clamer haut et fort qu'ils n'avaliseront jamais un tel transfert. Ces prises de position catégoriques permirent d'ailleurs à l'époque à ce parti d'enrayer provisoirement un déclin amorcé depuis quelques législatures.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le P.S.C., une fois les élections passées, a pris un cap diamétralement opposé à celui que faisaient prévoir ses déclarations les plus solennelles. Il n'y a aucune raison de s'en étonner : ce parti a démontré par une présence permanente aux affaires pendant 30 ans, son art consommé de l'acrobatie.

Le P.R.L. quant à lui n'est pas opposé au principe de la communautarisation. Il la considère comme inéluctable. Et il l'a dit clairement.

En effet, dans un pays où deux cultures, l'une latine, l'autre germanique, sont en présence, il est normal que l'enseignement

fasse partie des matières communautarisables, peut-être même avec plus de raisons, que certaines matières déjà régionalisées ou communautarisées par les lois de 1980.

D'ailleurs depuis que l'habitude est prise de confier la gestion de l'Education nationale à deux ministres de rôle linguistique différent, il existait déjà un début de communautarisation dans les principes du moins dans leur application.

Le P.R.L. n'est pas opposé au principe de la communautarisation mais il n'est pas demandeur.

Il considère que la communautarisation ne peut être réclamée à n'importe quel prix. Des garanties doivent être obtenues. Ces garanties sont relatives essentiellement à deux domaines.

La communautarisation ne peut être préjudiciable aux francophones pour ce qui est des moyens.

La communautarisation doit respecter les principes de neutralité et s'inspirer largement de l'esprit du Pacte Scolaire qui, en d'autres termes, doit être lui aussi communautarisé. Il ne peut en aucun cas être question de raviver la guerre scolaire de triste mémoire.

Or, que constatons-nous ?

Tout d'abord, l'accord du gouvernement stipule que la révision des articles 17, 59bis et 107ter de la Constitution devra être adoptée avant fin juillet. J'imagine que le temps perdu pendant les cinq mois qu'ont duré les négociations en vue de la formation du Gouvernement doit être rattrapé et c'est pour cela que le Parlement devra se prononcer dans la précipitation.

La communautarisation devra entrer en vigueur le 1 janvier 1989. Il est à tout le moins permis de se demander s'il est idéal de situer un tel bouleversement en cours d'année scolaire. Il est légitime d'avoir des doutes et de se demander si on n'a pas tout simplement omis de prendre en considération l'intérêt des élèves. Il est vrai que des élèves on en parle peu.

Toutes les discussions, tous les discours concernant la communautarisation sont prononcés sans qu'il soit fait allusion le moins du monde à l'intérêt des étudiants. Les uns veulent communautariser pour avoir plus d'argent les autres plus de pouvoir. Personne ne se demande quel avantage pédagogique ou quel désavantage l'enseignement, les enseignants et les enseignés en tireront.

Pour ce qui est des moyens, les francophones sont largement perdants. Nous le pressentions et malheureusement le fait d'avoir eu raison n'est pas une consolation. En fait, à l'analyse des propositions acceptées par les négociateurs francophones, on se rend compte que la répartition des crédits attribués à chacune des Communautés est très nettement défavorable aux francophones.

Ce qui n'a pas empêché les négociateurs P.S. et P.S.C. de crier victoire sous prétexte que la défaite aurait pu être plus lourde encore. En effet, il y a quelques semaines, au moment où les observateurs commencèrent à subodorer que P.S. et P.S.C. étaient prêts à avaler les couleuvres les plus grosses, des bruits particulièrement alarmistes commencèrent à circuler. Il était question que la répartition entre les deux communautés — certains le redoutaient et il n'y a pas de fumée sans feu — soit fonction exclusivement de l'impôt sur les personnes physiques. Une telle répartition aurait eu pour conséquence que l'enseignement francophone eût été totalement sinistré.

J'en viens à me demander si ces bruits ne furent pas lancés par les négociateurs eux-mêmes afin de faire admettre plus facilement une réalité grave et pénible pour l'enseignement francophone mais moins désavantageuse cependant que dans la première hypothèse. Un peu comme un malade qui souffrirait simulta-

nément du foie, de l'estomac et des dents et qui, après être passé chez le dentiste, dirait qu'il est soulagé de ne souffrir que de deux affections. Pour bien comprendre le problème de la répartition des crédits, il faut avoir présent à l'esprit ce qui suit : la répartition des crédits en 1987 était de 55,7 % pour le secteur néerlandophone et de 44,3 % pour le secteur francophone et — remarque très importante — le récent contrôle budgétaire a fait clairement apparaître que les crédits francophones devaient être augmentés de +/- 1,5 milliard.

Je tiens à souligner que M. Ylieff quand il n'était pas encore ministre, lors du vote du dernier budget, sous prétexte de légères diminutions, se plaisait à souligner que la part francophone, lui paraissait tout à fait insuffisante.

M. Ylieff, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, a été rapide pour changer d'avis. Est-ce dû à la fréquentation assidue et prolongée des négociateurs de la V.U. Les émules de Mme. Maes ont dû le convaincre en vous assurant, comme celle-ci pratiquement à l'occasion de chaque séance de commission de l'éducation nationale, leur slogan 100 fois répété „hoeveel kost het in Wallonië”. Et il a fini par se laisser convaincre — Henry IV, en son temps, a estimé que Paris valait bien une messe — et lui a pensé que la communautarisation avec un portefeuille ministériel à la clé valait bien quelques milliards en moins pour l'éducation nationale secteur francophone. Car c'est bien de quelques milliards qu'il s'agit.

En effet, que constatons-nous ?

A la page 80 du projet de l'accord gouvernemental, il est précisé „Pour les dépenses en matière d'enseignement, une partie de la T.V.A. sera attribuée aux Communautés. Ces moyens sont partagés sur la base des rapports actuels des élèves soit 57,27 N — 42,73 F”

Cette clé de répartition, fondée sur le nombre d'élèves, postule après diverses phases de transition une spoliation de plus de 4 milliards annuellement pour l'enseignement francophone et je vais vous le démontrer.

Elle ne tient pas compte des spécificités de la région francophone. Je voudrais, au nom de tous les enseignants francophones, dire avec la plus grande conviction que la seule clé de répartition acceptable était la répartition actuelle entre secteurs francophone et néerlandophone dans le budget national.

C'est la seule qui tienne compte de la réalité et des sept nécessités. En effet, elle repose sur une réglementation identique pour les deux communautés et si elle a pour conséquence que les élèves du secteur francophone coûtent un peu plus cher que les élèves du secteur néerlandophone c'est qu'il y a quelques caractéristiques objectives de l'enseignement francophone qui font que celui-ci est légèrement plus onéreux.

Et ces caractéristiques point n'est besoin d'être un spécialiste des questions d'enseignement pour les comprendre et les admettre. Citons entre autres :

— la densité de la population est plus faible en Wallonie et par conséquent le nombre moyen d'élèves par école est plus faible, les petites écoles sont bien entendu plus coûteuses.

— les distances entre écoles sont plus grandes avec pour effet d'entraîner des dépenses supplémentaires pour les déplacements de tout genre.

— le climat surtout dans l'est du pays est plus rude : d'où la nécessité de chauffer davantage.

Ces différences doivent être prises en compte lors de la répartition des crédits. Ne pas en tenir compte serait un refus de la solidarité nationale qui subsiste pourtant dans tous les Etats fédérés du monde.

Néanmoins l'accord de gouvernement précise que des dépenses en matière d'enseignement seront partagées sur la base des rapports actuels des élèves soit 57,27 — 42,73.

Force est de reconnaître que le texte de l'accord de gouvernement ne brille pas par sa limpidité et je peux le comprendre quand on manigance un mauvais coup, on a avantage à cacher ses intentions. Je voudrais cependant que vous confirmiez ou que vous démentiez mes informations. Monsieur le Premier Ministre, si du moins les négociateurs ont eu le temps de vous mettre au courant, puisque vous n'avez pas participé aux négociations.

Si nos renseignements sont exacts : pendant une période de trois ans (1989 - 1991) la répartition serait celle de 1987 en tenant compte de l'index et des augmentations barémiques accordées mais déduction faite de l'effet de dénatalité. Il serait en outre tenu compte des effectifs scolaires sur base des registres de population.

Dès ce stade, les francophones sont triplement grugés :

1° l'année de référence 1987 leur est nettement moins favorable que 1988 et j'ai expliqué tout à l'heure que le récent contrôle budgétaire faisait apparaître que les crédits francophones devaient être majorés de 1,5 milliards.

2° un calcul, sur base des registres de population s'est toujours avéré illusoire en raison des élèves non domiciliés en Belgique mais surtout à cause des incertitudes concernant la répartition linguistique à Bruxelles et dans la périphérie. Il s'agit d'un mode de calcul flamand qui n'a jamais été admis par le secteur francophone.

3° l'effet de dénatalité constaté en Flandre dès la rentrée scolaire de 1987 n'est pas pris en compte.

De 1992 à 1998, on se dirige vers un système qui ne tient compte que du nombre d'élèves de 1987 et non plus de la répartition des crédits. Les francophones sont roulés dans la farine.

On nie le phénomène de dénatalité plus important en région néerlandophone comme je viens de le souligner. On constate en effet, qu'à partir de 1987, au niveau de l'enseignement maternel, il y a une perte considérable du côté néerlandophone (13.000 élèves) et un statu quo du côté francophone. Ce phénomène de dénatalité va évidemment se maintenir dans les prochaines années et toucher rapidement l'enseignement primaire. Mais il n'en sera pas tenu compte dans la répartition.

En 1998, le rapport 65,7 — 44,3 qui est celui de 1987 serait devenu 57,27 - 42,73 soit sur un budget actuel de quelques 285 milliards, une perte supplémentaire de 4,5 milliards dans un système fondé sur une répartition d'effectifs scolaires datant de plus de 10 ans et ne correspondant plus à rien. Je rappelle, Messieurs les Ministres, que 4,5 milliards représentent 5.000 emplois. Si c'est là le résultat de la communautarisation pour l'enseignement francophone alors j'ose affirmer que je ne suis pas pour la communautarisation en tout cas pas pour celle-là.

Les négociateurs francophones, en se présentant dans une position stratégiquement inférieure à la table des négociations, ont réussi à obtenir ce que les Flamands — les flamingants de la V.U. en tête — revendiquaient : plus d'argent. Ils ont réclamé la communautarisation que ceux-ci souhaitaient. Mais ces derniers leur ont en prime imposé les concessions.

Il n'est évidemment pas étonnant que ce soit dans le domaine de l'enseignement ou dans celui de nos institutions que les francophones aient dû faire des concessions énormes puisqu'ils ont choisi comme partenaire un parti qui depuis toujours a com-

me leitmotiv l'affaiblissement voire l'appauvrissement de la Wallonie. Grâce aux négociateurs francophones il peut être fier de lui.

Quelles seront les conséquences pour l'enseignement francophone ? Ou bien, il devra utiliser moins de personnel. Ou bien, il devra le payer moins cher. Ou bien, il devra faire payer davantage de taxes aux francophones.

Peut-être aura-t-on recours à ces trois inconvénients simultanément. C'est pourquoi, je veux souligner combien cette situation sera vexante et inadmissible pour les enseignants francophones qui comptent déjà parmi les principales victimes de l'endettement de l'Etat dû, rappelons-le à la politique menée pendant les années '70, puisqu'il n'a plus été possible de revaloriser leurs barèmes depuis près de 20 ans.

Si à nouveau ils sont pénalisés en étant moins bien traités que leurs collègues néerlandophones, nul doute qu'ils risquent d'être gagnés par le découragement et l'on peut facilement imaginer toutes les conséquences funestes qui en découleraient pour notre enseignement.

Pourtant mes craintes sont grandes pour les raisons que je viens d'évoquer mais aussi parce que je lis à l'annexe 1 page 13 : „chaque Communauté détermine librement à l'intérieur de son enveloppe budgétaire, le nombre de membres du personnel qu'elle engagera ou fera engager dans l'enseignement et à quel traitement”.

Ma conclusion est claire, les francophones auront moins d'argent : ils pourront donc engager moins d'enseignants et devront les payer moins. Les conséquences risquent évidemment d'être dramatiques pour la qualité de leur enseignement. Naguère M. Geens, de manière très légère, parlait d'une Belgique à deux vitesses. Mais ce qui est sûr, c'est qu'on nous prépare un enseignement à deux vitesses et c'est totalement inadmissible.

M. le Ministre, pouvez-vous en outre me confirmer que dans le système définitif envisagé, les moyens financiers globaux attribués à l'enseignement seront répartis en fonction du nombre total d'élèves dans chaque Communauté. Auquel cas, on aboutirait à un coût moyen unique par élève quel que soit le niveau d'enseignement. Si tel devait être le cas, il y aurait une autre menace à moyen terme.

En effet, chaque étudiant ne coûte pas la même chose. L'analyse des budgets montre que le réseau de l'Etat et les universités, sont du côté francophone, les enseignements qui coûtent le plus cher. Une fois les moyens réduits, les garanties institutionnelles accordées au réseau de l'Etat risquent de se révéler très théoriques : son seul avantage de disposer de moyens financiers un peu plus importants — c'est normal il ne profite pas comme les autres réseaux de ressources extérieures et il a davantage d'obligations — sera inévitablement remis en cause.

Quant aux universités francophones, elles risquent aussi de payer un lourd tribut : leurs étudiants ne pèseront pas plus dans ce système que les enfants de l'enseignement maternel ou les élèves de promotion sociale.

Cette remarque, Monsieur le Président, m'amène à parler de la deuxième condition posée par le PRL pour admettre la communautarisation. La neutralité de l'enseignement est-elle garantie ? L'esprit du Pacte scolaire sera-t-il respecté ? L'enseignement officiel ne subira-t-il pas un préjudice grave ?

Voilà un certain nombre de questions, Monsieur le Ministre, auxquelles je souhaiterais que vous apportiez une réponse précise et claire.

Permettez-moi cependant de faire état de mon inquiétude. Il me semble que l'accord intervenu au sujet des garanties à inscrire dans l'article 17 de la Constitution reste porteur — et le flux de propositions contradictoires l'atteste — de menaces sérieuses de guerre scolaire. Mes craintes sont spécialement importantes pour le devenir de l'enseignement officiel.

Lorsqu'un parti politique est particulièrement puissant dans une commune, dans une province ou dans toute autre institution organisant l'enseignement, la tentation est toujours très forte d'en faire une chasse gardée. Les exemples ne manquent pas et je pense qu'il est inutile de les rappeler ici tant ils sont connus. Néanmoins, cette politisation est toujours nuisible pour l'institution et seuls les pouvoirs organisateurs des autres réseaux s'en réjouissent. Je suis convaincu que le risque est grand de voir l'enseignement officiel communautarisé tomber dans ces travers.

La communautarisation en une formule : c'est le P.S. qui concède plus de moyens au C.V.P. et à la V.U. pour la Communauté néerlandophone en n'obtenant rien pour la Communauté française — si ce n'est moins d'argent — mais en s'attribuant plus de pouvoir, tout cela bien entendu avec la complicité du P.S.C.

En dehors de la communautarisation, que découvre-t-on ? Rien de nouveau, ce qui me porte à faire la réflexion suivante : pendant plusieurs années, le P.S. a critiqué violemment la gestion libérale de l'Education nationale, avec la complicité sournoise du P.S.C., qui se cherchait des portes de sortie ; c'est finalement l'issue fouronnaise qu'il a utilisée mais je vais en parler. Et maintenant, je n'entends pas dire que le nouveau Gouvernement va supprimer les mesures d'économie des années précédentes. Que du contraire, je constate avec inquiétude que de nouvelles économies, y compris dans l'enseignement, sont prévues. Je ne sais pas ce que M. Ylief en pense mais je serais curieux de connaître son sentiment à ce sujet.

Mais un autre sujet d'inquiétude réside dans l'absence de considérations pédagogiques. Je vous l'ai dit tout à l'heure : il n'est pratiquement pas question des élèves dans toute cette discussion qui concerne l'enseignement. Va-t-on continuer à développer l'apprentissage des langues ? Va-t-on, et ce dès l'école primaire, revaloriser les matières de base ? En effet, la méconnaissance de la langue maternelle prend souvent des dimensions dramatiques, jusque chez nos universitaires. Va-t-on essayer de structurer davantage les cours d'éducation physique ? Sur toutes ces questions primordiales pour l'avenir de notre jeunesse, rien ! Les seules considérations constructives que j'ai pu trouver sont largement inspirées de M. Duquesne ; toute sagesse ne sera donc pas totalement absente.

Pour en terminer avec le chapitre de l'enseignement, ce qui n'est pas le moins paradoxal, c'est qu'un ministre socialiste est à la tête du département de l'Education nationale, qu'il souhaite voir réduit à sa plus simple expression ; il souhaite donc céder ses prérogatives à un ministre P.S.C. connu pour son opposition à une communautarisation plus poussée, mais qui doit cependant se soumettre à son président de parti, sinon Et ce ministre va donc recevoir des attributions qu'il ne souhaite pas vraiment.

Cela prélude-t-il à un nouveau jeu de chaises musicales ? Réponse dans quelques mois, à moins que les aberrations contenues dans le programme de gouvernement n'ébranlent un peu plus de monde que prévu.

Je voudrais maintenant aborder un sujet qui est loin de me laisser indifférent, et qui, si j'ai bonne mémoire, a aussi posé quelques problèmes à notre nouveau Président dans un passé pas tellement éloigné.

J'ai été, Monsieur le Premier Ministre, à différentes reprises, désigné par mon parti pour être l'orateur P.R.L. à la fête du

peuple fouronnais. Le sort des Fouronnais m'intéresse : je suis d'ailleurs leur voisin.

C'est ainsi que j'ai pu rappeler naguère aux Fouronnais que les libéraux n'étaient pour rien dans leur passage en 1963 dans la province de Limbourg et, croyez-moi, beaucoup s'en souvenaient et j'ai voulu leur remémorer que les principaux responsables se trouvaient du côté du P.S. et du P.S.C. Une partie de l'assistance — que je soupçonne d'ailleurs de ne pas appartenir totalement à la population fouronnaise, loin s'en faut —, à différentes reprises, a tenté de m'empêcher de m'exprimer. Notez bien, Monsieur le Vice-Premier Ministre, que je n'ai pas pensé un seul instant qu'il s'agissait de fascistes : c'est une idée qui ne m'a même pas effleuré. Je me suis simplement dit que, même lorsqu'on n'en est pas responsable, il est parfois difficile de parler raisonnablement à ceux qui sont victimes d'une injustice. Naturellement quand on est responsable de cette injustice, c'est beaucoup plus difficile encore !

Je voudrais rappeler, si vous me le permettez, Monsieur le Président, quelques extraits de mes allocutions prononcées à Fouron. Elles méritent, je pense, d'être confrontées à la réalité et elles ont même un caractère quelque peu prémonitoire.

Je disais : „Seule l'absence de volonté politique réelle tant du côté socialiste que social chrétien a empêché le maintien des Fourons dans la Province de Liège. Au contraire, à l'heure actuelle, même une crise politique ne changerait rien à la situation.”

La crise, nous l'avons eue. Pour ce qui est de la situation, je dois bien avouer que je me suis trompé : la crise a changé quelque chose : M. Broers, flamingant sectaire, va devenir échevin et dispose d'un droit de veto au collège ! Je disais également ceci : M. Tobback, chef de groupe socialiste flamand, a fait savoir clairement et sèchement qu'il était hors de question de revenir sur le statut des Fourons ! Lui au moins, il a de la suite dans les idées et pour être totalement rassuré, il s'est même arrangé pour devenir Ministre de l'Intérieur.

Enfin, je disais encore „J'ose croire que certains parlementaires ne cherchent pas à déstabiliser le Gouvernement sur le problème communautaire avec pour objectif camouflé le retour des socialistes au pouvoir. Dans ce cas, inutile de vous dire, chers amis Fouronnais, que vous en seriez réduits au rôle de pions manipulés sur l'échiquier d'une stratégie politique nationale ayant pour objectif des enjeux politiques qui ne vous concernent que de loin”. Interpellant M. Spitaels présent sous le chapiteau j'ajoutais : „Refuserez-vous désormais d'entrer dans un gouvernement qui ne transférerait pas les Fourons dans la Province de Liège.”

Mes chers collègues, le parlementaire qui a utilisé les Fouronnais comme prétexte avec pour objectif réel le changement d'alliance n'est pas ici : il siège à Strasbourg mais il est président de parti. Il a pris pour intermédiaire un vice-premier ministre de l'ancien Gouvernement et il a bien manipulé les Fouronnais qui voient leur sort aggravé par rapport aux lois de 1963.

Quant à M. Spitaels, que dire de nouveau de sa stratégie, lui qui a su utiliser M. Happart comme gadget électoral et tente maintenant de s'en débarrasser après utilisation. La presse francophone unanime — même dans son parti — a dénoncé sa duplicité et certains parlementaires socialistes ont eu l'honnêteté — même s'ils l'ont payé cher — de dénoncer son attitude.

Car le sort réservé aux Fouronnais est désastreux : l'accord intervenu donne satisfaction aux Flamands et même aux Flamingants au-delà de toute espérance :

1. José Happart ne sera plus bourgmestre des Fourons et ne le deviendra plus ;

2. la commune de Fourons reste dans le Limbourg ;

3. neuf gouverneurs et un vice-gouverneur sont chargés de la tutelle des Fourons mais en cas de désaccord, c'est l'Exécutif flamand qui tranchera. Inutile de préciser dans quel sens !

4. Fourons aura un échevin flamand et peut-être même deux un jour. Comme les décisions devront être prises selon la règle du consensus, c'est d'un droit de veto que cet échevin disposera, cet échevin dont tout le monde sait qu'il s'appellera très probablement Huub Broers, l'ennemi juré des francophones majoritaires. Cet échevin, en plus, est idéalement placé pour imposer l'utilisation du néerlandais lors des séances du collège échevinal.

Je ne vois pas très bien comment l'autonomie communale chère à Gérard Deprez est défendue à travers tout ce fatras de décisions.

Comment les négociateurs en sont-ils arrivés là ? Il est bien évident que lorsque l'on décide de négocier avec ses adversaires les plus extrémistes, on ne risque qu'une seule chose : devoir faire plus concessions. C'est la curieuse stratégie choisie par les partis francophones qui ont cru habile de négocier avec le pire ennemi du peuple fouronnais, c'est-à-dire la V.U.

Inutile de se faire des illusions : si ces propositions sont votées, comme pour la loi Gilson 1962, il sera quasi impossible de faire marche arrière. J'imagine que d'ici quelques années le P.S. et le P.S.C. accuseront à nouveau le P.R.L. de ne pas obtenir des partis flamands la suppression des lois de 1988. Il y aura là matière à une nouvelle crise dans quelques années et je suppose que P.S.C. et P.S. auront la duplicité d'accuser à nouveau le P.R.L. d'être incapable d'abolir ces lois votées par eux : l'histoire n'est jamais qu'un éternel recommencement.

Quant à nous, nous n'avons pas changé de discours : nous avons essayé d'empêcher la chute du Gouvernement sur le problème fouronnais parce que nous savions qu'il était impossible dans ce domaine d'obtenir des partis flamands, s'appuyant sur les lois de 1962 le respect de la volonté démocratique du peuple fouronnais exprimé à diverses reprises. Les événements nous ont démontré que nous avons 100 fois raison. Nous ne savions pas cependant que le futur était encore plus sombre que le passé. Félicitations M. Deprez.

Je voudrais, Monsieur le Président, si vous me le permettez, dire quelques mots d'un problème qui est particulièrement sensible au cœur de tous les Liégeois : il s'agit bien entendu de la problématique du T.G.V. Avant toute chose je tiens à rendre hommage à deux Liégeois qui se sont battus depuis plusieurs années pour que le T.G.V. passe par Liège : il s'agit d'une part de l'ancien gouverneur de la province, actuellement sénateur P.R.L., M. Clerdent, et de l'ex-vice-premier ministre, M. Gol ; tous deux, inlassablement, ont œuvré afin que le Gouvernement précédent prenne la décision de faire passer le T.G.V. par Liège et la décision de principe fut prise.

Depuis longtemps, il est acquis que le T.G.V. doit passer par la Belgique. Néanmoins, il n'était pas certain au départ qu'un arrêt serait prévu à Liège. Or, Liège a un besoin vital du T.G.V. Liège, tous le monde le sait, est une ville économiquement sinistrée : sa richesse ancienne reposait, à la fois sur les charbonnages et la sidérurgie, il n'y a plus de charbonnages et la sidérurgie, même si elle a été partiellement sauvée, ne constitue plus une source de richesse comparable à ce qu'elle était précédemment. Néanmoins les Liégeois sont des gens qui savent se battre et ils ont décidé de relever la tête et le nombre de P.M.E. qui se sont développées dans la région est important.

Cependant pour Liège, ville sans grand aéroport, il est capital d'être reliée aux grandes métropoles européennes pour une liaison rapide : si le T.G.V. ne s'arrête pas à Liège, on pourra dire que Liège aura raté le virage du XXI siècle.

Liège ne sera pas la seule ville belge à profiter du T.G.V. ; en

effet, pour autant que l'électrification du tronçon reliant Tournai et Lille soit réalisé, il sera possible de créer des connections utiles à destination des provinces du Hainaut et de Namur et en outre une partie de la Flandre bénéficierait, de toute façon, de l'arrêt du T.G.V. à Lille.

Le problème qui sépare actuellement un certain nombre de décideurs est de savoir comment le tracé sera réalisé. Deux hypothèses s'affrontent : d'une part tout ou quasi la totalité du tracé en site propre, et d'autre part l'aménagement de la ligne existante.

La qualité maîtresse du T.G.V. est sa vitesse, il doit être capable de rouler aux environs de 300 km/heure et il est bien évident qu'il est utopique de croire que des trains à vitesses très différentes peuvent rouler aisément simultanément sur une même ligne, même aménagée à cet effet.

Mevrouw Merckx-Van Goey. — Als die trein in Luik moet stoppen dan is het toch geen T.G.V. meer. Waarom moet er dan ook een nieuwe bedding komen? Laat ons daarover trouwens zelf beslissen.

M. Neven. — Je ne vois pas où vous voulez en venir avec votre argumentation. En effet qu'advierait-il par exemple lorsque un train plus lent prendrait quelques minutes de retard. La rentabilité du T.G.V. est croissante en fonction de sa rapidité et il est bien évident que le tracé entre Bruxelles et Liège est un aspect important du problème.

L'endroit idéal pour le tracé, et les Exécutifs régionaux avaient marqué leur accord, serait le long de l'autoroute E40 à partir de Ans.

Mevrouw Merckx-Van Goey. — Er is nooit een akkoord geweest van de Vlaamse Executieve.

M. Defraigne. — Si vous aviez vécu en 1835 vous auriez soutenu les paysans qui disaient que le lait des vaches allait tourner en regardant passer les trains.

M. Neven. — Il est évident que dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la longueur de la crise a joué un rôle extrêmement néfaste : le Gouvernement démissionnaire était bien entendu mal placé pour prendre des décisions à caractère définitif et c'est très regrettable pour le projet.

Certains Flamands veulent bien le T.G.V. jusqu'à Bruxelles ; dans ce cas ils ne subiraient aucun inconvénient et bénéficieraient de tous les avantages.

Mevrouw Merckx-Van Goey. — Uiteraard. Brussel is onze hoofdstad.

M. Neven. — Au delà de Bruxelles, au contraire, il n'en veulent pas. Parce que le T.G.V. devrait passer dans le Brabant flamand, des expropriations dont il ne faut cependant pas exagérer l'ampleur seraient nécessaires. Ils insinuent que la rentabilité n'est pas assurée.

Mevrouw Merckx—Van Goey. — U wist het op voorhand.

M. Defraigne. — Il ne faut surtout pas vous gêner pour les autres. Le T.G.V. pourrait passer par Tournai, Mons, Charleroi et Liège et pas à Bruxelles.

M. Kubla. — Ce qui est grave c'est que les francophones ont capitulé. C'est votre droit, Madame, de ne pas être solidaire, mais les Wallons qui ont accepté que vous ayez le dernier mot sont fautifs et le payeront.

M. le Président. — Laissez parler M. Neven.

M. Neven. — Cependant le consortium privé qui a étudié le dossier en profondeur est catégorique. Nous lisons dans l'accord de gouvernement à la page 47 au point 7.1.3 „Le Gouvernement poursuivra les négociations internationales concernant la participation de la Belgique à un projet de train à grande vitesse, sur les bases suivantes” et un peu plus loin, je lis avec inquiétude : „Le TGV circulera en partie en site propre avec une capacité de 300 Km/heure et en partie en site existant.” Ce „en partie” a remplacé „essentiellement” figurant dans un texte antérieur. Il traduit ici, comme dans beaucoup d'autres matières, une grande perplexité et l'on peut semble-t-il, dire sans beaucoup de risque d'erreur que les négociateurs ont décidé de ne pas décider. Mais que certains d'entre eux aient proposé le remplacement de l'adverbe „essentiellement” par l'expression très peu précise „en partie” est révélatrice de leur opinion et de leur détermination.

Le désaccord semble donc total entre les membres de la coalition en ce qui concerne le tracé et le type de site qu'empruntera le T.G.V. :

Si l'avis de ceux qui sont opposés à faire circuler le T.G.V. en site propre l'emporte, le projet perdra évidemment le maximum de sa rentabilité et par là même de sa viabilité. La question sera bientôt posée au niveau du groupe de travail international intéressé par le projet quant à l'opportunité du passage du T.G.V. en Belgique. Rien n'empêchera bientôt le passage par Strasbourg avec toute la perte de prestige que cela comporterait pour Bruxelles, capitale de l'Europe : Strasbourg aussi souhaite être la capitale de l'Europe.

Je serais heureux, Monsieur le Premier Ministre ou Monsieur le Ministre des Communications, que vous nous donniez des renseignements plus précis à ce sujet ; le Gouvernement a-t-il l'intention d'adopter la même politique que le Gouvernement précédent en ce qui concerne le T.G.V. ou bien comme à la procession d'Echernacht, entamons-nous les pas en arrière après avoir fait les pas en avant.

Le dernier sujet que je souhaiterais aborder, Monsieur le Président, est le problème de l'amnistie.

Il faut bien admettre que la partie de la déclaration gouvernementale consacrée à ce sujet est susceptible de passer totalement inaperçue à tout lecteur qui ne serait pas méfiant.

Nous pouvons lire ce qui suit „Dans le cadre de la pacification entre les Communautés il étudiera les mesures qui peuvent contribuer à la réconciliation entre tous les citoyens”.

La formule est exceptionnelle. Je ne me souviens pas d'avoir rencontré quelque part un aussi bel exemple d'euphémisme.

Je ne vois pas, Monsieur le Premier Ministre, en quoi l'amnistie pourrait amener une plus grande pacification entre les Communautés. Je ne crois d'ailleurs pas que la répression contre les collaborateurs du fascisme concerne uniquement les francophones. Il y a eu beaucoup de patriotes tant parmi les Flamands que parmi les Wallons et les Bruxellois et ce serait un affront aux deux Communautés nationales que de voter l'amnistie.

J'affirme, Monsieur le Premier Ministre, que ceux qui ont rédigé cet accord de Gouvernement n'ont pas eu le courage de leur opinion : ils ont trouvé une formule obscure qui ne veut rien dire mais qui en fait veut tout dire.

Je ne peux trouver qu'une seule excuse : certains ont probablement imaginé que le Gouvernement serait tombé avant que la loi concernant l'amnistie puisse être discutée et probablement ont-ils pensé que leur forfaiture ne serait pas remarquée.

L'amnistie, à l'heure actuelle, concerne 200 grands collaborateurs qui, il faut le souligner, ont refusé de faire amende honorablement comme le leur permettait la loi Vermeulen du 30 juin 1961.

D'après certains informations, le Gouvernement se réserverait la prérogative de statuer sur chaque cas. Certains ont voulu voir là une atténuation de la portée de la future décision. Personnellement j'estime qu'il y a là au contraire un sujet supplémentaire d'inquiétude. En effet, cette disposition permettrait de prendre des décisions pratiquement sans que le citoyen en soit averti. Je suis convaincu que si la loi est votée sous cette forme, à brève échéance, l'amnistie sera totale tant est grande la ferveur de ceux qui combattent pour elle.

J'ajoute qu'il aura fallu que ce soit un Gouvernement formé un 8 mai, jour de fête pour tous les patriotes de ce pays, qui prenne la lourde responsabilité de cette décision.

Messieurs les négociateurs socialistes et sociaux chrétiens, je crois que dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres vous aurez payé bien cher la participation de la V.U. à ce Gouvernement. Je crois que vous allez donner une gifle à tous ceux, et il sont encore nombreux, qui ont combattu lors de la guerre 40-45 ou qui ont passé cinq des plus belles années de leur vie dans les camps de prisonniers voire dans les camps de concentration.

A moins que vous n'ayiez un sursaut de dignité et que vous réussissiez à écarter ce projet. Après tout, la V.U., victorieuse et repue, pourrait bien vous concéder cela ! (*Interruption de M. Moureaux, Vice-premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles.*) Même si vous parvenez à arracher que cette loi ne soit pas votée, la Volksunie obtiendrait néanmoins plus qu'elle n'espère.

Monsieur le Premier Ministre, nous sommes, vous vous en rendez bien compte, déçus dans les rangs des libéraux de vous voir présider ce nouveau Gouvernement dans lequel vous en êtes bien conscient, nous n'avons aucune confiance tant sont nombreuses les intentions manifestées dans l'accord de gouvernement avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord. Et pas seulement nous. Je suppose que vous avez eu connaissance des sondages indiquant son degré d'impopularité avant même qu'il ne se soit mis au travail.

Monsieur le Premier Ministre, pas mal de francophones, quoi qu'en aient dit les socialistes pendant la campagne électorale, éprouvaient de la sympathie pour votre courage, pour votre lucidité, pour votre capacité à trouver des formules de conciliation. Je serai donc le premier à regretter que ce Gouvernement voué à un échec certain entame profondément ce capital de sympathie. Il est bon en effet qu'un régime démocratique puisse compter sur des hommes providentiels susceptibles d'éclaircir les situations délicates. Je crains malheureusement que les circonstances équivoques dans lesquelles vous venez d'accepter votre fonction vous empêchent à l'avenir de jouer ce rôle si salutaire pour le pays et croyez que nous serons nombreux à le regretter.

Sachez aussi, Monsieur le Premier Ministre, que nous ne sommes pas déçus d'aller dans l'opposition. L'alternance est un processus démocratique. Ce qui nous consterne, par contre, c'est le programme de ce Gouvernement. S'il se concrétise, beaucoup de décisions à caractère définitif seront prises et le mal sera irréversible. Pour le reste, l'opposition a certainement des vertus toniques et je suis convaincu que le pays tout entier aura besoin d'une opposition très active. Il pourra compter sur nous. (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*)

M. le Président. — La parole est à M. Di Rupo.

M. Di Rupo (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, mes chers collègues, depuis pas mal de temps déjà j'avais le sentiment

et maintenant la certitude que le monde politique belge est rongé par des antagonismes qui pulvérisent les énergies et freinent l'essor des initiatives créatrices : tensions et menaces nous harcèlent de tous les horizons et les déséquilibres nationaux que nous connaissons en sont un reflet.

Pas mal de concitoyens ressentent, ressentent peut-être encore, ce qu'ils considèrent comme des frustrations de groupe, des isolements individuels. Ils ont quelque peine à trouver un modus vivendi plus global, transcendant querelles, clichés, atavismes et environnement social.

Qu'allons-nous faire dans ce pays ? D'abord, me semble-t-il, combler le fossé de l'incompréhension et au seuil de l'an 2000, aller ensemble vers une politique d'ouverture porteuse de paix sociale.

Surtout récuser la politique de l'autruche, ne pas escamoter les problèmes qui, à première vue, nous apparaîtraient complexes, car des solutions n'affleureront que si les responsables, là où ils se situent, sont précisément clairvoyants. Et cela demandera labeur persévérant et remises en question éclairées et ce, au delà des crises diverses, des sensibilités politiques agressives et des conflits régionaux.

Paraphrasant l'actuel ministre français je dirai qu'on ne surmontera les obstacles qu'à deux conditions décisives : premièrement, penser les solutions en fonction du long terme ; deuxièmement, accepter qu'elles soient complexes si les problèmes le sont.

Dans cette optique, trois questions négociées dans l'accord de Gouvernement me paraissent fondamentales :

1. l'approfondissement de la régionalisation ;
2. la promotion d'une politique sociale et économique marquée par le retour du cœur ;
3. la volonté percutante de rendre à la recherche scientifique une place prioritaire.

Comme l'affirmait Jules Destrée, nous devons faire face à une grande réalité : il n'y a pas de Belge, c'est-à-dire que la Belgique est un Etat politique, qu'elle n'est pas une nationalité.

Deux Communautés s'y ignorent ou s'y affrontent et l'usage d'une langue différente paraît être le substrat fondamental de cet état de choses.

Un passage de la lettre au Roi de Jules Destrée mentionne à cet égard :

„Il y a du mystère dans l'attachement à la langue, parce qu'il tient moins à notre être raisonneur qu'à notre inconscient profond. Et ce n'est que lorsqu'on conçoit ainsi le problème, qu'on pense à ces millions de racines ténues qui s'enfoncent dans le passé le plus reculé, que l'on comprend le caractère sacré de la langue et combien sont délicates et insolubles par les seuls procédés de l'intelligence, les questions que son usage soulève”.

La fusion des Flamands et des Wallons, artificiellement opérée en 1831, s'est avérée au fil du temps, un mélange hétérogène, parfois explosif. Et il est vain de souhaiter son maintien.

En revanche, l'avènement d'une Belgique fédérale ou confédérale à édifier de façon équilibrée et stable répondrait aux aspirations des deux Communautés, et chacune pourrait y tirer profit efficacement de sa différence culturelle et économique.

A cet égard, l'accord de gouvernement constitué, me semble-t-il, une des dernières chances de ne pas diviser notre pays de manière anarchique.

D'aucuns prétendent que le fédéralisme à deux Communautés est impossible et engendrerait un affrontement renouvelé.

Je ne partage pas cette opinion. Et d'ailleurs, nous n'avons pas d'autre choix. L'état unitaire n'existe déjà plus. Si un fédéralisme éclairé et constructif ne pouvait être établi, nous serions confrontés à un éventuel séparatisme. Mais, à de rares exceptions près, qui dans cette respectable assemblée oserait, sans autre analyse, s'engager dans une aussi aventureuse direction ?

Etre attentiste devant un fédéralisme devenu nécessaire, relève de l'irrationnel. Et notre mission de Représentant nous oblige à appeler nos mandants à la raison.

Il s'impose que chacune de nos Communautés fasse un geste d'ouverture à l'égard de l'autre.

Le respect mutuel et la tolérance devraient être les grands vertus de notre petit pays. Rien n'est figé ! Tout se transforme en ce brasier du devenir existentiel.

Chacune de nos Communautés peut espérer en ses hommes éclairés.

Rien n'est sombre pour personne ; il faut faire la lumière en dissipant des brouillard méphitiques que sont les préjugés des deux peuples wallon et flamand.

Je suis pour ma part confiant dans la partie francophone du pays où je sens le sursaut d'une indéfectible volonté de s'en sortir. Et je crois à la solidarité féconde qui doit inspirer tous les Belges.

Heureux présage : l'accord de Gouvernement prévoit un approfondissement de la régionalisation de nombreux départements dont les budgets cumulés s'élèvent à environ 600 milliards. Et, sur le plan du financement, une solidarité entre les Communautés est instaurée.

Sans être excessif, lorsque l'on sait que le parti socialiste souhaitait le fédéralisme intégral, force est de constater qu'il a obtenu largement satisfaction. Une étape décisive sera accomplie et je m'en réjouis.

Abordons le retour du cœur. (*Exclamations sur les bancs du P.R.L.*)

Si le fédéralisme intégral est une nécessité, c'est surtout un moyen d'action d'une politique économique et sociale plus généreuse, inscrite dans l'accord de gouvernement.

Parmi les grands axes de cette nouvelle politique, celui consacré aux plus démunis, aux laissés pour compte, mérite une attention toute particulière.

Comme l'explique Alain Minc „sans vouloir, ni même le savoir, les ultra-libéraux, favorisent l'avènement, d'une société émietlée, pernicieusement individualiste, pseudo-hédoniste et autonome qui fabrique ses propres processus de marginalisation, sa propre dualité sociale et ses tensions subséquentes”.

C'est pour permettre l'avènement d'une autre société juste et solidaire que les socialistes veulent et se doivent de gérer le pays. Et l'accord de gouvernement leur fournit les leviers adéquats pour y parvenir.

Certains insinuent que le Gouvernement Martens VIII continuera la politique de Martens VII (*Exclamations sur les bancs du P.R.L.*). C'est une allégation vicieuse.

Au delà des appréciations des uns et des autres, il reste les textes qui scellent l'esprit et la lettre des intentions politiques.

Je cite la première phrase de l'accord de gouvernement de 1981 : „Le nouveau Gouvernement opte résolument pour une politique de croissance économique dont les moteurs seront l'exportation, les investissements industriels ainsi que la promotion de la motivation au travail de la population.

Toujours dans l'accord de 1981, on peut lire au chapitre relatif à l'emploi : „Sur le plan de la politique de l'emploi, une politique rénovée et résolue est également indiquée. Elle constitue le complément des autres aspects de la politique économique...”

Depuis la fin de 1981, l'emploi n'était donc qu'un complément de la politique économique.

En revanche, l'accord de gouvernement Martens VIII repose sur des bases bien différentes.

On peut y lire „La croissance de l'emploi et la lutte contre le chômage constituent le principal sujet de préoccupation du Gouvernement...”

M. Defraigne. — N'allez pas faire croire qu'il est possible d'augmenter l'emploi sans qu'il y ait croissance économique ! Vous êtes peut-être fort, mais

M. Di Rupo. — Je poursuis, ce souci doit être présent dans chaque domaine de la politique, tant dans la politique économique que dans la fiscalité, la politique de l'éducation, la politique budgétaire et la politique sociale”.

M. Kubla. — Vous allez vous jeter sur les résultats que nous avons pour les faire vôtres. Je vous ai déjà demandé d'avoir un peu de pudeur.

M. Simons. — Il n'y a rien de prévu pour l'emploi dans votre accord. C'est la grande critique que l'on peut faire à ce Gouvernement. (*Interruption de M. Defraigne*)

M. le Président. — J'ai demandé hier à M. Defraigne d'écouter attentivement l'un de nos collègues Ecolo qui faisait son maiden speech. C'est le cas aujourd'hui pour notre collègue actuellement à la tribune.

M. Defraigne. — Nous l'avons déjà entendu.

M. Di Rupo. — Ce n'est pas le cas. Je poursuis, la priorité du Gouvernement Martens VIII est donc accordée à l'emploi et à l'élévation de la qualité d'existence des citoyens.

Le cœur est de retour ! Et il influence tous les domaines de la politique à venir.

Quelques exemples : la réorientation des jeunes demandeurs d'emploi ; la résorption du chômage de longue durée ; la lutte contre la pauvreté et l'insécurité d'existence ; la relance sélective, le relèvement des minima d'existence.

Les mesures obtenues par les socialistes concernent principalement les sans-emplois, les plus démunis, les plus faibles. Ce sont ces catégories de citoyens qui sollicitent le plus la généreuse attention des réformateurs du destin que nous représentons.

Les socialistes sont responsables et savent que dans le monde qui est le nôtre toute action volontariste crédible doit respecter une rigueur financière et budgétaire.

A cet égard, il convient au moins de gérer de manière plus active la dette publique et réaliser une réforme fiscale compatible avec l'objectif de création d'emplois. Et c'est prévu dans l'accord de gouvernement.

Par ailleurs, il est à noter que M. le Premier Ministre a indiqué qu'il fallait rompre l'effet boule de neige sur les charges d'intérêts de la dette.

Par cette assertion, il a montré, qu'en matière de rigueur aussi, bien des choses restent à faire. Et l'O.C.D.E., toujours citée comme la référence par le précédent Gouvernement, affirme dans son dernier rapport — je cite — „Les conditions de la stabilisation de la dette publique n'étaient pas encore réunies en 1987”. (*Vives protestations — tumulte sur les bancs du P.R.L.*)

Avec votre permission, Monsieur le Président, je vais en terminer ici avec ce chapitre relatif au retour du cœur. Je ne voudrais pas trop malmener mes collègues du P.R.L. !

Parlons maintenant de la recherche scientifique.

La Belgique occupe une position peu favorable en matière d'effort financier consacré à la recherche scientifique.

Une politique de promotion de l'innovation est essentielle puisqu'une des rares ressources de la Belgique réside dans la valeur de son potentiel humain.

M. Nothomb, Président, reprend la présidence de l'assemblée

De heer Nothomb, Voorzitter, herneemt het Voorzitterschap

Les dépenses de recherches ne devraient plus être gérées comme des dépenses courantes, mais plutôt comme investissements de première importance.

L'accord de gouvernement prévoit une coordination et une augmentation des moyens. En sus, il importera d'accroître les barèmes des chercheurs et leur assurer une possibilité de réaliser une carrière valorisante chez nous.

En conclusion, la Belgique connaît un des moments importants de son histoire. Près d'un tiers de son budget sera régionalisé. Le fédéralisme intégral est en marche.

La politique du nouveau Gouvernement est progressiste, le cœur est de retour. L'accent sera mis sur la création d'emplois et l'amélioration des conditions d'existence. C'est capital pour tous.

Et notre pays revigoré reconquerra un paysage politique valable à ses yeux et aux regards d'un monde qui comprend mal les querelles intestines qui nous infériorisent.

Cocteau disait et redisait : „Se former n'est pas commode, se réformer encore moins”

Mais quelle joie quand la réforme à pris corps et se colore des feux de la réussite. Parions sur l'avenir, chers collègues. (*Applaudissements sur les bancs socialistes*).

De heer Voorzitter. — De heer Deswaene heeft het woord.

De heer Deswaene (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, heren Ministers, collega's als „nieuweling” in het Parlement heeft men, bij uiteenzettingen over de beoordeling van teksten, zoals dit regeerakkoord, voor- en nadelen.

Eenzijds zijn er de handicaps.

Een eerste handicap is het nog moeten wennen aan de zenuwachtige sfeer — alhoewel die mij een beetje kunstmatig voorkomt — die in dit halfroond voelbaar is bij dergelijke omstandigheden en die vandaag des te duidelijker merkbaar is omdat wij staan bij de aanvang van een akkoord dat in de rangen van de vijf coalitiepartners zelf met het hoogste wantrouwen wordt benaderd.

Een tweede handicap is een zeker tekort aan achtergrondinformatie en vooral het niet zelf hebben meebeleefd van de vorige debatten en besprekingen over belangrijke materies, waardoor het voor bepaalde aspecten niet altijd eenvoudig is te evalueren welk verschil er bestaat tussen wat door de aftredende Regering werd gerealiseerd en wat precies door de nieuwe ploeg nu wordt beoogd.

Het voornaamste bewijs van deze onduidelijkheid is dat de C.V.P. vandaag predikt het liberaal geïnspireerd herstelbeleid te zullen voortzetten terwijl de S.P. haar achterban tracht te sussen door te beloven dat het nieuwe beleid even socialistisch zal zijn als het vorige liberaal was. Ik denk dat er op die twee thema's nog een paar varianten bestaan en dat men kan zeggen

dat op het vorige beleid socialistische accenten zullen worden gelegd, of misschien dat het een rood beleid wordt met enkele blauwe vlekken. In ieder geval hoop ik, mijnheer de Eerste Minister, alvorens wij over enkele uren naar onze mooie Gentse bloemenregio terugkeren, van u enkele aanvullende verduidelijkingen hieromtrent te mogen horen en ik wacht met nog meer ongeduld op de reacties dienaangaande van de fractieleiders van de christen democratische en socialistische families.

Anderzijds zijn er de voordelen.

Een eerste voordeel is dat men als „nieuweling” deze tribune kan betreden zonder „brandwonden”. Ik vind dat zeer waardevol.

Een tweede voordeel is dat men, met een frisse, nog onbevangen en eerlijke blik, het ideeëngoed kan overschouwen. Dat klinkt misschien naïef, maar dat neem ik er dan wel graag bij.

Ik zal het vandaag bij mijn eerste tussenkomst hebben over twee punten waar de coalitiepartners bij de onderhandelingen blijkbaar niet van wakker gelegen hebben en die in de regeringsverklaring ten onrechte amper aandacht krijgen, namelijk de ontwikkelingssamenwerking en de buitenlandse handel.

Wat mij hierbij enorm treft en verbaast, is de onthutsende onbenulligheid van de voorgelegde teksten, die duidelijk gauw, gauw op een draffe, in het geheel werden geparachuteerd.

Over het, vanuit humaan standpunt, zo noodzakelijke ontwikkelingsbeleid en nog minder over de zo belangrijke buitenlandse handel voor onze economie, wordt nagenoeg niets concreet vooropgesteld. Men beperkt zich tot enkele holle, vage slogans of intentieverklaringen.

En dan begrijp ik niet :

a. waarom en waarover men bijna vijf volle maanden heeft moeten informeren, formeren en negociëren en arrangeren.

b. wat voor nut, de afzonderlijke werkgroepen die geïnstalleerd werden, in feite hebben gehad.

Was het blijkbaar onmogelijk om duidelijk te zijn over de staatshervorming en de sociaal-economische problemen, dan had men ten minste een inspanning kunnen doen voor de andere delen van het regeerakkoord die niet zó gevoelsgebonden zijn. Of is ook hier de communautaire mot al zo diep aan het invreten ?

Collega's, thans zal ik het hebben over de ontwikkelingssamenwerking. Wij zijn blijven stilstaan bij de bepalingen waarin voorzien wordt dat naar „andere posten” moet uitgezien worden, dus naar de begroting in andere Departementen, om de bedragen bijeen te krijgen die een besteding van 0,7 % van het B.N.P. zullen mogelijk maken voor de programma's inzake Ontwikkelingssamenwerking.

Wij wensen niet in te gaan op de grond van de zaak, namelijk de wenselijkheid meer middelen ter beschikking te stellen. Ten aanzien van de geweldige noden bij onze partners in de Derde Wereld, zijn inderdaad grote inspanningen nodig. Ten aanzien van het principe om meer en vooral betere middelen ter beschikking te stellen, hebben wij geen bezwaar.

Wij hebben echter de volgende bedenkingen :

A. De realisatie van de 0,7 %.

1. De voorzieningen voor 1986 beliepen globaal 27.896 miljard BF en bedroegen 0,55 % van een BNP dat geraamd werd op 5.104 miljard BF.

2. Indien wij in 1988 reeds tot 0,65 procent van het B.N.P. willen komen van een B.N.P. dat blijkbaar geraamd werd op 5.265 miljard BF dan zouden reeds 6.325 miljard BF méér moeten gevonden worden.

3. Indien wij in 1989 tot 0,70 procent willen geraken met een B.N.P.-raming van blijkbaar 5.436 miljard BF, dan moeten wij nog eens daarboven 3.829 miljard vinden.

Conclusie.

Zonder ons nu vast te pinnen op de juistheid van geraamde B.N.P.-bedragen — een B.N.P., dat wat ons betreft gerust nog hoger mag liggen — dan is de zeer precieze vraag : waar en hoe vindt men elk jaar deze bijkomende miljarden ?

De heer Denys. — Zeer goede vraag.

De heer Deswaene. — Op welke andere begrotingen vindt men die bedragen, maar vooral zonder het netto te financieren saldo te verhogen of op nieuwe belastingen te moeten beroep doen. (*Onderbreking van de heren Chevalier en Denys*).

Het is prettig om mooie illusies te verwekken. Maar, zoals mijn collega Rik Daems gisteren en collega André Denys woensdag stelden, staat uw regeringsakkoord vol van gelijkaardige beloften, doch bijna nergens wordt aangegeven — en wordt in ieder geval angstvallig verzwegen — waar U de middelen zal halen om dit alles te financieren.

De heer Denys. — Zeer juist.

De heer Deswaene. — Thans kom ik tot een tweede bedenking bij het hoofdstuk Ontwikkelingssamenwerking.

Bij de vergelijking met het beleid inzake Ontwikkelingssamenwerking in de ons omringende OESO-landen wordt telkens verwezen naar het „wederzijds voordeel” — ik wens te onderstrepen dat dit twee belangrijke termen zijn — die de programma's Ontwikkelingssamenwerking voor de partners uit de industrielanden en uit de Derde Wereldlanden meebrengen.

Deze laatsten vinden het normaal dat de partner die bijstand verleent en deze die geholpen wordt, een echte en hechte samenwerking op het getouw zetten waar beide partners zich goed mee voelen. Wij vinden, in tegenstelling met vorige regeringsverklaringen en in tegenstelling tot het beleid in de andere industrielanden, van dit wederzijds voordeel geen enkel spoor. Geen spoor van de voor onze exporterende bedrijven zo broodnodig verbinding tussen „ontwikkelingsbeleid” en „export” naar de ontwikkelingslanden.

Het is onredelijk dat de gelden van onze belastingbetalers in hoofdzaak niet zouden dienen om uitrustingen te bestellen, bij voorkeur hier te lande, dus om Belgische produkten te exporteren in functie van typische noden in de diverse ontwikkelingslanden. Dit is een wens die reeds door heel wat organisaties naar voren werd gebracht. In dit verband vernam ik graag het standpunt van de Regering.

Thans kom ik tot het tweede deel, met name de Buitenlandse Handel.

Onze buitenlandse handel krijgt in het regeerakkoord een eigen plaats van amper een twintigtal lijnen : deze twintig lijnen zijn dan nog niet eens volgetypt. Binnen deze korte omlijning moet onze buitenlandse handel als een raket omhoog schieten en dit gewoon door een grotere doeltreffendheid van de financiële middelen en een samenbundeling van de krachten. Klinkt dit niet schitterend ! Weg alle zorgen voor onze ex- en importeurs. Maar wat wordt verstaan onder bundeling van alle krachten ? 100 dagen rond een tafel met 6 is ook zoiets als een bundeling van krachten maar het resultaat, als men de passus over onze buitenlandse handel leest en bekijkt laat nochtans het tegenovergestelde vermoeden.

De enkele uitdrukkelijk aan de Buitenlandse Handel voorbehouden beschouwingen zijn „praat voor de vaak”. Neem nu bij

voorbeeld het herdenken van de werking van de klassieke instrumenten voor de bevordering van de buitenlandse handel wat hun doeltreffendheid aangaat. Twijfelt de Regering aan het essentiële van het werkinsinstrument van de vertegenwoordiging van België in het buitenland ?

Het spreekt vanzelf dat de verdere uitbouw van de informatisering van de B.D.B.H. en de posten in het buitenland geen enkel bezwaar kunnen opwerpen, maar wie zou in de huidige tijd die informatisering niet toepassen ? Daarvoor heb je geen maandenlang conclaaf nodig. Of was dit wel nodig ? Dan is de bevolking verwittigd van wat hen nog te wachten staat in deze vijf partijen-coalitie met een mastodont-regering, die enkel op papier de samenbundeling van krachten kan introepen.

Ik denk dat het zal blijven bij het herdenken van de klassieke instrumenten in de meest enge betekenis van „er gewoon eens over na te denken” zodat het regeerakkoord toch wordt nageleefd, tenzij natuurlijk dat de term „herdenken” in een totaal andere betekenis moet worden geïnterpreteerd. Maar dan zou het op korte termijn wel eens kunnen dat de eigen coalitie ook moet worden „herdacht”.

Er moet ook eens worden uitgelegd welke betekenis wordt gehecht aan de volgende elementen :

1. een gedragscode van een gecoördineerd optreden van particulieren en overheidsinstanties ?

2. meer aandacht voor het public relations-aspect en de commerciële en technologische betrekkingen met het buitenland ?

3. de grotere betrokkenheid van de K.M.O.'s bij de exportbevordering binnen de B.D.B.H.

Nu begrijp ik natuurlijk waarom er maar 25 lijnen uit de tekstverwerker van Minister Dehaene moesten worden gespuwd. Er viel niet veel te verwerken omdat er niet veel aan gewerkt is. Het moest allemaal zo vlug gaan natuurlijk ; wat zijn tenslotte vijf maanden ! Daarom houdt men het vooral bij herdenken, zoeken en hopen.

Gelukkig is de buitenlandse handel belangrijker dan dat, en is hij op nog vele vlakken onrechtstreeks terug te vinden. Maar daarom komt hij er niet beter uit, inderbeide bepaald in het kader van het economisch beleid en van de institutionele hervormingen.

De Regering zal op grond van het verslag van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven jaarlijks dit concurrentievermogen evalueren en onmiddellijk na haar aantreden een kaderwet uitvaardigen waarin de domeinen en de instrumenten van de Regering, de parlementaire controle, het sociaal overleg ... inzake het behoud van het concurrentievermogen worden geregeld.

Er worden hierbij een aantal kwalitatieve elementen van het concurrentievermogen opgesomd zoals de produktiekosten, rentetarieven, fiscale druk, enzovoort.

Mijn vragen zijn de volgende — en ik weet dat bepaalde vragen reeds door collega's die mij op deze tribune voorafgingen werden gesteld, maar zij zijn van een dergelijk fundamenteel belang dat ik ze zelfs twee tot driemaal wens te herhalen :

Quid met de fiscale en para-fiscale druk en het verdagen van de belastinghervorming ? Quid met de aanpassing of, als men het kind een andere naam wil geven, het optrekken, zagezegd in het raam van een Europese harmonisatie, van de accijnzen. Waar staat de vermindering van de vennootschapsbelasting en de aftrekbare bedrijfslasten ? Want schikkingen hieromtrent worden in alle talen verzwegen.

Quid de werkelijke mogelijkheid van de Regering in te grijpen op zekere kwantitatieve elementen zoals de energieprijzen ? Zal M. Claes hier de hoofdrol spelen ?

Quid met de impact van het sociaal overleg op het loonpeil en de produktiekosten ?

Quid de afwezigheid van enige referentie naar eerste parameters voor het behoud van het concurrentievermogen.

In verband met de versterking van de economische structuren blijft de vaagheid algemene regel. De Regering zal over de bevoegde organen een coördinerende rol spelen ter bevordering van de buitenlandse handel en van de dienstensector. Het statistisch materiaal inzake het dienstverkeer zal verbeterd worden. De zin op zichzelf is goed verstaanbaar. Maar toch rijzen er vragen : Welke bevoegde organen ? Hoe tewerk gaan ? Door wie zal het materiaal verbeterd worden ?

Wat de overheidsinvesteringen betreft, zal één van de besliscriteria zijn, het al dan niet voorhanden zijn van een potentiële exportmarkt voor het te ontwikkelen produkt of systeem. Maar wie zal die afzetmarkt bepalen ? En hoe zullen de exportkansen vastgelegd worden ?

Allemaal vragen die beangstigend in aantal toenemen. Het is nog niet alles, want onze buitenlandse handel in het kader van de institutionele hervorming verdient ook wel enige aandacht, aandacht, die men op het conclaaf blijkbaar niet heeft willen geven want het is, in het huidige Belgisch constitutioneel bestel, een absurditeit de Gewesten en Gemeenschappen bevoegd te maken op het stuk van het afsluiten van verdragen en voor de vertegenwoordiging bij sommige internationale instellingen.

Zelfs wanneer deze vertegenwoordiging door de Regering, in akkoord met de Gewesten en Gemeenschappen, zal geregeld worden. Quid met de reacties van de buitenlandse verdragspartners, die alleen de Centrale Staat als object zal aanvaarden.

Welke internationale organisaties ? Welke vertegenwoordiging wordt er bedoeld ? Een permanente Belgische, Waalse, Vlaamse of Brusselse ?

Hier gaat er echter een lichtje branden als men de relatie legt tussen die regeling en de eerder genoemde public relations-actie en gedragscode. Ben ik verkeerd, dat men dan duidelijker is ! Het is trouwens het enige wat de bevolking momenteel ook vraagt : een juiste stand van zaken en klaarheid, zeker geen avonturen en onzekerheid.

Tot de uitdrukkelijke bevoegdheid van de Gewesten behoren het afzet- en exportbeleid.

Hier gaat men weer alle richtingen uit. Enerzijds de uitdrukkelijke bevestiging van de gewestelijke bevoegdheid, anderzijds de samenwerking, gewestelijk en nationaal, waar de instrumenten van het exportbeleid om operationele redenen tot de nationale bevoegdheid moeten blijven en de deelnamen van het beheer aan de Gewesten.

Als men deze theoretische benadering aan de praktijk zal moeten toetsen, zal men zich zeker niet hoeven te vervelen.

Als toemaatje wordt gesteld dat de rol van Brussel als feitelijke hoofdstad van Europa en als internationaal financieel en dienstencentrum dient bevestigd te worden.

Als ik nu de bedenking maak dat er een samenwerkings-commissie zal zijn bestaande uit leden van de Brusselse executieve en de nationale ministers en dat op nationaal niveau initiatieven van de Brusselse Executieve kunnen geschorst worden, indien deze zouden indruisen tegen de hoofdstedelijke en internationale functie van Brussel, dan blijven er bij mij toch enkele cruciale vragen hangen, namelijk wat staat er ons nog te wachten in verband met onze internationale public-relations ? Hoever gaat het schorsen en hoe lang ? Of zal dit het onderscheid moeten

maken tussen het „bevestigen van” en het „bestendigen van” een internationale situatie ?

Ik houd mijn hart vast voor alles dat betrokken is bij onze buitenlandse handel.

Om af te ronden, Mijnheer de Voorzitter, nog een slotindruk.

Moest ik, als leraar, op het rapport van student Dehaene, die de hoofdacteur, de auteur is — of de twee samen — van dit akkoord, een appreciatie geven voor de vakken „Ontwikkelings-samenwerking” en „Buitenlandse Handel”, dan zou ik niets anders kunnen dan met mijn rode stift — om onze rode broeders genoeg te doen — tweemaal „Z” neerschrijven. Qua niveau betekent dat „zeer zwak” of, in punten omgezet, naargelang het humeur van dag, een nul, een 1 of maximum een 2 op 10, wat betekent : gebuisd, zonder kans op herexamen.

Als men reeds zo vele jaren de mond vol heeft van de noodzaak het Parlement te herwaarderen, dan geloof ik dat hiertoe de eerste stap moet gezet worden door een aantredende Regering zelf, maar als wij nu vaststellen dat men het aandurft naar buiten te komen met akkoorden, waarin belangrijke deelaspecten vervat zijn waaraan nauwelijks enige aandacht werd besteed — en dit niettegenstaande het feit dat een historisch record inzake onderhandelingsduur mocht gevestigd worden — is dat voor mij een bevestiging te meer van mijn persoonlijke overtuiging dat gans de operatie van nu een doodgeboren kind is. (*Applaus bij de leden van de P.V.V.*)

M. le Président. — La parole est à M. Léonard.

M. Léonard. (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, un éminent analyste de notre vie politique vient de publier l'„Histoire d'une Nation introuvable”.

Le titre seul mérite déjà réflexion. Je voudrais m'y arrêter quelques instants, le temps de vous dire que je m'intéresse peu aux nations — entendez aux mots abstraits — et que je leur préfère, et de loin, les êtres de chair qui y habitent. Ceux-là, je les ai rencontrés, et plus singulièrement les ruraux que je fréquente aux confins de l'Ardenne, en des lieux qui sont, beaucoup plus qu'on ne le croit, des points de convergence entre nos diverses cultures et Communautés, par la grâce du tourisme.

Dans un premier temps, on y discute le coup avec force gestes, pour pallier la méconnaissance de l'autre langue. Et puis, l'on fraternise autour d'un verre ou de deux ou trois et l'on finit par baragouiner je ne sais quel langage qui témoigne en tout cas d'une bonne volonté manifeste. Peut-être est-ce le langage du cœur parce que, lorsqu'on se quitte, à défaut d'avoir admis les diversités, on est au moins conscient d'avoir engagé un pas vers l'autre, et réciproquement.

Demain, se dit-on, demain sera un autre jour, qui verra sans doute un autre pas. A force de petits pas, Monsieur le Premier Ministre, les Belges se rapprocheront et, j'en suis convaincu, se rejoindront.

Et c'est là un de vos premiers devoirs : favoriser ce désir de rencontre et cette volonté de vivre ensemble, qui animent la grande majorité du peuple belge. Si vous n'en êtes pas persuadé, tentez l'expérience d'écouter les petits gens, les voix du pays profond, qui n'ont que faire des manœuvres de quelques pseudo-stratèges politiques, évidemment relayés par certaine presse avide, où l'on trouve plus rentable d'attiser la discorde que de favoriser le consensus.

La plupart de nos concitoyens, Monsieur le Premier Ministre, veulent vivre dans la paix, mais dans une paix librement consentie, où soient respectées leurs personnes et leurs opinions.

Vous auriez beau inscrire dans la loi la frontière linguistique la plus logique, la plus rationnelle, la plus définitive, le cœur

et l'intérêt de l'homme la transgresseront. Rien n'est immuable, vous le savez.

Quant à la nouvelle réforme de l'Etat et aux transferts de compétences accrues et de moyens financiers supplémentaires que vous réaliserez vers les Communautés et les Régions, je les considère comme des objectifs à la fois ambitieux et indispensables. En raison non pas, je le répète, d'une profonde aspiration populaire, mais tout simplement parce que nous sommes engagés sur la voie d'un fédéralisme qu'il nous faut désormais concrétiser le plus parfaitement possible, si l'on veut éviter les conflits de pouvoirs, sinon les risques d'éclatement.

Je pense, toutefois, qu'il vous faudra beaucoup de temps et d'argent pour convaincre, et surtout pour aider nos administrés à débrouiller l'écheveau qui encombre et souvent paralyse dès aujourd'hui nos institutions. Mais je ne suis pas naïf au point de croire à l'impossible.

Je partage cependant avec de très nombreux collègues le souci de notre Souverain de voir le pays panser ses plaies communautaires, et reprendre dans le concert des Nations européennes et mondiales la place de choix qui lui revient. De tout temps, nos hommes de science, nos techniciens, nos artistes, nos écrivains ont porté loin et haut notre renommée.

Tout récemment encore, l'„industrial designer" wallon Albert Lambert, de Clavier, en Condroz, a décroché la médaille d'or du concours Lépine pour l'invention d'un poêle à récupération de chaleur par la postcombustion des fumées.

Pour la première fois dans l'histoire de ce célèbre concours organisé à Paris depuis 1902, la plus haute distinction récompensait une invention étrangère à la France.

Sans triomphalisme déplacé, puis-je citer à cette tribune, dans notre savoureux langage, „venu à pied du fond des temps" comme le soulignait Julos Beaucarne, ces deux vers du „Chant des Wallons" ?

„À prumi rang on l'met' po l'industreye. Et d'vin les arts elle riglatik' ot'tan".

C'est évidemment de la Wallonie qu'il s'agit.

„Elle occupe la première place pour l'industrie, et dans les arts elle brille tout autant".

Il faut préserver à tout prix, car il y va de notre survie, les conditions qui nous permirent et nous permettent encore cet esprit de créativité et ce rayonnement.

En premier lieu, l'éducation et la formation de nos jeunes, aujourd'hui appelés à rencontrer un terrible défi : se reconnaître citoyens du monde, sans même avoir trouvé leur identité nationale. Puissent-ils ne pas nous accuser, dans quelques dizaines d'années, d'avoir entretenu par vanité ou par orgueil une interminable et combien épuisante guerre des Belges, à l'heure où se dessinait un humanisme supraplanétaire !

Ensuite, l'accès de chacun au travail. L'emploi, avez-vous dit, reste la priorité des priorités. Ne ménagez aucun effort en ce sens, car il y va de la dignité de l'homme. Nous vous savons particulièrement attentif à cette exigence, Monsieur le Premier Ministre de même qu'à celle, de plus en plus impérieuse, de la solidarité.

Entre les enfants et les aînés, entre les riches et les pauvres, entre les actifs et les non-actifs, entre les valides et les moins ou non-valides, et au cœur de ce triangle d'or, où se fondent, tantôt dans l'harmonie mais bien plus souvent dans le conflit, ceux qui procurent le travail, ceux qui l'exécutent et ceux qui sont en charge de défendre les intérêts sociaux et professionnels des uns et des autres.

Imaginez, là où ils n'existent pas encore ou pas suffisamment,

des mécanismes tels que le mot „exclusion" soit à jamais banni de notre vocabulaire social.

Je me dois enfin d'attirer votre attention sur le respect de la vie, celle à naître d'abord — j'y reviendrai au moment opportun — mais aussi la vie menacée par ce que d'aucuns appellent à juste titre une langue d'Esopé, l'énergie nucléaire, qui peut être, selon les cas, la meilleure ou la pire des choses.

Une actualité récente a mis en lumière les menaces que le nucléaire fait peser sur l'humanité. Nous devons en être conscients quoique son utilisation à des fins pacifiques me semble, selon l'adjectif à la mode, incontournable.

J'exigerai néanmoins que toutes précautions, même si elles paraissent superflues, soient prises dans nos centrales pour garantir la sécurité de la population et que les programmes d'achèvement des voies d'évacuation soient réalisés dans les plus brefs délais.

Ces mesures doivent être accompagnées, bien entendu, par une information complète et objective.

Je pense, Monsieur le Premier Ministre, vous avoir confié l'essentiel de mes préoccupations. Devant la tâche immense et délicate qui vous attend, vous-même et votre Gouvernement, il me reste à vous souhaiter bon courage et à vous assurer de ma confiance. (*Applaudissements sur les bancs du P.S.C.*)

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Devolder.

De heer Devolder (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, heren Vice-Eerste Ministers, heren Ministers, heren bijna gewezen Ministers, heren toekomstige Ministers, waarde collega's, in verband met het voorliggend regeerakkoord had ik graag inzake een drietal beleidsvlakken mijn opmerkingen, suggesties en kritieken geformuleerd. Het betreft Volksgezondheid, Europese integratie en het vrede- en veiligheidsbeleid.

Na kennisname van de beleidsopties die voor de geneesmiddelensector aangenomen worden overweegt bij mij de indruk dat men hier de kool en de geit wil sparen. De vraag moet dan ook worden gesteld welk beleid er uiteindelijk zal worden gevoerd. Men stelt immers duidelijk dat de verspreiding van de generische geneesmiddelen zal worden bevorderd. Dat is volledig in tegenstrijd met de imperatieven van een wetenschappelijke dimensie binnen het gezondheidsbeleid. Het is duidelijk dat hier wordt gekozen voor een gezondheidsbeleid tegen de laagste prijs en dit ten koste van een verval op het gebied van de farmaceutische research in ons land, een sector die nochtans als zeer belangrijk kan worden beschouwd voor de tewerkstelling.

Tijdens de toespraken van fractieleider Dhoore en S.P.-voorzitter Van Miert had ik toch al duidelijk gehoord dat dat één van de eerste beleidsprioriteiten was van het regeringsprogramma.

Daarnaast moet ook worden gezegd dat deze politiek in de wetenschappelijke sector een brain drain zal stimuleren. Het promoten van generische geneesmiddelen is immers onverzoeikbaar met het stimuleren van wetenschappelijk onderzoek in deze sector.

Uw geneesmiddelenbeleid zult u ook in overeenstemming moeten brengen met het communautair recht. In dit kader zult u bij de eventuele herziening van de geneesmiddelenwet van 9 juli 1975, tot instelling van een regime betreffende de prijzen van de farmaceutische producten, terdege rekening dienen te houden met het voorstel tot richtlijn dat op Europees vlak tot stand is gekomen.

Het is duidelijk dat de transparentie van de nationale maatregelen inzake prijzen en terugbetalingsmethodiek en meer specifiek de verplichting om binnen 90 dagen precieze gemotiveerde

beslissingen te nemen inzake prijzen of terugbetaling, u zeker tot een vluggere afhandeling van de dossiers zal nopen en dat er ook geen bepalingen zullen kunnen worden ingebouwd die de intergemeenschappelijke uitwisseling van geneesmiddelen kan belemmeren of vervalsen.

U zult dus dienen te normeren volgens objectieve en controleerbare criteria, wat nu niet het geval is. Het is immers duidelijk dat niet de doorzichtigheid van de geneesmiddelenprijzen, maar wel de doorzichtigheid van de nationale maatregelen inzake prijzen en terugbetalingscontrole van belang zullen zijn.

Tevens dient erover gewaakt dat door het Ministerie van Volksgezondheid en het Ministerie van Economische Zaken eenzelfde begrip gehanteerd wordt in verband met wat nu juist een geneesmiddel is. Tot op heden is dit ook het geval niet.

Tijdens de voorgaande legislatuur heb ik met concreet cijfermateriaal bewezen dat in bepaalde gevallen de vervanging van de generische producten door magistrale bereidingen alleen al in de sector van de antibiotica voor het RIZIV een besparing van verscheidene honderden miljoenen zou kunnen betekenen, terwijl terzelfdertijd — en zoals vanop deze tribune werd gezegd is dit toch de regering van het hart — ook de patiënt heel wat minder diep in zijn geldbeugel zou dienen te tasten? Ik moet dan ook betreuren dat met geen enkel woord gerept wordt over de plaats van de magistrale bereidingen binnen uw geneesmiddelenbeleid. Er kan nochtans geen twijfel over bestaan dat de magistrale bereiding met haar therapeutisch geïndividualiseerde dosis zowel qua actieve bestanddelen als qua aantal eenheden heel wat zuiniger uitkomt dan gestandaardiseerde verpakkingen.

Een inzamelactie door OVAM via A.P.B. van niet gebruikte geneesmiddelen leverde 150 ton op, een grote massa. Navraag bij de betrokken instanties liet blijken dat er tussen de ingezamelde stuks weinig of geen magistrale preparaten voorkwamen en dat zij procentueel ten opzichte van de specialiteiten verwaarloosbaar klein waren. U ziet ook dat de patiënt zelf een magistraal preparaat meer apprecieert dan een gestandaardiseerd geneesmiddel. Een promotie van het magistrale geneesmiddel lijkt mij dan ook heel wat meer verantwoord vanuit gezondheidseconomisch standpunt dan de loutere promotie van „generics” die nu als het alleenzalmakend besparingsmiddel binnen de farmaceutische sector voorgewend worden. In bepaalde kringen kan men zich dan ook niet van de indruk ontdoen dat machtige mutualistische coöperatieven hun begerig oog hebben laten vallen op deze sector en dat zij naast de talrijke winstgevende bezigheden zoals reisagentschappen, bankactiviteiten, vakantiecentra en coöperatieve gezondheidsinstellingen zich ook nog met de import, de verspreiding en de productie van de „generics” zullen bezighouden.

Ik vraag dan ook — en ik zal waarschijnlijk niet de enige uit de betrokken sector zijn — of de operatie Therabiol van de zestiger jaren hier misschien een nieuwe gedaante zou kunnen opdoen. Tevens leest men in dit regeerakkoord dat de overconsumptie van geneesmiddelen zeker een maatregel voor gevolg mag hebben in de zin dat er een meer verantwoord voorschrijfgedrag van de artsen moet zijn. Deze passus roept in de betrokken beroepsmiddelen heel wat vraagtekens op. De jongste jaren is het immers een feit dat binnen het pakket terugbetaalde gezondheidszorgen het aandeel van de geneesmiddelen procentueel gezien stagneert of daalt. Waar dit in 1971 nog 25 procent van het RIZIV-budget bedroeg, is dit nu in totaal slechts 15 procent meer. Ik stel mij dan ook de vraag of een verantwoord voorschrijfgedrag van de geneesheer dan zal betekenen dat hij geen vrije keuze meer zal kunnen maken om voor zijn patiënt een aangepaste medicatie voor te schrijven en dit rekening houdend met het feit dat het thans ter beschikking staande geneesmiddelenarsenaal slechts een registratie voor gevolg heeft na een langdurige en ingewikkelde administratieve procedure door de Minis-

ters van Volksgezondheid, Economische en Sociale Zaken. De belangstelling voor onafhankelijke en wetenschappelijke verantwoorde informatie mag volgens ons gerust verder worden opgewekt en het reeds lang bestaande initiatief van de folia farmacotherapeutica, uitgegeven onder verantwoordelijkheid van het Belgisch centrum voor farmacotherapeutische informatie en erkend door het Ministerie van Volksgezondheid en Gezin, kan hier misschien als typevoorbeeld gelden en zou eventueel op een nog veel ruimere basis kunnen worden verspreid.

Wat de beperking van het aanwenden en het verspreiden van publiciteit en informatie met publicitair karakter betreft bij de zorgenverstrekkers, ben ik de mening toegeedaan dat de uiteindelijke invloed op het voorschrijfgedrag van de zorgenverstrekkers te minimaliseren is omdat alle belangrijke firma's hier een ware concurrentieslag voeren terwijl de arts uiteindelijk slechts één bepaald product kan voorschrijven voor een welbepaalde aandoening. De grafische sector zal hier echter een belangrijke bron van inkomsten zien verloren gaan. Ik vraag mij echter af of het de bedoeling is deze beleids optie waar te maken, nu ik onlangs nog door geneesheren werd geïnformeerd nopens het feit dat door de firma Glaxo een zeer mooie publicitaire folder werd uitgegeven waarbij naaste familieleden van de vorige Minister van Sociale Zaken voor de nodige publiciteit zorgen voor het product „Volumatic” en dit terwijl hun zoon dit nieuw regeerakkoord mede aan het onderhandelen was. Indien er collega's geïnteresseerd zijn wil ik die folder wel even laten circuleren.

Ik kom nu tot de passage over de Europese integratie.

De Gemeenschap heeft zich tot doel gesteld tegen 1992 van Europa één grote interne markt te maken. De uitwerking door de politieke instellingen van de E.G. zit nog in het prille beginstadium, maar het is zeer verheugend dat de industrie en de dienstensector zich nu reeds voorbereiden op wat na 1992 normaal tot stand zou moeten komen. Dat dit ook, en zeker, het geval is in Frankrijk, een land dat traditioneel zeer ontontwarbare gevoelens heeft ten opzichte van de Europese eenmaking, moet ons hoopvol stemmen.

De stuwende rol die het Europees Parlement in dit dossier vervult werpt ongetwijfeld vruchten af.

Maar voor dit alles zijn politieke instellingen nodig die slagvaardig en democratisch zijn.

Een Parlement dat de wil heeft de gang der zaken te beïnvloeden en dat maar een strohalm wordt toegestoken kan daar soms bijzonder veel mee aanvangen.

Een voorwaarde echter om er bijzonder veel mee te kunnen aanvangen is een grondige voorbereiding op de voordelen van een eenheidsmarkt. Uit het regeerakkoord blijkt daaruit niet veel, enkel een paar volzinnen waar men maanden, of bij gebrek aan tijd misschien slechts een paar uurtjes, over gedaan heeft. Zal die éne Minister van 1992 de totale integratie verzorgen?

Het komt mij eerder over als een paritaire post van „een minister, om een minister”. Een langdurige loopbaan zit er niet in tenzij men later een ministerpost van 1996 of later nog een van 2000 creëert.

Wat is belangrijk :

ten eerste, de concurrentiekracht van onze bedrijven ;

ten tweede, kapitaalverhogende verrichtingen in het bankwezen met de nodige privatiseringen ;

ten derde, een overheidstekort van 4 procent in plaats van een tekort dat boven het Europees gemiddelde ligt.

De Regering zegt dat ze de voorstellen steunt, die erop gericht zijn om Europa dichterbij de burger te brengen en bij te dragen tot de ontwikkeling van een echte Europese identiteit. De gewo-

ne burger heeft echter een vrij vaag en soms onjuist begrip over het Europees eenmakingsproces, wat veroordelen een goede voedingsbodem geeft. Nu heeft die gebrekkige kennis veel te maken met het feit dat de media slechts sporadisch en zeer onvolledig verslag uitbrengen over de Europese Gemeenschap, dat in het secundair onderwijs niet of nauwelijks wordt stilgezet- gen bij de Europese integratie.

Wat is de Regering van plan hieraan te doen of houdt ze het bij holle slogans waarvan het akkoord trouwens bol staat.

De Regering wil ook de uitbouw van een „sociale ruimte“. De onderliggende idee is een socialiserende ruimte. De ideeën van het wegbreken van grenzen tussen mensen, tussen economieën, tussen volkeren, is een liberaal idee. Men moet er zich goed van bewust zijn dat de eenmaking van de Europese markt ook grote economische verschuivingen voor gevolg zal hebben. Economische verschuivingen met sociale gevolgen. In een Europa zonder grenzen wordt het gemakkelijker te produceren waar de omstandigheden het gunstigste zijn, waar de beste werkkrachten het minst kosten. Industriële groepen zullen niet langer een nationale, maar wel een Europese strategie uitstippelen. Doch op termijn zals de operatie „Interne Markt“ de welvaart van alle lidstaten omhoog stuwen. Zoveel is duidelijk.

Dergelijke autonome stuwung zou welkom zijn, doch kan pas positief effect hebben als daarnaast een restrictief herstelbeleid gevoerd wordt. Of dat nu zal gebeuren met de socialisten in de Regering roept vraagtekens op !

Elementen die deze mening staven zijn dat men niet aan de nodige deregulering doet maar wel aan verstaatsing en daarbij de tegenstellingen Noord-Zuid nog aanwakkert met nefederaliseringsmaatregelen.

Wij willen de Europese Gemeenschap zien evolueren naar een Europese Unie, en dit is in onze ogen een verbond van Staten die op federale wijze een aantal gemeenschappelijke problemen behartigen. Kenmerkend voor dit federaal Europa is een centraal gezag dat een aantal politieke publieke goederen produceert zoals defensie, buitenlands beleid, en een rechterlijke macht voor wat betreft federale aangelegenheden.

Als wij hiermee België bedoelen als entiteit van een federaal Europa dan zal die werking onmogelijk worden omdat wij intern nog steeds met Noord-Zuidelijke eigenbelangen zullen te kampen hebben.

Overdreven reglementering schiet zijn doel — bescherming van de burger voorbij en heeft precies het tegenovergestelde effect. Vooral op Europees niveau moet een wel doordacht en terughoudend wetgevingsbeleid worden gevoerd.

Als de minister van de portefeuille '92 moet werken zonder deregulering, zonder restrictief herstelbeleid, met een tekort boven het Europees gemiddelde, met een slechte concurrentiepositie van de bedrijven en verstaatsing in plaats van privatisering zou haar geen lang lot beschoren zijn, laat staan een portefeuille 2000 waarvan zij, wie weet waarschijnlijk nu al droomt.

Verder stel ik mij ook de vraag in hoeverre een Europese politieke unie in het kader van de veiligheidspolitiek wel realiseerbaar is. Zal men geen situatie creëren die voor ons Belgen niet onbekend is namelijk een situatie van 2 snelheden : de Europolitiek naast de NAVO-politiek ?

Op begrotingsvlak is men het blijkbaar eens dat het voornaamste de inkomsten zijn, die enkel borg kunnen staan om de Gemeenschap haar fundamentele gedachten efficiënt te kunnen voeren. Hoopgevend is het echter wel, ik geef het toe, dat men van begrotingsdiscipline spreekt. De jongste jaren hebben dan zo te zien een gunstige mentaliteitsinvloed gehad. Dat stemt mij zeker hoopvol.

De P.V.V.-fractie kan het regeerakkoord op het gebied van het beleid inzake vrede en veiligheid gedeeltelijk onderschrijven. Wij zijn immers ook gewonnen voor een voldoende evenwichtige ontwapening gekoppeld aan een ontspanningspolitiek.

Naast deze ontspanningspolitiek is een geoptimaliseerde economische samenwerking een zeer grote troef bij het tot stand komen van stabiliteit, vrede en een betere verstandhouding in Europa. De Sovjetunie beschikt met haar bondgenoten in het Warschaupact over een sterkere conventionele bewapening dan het blok verenigd in het NAVO-bondgenootschap. Voorlopig kan dit overwicht in conventionele bewapening slechts geneutraliseerd worden door een efficiënte nucleaire korte afstandsbe- wapening.

Met belangstelling kijken wij uit naar het initiatief van de oprichting van een pluralistisch en onafhankelijk instituut waar de vredes- en veiligheidspolitiek objectief zal bestudeerd worden.

Voor zover een „objectieve“ en pluralistische, en „onafhanke- lijke„ werking mogelijk is, kunnen wij er dan ook onze medewer- king aan verlenen. Wat de valorisatie van de legerdienst betreft, stel ik met genoegen vast dat de belangrijke stappen die in deze richting tijdens de vorige legislatuur gezet werden, een verzeke- re continuïteit krijgen.

Ik meen mij echter te herinneren dat de S.P. tijdens de verkie- zingsperiode van december 1987 en ook tijdens het formatiebe- raad stelde dat zij niet in een Regering kwam die de verlenging van de legerdienst niet ongedaan zou maken. Ik moet dan ook vaststellen dat zij deze „opportunistische eis„ ingeslikt heeft.

De heer Chevalier. — Wij hebben in al onze verkiezingspro- gramma's gezegd dat wij een vermindering van de legerdienst die u verlengd had, voorstonden. Wanneer u nu de tekst van het regeerakkoord leest kan u vaststellen dat in het kader van de volledige problematiek van het leger zal worden onderzocht welke maatregelen, na die studie, die niet alleen over de demo- grafie en over de denataliteit maar ook over de taken van het leger gaat, kunnen worden genomen. Daaronder kan een vermin- dering van de legerdienst zitten. Dat is door geen enkele van de partners uitgesloten.

De heer Devolder. — Mijnheer Chevalier, ik herinner mij nog een debat dat wij gezamenlijk voor een van die lokale radio's hebben gevoerd. Ik meen dat het toen duidelijk uw stelling was, het zindert nog altijd in mijn oren en het is daarom dat ik het ook niet vergeten heb, dat men niet in een regering zou komen zolang deze eis niet ingewilligd was. Ik stel echter vast dat de studie waarover u het heeft ook door de heer Van Wambeke vroeger werd gevraagd. Hij heeft daarover trouwens een en an- der gezegd in de Commissie voor de Landsverdediging.

Wij zien nu dat u toch uw zoethoudertje in het regeerakkoord hebt gekregen en dat er vermeld wordt dat er dienaangaande een diepgaande studie zal gemaakt worden, zoals trouwens voor nog vele problemen en discussiepunten waarover men het tijdens de marathonderhandelingen niet eens is geraakt.

De passus die betrekking heeft op de militaire aankopen is zeker ook niet met Vlaams-rode inkt geschreven. De opmerke- lijke afwezigheid van inbreng van de P.S. in de parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wapen- handel tijdens de vorige legislatuur...

De heer Chevalier. — De illegale wapenhandel.

De heer Devolder. — en het feit dat een Waals socialist aan het hoofd van het departement landsverdediging komt, staat dan ook de overtuiging dat de zinsnede dat er bij de militaire aankopen rekening zal gehouden worden met de „budgettaire„ mogelijkheden waarschijnlijk zeer „elastisch„ zal geïnterpreteerd worden.

De heer Chevalier. — De Onderzoekscommissie handelde over de illegale wapenhandel. Men moet een onderscheid maken. Het P.V.V.-lid van de Onderzoekscommissie heeft zeer ijverig aan de Onderzoekscommissie meegewerkt. Ik meen te weten dat hij eenmaal aanwezig is geweest.

De heer Devolder. — Met spanning wordt uitgekeken of binnen de socialistisch politieke familie het hemdje van de Waalse wapenindustrie nader zal zijn dan het rokje van het Vlaamse SP-programma in verband met de defensieuitgaven. (*Applaus bij sommige leden van de PVV*).

Als de Regering haar voornemen om wettelijke maatregelen te nemen, ten einde de lacunes in de bestaande wetgeving op te vullen, tot een goed einde wil brengen, zal zij zeker intern nog heel wat tegenstellingen dienen te verzoenen.

Kenschetsend vind ik hierbij dat het regeerakkoord nog niet is goedgekeurd en dat de kersverse Minister van Landsverdediging reeds wordt geconfronteerd met een chantage-eis van een fractieleider van één van de meerderheidspartijen. De heer Coeliegers heeft in pure Rambo-stijl zijn goedkeuring van het regeerakkoord afhankelijk gemaakt van een intrekking van een sanctie tegen wachtmeester Nagels. Of is bij de Volksunie het besef gegroeid dat dit regeerakkoord

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Steunt U dat ?

De heer Devolder. — Ik stel U een vraag.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Dan had U de heer de Donnée moeten interpelleren.

De heer Devolder. — Is bij de Volksunietop het besef gegroeid dat dit regeerakkoord voor de Vlamingen een slecht akkoord is of is men reeds bezig aan een "taktische terugtocht...," zoals het men in militaire kringen pleegt te noemen. (*Protest op verscheidene banken van de meerderheid*).

Het is immers een feit dat berouw altijd na de zonde komt. Het Egmontpact heeft dat duidelijk bewezen. (*Applaus bij de leden van de P.V.V.*).

M. le Président. — Madame Onkelinx a la parole.

Mme. Onkelinx (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, si je n'étais guidée par un impératif d'efficacité, vu le temps que les débats ont déjà épuisé, je me serais exprimée sur tous les chapitres du projet d'accord.

Ce projet constitue évidemment un compromis entre des thèses parfois radicalement opposées, mais j'y ai cependant retrouvé, en termes clairs, des thèses que j'ai ardemment défendues notamment en décembre dernier. Je me contenterai aujourd'hui d'épingler rapidement deux points du programme qui ne sont certes pas sans importance.

La lutte contre la pauvreté d'abord. On en a toujours beaucoup parlé et en tout cas officiellement, toutes les femmes et tous les hommes politiques la rejettent catégoriquement. Et pourtant, comme le titrait la Libre Belgique du 6 janvier 1988 : "Elle court, elle court la pauvreté....."

Il était temps de la rattraper pour tenter de l'anéantir.

Le projet d'accord va dans le sens prôné par notre famille

politique, à savoir que l'on ne combat la pauvreté que par un panel de droits et non par des attitudes généreuses mais éphémères.

Neuf des 55 pages du projet sont consacrées à ce problème vital. Neuf pages qui vont d'une sauvegarde active de la Sécurité sociale à une série de mesures nouvelles qui dépassent le cadre strict de l'aspect financier de la pauvreté. J'espère que les initiatives ne traîneront pas en cette matière et que l'on osera bousculer l'ensemble des conventions sociales.

Dans notre système juridique, presque toutes les normes sont assorties d'exceptions qui prennent en compte un aspect de la vie en société. L'insécurité d'existence est l'un de ces aspects qui devraient prendre en compte toutes les pratiques de notre démocratie.

Second point : l'avortement.

L'accord de gouvernement donne très heureusement, pleine compétence en ce domaine au Parlement. Dès janvier 1989, le débat devrait être soumis à notre assemblée, chacun conservant sa liberté de vote.

La réussite de la politique économique et sociale n'est donc pas liée à l'aboutissement d'une réforme des articles 348 à 353 du Code Pénal. La période de réverse a été justifiée de deux manières : — d'une part, elle devrait permettre aux groupes de la majorité de se consulter et d'autre part de créer, par diverses initiatives, un climat favorable à un débat serein. A cet égard, le Gouvernement devra dès lors mandater M. le Ministre de la Justice afin qu'il crée les conditions de ce débat.

Je voudrais à ce stade demander un complément d'informations au Gouvernement. Contrairement aux bruits répandus en la matière, je suppose que durant cette période de réserve il n'est pas question — c'est juridiquement impensable — que le Ministre de la Justice donne des injonctions négatives aux procureurs généraux, afin qu'ils ne poursuivent pas en cas d'interruption volontaires de grossesse.

Toutefois, de précédents ministres de la justice — M. Van Elslande y compris — n'ont jamais donné d'injonctions positives aux procureurs généraux de poursuivre en cas d'I.V.G.

Je suppose bien qu'un engagement formel peut nous être donné selon lequel le Ministre de la Justice conservera cette ligne de conduite et plus encore, qu'il proposera aux procureurs généraux, réunis en collège, d'accepter une trêve en la matière.

Je vous remercie également de préciser qu'en cas de non-respect de cette trêve, le Parlement pourra examiner plus tôt que prévu les propositions relatives à ce problème délicat.

Cela dit, je me permets de souhaiter bon vent au Gouvernement. (*Applaudissements sur tous les bancs*).

De heer Voorzitter. — De heer De Groot heeft het woord.

De heer De Groot (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, waarde collega's, de lezing van de regeringsbijbel waarin het tienjarenprogramma van deze nieuwe ploeg is vervat, brengt mij tot het besef dat het regeerakkoord een voorbeeld is van een mislukte genetische manipulatie. Het resultaat is de kruising tussen een nieuwsjaarbrief en een Chinese puzzel. Het staat immers bol van min of meer vrome wensen en dubbelzinnigheden.

Spijtig genoeg zal ik hier slechts enkele punten van het akkoord kunnen behandelen.

Vooreerst wou ik een paar vragen stellen met betrekking tot de punten vermeld onder de rubriek "justitie... Daarin lezen wij "de vrijzinnigheid zal wettelijk worden erkend. Een lovenswaardige beslissing. Eigenaardig genoeg lezen wij onder punt 9 „de bezoldiging van de bedienaar van de eredienst zal worden gehervardeerd". Volgens mij heeft eenieder recht op een menswaardig inkomen en een dito bestaan. Maar, de vraag rijst of deze twee punten soms het resultaat van een soort koehandel werden en of men dus een filosofisch iets aan een materieel iets heeft gekoppeld.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Wij kunnen het veronderstellen:

De heer De Groot. — Wij vragen ons dan ook af wat die wettelijke erkenning van de vrijzinnigheid in concreto met zich zal meebrengen en of er eventueel ook materiële aspecten aan verbonden zijn.

Thans wil ik even handelen over de ziekteverzekering.

In het regeerakkoord lees ik dat het de bedoeling is de wet Leburton van 9 augustus 1963 grondig te evalueren, op grond waarvan men tot een hervorming van het stelsel wil komen. Wat die grondige hervorming van het stelsel betreft is dat voor de P.V.V. geen probleem. Wij hebben ons steeds uitgesproken voor een evaluatie van de sociale zekerheid en voor een nieuwe wetgeving.

U gaat een nieuwe organieke wet opstellen. De bedoeling is een ronde tafel, zegt men. Wij hopen dat de herziening van een wet die ontelbare malen onoverzichtelijk is gewijzigd, niet op een drafje zal worden afgehaspeld. Ik durf de vrees uiten dat men van de hervorming van deze wetgeving gebruik zal maken om het vrij beroep binnen de gezondheidssector verder aan te tasten.

Trouwens, Mijnheer de Eerste Minister, ik had graag geweten wat men juist bedoeld met „het beheersen van het medisch aanbod door middel van de indirecte stimuli" en „als een herziening van de arbeidsverdeling". Zal men verplichte arbeidsduur opleggen aan artsen, verpleegkundigen en kinesitherapeuten? Daarop had ik graag een antwoord gekregen.

U wil ook de procedures voor organen van het RIZIV in overeenstemming brengen met het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Dat kan ik alleen maar toejuichen om de eenvoudige reden dat, volgens mij, de rechtszekerheid vaak geschaad wordt wanneer de medische hulpverleners bij voorbeeld voor de Bepaalde Kamers moeten verschijnen die een schorsing kunnen uitspreken wat de tegemoetkoming voor de door hen verstrekte zorgen betreft, en dat men dan nadien nogmaals een procedure voor de Erkenningsraad kan krijgen die nog voor een andere periode een schorsing van de erkenning met zich kan brengen. Ik hoop dat men ook op dat vlak de wetgeving zal aanpassen zodoende dat ook de zorgenverstrekkers de rechtszekerheid geboden wordt.

Het is tevens uw bedoeling wat te doen aan de klinische biologie. Als liberalen zijn wij er zeker van overtuigd dat misbruiken moeten worden bestreden alsmede de overconsumptie op alle vlakken. Trouwens, wanneer men voorstander is van het vrije beroep in de gezondheidszorg, kan het niet anders dan dat men het misbruik van de therapeutische en diagnostische vrijheid aanklaagt en wil bestraffen. Toch wil ik erop wijzen dat de structuren zelf, zoals men ze heeft opgebouwd, vaak oorzaak zijn voor overconsumptie. De overconsumptie is de ziekte zelf niet, de overconsumptie is slechts een symptoom. Men weet trouwens waar het kalf gebonden is. Wanneer men de profielen bekijkt

en een vergelijkende studie maakt van de kosten, bij voorbeeld van klinische biologie, in de verschillende provincies van dit land, stelt men vast dat het voornamelijk in Wallonië is dat zeer hoge uitgaven gedaan worden voor klinische biologie. Wanneer men ziet dat per voorschrijvend huisarts het aantal verstrekkings klinische biologie er het viervoudige bedraagt van Limburg en het driedubbele van Antwerpen, meen ik dat het onrechtvaardig is wanneer men met lineaire maatregelen zou tewerk gaan inzake het bestrijden van deze misbruiken. Het kan toch niet zijn dat diegenen die in eer en geweten hun praktijk beoefenen mede gestraft worden voor de misbruiken van anderen. Ik denk dat Minister Busquin vooral in zijn provincie, met name Henegouwen, het eigen nest zal moeten reinigen. Diegenen die zich dagelijks bezighouden met de problemen van de gezondheidssector weten dat de prijzen uit de pan zijn gaan rijzen en de consumptie zeer sterk is toegenomen van het moment af dat men de derde betalende voor de ambulante patiënt inzake klinische biologie heeft ingevoerd.

U wil ook erkenningsnormen aanpassen onder andere wat de zware medische apparatuur betreft. Dat lijkt mij logisch. Ik vraag mij evenwel af of deze regering ter zake werkelijk tot resultaten zal kunnen komen. Ik wil u herinneren aan de twist die er destijds is geweest tussen Minister Dehaene en Minister Dewulf in verband met de erkenning van een niersteenverbrijzelaar.

U wil eveneens de erkenningsnormen van de kinesitherapie aanpassen. Bij deze gelegenheid wens ik u te vragen eindelijk eens een wettelijk statuut te creëren voor deze duizende zorgenverstrekkers.

U neemt zich voor over te gaan tot bepaalde vormen van forfaitaire betaling binnen de gezondheidszorg. Ik ben ervan overtuigd dat dit systeem een gevaar met zich meebrengt wat de kwaliteit van de verzorging betreft. Hetzelfde geldt wanneer men met enveloppe-systemen werkt. Men zal immers de enveloppe bepalen aan de hand van de prestaties van het voorgaande jaar. Het resultaat daarvan is dat de overconsumptie wordt beloond. Ingevolge het forfaitaire bedrag zal men nadien aan onderconsumptie doen, omdat men het geld toch krijgt. Men zal dus een grotere winst geven aan degenen die aan overconsumptie doen en er zullen minder verstrekkings worden uitgevoerd, wat een gevaar voor de volksgezondheid kan betekenen.

U wil eveneens maatregelen treffen inzake de controle op de zorgenverstrekkers en de ziekenfondsen.

Hierbij wens ik te herinneren aan het merkwaardig feit dat, nadat in De Standaard het nieuws werd geblokkeerd in verband met het dossier betreffende de fraude van de ziekenfondsen, het dossier van het Hoog Comité van Toezicht — dossier dat er kwam na klacht van dokter Wynen —, de eerste reactie van Minister Dehaene — die inmiddels met de S.S.T. naar een ander departement is gevlucht — erin bestond te stellen dat de controle op de geneesheren zal worden verscherpt.

Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat de problemen rond de ziekenfondsen in feite mede de oorzaak zijn van de val de Regering Martens VI. Wellicht heeft men liever onder de grote broeders van de ziekenfondsen deze zaak willen regelen. Het is bovendien opvallend stil geworden rond dit dossier. Wij vragen ons dan ook af of deze zaak in de doofpot zal terechtkomen en of het de richting zal volgen van het dossier van De Volksgazet. Dienaangaande zijn wij ook benieuwd te vernemen of Dokter Wynen al dan niet gelijk heeft wanneer hij stelt dat de socialistische ziekenfondsen een tekort van 4 miljard vertonen.

De heer Van Elewyck. — Mijnheer De Groot, sta mij toe U even te onderbreken.

De heer De Groot. — U kent misschien het antwoord?

De heer Van Elewycyk. — Ik heb aandachtig naar u geluisterd, maar ik begrijp het niet. U weet dat ik redacteur van De Volksgazet ben geweest. U hebt iets over de Volksgazet gezegd, ik begrijp niet wat U bedoelde. Wat bedoelt U ?

De heer De Groot. — Dit dossier werd na een tijd vergeten.

De heer Van Elewycyk. — Is U werkelijk overtuigd dat dit dossier vergeten werd ?

De heer De Groot. — Ja, ik denk het.

De heer Van Elewycyk. — Voor die enkele keer dat u denkt, denkt u verkeerd. Dit dossier werd niet vergeten ; er werd een complete regeling getroffen : de faling werd op de meest normale manier afgehandeld, met een datum.

De heer De Groot. — U maakt mij dan zeer gelukkig. Mijnheer Van Elewycyk.

De heer Van Elewycyk. — Heel veel personen hebben dat dossier te goeder trouw behandeld, dit zonder enig winstbejag — wat niet van iedereen en overal kan worden gezegd. Daarom vraag ik U na te laten verdachtmakingen te lanceren, zoals u dat hier doet, vooral wanneer u de juiste afloop van dit dossier niet kent. Wanneer u nogmaals denkt, probeer dan goed te denken.

De heer De Groot. — Ik heb gevraagd of het al dan niet juist is wat Dokter Wynen zegt. Mijns inziens is het normaal dat wij ons in het Parlement deze vraag stellen.

De heer Van Elewycyk. — U moet zich onthouden van lasterlijke verdachtmakingen.

De heer De Groot. — Dat is geen lasterlijke verdachtmaking.

U wil ook de controle op de verstrekkers en de ziekenfondsen op een onafhankelijke wijze laten plaatshebben, alsook de interne controle door de landsbonden vergroten. Daarmee kunnen wij zeker akkoord gaan. Het is inderdaad abnormaal dat de gecontroleerde uiteindelijk zichzelf controleert en dat het noodzakelijk is, wil men een landsbond verantwoordelijk stellen voor wat er binnen zijn organisatie gebeurt, dat een versterkte controle kan plaatsgrijpen. De externe controle wil u echter doen gebieden door een onafhankelijke commissie, te vergelijken met de Bankcommissie. Indien ik mij niet vergis is dit een voorstel dat enkele jaren geleden door de Christelijke Mutualiteiten werd gelanceerd. In dit geval is het toch wel eigenaardig dat de betrokkenen zelf voorstellen hoe hun controle moet worden georganiseerd.

Over de audit van Andersen willen sommigen ons laten geloven dat het alleen over de sprookjes van Andersen gaat. Ik wil best aannemen dat er misschien in deze audit enkele onvolkomenheden voorkomen, maar in ieder geval gaat het zeker om een bruikbaar werkdocument. Eigenaardig genoeg heb ik het eerste exemplaar ervan moeten verkrijgen via een journalist. Blijkbaar vond men het na publicatie niet de moeite om de parlementsleden in deze belangrijke materie van de nodige documentatie te voorzien. Wij hebben dan ook alleen maar de conclusies ontvangen ; inderdaad, er bestaat ook zoiets als de financiële audit van Andersen. Tot nog toe is deze financiële audit, die tot verduidelijking van de conclusies kan leiden, een goed bewaard staatsgeheim. Ik zou zelfs durven zeggen dat de voormalige minister van Sociale Zaken zich op dit dossier heeft neergezet als een kloek op een ei. Inderdaad, uit deze audit zou volgens bepaalde bronnen kunnen blijken dat de verzuiling in dit land in grote mate wordt betaald met gelden van de ziekteverzekering. Ik vind dit een zware beschuldiging en meen dat het parlement volledige duidelijkheid moet krijgen. Ook de burger in dit land heeft het recht te weten of deze bewering al dan niet waar is.

In het kader van de herziening van de wetgeving op de ziekenfondsen wil men de wet van 23 juli 1894 op de maatschappijen van onderlinge bijstand herzien. Tijdens de vorige legislatuur waren in dit verband reeds projecten ingediend. Men zou kunnen zeggen dat het niets te vroeg is en dat waarschijnlijk de herrie rond de ziekenfondsen het wetgevend initiatief heeft bespoedigd. Inderdaad, naast deze archaische bepalingen van de wet van 1894 zijn er slechts enkele bepalingen van de wet-Leburton die samen de regeling voor de ziekenfondsen moeten bepalen. Het gaat tenslotte om organismen die het beheer van honderden miljarden in handen hebben. Ik hoop dan ook dat men, naar aanleiding van de herziening van deze wet van 1894, een betere omschrijving zal geven van het sociale doel van de mutualiteiten. In dit verband wil ik wel verklaren dat ik zeker geen voorstander ben van een eenheidsmutualiteit, dat ik begrip kan opbrengen voor de historische groei, en dat ik ook nog kan aanvaarden dat een mutualiteit niet alleen een soort postkantoor is waar men bepaalde ontvangsten doet. Ik meen dat, in het licht van de huidige maatschappij, een andere definitie moet worden gegeven en een bepaalde beperking moet worden doorgevoerd. Volgens mij kan het niet dat mutualiteiten enerzijds rechtstreeks of onrechtstreeks langs hem poliklinieken en klinieken om zorgen verstrekken en dat zij anderzijds mee instaan voor uitbetaling en controle. Ik meen dat aldus een mogelijk collusie in de wetgeving wordt ingebouwd.

De heer Van Elewycyk. — Is M. Flamant hiervan op de hoogte ?

De heer De Groot. — Men mag hier alleen maar op een serene wijze tewerk gaan. Ik weet dat er onder de mutualisten van de verschillende ziekenfondsen mensen zijn die het goed menen en die zelfs ook op de hervorming aandringen teneinde beter aan de huidige tijd te zijn aangepast. In ieder geval verzet ik mij ten stelligste tegen een medisch monopolie dat aan de ziekenfondsen zou worden toegekend.

Wat de ziekteverzekering betreft, wil ik er nog even op wijzen dat de Regering tot doel heeft de zelfstandigen onder de algemene regeling te brengen. Op zichzelf lijkt mij dat een goede maatregel, maar ik vraag mij af of men het kan beschouwen als een soort gunst voor de ziekenfondsen om de dualiteit verplichte verzekering — vrije verzekering in grote mate uit te schakelen.

Graag had ik ook geweten welke de kostprijs hiervan zal zijn. Zal dat een verhoging van de sociale bijdrage voor de zelfstandigen met zich brengen en, indien mogelijk, had ik ook willen weten hoe de verenigingen van zelfstandigen hierop reageren. Wat de controle op de geneesheren, als zorgenverstrekkers, betreft, wil ik erop wijzen dat het beroep van geneesheer vroeger een volledig vrij beroep was. De geneesheer kon zelfstandig in eer en geweten zijn beroep uitoefenen maar, ten gevolge van de plethora en de vele kandidaten, die staan aan te kloppen aan de deuren van de ziekenhuisdirecties, is wel een en ander gewijzigd. Zodoende kunnen de directies hun geneesheren onder druk zetten om hun aantal prestaties te verhogen.

Immers, in tegenstelling met vroeger, worden in de contracten, afgesloten tussen de verzorgingsinstellingen en de geneesheren, grote percentages afgedwongen, zodoende dat men tot een ereloonverdeling of een dichotomie komt. Het gaat immers niet om een vergoeding van de door het ziekenhuis gedane kosten voor het gebruik van lokalen enzovoort. Het betreft vaste percentages. Wij mogen hier werkelijk van een echte dichotomie spreken.

Ik vind het normaal dat men maatregelen neemt tegen geneesheren, die misbruik maken van de therapeutische en diagnostische vrijheid, maar ik vraag mij ook af of men zal durven sancties nemen — en ze in de wet neerschrijven — tegen directies die hun geneesheren aanzetten tot overconsumptie. Het ene brengt

het andere mee. Wij willen ook in ditzelfde kader komen tot een hervorming van de Orde van Geneesheren.

Ik ben er altijd van overtuigd geweest dat, in het licht van de evolutie van de rechtspraak van het Hof van Straatsburg en het Hof van Cassatie, de Orde van Geneesheren diende te worden herzien.

Men diende de wetgeving dienaangaande te herzien om meer rechtszekerheid te creëren voor de betrokken geneesheren. Het is trouwens zo dat, daar waar het tuchtrecht vroeger een soort taboe was, waarover niet werd gesproken omdat men behandeld werd door zijns gelijken en dan samen met het toen geldend algemeen rechtsbeginsel van de discretie over de tuchtrechtspraak en de geheimhouding, men nu gekomen is tot het besef dat het tuchtrecht in feite vaak zwaardere sancties oplegt dan het strafrecht en dat, hoewel de aard van het tuchtrecht en het strafrecht verschillend is, men toch gelijkaardige procedures moet trachten te volgen. Trouwens, in het regeerakkoord staat ook wel onder een andere rubriek dat men het tuchtrecht wil aanpassen in de zin van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens. Ik veronderstel dat men het dan voornamelijk heeft over artikel 6. 1^o.

Maar hoe dan ook, met de hervorming, waar wij al een voorsmaakje van hebben gehad door de voorstellen die minister Dehaene op het einde van de vorige legislatuur had ingediend maar die nooit in het parlement zijn geraakt en die oprichting van Bijzondere Kamers voorstelden, hebben wij heel wat moeilijkheden. Ik denk dat men nu een soortgelijk systeem zou willen invoeren — en men spreke me tegen indien dit niet het geval zou zijn — aangezien men een zwaardere controle aan de geneesheren wil opleggen in verband met de overconsumptie.

Ik kan niet aanvaarden dat men, door de oprichting van Bijzondere Kamers, de Orde van Geneesheren zou omvormen tot een soort medische staatspolitie die door middel van een „stand-gerecht” grote terugbetalingen zou moeten opleggen aan de geneesheren. Volgens mij past zulk een systeem niet in het kader van een professionele orde.

Het is trouwens zeer moeilijk precies aan te duiden in welke mate er aan overconsumptie wordt gedaan. Men kan alleen het duidelijk vermoeden dat bewezen werd, sanctioneren door het opleggen van administratieve of tuchtrechtelijke geldboetes. Indien men dit systeem wil invoeren, zou dit moeten gebeuren binnen het kader van het RIZIV of de bevoegdheid van de Arbeidsrechtbank en niet binnen het kader van de Tuchtrechtspraak van de Orde van de Geneesheren. Indien men deze Bijzondere Kamers toch zou oprichten en indien men een aantal geneeshereninspecteurs zou benoemen binnen die Bijzondere Kamers, ben ik van oordeel dat U in strijd komt met het algemeen rechtsbeginsel met name dat iedereen recht heeft op een onpartijdige en onafhankelijke rechtbank. Hoe zou een geneesheer-inspecteur, die in een hiërarchisch verband werkt, onpartijdig kunnen oordelen, als hij een klacht behandelt ingediend door een collega.

Ik wil ook een kort woordje wijden aan het gehandicaptenbeleid. Ik hoop dat men inderdaad uitvoert wat men zich voorneemt, namelijk het opstellen van één dossier per gehandicapte. Het is onrechtvaardig zoals een gehandicapte sinds vele jaren van links naar rechts wordt gestuurd om te kunnen genieten van een aantal voorzieningen. Ik hoop ten eerste dat deze vrome wens van de regering spoedig zal worden uitgevoerd.

Mag ik ook uw aandacht vragen voor de bejaarden-gehandicapten. Het is onvoorstelbaar dat een bejaarde gehandicapte, die niet meer alleen kan wonen en in een tehuis terecht komt, door het feit dat hij een klein inkomen heeft en er een beroep moet worden gedaan op de onderhoudsplicht ten laste van de kinderen, belasting moeten betalen op het onderhoudsgeld dat

door zijn kinderen wordt gestort. Men moet dus besluiten dat iemand, omdat hij een klein inkomen heeft en tekort om de kosten van een tehuis te betalen, gestraft wordt omdat zijn kinderen de onderhoudsplicht wél kunnen betalen.

Wat het gezondheidsbeleid betreft heb ik de indruk dat ten gevolge van het regeerakkoord er veel verschillende instellingen zullen worden opgericht — ik vraag mij trouwens ook af hoeveel dat gaat kosten — die een permanente verhuis van patiënten zullen kennen.

Men gaat dus ziekenhuizen, verzorgingsinstellingen, — acute, minder acute, nog minder acute enzovoort — kennen met een voortdurende doorstroming van patiënten van het ene naar het andere tehuis zodoende dat er niemand nog een overzicht zal hebben over de evolutie van de patiënten. Ik wil er toch voor waarschuwen en ervoor pleiten dat dergelijke zaken tot een minimum worden beperkt.

Het valt mij ook op dat, niettegenstaande men zegt dat de patiënt zo lang mogelijk thuis moet kunnen worden verzorgd, aan de rol van de huisarts in de eerstelijnsgezondheidszorg geen woord wordt besteed. Blijkbaar is men dat vergeten, en zullen misschien alleen nog de zuilinrichtingen voor de thuisgezondheidszorg nog interessant zijn.

In elk geval, wanneer men de ziekenzorg wil verminderen kan alleen een herwaardering van de huisarts enig soelaas brengen om een balans te maken. Ik hoop dan ook dat spoedig in de Commissie Artsen-Ziekenfondsen tot een akkoord zal kunnen worden gekomen zodat men tot een herwaardering van het beroep van huisarts zal kunnen besluiten.

Het gezondheidsbeleid wordt in dit regeerakkoord alleen beschouwd langs de financiële kant van de zaak. Dat is zeer merkwaardig, alsof de overheid geen andere taken zou hebben dan het gezondheidsbeleid langs financiële zijde te bezien. Nochtans had Mevrouw Demeester tijdens de vorige legislatuur al een stap in de goede richting gezet. Ik dacht bijvoorbeeld aan de AIDS-campagne die zij heeft gevoerd en die een voorbeeld was van echt gezondheidsbeleid.

Ik zie evenwel dat Mevrouw Demeester ondertussen verbanen is van de regeringsbanken. Misschien heeft zij haar „rubberen” campagne voor AIDS een beetje te enthousiant gevoerd en heeft dat bij anderen ademnood veroorzaakt.

In hetzelfde onderdeel wil ik er ook op wijzen dat het colloquium dat dezelfde staatssecretaris heeft ingericht over bio-ethica — ik kom daar straks op terug — een voorbeeld was van hoe het wel zou kunnen. Wij hebben allerlei campagnes gevoerd. Wij besteden onder meer aandacht aan kanker, denken wij ter zake maar aan het Europees jaar, het Wereldjaar, enzovoort.

Toch zou ik wel eens willen weten hoeveel instellingen voor kankerbestrijding er in dit land, dat nog steeds een tiental miljoen inwoners heeft, zijn, hoe de middelen die tot hun beschikking worden gesteld worden gebruikt en welke coördinatie er van de overheid uitgaat. Het is immers belangrijk dat men inzake dit voorname punt geen communautaire tegenstellingen gaat zoeken maar dat men eendrachtig strijdt tegen de grootste vijand van de mensheid.

Wat mij ook stoort, wanneer men de reusachtige staatsbudgetten ziet, is het feit dat men voor onderzoek kan bijvoorbeeld AIDS en kanker nog vaak op de bedeltoer moet gaan.

Het regeerakkoord is nogal kort wat de ethische problemen betreft. Nochtans raken die ons allen. Over het algemeen zorgen zij ervoor dat er breuklijnen ontstaan binnen verschillende politieke families, maar ook in de onderscheiden filosofische of reli-

gieuze groeperingen. Zo dicht zijn de ethische problemen aan het menszijn verbonden.

In het regeerakkoord staat vermeld dat het de bedoeling is om een wetenschappelijke raad op te richten om te adviseren over de ethische problemen en om aan Regering en Parlement informatie te verschaffen. Volgens mij is dit een onnodig iets, gewoon tijdverlies. Ik heb daarstraks verwezen naar het colloquium dat mevrouw Demeester vorig jaar bijeen heeft geroepen, waarover dikke boeken geschreven werden en waar men de „fine fleur“ van de ethici, van de geneesheren, van de juristen bij mekaar heeft gebracht om samen adviezen uit te brengen over de ethische problemen. Ik vraag mij dan af waarom men niet ineens van start gaat op grond van de wijsheid die bijeen is gebracht om een aantal ethische problemen dringend te regelen.

Ik ben ervan overtuigd, ofschoon ik weet dat het dikwijls moeilijk is om aangaande deze problemen partij-politieke standpunten in te nemen, dat het Parlement zich niet mag verstoppen en dat Parlement en Regering hun verantwoordelijkheid moeten opnemen. De wetenschap mag geen alibi zijn voor vaandelvlucht. Eigenaardig genoeg vond ik ook onder het hoofdstuk „ethische problemen“ dat men in de terugbetaling van de contraceptiva wil voorzien. Dat lijkt mij eerder iets dat onder de rubriek „ziekteverzekering“ zou thuishoren. Dit is merkwaardig. Misschien is het een drukfout. Toch roept het een aantal vragen bij mij op.

Ten eerste, welke contraceptiva gaat men terugbetalen? Zal dat de pil zijn, de spiraal, de condoom? Zal men deze terugbetaling alleen maar op doktersvoorschrift doen? En wat zal dit tenslotte aan de Staat allemaal kosten?

Ik juich toe dat men voorlichting wil geven over de contraceptiva. Jaren geleden heb ik dit naar aanleiding van een abortusdebat voorgesteld. Ik moet vaststellen dat men wat dat betreft in het onderwijs zo goed als nergens staat. Is het dan niet de zoveelste vrome wens?

Het abortusvraagstuk zorgt natuurlijk het meest voor politieke problemen. Men kan niet ontkennen dat dit meer nog dan de andere ethische problemen een netelig probleem is. Men mag niet vergeten dat de meeste ethische problemen van tamelijk recente oorsprong zijn en dat abortus iets is waarover men reeds in de oudheid schreef en waarover men verschillende filosofische traktaten neerpende. Ik ben nooit een propagandist voor abortus geweest en zal het ook nooit zijn. Ik hoop dat niemand twijfelt aan mijn respect voor het leven. Men kan echter niet ontkennen dat in bepaalde situaties een hoge waarde ondergeschikt wordt gemaakt aan een hogere waarde. Het spijt mij te moeten vaststellen dat men over dit probleem steriele discussies voert die uitmonden op een welles-nietesspelletje. Iedereen wil gelijk hebben en zijn visie doordrukken. Het resultaat is dat er niets gebeurt, althans op wetgevend vlak — in de praktijk is het wel iets anders — en dat men vreest dat wanneer de ene partij gelijk zou krijgen ze er electorale winst zou kunnen uithalen. Ook de andere partij is dezelfde menig toegedaan. Zo vlucht men weer in de verantwoordelijkheid. Het spijt mij ook te moeten vaststellen dat de discussie over dit onderwerp in politieke kringen nog steeds wordt gevoerd op het niveau van 1940 - 1945 - 1960 misschien, in ieder geval niet in overeenstemming met de huidige stand van de wetenschap.

Het lijkt mij alsof men in politieke middens nog nooit heeft gehoord over het conserveren in frigo's van menselijke embryo's, over het al dan niet toelaten van proefnemingen met overtallige embryo's en of men overtallige embryo's al dan niet mag vernietigen. Nochtans gaat het hier over dezelfde materie. Wij herinneren ons ook dat er soms problemen bestaan in verband met de proefbuisbaby's, met kunstmatige insimiatie en dies meer. Wij herinneren ons dat er een afvaardiging van de katholieke universiteit van Leuven enkele tijd geleden naar Rome ging voor overleg maar dat zij bij terugkomst hebben verklaard dat zij in ieder geval hun wetenschappelijk werk zouden willen voortzetten.

Ik wil abortus dan ook binnen dit wetenschappelijk kader situeren, niet binnen het systeem van vijftig jaar geleden. Ik raad de collega's die in deze materie geïnteresseerd zijn aan het werk „De bio-ethica in de jaren 90“ — resultaat van het daarstraks besproken colloquium — in te kijken en daarna de discussie over dit probleem opnieuw aan te vatten. Pas dan zal men tot een zinvolle discussie komen.

In het regeerakkoord staat vermeld dat de regeringspartners de zaak zullen bestuderen tot het einde van het jaar en dat er tot dan een serene sfeer moet bewaard blijven. Ik vraag mij af wat dat zou kunnen betekenen. Van socialistische zijde beweren sommigen dat men van regeringszijde aan de procureurs-generaal zal vragen geen vervolgingen meer in te stellen, feit dat in tegenstrijd is met de scheiding der machten. Langs C.V.P.-zijde zegt de heer Swaelen in een interview met de *Gazet van Antwerpen*: „In tweede instantie hebben de socialisten gevraagd dat de Regering er zich toe zou verbinden de vervolgingen niet in te stellen. Ook dat kan niet voor ons. Een dergelijke afspraak zou trouwens strijdig zijn met het principe van de scheiding van machten“. Verder zegt hij akkoord te zijn met het feit dat alle maatregelen dienen getroffen met het oog op een serene debat. Ik vraag me evenwel af wie nu gelijk heeft. Is het de heer Swaelen die zegt dat er niet zal worden aangedrongen bij de Procureurs-generaal om niet te vervolgen of zijn het de socialisten?

Ik hoop dat men op die vraag een antwoord zal willen geven.

Men kan in ieder geval niet ontkennen dat er op dit ogenblik in feite reeds een volledige liberalisering van abortus bestaat. Deze gaat evenwel gepaard met een grote rechtsonzekerheid. Immers, de meeste magistraten zullen ten gevolge van de vroeger gemaakte afspraak — meer dan tien jaar geleden — ter zake geen vervolgingen instellen. Zij kunnen het evenwel, want de minister van Justitie kan het hen wettelijk niet verbieden. De wet geeft hem enkel toelating hen tot vervolging te verplichten.

Hier worden wij dus met een situatie van rechtsonzekerheid geconfronteerd. Ik wil er verder ook op wijzen dat, wanneer sommigen steeds beweren dat abortus gelijk staat met moord, er ook een therapeutische abortus bestaat.

De deontologische richtlijnen inzake therapeutische abortus werden door de Orde van Geneesheren opgesteld. Ik denk toch niet dat er hier collega's zullen zijn die de Orde van Geneesheren als een gauchistisch of anarchistisch clubje beschouwen. De therapeutische abortus staat reeds sedert 1975 in de nog niet bekrachtigde code van de plichtenleer. Het gaat hier dus om een deontologische regeling. Op dat vlak werden ook afspraken met de parketten gemaakt, met name in geval de geneesheer een abortus uitvoert ingevolge zowel fysische als psychische medische indicaties, er geen vervolging zal gebeuren. Ook hier blijft evenwel de rechtsonzekerheid bestaan, om de eenvoudige reden dat men altijd kan vervolgd worden.

Het lijkt mij dan ook onrechtvaardig en een Parlement onwaardig dat dit probleem hier niet kan worden besproken.

Ik betreurt dat de C.V.P. wat dit punt betreft een zeer dubbelzinnige houding heeft aangenomen en nog aanneemt. Ik hoop dat zij ter zake tot een groter maatschappelijk medevoelen zal komen.

Naar aanleiding van de bespreking van het voorstel Michiels-Lallemand heeft de heer Bob Gijs, de fractieleider van de C.V.P. in de Senaat, vorig jaar verklaard dat de desbetreffende clause met name dat het Parlement die zaak tot een goed einde moet brengen, in het regeerakkoord werd opgenomen ten gevolge van een domheid. Wat stellen wij nu vast? In het nieuwe akkoord wordt dezelfde domheid hernomen. Is dat louter toeval of is het misschien omdat de C.V.P. denkt dat de Regering het toch maar tot het einde van het jaar zal volhouden, zodoende dat zij nadien geen problemen zal hebben om ter zake over de brug te komen.

Wat is hiervan de bedoeling? Het was immers toch een „domheid“! Men dreigde toen zelfs dat de Regering daardoor zou vallen en thans staat die „domheid“ opnieuw in het regeerakkoord.

De heer Vanvelthoven. — Het is een dubbelzinnigheid die niet kan worden geduld.

De heer Vandenbroucke. — Meent u al dan niet dat het Parlement daarover uiteindelijk moet beslissen?

De heer De Groot. — Het Parlement moet daarover beslissen, het kan onmogelijk een regeringszaak zijn. In de verschillende fracties moet iedereen volgens zijn eigen geweten kunnen beslissen. Dat is de enige manier waarop dit probleem kan worden opgelost, niet door chantage, die naargelang de omstandigheden, ten opzichte van de liberalen of de socialisten wordt gepleegd om een bespreking onmogelijk te maken.

Ik kan mij best voorstellen dat men zaken wil amenderen, waardoor men kan bepalen wat al of niet mogelijk is. Uiteindelijk moet men toch tot een besluit komen en er geen taboe laten op rusten. Ik zou dit nog kunnen begrijpen mochten er geen abortussen gebeuren, maar er gebeuren in dit land ontelbare abortussen zowel als op Belgische patiënten in Nederland. Dit zou niet betekenen dat men het licht op groen zet. Integendeel, het zou een sfeer van rechtszekerheid scheppen, eventueel mits bepaalde beperkingen. Ik hoop dan ook dat wij tijdens de komende maanden, via een serieuze debat in het Parlement, dit probleem zullen kunnen beslechten. Ik hoop eveneens dat men zal afstappen van de hypocriete reacties die wij tot nu toe hebben gekend. Tot slot ...

De heer Defraigne. — Over dat probleem?

De heer De Groot. — Tot slot van mijn toespraak wou ik het nog even over een minder ethische boeg gooien. Ik wil mijn bezorgdheid uitdrukken, mijnheer de Eerste Minister, over de bizarre situaties die wij op dit ogenblik meemaken en die wij de jongste maanden hebben meegemaakt. Men heeft het waarschijnlijk al een paar keer gezegd. U hebt altijd gezegd dat u nooit met de socialisten zou kunnen regeren om uw beleid door te voeren. Nu ligt u zelfs in hetzelfde regeringsbed met een minister die u ooit met een aantal epitheta verrijkt heeft. Ik meen dat men er reeds een aantal bemerkingswaardig over gemaakt. Ik wou het echter meer in een historisch perspectief situeren. Ik geef een bloemlezing. Men heeft u vergeleken met de Borgia's.

De heer Bossuyt. — Dat stond in Het Laatste Nieuws.

De heer De Groot. — Voreger heeft dat ook in De Morgen gestaan.

De heer Bossuyt. — Wij hebben er geen bezwaar tegen maar wij hebben het gelezen.

De heer De Groot. — Goed, ik wou het echter even historisch situeren.

Caesare en Lucrezia waren de bekendste van de Borgia's. Zij waren vooral bekend, en ik citeer slechts enkele van hun eigenschappen, als moordenaars, bedriegers en machtswellustelingen.

Dan was er ook Keizer Nero die ook geen heilige jongen was. Hij had als eigenschap dat hij zijn talrijke tegenstrevers liet vermoorden. Bovendien stak hij Rome in brand en wat eigenlijk nog het ergste is in deze vergelijking is dat hij vooral bekend is omdat hij de christenen op de wredeste wijzen liet folteren.

Dan is er ook nog Caligula. Aangezien de vertaling van Caligula soldatenlaarsje wil zeggen en men dus zou mogen veronderstellen dat het om een lieflijk personage zou gaan is dat niet

het geval. Zoals een paar van de vorige figuren liet hij al zijn tegenstrevers vermoorden. Er is ook nog een kleine bijzonderheid. Hij had zo weinig respect voor de oud-Romeinse instellingen dat hij zijn paard tot consul benoemde. Ik wil hier nu een kleine parenthesis maken. Immers, de betrokken minister heeft u ooit vergeleken, om het in parlementaire termen te zeggen, met de *musca domestica*, een bepaald soort vlieg die de paarden zou doen vooruitgaan. Daaruit kan de vraag volgen wie het paard is.

Ik kom terug bij Caligula. De geschiedenis vermeldt niet dat Caligula de waanzin zo ver zou gedreven hebben om zijn paard Minister van Binnenlandse Zaken te benoemen. (*applaus bij de P.V.V.*) Ik heb, zegt de betrokken minister, toen fractievoorzitter, geen vertrouwen in een type die 36 keer zijn jas keert ook niet als hij die jas voor de 37ste keer keert.

De heer Bossuyt. — Als het maar een goede jas is.

De heer De Groot. — Ik ben de tel kwijtgeraakt, ik laat het aan de betrokken minister en aan uzelf over te bepalen aan welk nummer we zijn, maar in ieder geval heeft diezelfde persoon hier ook in dit halfroond naar aanleiding van een of ander debat over Happart gezegd: (*de heer Tobback betreft het halfroond*) — de betrokken persoon is daar, hij zal kunnen bevestigen wat ik zeg — dat u geen greintje schaamtegevoel heeft en dat u alles doet om u vast te klampen aan de macht.

De heer Martens, Eerste Minister. — U gelooft dat?

De heer De Groot. — Neen, want ik hoop voor u, mijnheer de Eerste Minister, dat dit laatste niet de reden is van uw plotse bocht van 180 graden. We maken bovendien mee dat uw huidige ploeg meer kan vergeleken worden met een verhuysfirma, een parkeergarage of, zoals sommigen het hier genoemd hebben, een duiventil. Ook de C.V.P.-jongeren hebben in die richting gesproken.

De berichten in de pers over mogelijke afspraken om de „would be-excellenties“ gerust te stellen en bevriend te houden door het toekennen of beloven van toekomstige carrière-posten, wijzen er volgens mij op dat u de leuze van dit land „Eendracht maakt macht“ wil veranderen in een Vlaams gezegde „Omwille van het smeer likt de kat de kandeleer“. Ook de bevolking, de man in de straat, kan één en ander niet meer volgen. Het gevoelen van de bevolking kan niet beter worden uitgedrukt — ik hoop dat de heer Van Elewyck het mij niet kwalijk zal nemen — dan door een nieuwere uitgave, een krant „die durft“, die spreekt van „het voorlopig bewind“. Dat verwoordt dat vele politici en de mensen in de straat over deze Regering denken, met name „het voorlopig bewind“. Mijnheer de Eerste Minister, mag ik u dan ook verzoeken met uw voorlopig bewind geen onherstelbare schade aan te richten. Tenslotte nemen de liberalen niet graag telkens opnieuw de rol van Sisyphus op zicht. U weet wel, Sisyphus een mythologisch personage uit de Griekse mythologie, die telkens met veel moeite een zware rotsblok bergop moest duwen, die, van zodra hij bijna boven was, door andere krachten opnieuw naar beneden werd gerold. Mijnheer de Eerste Minister, die rol willen wij niet altijd blijven spelen. (*Applaus bij de leden van de P.V.V. en de P.R.L.*)

M. le Président. — M. Draps a la parole.

M. Draps (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, „ce qui se conçoit bien s'énonce clairement“ et en Belgique aujourd'hui, „les mots pour le dire viennent en flamand“ :

- 130 pages d'accord de gouvernement :
- 5.372 lignes !
- plus de 100.000 mots !

et ce n'est pas encore assez puisque les auteurs de ce pensum, qui sur bien des points est un tissu de lieux communs, en donnent des interprétations absolument inconciliables.

La longueur de ce texte insipide ne parvient pas à masquer le non dit qui recouvre la plupart des problèmes essentiels.

Après la crise gouvernementale la plus longue de notre histoire, il serait difficile de prétendre que ceux qui forment ce Gouvernement ne se sont pas donnés le temps de la réflexion.

Cependant, chacun s'accorde à considérer qu'aucune déclaration gouvernementale n'aura été si vivement critiquée avant même le débat parlementaire auquel nous participons.

Les commentaires de la presse, les sondages d'opinion réalisés ces derniers jours, les congrès des partis francophones de la majorité, les déclarations ici-même de collègues sensés soutenir ce Gouvernement indiquent le degré de scepticisme, de méfiance, d'indignation et de colère qu'inspire ce Gouvernement.

Tout ceci en dit long quant à sa crédibilité : Monsieur le Premier Ministre justifie son retour, pour le moins inattendu dans ce type de coalition, par le caractère extraordinaire de son huitième Gouvernement, celui-ci s'étant assigné pour but de réaliser des réformes institutionnelles.

Ce n'est que par la modestie que nous lui reconnaissons bien volontiers que M. Martens n'a pas utilisé l'épithète „historique” pour qualifier la mission qu'est sensée traduire sa déclaration gouvernementale.

En effet, l'Histoire de Belgique mériterait que l'on retienne certains projets de ce futur Gouvernement. Quatre d'entre eux me paraissent importants :

1° réformer la Constitution pour la quatrième fois seulement depuis 1831 ;

2° passer d'un régime fédéral qui ne dit pas son nom à un confédéralisme plus que lâche ;

3° transférer aux futurs Etats confédérés une masse budgétaire annuelle de 600 milliards de francs actuels, soit près de 40 % du budget total de l'Etat ;

4° faire de l'Etat central une institution d'exception aux compétences strictement limitées alors que Régions et Communautés disposeraient de la compétence résiduaire.

Mais, la „méthode” de cette majorité est aussi „historique” que le fond de ses objectifs.

Depuis l'instauration du suffrage universel, les trois grandes familles politiques traditionnelles ont toujours été associées aux réformes fondamentales ou aux situations de crise aigue.

Que ce soit par exemple en 1919, pour jeter les bases d'un régime réellement démocratique et social, en 1937-1939 pour faire face à la montée du fascisme et aux périls extérieurs, en 1944-1945 pour reconstruire le pays, en 1958 pour le Pacte scolaire, en 1970 et en 1980 pour réformer profondément nos institutions, l'on a chaque fois estimé nécessaire, avec beaucoup de sagesse, de dégager un consensus entre chrétiens, socialistes et libéraux au moment où des décisions engageant l'avenir du pays devaient être prises.

Ceci était inspiré de considérations démocratiques tenant compte de la permanence de ces familles politiques traditionnelles, implantées dans l'ensemble du Pays, et qui ont toujours largement réuni une majorité des 2/3 des sièges dans nos deux assemblées, malgré les phénomènes passagers qu'ont été Rex, le V.N.V., le parti communiste, la Volksunie, le F.D.F. et d'autres.

Ce principe démocratique, qui n'avait jamais été violé jusqu'à ce jour, conduisait à des solutions parfois coûteuses mais en tout

cas équilibrées, respectant la sensibilité de toutes les grandes tendances et opinions de la population.

La seule fois où l'on ait essayé de promouvoir une réforme fondamentale sans le soutien de ce consensus entre les trois familles traditionnelles, je parle ici du Pacte d'Egmont, il y eut cependant une sorte d'équilibre des extrêmes, le F.D.F. et la Volksunie étant tous deux présents. Ce fut néanmoins l'échec.

Mais cette fois, l'on fait mieux : on exclut tous les libéraux et l'on invite uniquement la Volksunie.

En rappelant ceci, je ne veux absolument pas plaider pour un gouvernement réunissant les trois familles traditionnelles mais simplement souligner, comme le relevait mercredi dernier le rédacteur en chef de la „La Libre Belgique”, que „nous continuons à croire que l'on ne refait pas la Belgique en se passant délibérément de la famille libérale”.

Par le passé, il est d'ailleurs arrivé que les libéraux soient associés à des décisions fondamentales sans nécessairement faire partie du gouvernement. Par contre, depuis les dernières élections, et alors que le P.R.L. et le P.V.V. représentent près d'un quart des suffrages valablement exprimés dans ce pays, l'on n'a même pas veillé à ménager les apparences en faisant semblant de les consulter pendant une crise qui a duré 145 jours.

Ceci montre et démontre l'intention délibérée d'exclure à tout prix des décisions la famille libérale, après six ans d'un travail incessant pour redresser ce pays au bord de la faillite.

D'autres avant moi ont dénoncé le cynisme du P.S.C. qui, selon les confessions de son président, voulant éviter que les libéraux ne tirent bénéfice de la réforme fiscale arrêtée l'été dernier, s'est servi de M. Happart pour provoquer des élections.

La suite est connue, les dirigeants de mutuelles sont aujourd'hui pleinement rassurés : leurs chasses gardées seront soigneusement préservées et ils seront à l'abri des poursuites. Quant aux électeurs qui ont cru défendre la cause francophone en votant pour le P.S., ils sont déçus pour ne pas dire dégoûtés.

Avant le 13 décembre 1987, l'on a fait croire à l'électeur qu'il fallait se prononcer sur le statut d'une commune rurale de 4.000 habitants.

L'on en profite aujourd'hui pour bouleverser toute la Belgique :

— l'on improvise un nouveau démantèlement de l'Etat :

— alors que les francophones s'étaient engagés à faire de Bruxelles une Région à part entière, le P.S. et le P.S.C. lui consacrent un „statut à part entière” de sous-région qui ne sera jamais une Région à part entière ;

— les 120.000 francophones de la périphérie bruxelloise sont abandonnés en rase campagne : la carcan est définitivement confirmé et l'on accueille au sein de l'Exécutif bruxellois le seul parlementaire ayant eu l'audace et le cynisme de déposer une proposition de loi visant à resserrer encore davantage ce carcan en amputant la superficie de la Région bruxelloise d'une partie de son territoire actuel ;

— l'on crée artificiellement à Comines-Warneton, commune paisible s'il en est, un nouveau foyer de tension communautaire.

Ce n'est pas la montagne qui accouche d'une souris, c'est la souris qui accouche d'une montagne ou, mieux, c'est le hérisson qui engendre un monstre désarticulé.

Après avoir pris 145 jours pour rédiger sa déclaration gouvernementale, la nouvelle majorité n'a évidemment laissé, comme le veut d'ailleurs la tradition, que 48 heures à l'opposition pour l'étudier...

En fonction des matières qu'il m'a été donné de suivre plus particulièrement jusqu'ici, je me suis livré à un premier examen, très sommaire par la force des choses, des chapitres de l'accord de gouvernement touchant aux grandes infrastructures, aux Communications et de manière plus générale aux Travaux publics.

En tant que membre bruxellois de cette Assemblée, je ne pourrais pas être complice de ce qui se trame contre ma Région en passant sous silence l'indignation que m'inspire le sort réservé à Bruxelles.

Jean Gol a comparé ce Gouvernement à une soupe dont on aurait enlevé les morceaux consistants qui lui donnaient des accents libéraux mais à laquelle on n'aurait pas rajouté d'autres morceaux consistants de saveur socialiste. Le résultat en serait une pappe sociale-chrétienne inconsistante, inodore, insipide.

Je me vois toutefois contraint de nuancer ces propos dans le domaine dont je vous entretiens : il y a incontestablement, à la page 13 de l'accord, la trace d'un accent cher à M. Spitaels puisque l'on y parle de relance sélective en matière d'investissements publics.

Vous savez tous que, sous ce vocable pseudo-technocratique, le P.S. a voulu créer un pseudo-programme servant d'attrape-mouche à l'intention de chefs d'entreprise naïfs (ils sont en principe rares !) et de gogos de tous poils.

Puisque cela était inconsistant, inodore et insipide, cela n'a pu que plaire aux sociaux-chrétiens. Ceci explique, Monsieur Gol, pourquoi le terme magique, quasi incantatoire de „sélectivité” se retrouve aussi dans le volet économique de la déclaration gouvernementale.

Voyons ce qu'il recouvre :

„Le Gouvernement invitera les départements à affecter une partie déterminée de leurs moyens d'investissement à des projets de haut niveau technologique”.

Je constaterai tout d'abord qu'ici comme dans d'autres passages de la déclaration gouvernementale, l'on se borne à „inviter”, à „souhaiter” ou à „examiner” ce qui démontre, ici comme ailleurs, un manque évident de volonté.

L'on se garde d'autre part soigneusement de fixer „la part déterminée des moyens d'investissements affectée à des projets de haut niveau technologique”.

En réalité, et n'en déplaise à M. Spitaels, il n'y a ici absolument rien de nouveau sous le soleil. On se borne en fait à poursuivre ce qui s'est fait depuis 1982 sous le vocable de „sélectivité industrielle”.

En effet, chaque année depuis lors, des sommes importantes ont été affectées par les deux précédents gouvernements dans le cadre des programmes complémentaires d'utilisation rationnelle de l'énergie (URE) et de programmes complémentaires d'informatique.

D'autre part, c'est en des termes très vagues, que l'on évoque „l'installation à terme d'un réseau numérique à intégration de services”. Or, l'accession de la Belgique à ce R.N.I.S. est quelque chose de fondamental pour l'avenir de notre pays dans le domaine des télécommunications.

En France, par exemple, ce système sera développé dès 1988 à Paris, des échéances ont été fixées pour 1989 pour toutes les grandes métropoles françaises et le R.N.I.S. sera disponible dans toute la France en 1990.

Au moment où la Belgique est toujours privée de minitel ou d'un système équivalent, le Gouvernement qui se constitue aujourd'hui se garde bien de fixer une quelconque échéance pour la réalisation de ce réseau en Belgique.

Toujours dans le domaine de l'informatique et de la prétendue relance sélective, l'on constate que l'accord de gouvernement ne tient absolument pas compte d'un changement progressif qui s'installe actuellement dans le mode de vie des citoyens des pays les plus développés de la planète, que ce soit dans leur habitat ou dans leur lieu de travail.

Ce changement tient d'abord à l'émergence de nouveaux besoins de confort, de sécurité, de communication, et cette évolution se matérialise progressivement par la création et la mise au point, à l'échelle mondiale, de divers équipements s'intégrant dans les immeubles. Il s'agit d'une nouvelle discipline dénommée : „la domotique”.

Six pays européens participent déjà à un grand projet de domotique. La Suède, la France, L'Italie, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, et les Pays-Bas. Ici encore, l'on doit bien constater qu'à l'image de beaucoup d'autres pans de l'accord gouvernemental, l'on reste dans la banalité, qu'aucune perspective réelle n'est donnée à nos chercheurs, à nos industriels, pour prendre rang dans ce domaine ; l'on préfère d'autres formes de sélectivité notamment en excluant les libéraux.

En ce qui concerne l'informatisation des organismes publics, l'on se borne modestement à préconiser „l'utilisation optimale d'appareillages déjà en service grâce à une amélioration de la formation du personnel et des logiciels disponibles”.

La fameuse relance sélective implique donc bien l'abandon de tout projet de développement de nouveau logiciels au niveau de l'ensemble des pouvoirs publics.

Voilà donc encore un domaine en pleine évolution où notre pays sera bientôt à la traîne.

En matière de transport, le Gouvernement, qui se propose de renoncer à la majeure partie de ses compétences en ce domaine en préconisant une politique de coordination entre les différents moyens de transport est déjà quasi inexistante aujourd'hui en Belgique.

En cinq lignes, soit un trait de plume, l'on va d'un extrême à l'autre en régionalisant les routes, les voies navigables, les ports, les digues, les grands travaux hydrauliques, la marine, la navigation intérieure, la marine marchande, les transports urbain et vicinal, les aéroports régionaux et les services de bacs.

Quand on connaît l'importance de ces secteurs, le personnel qualifié qu'ils occupent, leur coût financier, ceci laisse absolument rêveur.

On assiste en quelque sorte à la liquidation pure et simple du Ministère des Travaux publics qui, avec le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires étrangères, et celui des Finances, constituait un des quatre grands corps de l'Etat. Ce Ministère qui a fêté l'an dernier avec faste ses 150 ans d'existence est aujourd'hui vidé purement et simplement de sa substance.

A cet égard, je dois reconnaître que le choix de Mme. Paula D'Hondt comme liquidateur peut paraître judicieux.

Je me demande quel doit être aujourd'hui le sentiment des nombreux et brillants ingénieurs qui font carrière dans des services aussi prestigieux que d'Administration des Ponts et Chaussées et la Régie des Bâtiments.

Si l'on essaie de tirer une conséquence de ce qui figure dans votre accord de gouvernement, Monsieur le Premier Ministre, le Ministère des Travaux publics se réduira demain à l'Office Central des Fournitures (O.C.F.), à l'Administration de l'Electricité et de l'Electromécanique (A.E.E.) et à ses services généraux.

L'on s'interroge quant au sort du Bureau des ponts, du Centre de Recherches routières, de la division „Signalisation” ou encore

du Service des „Tracés spéciaux”, qui ont apparemment été oubliés.

Tout cela est littéralement grotesque et la réalisation de ce projet tel qu'il est décrit, conduirait à une ineptie absolue.

J'en donnerai les preuves suivantes :

— en matière de routes, même les Etats les plus fédéralisés comme les Etats-Unis d'Amérique, la République Fédérale d'Allemagne, la Confédération Helvétique, ont gardé la maîtrise absolue du réseau routier d'intérêt général que ce soient les autoroutes ou les axes de grande communication. L'étroitesse géographique de notre pays liée au fait que les limites des Régions ne correspondent à aucune réalité naturelle mais exclusivement au clichage artificiel d'une frontière linguistique, repousserait au delà de l'absurde l'exécution d'un tel projet.

Imaginez-vous demain le ring autoroutier de Bruxelles régionalisé ? Il suffit de consulter une carte pour comprendre à quel point l'aménagement, l'entretien, la coordination, la circulation et la signalisation y deviendraient problématiques si demain ils devaient être confiés à trois administrations régionales différentes.

Comment les négociateurs francophones ont-ils pu renoncer, dans ce domaine comme dans bien d'autres, à une indispensable solidarité nationale là où la géographie physique et l'étendue du territoire, imposent à la Wallonie des charges bien supérieures à celles du plat pays.

M. Defraigne. — Ils n'ont pas pensé à cela. Ils ne le savent eux-mêmes pas.

M. Draps. — Je vous laisse apprécier, Monsieur Defraigne.

— La même remarque s'impose en ce qui concerne les voies navigables, les ports et la navigation intérieure. Le réseau dont on se propose par ailleurs de poursuivre la mise au gabarit européen de 1.350 tonnes est étroitement intégré à celui des pays voisins. Il présente à ce titre, non seulement un intérêt national, mais un intérêt européen évident. Il a bien évidemment été conçu en ne tenant aucun compte des limites régionales actuelles. Comment peut-on aujourd'hui soutenir que demain la gestion, les travaux d'infrastructure qu'il impose, ainsi que l'organisation de la navigation soient confiés aux régions ?

— La marine marchande de haute mer, pour laquelle le Gouvernement se propose par ailleurs de prendre un règlement pour permettre le maintien sous pavillon belge, serait également régionalisée. En l'espèce, je suppose, flamandisée. Est-ce pensable alors que, tout comme la SABENA, il en va de notre présence même à l'étranger et qu'une proportion très importante des marins francophones continue à servir, notamment par l'intermédiaire du Pool des marins de la marine marchande.

— Pour ce qui est des aéroports régionaux, je crois que leur abandon par la Régie des Voies Aériennes rendra leur utilisation comme aéroport de diversion encore plus difficile et les condamnera définitivement. Des opérations publicitaires et coûteuses de relations interrégionales ne pourront être éternellement financées par des Régions qui ont déjà que trop à faire.

— Par contre, le transfert aux Régions du transport urbain et vicinal pourrait être dans son principe une évolution heureuse. Partout en Europe, le transport public urbain ou rural à courte distance est aux mains des pouvoirs régionaux ou locaux. Ce n'est pas le cas en Belgique et c'était une anomalie que j'ai eu l'occasion d'énoncer à plusieurs reprises bien avant la constitu-

tion de ce Gouvernement. On peut néanmoins s'interroger dans le climat actuel quant à la manière dont seront régionalisés la STIB et le groupe du Brabant de la S.N.C.V. dont les lignes desservent deux ou trois régions. De quelle manière seront transférés les moyens financiers ? Comment sera financée la poursuite de la construction du métro de Bruxelles dont l'intérêt, M. De Croo l'a si souvent souligné, ne concerne pas uniquement les Bruxellois mais également les très nombreux navetteurs qui se rendent à Bruxelles chaque jour.

En tant que Représentant bruxellois, c'est avec une certaine appréhension et en tout cas avec beaucoup de vigilance que j'attends vos projets dans ce domaine.

J'aurais dû également vous parler du T.G.V., autre dossier dans lequel vous n'avez pas osé prendre vos responsabilités en tranchant une fois pour toutes. La Belgique ne peut se mettre en marge du réseau européen T.G.V. qui se met en place. Chacun sait d'ailleurs que l'impact du T.G.V. sur l'environnement est bien inférieur et bien moins dérangeant que celui d'une autoroute. Je ne veux pas relancer le débat en redisant ici d'une autre façon ce que M. Neven vous a dit tout à l'heure.

Par contre, je constate que personne n'a parlé au cours de ce long débat d'investissement, de la régionalisation de la politique énergétique et de l'utilisation rationnelle de l'énergie qui deviennent également deux compétences régionales.

Or, c'est en 1980, après les lois de régionalisation, que le C.M.C.E.S. a donné à la Régie des Bâtiments du Ministère des Travaux publics, la mission d'établir un cadastre énergétique sur le plan national de tous les bâtiments publics qui dépendent du Ministère des Travaux publics, du Ministère de la Défense nationale, d'organismes d'intérêt public ou de pouvoirs provinciaux ou locaux.

Depuis lors, un extraordinaire effort a été consenti pour développer ce cadastre. L'on en a appelé aux techniques informatiques les plus récentes. Que fera-t-on demain, sur le plan régional, du logiciel développé sur le plan national dans ce domaine et qui a suscité beaucoup d'intérêt même à l'étranger ?

M. Busquin, Ministre des Affaires sociales. — Sur le plan régional, cette politique d'économie et d'énergie est tout à fait logique.

M. Draps. — Je parle de la gestion des bâtiments de l'Etat et pas de celle que la région wallonne a menée pour le grand public.

M. Busquin, Ministre des Affaires sociales. — Pourriez-vous citer les sommes relatives aux investissements et les réalisations au niveau des communes et des provinces. Celles-ci doivent être régionalisées en raison de la loi de 1980. Mais quand il s'agit de faire des économies, on préfère renvoyer le dossier à l'Etat.

M. Draps. — Je dis qu'on a développé un logiciel sophistiqué au niveau de l'Etat ce qui a demandé des années de travail et qu'aujourd'hui cet outil ne pourra plus être utilisé avec efficacité. Je parle des économies d'énergie dans les casernes par exemple où les problèmes sont identiques d'Ostende à Arlon. C'est une obsession de vouloir tout morceler. Cela me paraît contraire à la valorisation d'acquis de ces dernières années sur ce plan particulier. On en vient ainsi au plan institutionnel qui semble effectivement avoir catalysé l'obstination des négociateurs jusqu'à l'aveuglement. Autant j'ai pu vous dire tout à l'heure que ce long texte qu'est l'accord de gouvernement n'est, sur bien des points, qu'un melting-pot de banalités, de lieux communs manquant totalement de souffle, d'énergie et de perspectives, autant je dois reconnaître l'imagination plus que féconde dont ont fait preuve certains négociateurs pour définir les contours de la Bel-

gique future ou de ce qu'il en restera.

Nous assistons, en effet, à des moments historiques, ceux qui marquent la véritable éclosion d'un pays.

Sur le fronton qui est derrière moi au moment où je vous parle, figurent les dates qui, de septembre 1830 à juillet 1931, ont marqué l'établissement de la souveraineté belge.

Certains sont aujourd'hui en train de fixer déjà le calendrier de celles qui demain seront citées comme étant les étapes marquantes de la fin du processus de démantèlement du Royaume de Belgique.

Je me limiterai ici encore, à ne parler que de ce qu'il m'est donné de vivre quotidiennement, à savoir la réalité bruxelloise.

Lors de la campagne électorale qui a précédé les élections du 13 décembre dernier, M. Moureaux proclamait sur ses affiches : „Tous les Belges sont égaux, sauf un million de Bruxellois”.

Je me suis longtemps interrogé quant à la signification exacte de ce slogan. Probablement déformé par mes fonctions d'échevin que j'ai occupées ces dernières années à Woluwé St. Pierre, j'ai alors cru comprendre qu'il s'agissait d'une simple constatation déplorée par plus d'un Bruxellois.

Je m'aperçois aujourd'hui que je me suis profondément trompé : il s'agissait en réalité d'une promesse électorale de M. Moureaux et, sur ce point en tout cas, il a tenu parole (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*) au-delà des espérances. Pas des nôtres bien sûr, mais de celles de ses partenaires de la Volksunie au sein de l'Exécutif régional bruxellois.

J'en ai pour preuve le communiqué diffusé ce mercredi 4 mai par les jeunes de la Volksunie, dont chacun sait qu'ils sont plus radicaux encore, si possible, que leurs aînés.

Ce communiqué dit textuellement : „Jamais nous n'aurions pensé que l'on aurait été aussi loin”, évidemment dans le sens de la revendication des thèses nationalistes flamandes de ce parti, dont c'est la raison d'être.

Merci, Monsieur Moureaux ! Vous n'êtes pas là pour me répondre mais je m'adresse quand même à vous en espérant que mes propos vous seront communiqués. Vous formez aujourd'hui avec M. Valkeniers, un exécutif bruxellois fonctionnant encore et toujours selon la règle du consensus. Vraiment, comment avez-vous pu vous abaisser à ce point ? Vos camarades de Liège et de Charleroi ont été plus dignes, alors qu'ils étaient finalement moins directement concernés par les nouvelles revendications flamandes.

Vous vous proposez aujourd'hui de gérer Bruxelles avec celui qui, il y a quelques semaines, déposait au Sénat, une proposition de loi visant à rattacher une partie du territoire de la commune d'Anderlecht à la commune flamande de Dilbeek, estimant que ces Anderlechtois, je cite, „se sentiraient mieux chez eux dans la nouvelle entité de Dilbeek” qui est clairement délimité par les panneaux désormais célèbres „Dilbeek, waar Vlamingen thuis zijn”. Eh bien, grâce à vous, Monsieur Moureaux, le Sénateur Valkeniers se sentira bientôt aussi à l'aise à la tête de Bruxelles qu'à Dilbeek.

Tout ceci n'est probablement que l'application anticipée d'une autre proposition de loi de M. Valkeniers qui prévoit de modifier les règles de formation du Gouvernement national, afin que „les Flamands puissent être les premiers à exprimer leur préférence pour deux ministères au moins, avant que les autres ne soient répartis alternativement entre les francophones et les Flamands” ; M. Valkeniers et son parti ont probablement déjà exercé cette prérogative en ce qui concerne la répartition des influences au sein de l'Exécutif bruxellois. J'ai eu la curiosité, d'autre part, de relire les innombrables propositions de loi du secrétaire d'Etat de M. Moureaux. A propos de ce dernier, je crois qu'il évite d'être présent dans cet hémicycle lorsqu'un Bruxellois est à la tribune, je le déplore.

Rappelons toutefois qui est le secrétaire d'Etat à la Région Bruxelloise. C'est celui qui, très prolifique, poursuit avec une énergie que je dois lui reconnaître un combat contre les francophones de Bruxelles et de sa périphérie, dont la constance n'a d'égale que la mesquinerie : scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, scission de la Province de Brabant, imposition de conditions linguistiques d'éligibilité pour les mandataires bruxellois, imposition dans l'enseignement d'un cours spécial d'Histoire de la Flandre, transfert dans le Brabant flamand de certaines communes du Hainaut, suppression totale des facilités linguistiques, que ce soit dans la périphérie bruxelloise ou dans la paisible commune de Biévène, flamandisation de l'aéroport de Bruxelles national qui devrait dorénavant s'appeler „Internationale luchthaven Andreas Vesalius-Zaventem”, même texte en français bien entendu ! J'en passe et des meilleures. Voici donc celui qui M. Moureaux sera amené à fréquenter lors des réunions de l'Exécutif bruxellois, soit en principe une fois par semaine.

Après tout ce qu'il a déjà avalisé, je ne sais si M. Moureaux tentera de faire renoncer son collègue aux propositions que je viens brièvement d'évoquer. En tous cas, et cette fois à titre amical et collégial, je pense que votre intervention, M. Moureaux, aura plus de succès lorsque vous demanderez à M. Valkeniers de renoncer à la proposition de loi qu'il a déposée au Sénat le 28 mars 1988, tentant par mesure d'économie à réduire le nombre des membres du gouvernement à 14 ministres et à 9 secrétaires d'Etat.

Si je consulte l'ordre de présance du Gouvernement, je constate que M. Valkeniers a pris ses précautions puisqu'il arrive en septième position parmi les secrétaires d'Etat. Seuls le S.P. et le C.V.P. feraient, dans le contexte actuel, les frais de l'application de cette proposition raisonnable. Ce n'est pas coutume chez M. Valkeniers !

Pendant six ans, les libéraux bruxellois ont exercé la présidence d'une région bruxelloise au frigo depuis maintenant huit ans. A chaque élection, ils ont rappelé clairement leurs revendications d'un statut de région à part entière pour Bruxelles, dont les limites devaient être fixées démocratiquement.

A l'Agglomération, institution appelée à disparaître en cas de formation de la Région, ce ne sont pas les libéraux bruxellois qui ont, en 1970, admis le principe de la parité. Ceci étant, chacun s'accorde à considérer que le principal résultat de la loi votée l'an dernier et réformant l'Agglomération était de la réduire à un rôle d'organe purement technique et non plus à un rôle d'institution politique représentative de Bruxelles.

Aujourd'hui, vous nous présentez, comme je l'ai déjà dit, non pas le statut d'une région à part entière mais bien le statut à part entière d'une sous-région.

*M. Baudson, Vice-président, prend la présidence de l'assemblée.
De heer Baudson, Ondervoorzitter, treedt als voorzitter op.*

Vous avez littéralement, trahi les Bruxellois.

Vous avez capitulé en rase campagne : — demain, grâce à M. Moureaux, les ordonnances de la future assemblée régionale bruxelloise pourront être contestées par le pouvoir central et seront soumises au contrôle des cours et tribunaux, contrairement aux lois nationales et aux décrets des autres Régions ;

— demain, grâce à M. Moureaux, et il ne s'en était même pas aperçu, les francophones de la périphérie ne pourront plus voter pour élire leurs représentants dans leur Communauté ;

— demain, grâce à M. Moureaux, Bruxelles devra assumer seule, sur le plan financier, les charges inhérentes à son rôle de capitale. J'ai parlé tout à l'heure de la STIB dont le budget, à l'aise, égale celui de la Région bruxelloise et dont le solde négatif du compte d'exploitation dépasse les 7 milliards de francs.

Qui va les payer, Monsieur Moureaux ? Les usagers que vous prétendez défendre ?

— demain, grâce à M. Moureaux, des Flamands même pas élus disposeront d'un droit de contrôle sur la gestion des communes bruxelloises, alors que vous prétendiez vous battre pour qu'un élu à Fouron ne soit pas empêché de gérer sa commune.

Nous reparlerons de tout ceci, mais attendez-vous sur ce point à des amendements aussi nombreux que les lignes que comptent vos textes.

Votre Exécutif, Messieurs Moureaux, Valkeniers et Thys, sera celui où les Bruxellois verront les Flamands s'installer à Bruxelles et les Wallons en partir.

Vu l'importance des compétences transférées aux Régions — l'on parle de plus de 600 milliards de budget annuel — ce sera le dégraissage de Bruxelles par vos amis socialistes wallons (M. Busquin ne vient-il pas de déclarer : „Je vais me rapprocher très vite de Namur, m'y installer dans les semaines qui viennent”) au moment même où la Région et la Communauté flamandes investissent Bruxelles.

Certains diront que ceci s'inscrit dans la logique de l'histoire : les Flamands ont réaffirmé leur volonté de faire définitivement de Bruxelles le siège de leurs institutions communautaires et régionales fusionnées. La manière dont ils bâtissent aujourd'hui aux endroits les plus symboliques de Bruxelles laisse peu de doute à cet égard. Le plus vibrant hommage au rôle international de Bruxelles ne se trouve-t-il pas dans les documents diffusés à l'étranger par la communauté flamande parlant de sa capitale ? Les Wallons, après d'interminables chassés-croisés entre Bruxelles et Namur, ont profité du départ des libéraux de l'Exécutif régional wallon pour revenir à leurs velléités de quitter Bruxelles et de se replier sur Namur, future capitale d'un état régional socialiste wallon. Là également, les socialistes bruxellois se sont tus. Il n'y en a d'ailleurs aucun pour le moment dans cet hémicycle et je le déplore vivement. (*M. Moureaux entre dans l'hémicycle*). Voilà celui que j'attends depuis si longtemps ! Je m'adresserai donc tout particulièrement à lui en disant que jamais, depuis le 13 décembre, les socialistes n'ont pris la parole pour condamner le retransfert à Namur des institutions de la région wallonne. Le désengagement des Wallons de Bruxelles est profondément inquiétant pour nous, francophones bruxellois.

De plus en plus, nous percevons le sentiment diffus des Bruxellois qui se sentent orphelins de la Belgique et constatent avec résignation une certaine flamandisation de leur ville, sachant qu'à celle-ci pourrait correspondre une certaine prospérité économique : „Plutôt le travail et la prospérité avec les Flamands que le chômage et la décadence avec les collectivistes wallons !”

M. Moureaux, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles. — Il faut savoir ce que l'on veut.

M. Draps. — A ceux qui, désorientés, tiennent ce langage, nous avons répondu qu'il serait naïf de croire que les Flamands n'en profiteraient pas pour exiger aussitôt la place en fait prédominante dans nos institutions communales et régionales, faisant à terme disparaître les francophones de Bruxelles comme ils l'ont fait hier à Gand et à Anvers et aujourd'hui dans la périphérie et j'aimerais entendre M. Valkeniers me dire que tel n'est pas son objectif final.

Sans vouloir faire de Bruxelles une ville farouchement anti-flamande, comme le préconisait en fait le F.D.F., aujourd'hui allié aux socialistes, les libéraux bruxellois sont aujourd'hui, suite à la trahison du P.S. et du P.S.C., les seuls vrais défenseurs d'une région accueillante aux deux communautés mais soucieuse de sauvegarder les droits et l'identité de tous les Bruxellois.

C'est pour nous une responsabilité considérable et nous l'assurons tout au long de la vie de ce Gouvernement.

Toujours sur le plan bruxellois ou, décidément, le P.S. avant mis le paquet afin d'y devenir la deuxième force politique, d'autres affiches électorales étaient apparues. A côté du visage de M. Spitaels s'efforçant de sourire, s'étalait le slogan :

„Toute notre force pour soutenir Bruxelles”.

Avouez que c'est drôle aujourd'hui de lire cela avec le recul du temps.

M. Moureaux, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes Institutionnelles. — Ce n'est pas drôle, le 107quater sera appliqué alors qu'avec vous nous aurions attendu vingt ans, Monsieur Draps.

M. Draps. — Nous en reparlerons, Monsieur Moureaux. En fait, la déclaration gouvernementale comprend deux annexes.

L'annexe II est une note technique consacrée au financement futur des Communautés et des Régions.

Juste après la lecture de la déclaration gouvernementale par le Premier Ministre, mon chef de groupe, le député Serge Kubla, a demandé au Premier Ministre de pouvoir disposer des éléments chiffrés qui ont servi de base à l'établissement de cette note technique. Jusqu'ici, ces informations ne lui ont pas été communiquées.

Il se fait toutefois qu'en consultant les données de l'Institut national des Statistiques, l'on apprend que le rendement fiscal wallon se situe nettement en-dessous de la moyenne nationale, qu'il est en Flandre très près de ladite moyenne mais qu'il culmine à Bruxelles encore à un niveau nettement supérieur à la moyenne nationale.

M. Simons. — Avec M. de Donnée, c'était encore bien pire.

M. Draps. — Si vous m'aviez écouté tout-à-l'heure, vous sauriez que nous n'avions pas à l'époque à financer, notamment une société comme la STIB dont le budget actuel est supérieur à celui de la Région bruxelloise. Vous auriez entendu qu'une des seules choses positives dans l'accord de gouvernement était précisément le fait que le transport urbain et rural sur le plan local pouvait être géré par des collectivités plus proches des habitants. Je l'ai dit avec beaucoup d'objectivité. J'ai toujours plaidé dans ce sens et je le redis aujourd'hui. Mais je me suis interrogé quant aux conséquences financières et quant aux modalités entourant la régionalisation d'une société comme la STIB.

J'en reviens au rendement fiscal. Ceci implique que, pour mettre en œuvre les mécanismes de solidarité sommairement décrits dans le texte, il appartiendra aux Bruxellois de renoncer à plus de 10 % de leur recette fiscale afin de permettre à la Région wallonne d'approcher la moyenne nationale. Ceci a, d'autre part, pour effet de délier la Flandre de tout effort de solidarité sur ce plan. Bravo M. Spitaels ! Une fois de plus, vous avez bien négocié et les Bruxellois vous sont reconnaissants d'avoir mis toute votre force dans la balance.

Ils retiendront que le C.V.P. a remarquablement exploité sa défaite du 13 décembre et que le P.S. a été incapable de gérer sa victoire. La répartition des compétences entre les membres du nouveau Gouvernement est là pour en apporter une preuve supplémentaire.

L'appétit de pouvoir du P.S. après six ans d'opposition était tel que dès avant les élections, M. Spitaels s'était fait menaçant. N'avait-il pas déclaré au „Soir” le 5 novembre 1987 : „Si l'on nous barre la route du pouvoir, c'est la guerre !”.

Le fait que le P.S. ait aujourd'hui la Volksunie comme allié au sein de la coalition gouvernementale démontre, une fois de plus, l'habileté consommée des négociateurs C.V.P.

La Volksunie, héritière des traditions nationalistes flamandes les plus dures, est un parti qui n'aura de cesse que quand la nation flamande aura définitivement supplanté la nation belge.

Je ne profiterai pas de cette occasion, ce serait trop facile, pour rétablir la filiation sentimentale qui existe entre ce parti et des gens qui se sont autrefois compromis avec l'occupant nazi, dans l'espoir de disloquer plus rapidement la Belgique.

Grâce à ce qu'acceptent aujourd'hui les socialistes, la Volksunie se rapproche de son objectif. Sur le plan de la tactique politique pure, on ne peut que lui rendre hommage pour son efficacité.

Le Gouvernement est constitué. Il espère obtenir au sein de cette assemblée, la majorité des 2/3 des suffrages. Il serait surprenant qu'il ne parvienne même pas à en recueillir la moitié.

Certes, des collègues élus sur les listes des partis de la majorité, mais n'écoutant que leur courage et l'avis de ceux qu'ils représentent ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne collaboreraient pas à la réalisation des desseins d'un tel gouvernement.

Ces voix se sont fait entendre dans différents arrondissements de Wallonie. Il est à la fois curieux et symptomatique de constater que nos collègues socialistes bruxellois sont restés muets. J'aurai la charité de ne pas parler ici de l'unique rescapé du P.S.C. bruxellois. Il était et redevient un Secrétaire d'Etat dynamique à la Région bruxelloise. Je ne peux malheureusement que lui souhaiter bien du plaisir avec son nouvel *alter ego* de Dilbeek.

Les positions et les votes obtenus sous la férule de M. Moureaux au sein de la Fédération bruxelloise du Parti socialiste, ne manquent pas de nous étonner. De nombreux militants socialistes se sont d'ailleurs confiés à nous. Le moins qu'on puisse dire est que leur désarroi est total.

Même en Union Soviétique et en Hongrie, peut-être par peur, les majorités sont de moins en moins staliniennes. La Fédération bruxelloise du Parti socialiste semble résister à cette évolution.

Mais que l'on ne s'y trompe pas. Si, pendant ce débat, les abords du Parlement sont calmes et ensoleillés si dans Bruxelles, l'on ne discerne que peu de manifestations de rejet du statut proposé, c'est parce que l'on a eu soin de cacher la réalité aux Bruxellois en l'entourant d'une complexité et d'un juridisme assez remarquables. Le bon sens de nos concitoyens est légendaire. Ils sont aujourd'hui choqués mais bientôt, ils percevront toute l'ampleur de votre trahison, Messieurs du P.S. Le réveil de votre conscience risque alors d'être douloureux.

Mis à part M. Moureaux, qui est généreusement doté d'un triple portefeuille ministériel, et mon collègue le bourgmestre Charles Picque, qui reçoit un strapontin à la Communauté française, je conçois mal que les quatre autres représentants socialistes francophones bruxellois puissent avaliser un tel accord scélérat. Une dernière fois, je les exhorte à réfléchir car dès après leur vote, il sera trop tard.

Je ne peux résister au plaisir, avant de conclure, de commenter brièvement la structure du nouveau Gouvernement. Il arrivait souvent qu'un ministre se plaigne de ne pas disposer du don d'ubiquité.

Avec votre Gouvernement, cela ne sera plus le cas, puisqu'il est fréquent d'avoir deux, voire trois titulaires pour le même portefeuille.

Cela n'est certainement pas voulu pour réaliser une meilleure efficacité des services de l'Etat mais démontre plutôt le degré de méfiance et le souci de contrôle mutuel qui anime les protagonistes de votre Gouvernement.

Nous vous promettons bien du plaisir, Monsieur le Premier Ministre.

Les classes moyennes, qui instinctivement, n'aiment pas la bureaucratie, seront particulièrement bien servies. Trois membres de votre huitième Gouvernement se disputeront leurs faveurs : un Vice-Premier Ministre et deux Secrétaires d'Etat.

Qui en eut espéré autant ?

Je préfère ne pas imaginer à quoi s'occuperont les membres, sans doute fort nombreux, des 53 cabinets ministériels que connaît aujourd'hui notre pays.

Sur un autre plan, nous devons probablement à la présence de la Volksunie au Gouvernement, la création d'un secrétariat d'Etat, chargé notamment des Victimes de la guerre. Il s'agit d'une sage précaution puisque, sur le plan moral, que ce soit parmi les anciens combattants, prisonniers et veuves de guerre, le ressentiment sera vif suite aux mesures d'amnistie que vous serez contraints de prendre.

Il me reste, par ailleurs, en vue de nos prochaines séances, à préparer une interpellation au Ministre de l'Emploi et du Travail.

Pour la première fois en Belgique, le cap des cinquante ministres en exercice est dépassé. Il s'agit d'un chiffre fatidique que redoute tout chef d'entreprise. Or, il apparaît clairement que votre accord de gouvernement n'a pas prévu la constitution d'un Comité de Sécurité et d'Hygiène qui s'impose pourtant en pareilles circonstances. Peut-être était-ce parce que dans l'imbricature des répartitions de compétences, il ne vous a pas été possible de déterminer avec exactitude à quel niveau de pouvoir il reviendrait de veiller au respect de cette obligation légale.

Je m'en veux un peu de terminer sur cette boutade trop souvent entendue ces derniers jours. Mais elle est finalement une des expressions populaires de l'indignation face aux concessions et aux reniements qui caractérisent ce Gouvernement dont les Belges seront demain tous les victimes.

Seuls ceux de votre majorité qui auront le courage et la conscience de vous refuser leur appui seront porteurs d'espoir.

Ce n'est pas trahir que de ne pas suivre ceux qui ont trahi. (*Applaudissements sur les bancs du PRL*)

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Berben.

De heer Berben (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, heren Ministers, collega's, vermits de politieke taal na zovele uren door ongeloofwaardigheid bedreigd wordt, wens ik de taal te spreken van de eenvoudige practicus die vanuit het dagelijks contact met de bevolking plots totaal nieuw dit halfroond mocht betreden.

Het regeerakkoord, door mij steeds als een beleidsplan aangezien, zou moeten uitdrukken : wat men wil doen, hoe de uitvoering hiervan is gepland en met welke middelen dit zal gebeuren.

Mijn indruk is dat, in het huidige akkoord, vooral gezocht werd naar de grootst algemene deler van tegenstrijdig belangen, die dan in vage en algemene termen worden gemodelleerd.

Ik neem enkele rubrieken waar ik enigszins mee vertrouwd ben.

Onder de rubriek „justitie" wordt een hervorming voorgesteld inzake huurwetgeving ten einde de huurder een woonzekerheid te waarborgen voor de gezinswoning. Waar blijft men dan weer met de rechtmatige eigendomsrechten en de vrijheid van overeenkomst ?

U weet dat een te verre gaande bescherming van de huurder de belangen schaadt van alle partijen, ook en vooral van de vele

bescheiden eigenaars van woonhuizen voor wie deze huur een belangrijk deel van hun inkomsten betekent.

Deze hervorming zou bovendien een negatief effect hebben op de bouwsector en de drang om privé te investeren.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Waarom ? U zegt dat zomaar. Maar waarom ?

De heer Berben. — Ik beweer dat en ik kan dat toelichten als u wil, maar ik ga mij in de tijd beperken, ik vind dat er hier veel gesproken wordt, maar weinig gewerkt.

De heer Van Elewyck. — De P.V.V.-fractie heeft veel gesproken !

De heer Berben. — Mijnheer Schiltz en mijnheer Van Elewyck, een dringende noodzaak voor elke burger, en u mijnheer Schiltz, als jurist, zal dat best weten — zal zijn — en dat vindt u niet in het rapport, de mensen worden er nochtans dagelijks mee geconfronteerd, wat ik u vanuit de praktijk kan bevestigen — een drastische hervorming van de huurprijsberekening voor woonhuizen. Ik wil alle 32 minister uitnodigen om met mij — ik wil de proef op de som zetten — te berekenen een contract van 1974, huurprijs dan gekend, wat daar nu de normale huurprijs zou van zijn. Ik kan u verzekeren dat de burgers over gesofistikeerde computerprogramma's dienen te beschikken om door de juridische cascade van prijsberekeningen te blijven dolen samen met juristen.

De heer Van Elewyck. — Dat is de wet Gol ! (*Protest bij de P.V.V.*)

De heer Berben. — U spreekt er nu niet over.

De heer Van Elewyck. — Ik wel, maar ik begrijp dat u er niet over spreekt !

De heer Berben. — Maar U gaat in uw regeerakkoord nog veel verder.

De pachtwet wordt in uw akkoord zelfs niet meer onder het burgerlijk recht gerubriceerd. Integendeel wel onder landbouw, lees : bedrijfszekerheid, waaruit eens te meer blijkt dat uw beleid enkel de belangen van de huurders wil dienen.

Deze huurmateries dienen geregeld in het belang van beide contractanten : uw eenzijdige benadering zonder zelf nog van eigenaar te spreken, is onverantwoord.

Men wenst de echtscheidingswetgeving, ik lees „te humaniseren en te vereenvoudigen“. Humaniseren : akkoord. Maar vereenvoudigen betekent nog altijd gemakkelijker maken.

Hoe de onderschrijvers van het voorlegde akkoord dit kunnen rijmen met hun doelstellingen verwoord in het hoofdstuk „gezinsbeleid“ is onbegrijpelijk.

Dit laatstgenoemde hoofdstuk, met een multicolore pen geschreven, staat diametraal tegengesteld aan de roodgetinte passus over echtscheiding.

Hoe kan men, enerzijds : „de belemmeringen die de uitbouw van het gezin in de weg staan, wegwerken ; gezin en huwelijk“ — en terecht — „een essentiële plaats laten innemen in de maatschappij, en anderzijds akkoord gaan met de genoemde vereenvoudiging inzake echtscheiding ?“

Deze tegenstrijdigheid wijst eens te meer op het onnatuurlijke van de huidige coalitie, die daardoor verstrikt zal blijven in allerlei tegengestelde compromissen. Ter afsluiting inzake mijn beschouwingen over justitie nog vooral dit : waarom is in het Regeerakkoord niets terug te vinden van de belangwekkende

aandachtspunten die de Vlaamse Juristenvereniging memoreerde aan de Formateur ?

Men schijnt evenveel eerbied te hebben voor deze nota als voor de Rechtsstaat wiens herwaardering door eminente juristen wordt gevraagd. (*Onderbreking van Minister Schiltz*)

Mijnheer Schiltz, ik heb met veel belangstelling uw vuistregels gelezen ; wat u daar stelde was identiek aan het derde punt van het memorandum waar ik naar verwijs ; daarvan vind ik hoege-naamd niets terug in het regeerakkoord.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Wanneer u langer zoekt

De heer Berben. — Neen, ik heb lang gezocht om zeker te zijn dat hetgeen ik naar voren breng juist is.

Ik vrees dat als straks de ingrepen van het Parlement naar allerlei gevestigde instellingen en overheden blijven duren, dat de magistraten ons nog ooit zullen komen vertellen hoe wij wetten moeten maken. De zoveelste inbraak zou dan volgen. (*Onderbreking van Minister Schiltz*).

Mijnheer Schiltz, ik verlaat het juridische en ik zal thans over de vrije beroepen spreken. Mijnheer Van Elewyck, dat zal u interesseren.

Ik ben met vele anderen tot de vaststelling gekomen dat het regeerakkoord minimaal aandacht schenkt aan deze beroepscategorie. Ik zal niet spreken van degenen die het daar relatief goed hebben. Dat u er niet van spreekt, kan ik gezien de huidige politieke signatuur begrijpen.

Mijnheer de Eerste Minister, ik wend mij speciaal tot u. Twee doelgroepen in deze sector verdienen nochtans de gerechtvaardigde aandacht :

— ten 1^o : de tienduizenden jongeren die wettelijke en verplichte stages moeten vervullen, om later misschien een vrij beroep te mogen uitoefenen. Zij hebben veel plichten maar geen gezond sociaal en financieel statuut.

Dit heb ik ondermeer als voorzitter van de Commissie Licentiaten in de Rechten in het kader van mijn federatie gedurende de laatste jaren mogen ervaren. Ik kan dat bevestigen.

— ten 2^o : uw aandacht dient te gaan naar de groep van startende zelfstandige particulieren allerhande, die onvoldoende inkomsten genieten. Zij werden dikwijls gestimuleerd in studierichtingen waarvan de begeleiders hadden moeten weten dat deze arbeidsmarkt onvoldoende toekomst zou bieden.

Mijn derde benadering van het akkoord doe ik als Limburger en meteen leg ik alle bescheidenheid af waarmee deze werkklustige en ijverige mensen nog al te vaak gesierd worden.

Ik wil mijn bezorgdheid uiten over talrijke problemen in deze provincie zoals de werkverschaffing, de verkeersonveiligheid en de dreigende afbouw van het natuurlijk milieu. Maar er heerst een groeiend optimisme en dynamisme van heropbloei, trouwens een gevolg van het Martens-Verhofstadt-tijdperk ; zodat ik daarover niet aan de klaagmuur ga staan.

Dat dit optimisme zou mogen worden doorgetrokken naar de cijfermatige vertegenwoordiging van onze provincie in deze 32-koppige Regering blijkt onjuist.

Deze ondervertegenwoordiging doet geen afbreuk aan het gewicht van de zoveelste vice-premier die dus alléén het „verrijkend“ Limburg in deze Regering zou dienen recht te houden.

Hoe de Limburgse mandatarissen dit alles kunnen verdedigen voor zichzelf en de bevolking blijft een politiek raadsel.

De heer Eric Van Rompuy. — De P.V.V. heeft toch de heer Vreven laten vallen.

De heer Berben. — Mijnheer Van Rompuy, ik stel alleen vast dat op een bevolking van 750.000 inwoners men tot het besluit kan komen dat één minister op 22 weinig is voor een provincie met toekomst.

De heer Chevalier. — Maar wat voor een minister !

De heer Berben. — Ik heb ook gezegd dat het om een zwaar-gewicht gaat.

Mijn laatste bekommernis gaat naar de voorgestelde maatregelen met het oog op — en ik heb hierover zeer weinig horen spreken — de Europese integratie en éénmaking. Dit staat op pagina 117 van het regeerakkoord.

Het huidige akkoord is vooral gericht op afbouw of verandering van bestaande initiatieven in de economische sfeer.

Mijn overtuiging, en sommigen weten dat we ze langs de muzikale weg toepassen, is dat deze Europese éénmaking vooral langs de brede culturele weg door mentaliteitsverandering bij de jeugd van Europa zal moeten gebeuren. De Regering zou ook hieraan enige aandacht hebben kunnen besteden. Zij doet dit niet, maar blijft zich toch ten koste van deze Europese jeugd onder meer in intrigerende communautaire problemen verstricken, waarover zij zal struikelen en vallen. (*Applaus bij de leden van de P.V.V.*)

De heer Voorzitter. — De heer Dewinter heeft het woord.

De heer Dewinter (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, heren Ministers, Dames en Heren, ik wil kamerlid Vandembroucke — die net als velen van zijn collega's niet aanwezig is — best geloven wanneer hij in „De Morgen” van woensdag 4 mei triomfantelijk verklaart dat „in het regeerakkoord verdomd veel dingen staan die een echte ommekeer uitmaken met het verleden”. Men kan inderdaad in het regeerakkoord hele stukken uit het S.P.-verkiezingsprogramma terugvinden. Het ziet ernaar uit dat men na meer dan zes jaar bescheiden inspanningen opnieuw op een simplistische manier gaat „potverteren”.

Een beginnende daling van de werkloosheid en een daling van de werkloosheid en een daling van het begrotingstekort honoren in belangrijke mate de zware inspanningen die gedurende jaren van de bevolking werden gevraagd.

De nieuwe meerderheid heeft de begrotingssanering zeker niet hoog in het vaandel geschreven. Erger nog, wij vrezen dat de nieuwe Regering de huidige bescheiden economische heropleving als alibi zal gebruiken om haar povere saneringsvoorstellen definitief naar de prullemand te verwijzen.

Nu reeds verschuilt men zich in de regeringsverklaring achter de verslechterende internationale situatie. Verwijzen naar de economische omgevingsfactoren is zand in de ogen van de burger strooien.

Wie de nodige objectiviteit aan de dag wenst te leggen en de moeite doet om de sociaal-economische situatie van de ons omringende landen te bekijken zal tot de vaststelling moeten komen dat in de ons omringende landen, in een dikwijls veel slechtere economische omgeving, aanzienlijk grotere inspanningen zijn geleverd en resultaten werden geboekt. We hoeven hier enkel te verwijzen naar Groot-Brittannië en Denemarken.

Onder druk van de socialisten is de geringe besparingswil bij de C.V.P. verdwenen als sneeuw voor de zon. De politieke moed, die nodig was om een herstelbeleid te voeren, is verdwenen voor de machtsongver van enkelen. Het ziet er naar uit dat er in dit land geen Regering meer kan gevormd worden zonder

de C.V.P. Welke de politiek is, die gevoerd wordt, is slechts van ondergeschikt belang. Als de C.V.P. er maar bij is.

Ik ga u, mijnheer de Eerste Minister, niet lastigvallen met allerlei uitspraken die u en uw C.V.P.-collega's gedaan hebben over de socialisten en het eventueel samen regeren met die socialisten.

Ik kan u alleen vertellen dat u op deze manier uw geloofwaardigheid voorgoed bent kwijtgespeeld. Minister van Staat, Frans Grootjans, zei hierover in „Het Laatste Nieuws” het volgende : „Zijn bekwaamheid blijft. Zijn geloofwaardigheid is opgegaan in rook. Wie zijn geloofwaardigheid verliest, verspeelt het meest waardevolle in de politiek.”

Mijnheer de Eerste Minister, ik heb de indruk dat u zich meer en meer gaat beschouwen als een Staatshoofd, een soort president zonder wie het land niet langer regeerbaar is. Indien u, in navolging van de Franse presidentskandidaten, uw haar misschien achteruit zou kammen, zou er misschien enige gelijkenis te bespeuren zijn met een pas verkozen Staatshoofd uit een naburig land.

Alle gekheid op een stokje. De enige, droeve vaststelling is dat de bocht, die u en uw partij genomen heeft er één is van 180°. Een haarspeldbocht van het zuiverste formaat. Alleen moet u ervoor opletten niet uit de bocht te gaan, want het autootje waar u momenteel mee rijdt is een zeer gammelding. Deze „monsterpartij” kent aan Vlaamse kant ook nog een derde partner. Dat de Volksunie geen vinger in de pap heeft gehad bij de samenstelling van het sociaal-economische luik van dit regeerakkoord verbaast wellicht niemand. Van deze partij zonder, sociaal-economisch programma, kan men moeilijk een grote inbreng terzake verwachten.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschap — Dat van u wordt herleid tot één enkel punt, namelijk „gastarbeiders buiten !”. Daarmee is de kous dan af.

De heer Dewinter. — Dat is toch al iets meer dan wat u voorstelt. Ik kan best begrijpen dat u nogal rancuneus bent, nu het Vlaams Blok u in uw eigen arrondissement vlak op de hielen zit, maar dat is nu éénmaal zo. Daarvoor is de kiezer verantwoordelijk en niet u. (*Onderbreking van de heer Schiltz*).

Natuurlijk ! Afspraak op 9 oktober aanstaande.

Traditioneel heeft de V.U. geen weerstand geboden tegen de socialistische machtsovername. Erbij mogen zijn was blijkbaar al meer dan voldoende.

Ik heb hier de heer Van Miert woensdag, op een aandoenlijke manier horen pleiten voor een beleid, dat tegemoet komt aan de minstbedeelden in onze maatschappij. Alhoewel ik meen dat de heer Van Miert, als toekomstig Europees commissaris, wellicht niet direct wakker ligt van de noden van de minstbedeelden moet ik toch zeggen dat het teruggrijpen naar het beleid van vóór 1981 geen stap vooruit is voor die minstbedeelden waar hij het dan zo graag over heeft. Integendeel, alles wijst erop dat de inspanningen, die men jarenlang van de bevolking gevraagd heeft, teniet worden gedaan. Meer nog, het ziet er zelfs naar uit dat men van plan is de verwezenlijkingen van de vorige coalitie als alibi te gebruiken om opnieuw een Sinterklaaspolitiek te kunnen voeren. Deze „cohabitation” op zijn-Belgisch, met alle gekende nadelen vanden, blijkt nog het duidelijkst uit het begrotingshoofdstuk in het regeerakkoord.

De ontleding van het begrotingshoofdstuk is dan ook ontluis-terend voor deze nieuwe Regering.

Zo stellen wij onder andere vast dat de nieuwe Regering zichzelf, voor wat betreft het begrotingsdeficiet, bij het einde van de legislatuur 1990-1991, geen vast objectief oplegt. Zij stelt

enkel een begrotingsdeficiet van 7 % van het B.N.P. per einde 1989 voorop. Dit past volledig in het kader van de samenstelling van de nieuwe meerderheid die enkel tot doel heeft een aantal symptomen van de crisis te bestrijden en daarmee aan de eisen van een aantal bekende drukkingsgroepen zoals de vakbonden tegemoet te komen, en dit ten koste van de inspanningen die de vorige zes jaar, ik herhaal het nogmaals, niet door de regering maar door de bevolking werden geleverd.

De heer Eric Van Rompuy. — U moet meer concreet zijn en staven wat u gezegd heeft.

De heer De Winter. — Uw analyse, mijnheer Van Rompuy, daar wacht ik nog op. Ik heb u hier op het podium uw analyse nog niet uit de doeken horen doen. De afspraak van een vorige begrotingsminister Guy Mathot : „Begrotingstekorten zijn er vanzelf gekomen, ze zullen ook vanzelf verdwijnen”. Dat was zowat de analyse van de socialisten betreffende het begrotingsbeleid een aantal jaren geleden. Dit blijkt ook nu het devies van het begrotingsbeleid te zullen worden.

De vooropgestelde te besparen 75 miljard, op de lopende uitgaven en de interestlasten samen, zijn ruim onvoldoende om te komen tot een begrotingstekort van 4 procent ten opzichte van de B.N.P. Deze 4 procent zijn trouwens noodzakelijk om het sneeuwbal effect van de interestlasten te stoppen. Uit de regeringsverklaring blijkt overigens nergens dat de nieuwe travaillistische meerderheid ook maar ergens werk wil maken van deze levensnoodzakelijke doelstelling.

Men beperkt zich gemakkelijkshalve tot een besparing van 20 à 25 miljard op de interestlasten — een besparing die mogelijk geworden is dankzij het herstelbeleid van de vorige coalitie — en 40 miljard op de lopende uitgaven, zonder deze ook maar enigszins te specificeren. Ook stellen wij vast dat de nieuwe staatsvorming de dekmantel is geworden voor een nieuwe groots opgezette debudgetteringsoperatie.

Door de Gewesten te laten deelnemen in de nationale schuldenlast zal de centrale overheid in de mogelijkheid zijn 40 tot 45 miljard te debudgetteren. Dit betekent dat het netto te financieren saldo volgend jaar alleen reeds door schuldsolidaties, aangevuld met de actualisering van de schuldschikkingsoperatie van 1986 — opbrengst 20 à 25 miljard — met 60 tot 70 miljard zal verminderd worden.

Om het netto te financieren saldo tot 7 % van het B.N.P. terug te schroeven zal ongeveer 60 miljard frank gevonden moeten worden. Dit betekent concreet dat er nauwelijks nog bespaard zal moeten worden.

Het systeem is gekend. Debudgettering, schuldschikkingsoperaties en schuldsolidaties betekenen in gewone mensentaal dat men de bestaande schuldenlast doorschuift naar andere bestaande instanties, in dit geval de Vlaamse Gemeenschap. De schuldenlast vermindert met geen frank, integendeel. Alleen wekt men de indruk dat de schuldenlast vermindert. Ondertussen neemt de schuldenberg gestadig toe. Dergelijk kunst- en vliegwerk verschaft de nieuwe meerderheid een alibi om het herstelbeleid naast zich te leggen en het besparingsbeleid te laten voor wat het is. De rekening zal echter later opnieuw niet aan u, heren ministers, maar wel en helaas aan de hele bevolking worden gepresenteerd.

Tenslotte stellen wij vast dat het besparingsbeleid door bepaalde departementen op een volledig verkeerde wijze aangepakt wordt.

Ten eerste, waar de nieuwe Regering enerzijds stelt dat geen enkele uitgavencategorie of departement aan de besparing mag ontsnappen, wenst zij anderzijds toch dat de uitgaven voor ontwikkelingshulp stijgen tot 0,7 procent van het B.N.P., dit wil

zeggen een uitgavenverhoging op deze begrotingspost van minstens 15 miljard.

Secundo, wenst men de defensieuitgaven, ongetwijfeld socialistische druk, op een onverantwoorde manier te verminderen en zelfs te bevriezen op het niveau van 1987, daar waar onze NAVO-verplichtingen ons een jaarlijkse verhoging van het defensiebudget met 3 procent voorhouden.

De begrotingsausteriteit had moeten worden verdergezet omdat een gezonde begroting een prioritaire voorwaarde is voor de heropleving van onze economie.

Ik weet echter dat dit momenteel voor deze nieuwe meerderheid geen prioriteit is. Het is alleen spijtig dat de politieke klasse de bevolking gedurende jaren allerlei dingen voorhoudt die ze, zonder enig probleem, zonder enige scrupule en met het grootste gemak, enkele jaren later over boord gooit.

Het is dan ook niet verwonderlijk dat de geloofwaardigheid van u heren ministers en staatssecretarissen in het gedrang komt. U slaagt er tevens ook in de geloofwaardigheid van deze merkwaardige instelling tot een minimum te herleiden. Ik lig hier niet van wakker, uw kiezers hopelijk wel.

Ik zou willen besluiten met te zeggen dat ik hoop dat deze fameuze „cohabitation op zijn Belgisch” geen lang leven beschoren zal zijn. Het zal misschien voor u een bittere pil zijn maar voor de bevolking ongetwijfeld een zegen. (*Applaus bij het Vlaams Blok*)

M. le Président. — La parole est à M. D'hondt.

M. D'hondt (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, il est de bon ton d'affirmer que le Gouvernement attache une importance prioritaire à un enseignement de qualité. Autre chose est de pratiquer une politique cohérente, volontariste, efficace.

Malgré certaines erreurs de parcours heureusement corrigées aujourd'hui, l'appareil éducatif de notre pays se défend honorablement dans un environnement social en rapide et permanente mutation, dans un contexte budgétaire délicat.

Chacun de nous est convaincu de la nécessité de former mieux, de coller davantage aux nécessités du monde du travail, de préparer plus intensément l'émancipation personnelle, l'insertion dans la vie professionnelle et sociale.

Votre déclaration, Monsieur le Premier Ministre, contient évidemment ces grands principes : nous ne nous attendions pas à moins ! Notre étonnement vient plutôt du peu d'enthousiasme que vous inspire un objectif aussi noble. Sur 69 pages que contient l'accord de gouvernement, une seule est consacrée à l'enseignement, une demie à la recherche. Et encore ! L'essentiel de vos préoccupations est de préparer la liquidation des compétences et des structures ! Alors que de nombreuses leçons peuvent être tirées des expériences menées au cours de l'année scolaire qui s'achève, alors que votre Gouvernement devra encore assumer, s'il le peut, la responsabilité de gérer la plupart des secteurs éducatifs de notre pays au cours de l'année scolaire 1988-1989, vous nous annoncez prorogations, continuité mais très peu d'innovations. L'annonce de votre cessation d'activités en matière d'enseignement, la perspective d'être dépouillés simultanément de quelque 300 milliards ont-elles fait perdre aux négociateurs le sens de l'imagination, le goût de créer, de développer, d'améliorer ? Nos jeunes sont-ils donc en transit dans un enseignement national moribond dont les Communautés s'arracheront prochainement les lambeaux ? Chaque niveau d'ensei-

gnement connaît ses difficultés, ses imperfections, ses réformes inachevées... mais le temps semble suspendre son vol !

L'enseignement fondamental attend qu'une solution organique remplace le système provisoire de compensations pour l'enseignement officiel, de l'avantage accordé à l'enseignement libre subventionné par l'arrêté royal du 30 août 1984 relatif au capital-périodes.

Rien dans l'accord gouvernemental ne laisse espérer une régularisation du déséquilibre né de l'octroi de périodes supplémentaires lorsque les cours philosophiques sont donnés par les titulaires de classe.

Devrons-nous rappeler à notre nouveau Ministre de l'Education nationale — mais il brille par son absence ! — et à ses collègues socialistes que depuis quatre ans, ils bloquent sur cette cause les travaux de la Commission nationale du Pacte scolaire. Se contenteront-ils aujourd'hui de l'attribution de quelques centaines de charges contractuelles (S.T.E.N. et C.M.T.) alors qu'ils les ont violemment rejetées hier au nom de l'équilibre entre les réseaux scolaires, principe fondamental du Pacte scolaire ? Ceux qui détiennent aujourd'hui les rennes du Département de l'Education Nationale, tant du secteur néerlandophone que francophone, ont-ils oublié les invectives, les leçons de fermeté qu'ils assenaient à leurs collègues libéraux ? Le lâchage de l'enseignement fondamental officiel est-il à ajouter au passif déjà lourd du lâchage des francophones de la périphérie bruxelloise, des Fourons et de Comines ? Ce sera décidément payer très cher le retour du cœur socialiste à l'assiette au beurre !

L'an dernier, le ministre Duquesne avait mis un point d'honneur à adresser toutes les instructions relatives à la rentrée scolaire, avant la mi-juin. Il ne reste qu'un mois au Gouvernement pour informer à temps les directions d'écoles et l'inspection des dispositions à prendre pour entamer harmonieusement la prochaine année scolaire. Pour l'enseignement secondaire, les arrêtés royaux n°s 539 (type I) et 540 (type II) du 31 mars 1987 limitent à l'année scolaires 1987-1988 l'application du N.G.P.P. Pour réinstaurer les normes (arrêté royal n° 49) ou prolonger le système 1987-1988, il faut une loi. Sera-t-elle discutée et votée dans le mois ou plongera-t-on la communauté éducative dans l'expectative ? En ce qui concerne l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit, il y aurait lieu d'analyser sereinement l'expérience vécue pendant quatre ans, d'examiner les nouvelles demandes et les classifications, de tirer les conclusions qui s'imposent, de modifier ce qui doit l'être plutôt que de procéder à une facile mais insuffisante prorogation de l'arrêté royal du 12 décembre 1986 modifié par celui du 20 novembre 1987.

L'ouverture récente des centres à certains jeunes de 18 à 25 ans justifierait une meilleure coordination avec l'ONEM afin de préciser, de garantir le statut de ces jeunes travailleurs en formation à temps partiel. Prendrez-vous cette peine ou les laisserez-vous renoncer à leurs efforts face à l'incertitude et au découragement ? Vous nous annoncez pour l'an prochain une évaluation objective, avec les partenaires concernés, de l'efficacité du régime en alternance et de l'offre dans les différents réseaux : ne croyez-vous pas que le temps presse et que les différentes formules de formation nées de la loi sur la prolongation de la scolarité obligatoire devraient pouvoir trouver leur vitesse de croisière sans délai ?

Dans l'enseignement spécial secondaire, la suppression de la mesure „0,8” était envisagée pour le 1er septembre 1988 via la loi-programme : là aussi, le changement de Gouvernement et la longue période de crise compromettent ce qui semblait évident et acquis. Si la rationalisation de l'enseignement de promotion sociale est engagée depuis septembre 1987, la programmation entrera en vigueur le 1er septembre 1988. Des créations, des restructurations, des transformations de sections devraient inter-

venir en étroite collaboration avec les entreprises du terroir. Là aussi, la morosité ou la précipitation ne l'emporteront-elles pas sur l'imagination et la clairvoyance ?

Par l'arrêté royal n° 460, le précédent Gouvernement a courageusement décidé de la restructuration de notre enseignement supérieur non universitaire. Les effets de ces transformations importantes, de la création de nouveaux graduats, de l'allongement des études, de l'introduction de programmes nouveaux doivent être analysés sans hâte et donner lieu à quelques nécessaires corrections.

Au cours des dix dernières années, nos bâtiments scolaires — et particulièrement ceux qui sont gérés par l'Etat, les provinces et les communes — ont beaucoup souffert de la crise et des restrictions budgétaires. Dans bien des cas, l'entretien, la maintenance, la mise en sécurité n'ont hélas pas atteint le niveau des mesures conservatoires. Il est grand temps de faire fi des différences sources de blocage. Les plans de rationalisation et de programmation étant aujourd'hui exécutés, il est urgent de permettre aux différents fonds des bâtiments scolaires d'assurer correctement leur tâche en augmentant leurs moyens dans le respect des grands équilibres du Pacte scolaire. Il nous paraît indispensable de rattraper, dès que possible, le retard accumulé (et pas seulement depuis 1982 !) dans l'entretien et l'achèvement des constructions par phases pour l'enseignement de l'Etat.

Le maintien du niveau de l'emploi dans l'enseignement doit rester un objectif prioritaire du nouveau Gouvernement. L'effort consenti par les ministres successifs a permis de réduire en 5 ans, de 5.000 à 3.000 le nombre d'enseignants au chômage sur le territoire de la Communauté française. Cette évolution favorable doit se poursuivre et le mauvais procès intenté en Flandre aux ministres francophones n'a aucune raison d'être. Aussi longtemps que les normes seront nationales, les décisions devront être appliquées de la même façon au Nord et au Sud du pays. Il est temps que certains cessent de croire que les ministres et les directeurs d'écoles francophones sont des truqueurs et que leurs homologues flamands sont des anges !

Le 5 février 1987, Monsieur le Premier Ministre, notre collègue M. Ylieff vous interpellait sur „la crise universitaire et sur l'avenir de la recherche scientifique en péril”. Fustigant le plan d'austérité de la Sainte-Anne, votre actuel Ministre de l'Education nationale regrettait avec une pertinence certaine une sensible diminution des dépenses d'enseignement et de recherche. A cette occasion, il citait le président du P.S.C. M. Deprez qui déjà — ou encore — vous trahissait en affirmant que „c'était trop et trop vite” ainsi que le président de la communauté éducative sociale-chrétienne M. Lestienne qui, visant cette réduction de quelques 26 milliards dénonçait ce qu'il qualifiait „d'incroyable gâchis”. Nous savons que les investissements d'enseignement sont les plus productifs et que les dépenses de recherche préparent directement l'avenir. Vous nous annoncez aujourd'hui un effort de rattrapage „dans le cadre de la loi du 31 juillet 1984 et dans les limites budgétaires afin de hisser notre effort budgétaire au niveau de celui des Pays-Bas”. Pour la recherche scientifique, il s'agira donc d'atteindre 2 pour cent du P.N.B. : comment réalisez-vous demain ce que vous avez estimé impossible l'an dernier ? „C'est au pied du mur que l'on juge le maçon” ! Vous avez aujourd'hui à vos côtés, Monsieur le Premier Ministre, ceux qui hier encore vous accusaient de baillonner les universités, d'étrangler la recherche scientifique, d'arnaquer les étudiants, ceux qui citaient le Roi Albert : „le sort des nations qui négligent la science et les savants est marqué par la décadence”. Je renverrai aussi M. le Ministre Yvan Ylieff, s'il était là, à l'un de ses auteurs : Charles Peguy qui dans son beau poème „Notre Jeunesse” faisait dire à celle-ci : „Nous sommes le centre et le cœur, c'est par nous que passe l'axe et c'est à notre montre qu'il faut lire l'heure”. Le chronomètre vient de se déclencher et, s'il était là, je dirai à M. Ylieff : bonne chance, Monsieur le Ministre !

Sous votre haute et constante tutelle, Monsieur le Premier

Ministre, les ministres socialistes Claes et Ylief, les secrétaires d'Etat Colla et Van den Bossche assument aujourd'hui la responsabilité d'engager l'avenir de notre enseignement et de la politique scientifique. Vos détracteurs d'hier sont vos collaborateurs d'aujourd'hui : jusqu'à preuve du contraire, ils assument l'alternance et incarnent donc l'espoir : vous portez sans vergogne le poids du passé en brûlant allégrement ce et ceux que vous avez adorés, misant sur les facultés d'oubli et d'indifférence qui caractérisent un grand nombre de Belges de plus en plus écœurés — un sondage récent en témoigne — par vos reniements, votre inconstance, par le sectarisme et l'intransigeance de ceux qui guident vos pas, oserai-je dire, qui vous manipulent par le chantage permanent de la fragilité de votre majorité. Là, et là seulement, réside la constance et la continuité, mais aujourd'hui c'est dans la médiocrité hélas, Monsieur le Premier Ministre !

D'autres orateurs ont mis en exergue l'incidence néfaste pour les francophones de la communautarisation de l'enseignement. Le transfert des compétences aux Communautés le 1er janvier 1989 se fera dans l'impréparation. Le mécanisme envisagé est celui qui était jusqu'ici rejeté par les socialistes francophones. Rappelons-nous les conclusions de la Commission consultative de l'Education de la Communauté française présidée par toujours le même Ylief, souvenons-nous des exigences formulées par lui-même et ses amis qui, dont son actuel secrétaire de Cabinet, sans répit, rappelaient l'article 7 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles qui prévoit que le crédit pour les dépenses culturelles — éducation nationale doit être fixé sur la base des besoins. Où en est-on aujourd'hui ? Quel déséquilibre frappera la Communauté éducative francophone après 1992 ? Aujourd'hui comme hier, le P.R.L. crie „Casse-cou" tant pour le monde de financement que pour la garantie de neutralité de tout enseignement public et, en particulier, de l'enseignement de l'Etat. Nous réclamons un pacte scolaire adapté aux communautés mais y a-t-il une volonté gouvernementale d'encore consulter une quelconque commission du pacte scolaire ? Rien ne nous le garantit : ni la déclaration, ni l'accord de gouvernement, moins encore les attitudes radicales et contradictoires manifestées par le C.V.P. et le P.S. Plus que jamais, la fusion des Exécutifs et Conseils communautaires et régionaux nous paraît être une simplification nécessaire pour faire face à l'appauvrissement de la Wallonie et de Bruxelles.

En ma qualité de député du Hainaut Occidental, je ne puis terminer cette intervention sans faire écho au profond désarroi qui règne, non seulement à Comines mais aussi dans toute notre province et bien plus loin. L'unanimité des forces vives, tant politiques que culturelles et socio-économiques s'est faite contre votre projet démoniaque. Comment accepter, en effet, le principe même d'un troc de populations sans que les décideurs aient pris la peine de consulter les intéressés, sans qu'une enquête sérieuse, récente et objective ait fait état de la question dans chaque entité concernée ? Il est vrai qu'il est plus sûr d'imposer sa loi que de prendre les risques d'une consultation populaire qui conclurait à un déséquilibre global en faveur de la Communauté française ! Le sort qui est réservé d'autorité aux Cominois est d'une injustice flagrante : leur modération ne méritait pas pareil châtement. Depuis 25 ans, comme les habitants de Mouscron et de Flobecq, ils réclament la suppression d'un régime spécial de facilités linguistiques qu'ils n'ont jamais souhaitées et qui ne répond pas à une nécessité, à une exigence de la faible minorité flamande de leur commune. L'arbitraire de 1963 est aujourd'hui renforcé par d'autres contraintes, par d'autres utopies telles la tutelle du collège des gouverneurs, l'élection du collège échevinal à la proportionnelle et son fonctionnement

selon la règle du consensus, véritable droit de veto, défi à la démocratie et à l'autonomie communale. Dans un souci de solidarité, de pacification communautaire, conscients de la nécessité de protéger les droits de minorités significatives dans d'autres communes de la périphérie bruxelloise et de la frontière linguistique, les Cominois s'étaient accoutumés aux facilités linguistiques malgré les exigences qu'elles présentent pour les agents des différents services publics.

Ils ne demandaient rien et, sans résoudre le problème de Fourons, vous en créez un nouveau à l'autre bout de la Wallonie : par raison d'Etat, comme l'a dit M. Deprez qui aurait gagné à être moins retors en novembre quand le Gouvernement Martens-Gol envisageait une solution plus réaliste, moins complexe, certes moins envahissante, moins traumatisante et moins dangereuse pour le Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*)

Mais les négociateurs de votre nouvelle équipe pentapartite a fait un autre choix : celui de hafouer la démocratie communale, celui de gouverner contre une majorité de francophones puisque vous ne pouvez compter que sur l'appui de quelques 60 pour cent des deux seuls partis qui vous soutiennent très partiellement il est vrai, très provisoirement sans aucun doute. Je comprends mes collègues Perdieu, Detremmerie, Gendebien et autres qui émettent de très nettes réserves à cet égard mais celles-ci n'auraient aucun sens si leur logique ne se concrétisait pleinement par une attitude claire à l'égard de leur parti.

En fatiguant les poissons francophones pendant de longs mois, M. Dehaene avait comme principal souci de faire triompher la Communauté flamande : „alleen ons programma !" Je le félicite car il a pleinement atteint son objectif secret. Le proche avenir nous apprendra si vous réussirez votre mission, Monsieur Martens !

Souvenez-vous des paroles de Michel Albert : „L'intérêt national, au-delà de la victoire des uns, exigera le concours des autres. On ne peut conquérir le pouvoir sans diviser ; on ne doit pas l'exercer sans rassembler". (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*)

M. le Président. — Monsieur Michel, vous avez la parole.

M. Louis Michel (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, avant d'aborder certains volets de cet accord de gouvernement, je souhaite émettre une série de considérations d'ordre général.

Tout d'abord, je voudrais signaler que ce qui est arrivé correspond exactement à ce que nous avions prédit au moment où certaines partenaires décidaient de faire chuter votre Gouvernement précédent. Nous avons dit que cette crise, provoquée par le problème des Fourons était inutile, irresponsable, et qu'elle serait exceptionnellement longue. Nous avions également prédit qu'elle plongerait le pays dans une très longue période d'instabilité politique, de non gouvernement, d'insécurité. Nous avions aussi prévu qu'elle discréditerait notre image sur le plan international, une image qui — faut-il le rappeler — avait été restaurée patiemment grâce à une politique cohérente et un peu plus digne que celle que vous nous annoncez.

Je commencerai par expliquer le choix de l'adjectif „inutile". Tout un chacun qui analyse cet accord, observe et entend les réactions des hommes et des femmes les plus concernés, constate que le problème sur lequel le Gouvernement est tombé n'est non seulement pas réglé mais a été rendu plus compliqué encore. De difficile et de complexe qu'il était hier, il est devenu franchement inextricable aujourd'hui. En outre, vous l'avez étendu à d'autres parties du territoire. La raison de la crise est donc toujours bien

là : la cause de la chute gouvernementale n'a pas disparu. L'épine, Monsieur le Ministre, est toujours dans le pied du Gouvernement et les contorsions juridico-politiciennes auxquelles les négociateurs se sont livrés pendant de longs mois ont infecté sa plaie de dangereuse façon.

Pourquoi qualifions-nous la crise d'irresponsable ? Provoquer une crise aussi inutile au moment où la situation économique, financière, mais surtout sociale, s'améliorait de façon aussi déterminante l'est sans aucun doute. Tous les indicateurs de la santé économique de notre pays attestent depuis plusieurs mois que les conditions du redressement et de la restauration de notre pays sont à nouveau rencontrées.

L'héritage de la coalition sortante justifie, à cet égard, que je rappelle brièvement l'état des lieux, à ne pas confondre avec le bilan. C'est ce que l'on fait lorsqu'on sort d'une maison ou que l'on y entre et j'estime que cela revêt une importance pour la suite. Il n'a été possible d'établir celui de notre pays, suite à notre participation gouvernementale, que grâce à la collaboration des différents partis constituant l'ancienne coalition. Nous ne prétendons pas, Monsieur Dhoore, que c'est l'œuvre exclusive des libéraux mais nous entendons revendiquer, sans restrictions, la part que nous avons prise dans ce travail qui fut difficile, souvent fastidieux et patient, et pour lequel il ne fallait pas manquer de courage. La différence libérale, c'est sans doute cela : cela fonctionne souvent un peu mieux quand nous sommes de la partie et, en tout cas, plus sérieusement. (*Protestations sur les bancs du P.S.*)

Il me suffira de rappeler rapidement quelques comparaisons pour faire la démonstration irrévocable du chemin parcouru dans le bon sens. Jusqu'en 1981, la capacité concurrentielle de nos entreprises n'avait cessé de se détériorer, Messieurs les socialistes. Au cours des quatre années couvrant la législature précédente, la production industrielle en Belgique n'avait augmenté que de 2,2 %, soit la moitié du taux enregistré par l'ensemble de la Communauté européenne, qui était de 4,1 %. Et, en 1981, elle accusait même une baisse de 3,2 %. Le Gouvernement précédent, par des mesures énergiques, a rétabli cette compétitivité. La croissance de la production industrielle de 1981 à 1987 est passée à plus 9,3 %. La Belgique a rejoint sur cette période le peloton de la Communauté européenne, dont la production industrielle a progressé de plus de 10,4 % pendant la même période. Le rétablissement de notre position concurrentielle a permis aux entreprises de reprendre leur programme d'investissements. Ceux-ci ont connu une forte progression sous le Gouvernement Martens-Gol.

En effet, le taux de croissance annuel moyen des investissements a, durant cette dernière législature, plus que doublé : 4,4 % depuis 1981 contre 1,9 % seulement pendant les quatre années précédentes.

Si l'on considère le seul secteur des industries manufacturières, le contraste est encore plus spectaculaire : la croissance annuelle des investissements y est de 8,9 % depuis 1981 contre 2,3 % seulement au cours des quatre années précédentes. Or, tout le monde sait que c'est un secteur stratégique puisqu'il regroupe les entreprises exposées à la concurrence internationale et joue donc un rôle essentiel non seulement dans la croissance mais aussi dans l'équilibre des paiements extérieurs.

A la fin des années 1980, le déficit de notre balance des paiements courants n'avait cessé de s'alourdir. En 1981, il atteignait le chiffre affolant de 156 milliards. A partir de 1982, le déficit a commencé à se résorber pour faire place dès 1985 à des excédents rapidement croissants. En 1987, le boni de la balance courante atteignait 105 milliards. Il se maintiendra sans nul doute à niveau élevé cette année encore.

Les sorties de capitaux privés atteignaient également un montant fabuleux en 1981 : 198 milliards de francs. Depuis, elles se sont réduites de façon pratiquement ininterrompues pour re-

venir à 31 milliards en 1987. Ainsi, le solde global de la balance des paiements est passé d'un déficit de 354 milliards à un excédent de 74 milliards, et cela en six ans.

Dans le domaine de l'emploi, Dieu sait si votre Gouvernement a été attaqué et pourtant, dans le domaine de l'emploi également, des résultats plus que significatifs ont été atteints.

Avant 1981, des milliers d'emplois étaient détruits chaque année. Je voudrais rappeler à cet égard que pour la seule année 1981, il y eut 76 mille emplois détruits. Ces destructions d'emplois se sont réduites pour faire place en 1984 à une stabilisation, puis, à partir de 1985, à des créations nettes. Ainsi, le nombre d'emplois créés pendant les années 1985 à 1987 a atteint le chiffre impressionnant de 80 mille unités.

Il faut d'ailleurs faire remarquer que l'essentiel de cette progression est dû au seul secteur privé, dont l'offre a augmenté de 71 mille unités pendant la même période. Au sein de ce secteur privé, il faut insister sur la part d'emplois créés par les indépendants. Cette part représente pas moins de 25 mille emplois.

Si je m'en réfère à une étude récente de la Banque Nationale, à laquelle la presse a fait abondamment écho, cette augmentation de l'emploi se poursuivait en 1988 : plus 40 mille unités au total, venant entièrement du secteur privé. Ici encore, la contribution des indépendants est très importante puisqu'on prévoit pour 1988, dans ce secteur uniquement, la création de 15 mille emplois.

La création d'emplois s'est naturellement traduite par une nette amélioration sur le front du chômage. Dès 1984, le nombre de chômeurs complets indemnisés s'est stabilisé. Depuis lors, il enregistre chaque année une diminution sensible : moins 7 % en 1985, moins 7,2 % en 1986, moins 1,7 % en 1987 et moins 6,8 % pour les quatre premiers mois en 1988.

Au total donc, entre le sommet de 1984 et avril 1988, le nombre de chômeurs a diminué de 20,6 %. Même si l'on retient la définition de la F.G.T.B. et que l'on ajoute aux chiffres précités les chômeurs âgés, le nombre de chômeurs s'est réduit au cours de la même période de 7 %.

Le phénomène est encore plus spectaculaire pour les jeunes chômeurs dont le nombre est en diminution depuis 1984. Entre 1984 et avril 1988, la diminution est de 32,6 %. La comparaison internationale est très favorable à notre pays puisqu'en se basant sur les statistiques pourtant harmonisées de la C.E.E., on observe une réduction du nombre de chômeurs depuis 1982 de 6,4 % en Belgique au lieu d'une augmentation de 27,4 % dans l'ensemble de la C.E.E.

En matière d'inflation aussi des résultats totalement satisfaisants ont été obtenus. Sous l'ancienne coalition, l'inflation s'est réduite constamment pour faire place à une quasi stabilité des prix.

En 1981, l'inflation était de 7,1 % ; aujourd'hui, en avril 1988, le taux d'inflation est revenu au niveau de 0,9 %. Une comparaison internationale montre que notre différentiel d'inflation s'est maintenu avec les pays pour lesquels il était déjà négatif comme par exemple la France, l'Italie, le Royaume-Uni.

D'autre part, il s'est quasiment résorbé avec les pays qui, traditionnellement, ont un faible taux d'inflation.

Par des mesures rigoureuses et grâce à une gestion sérieuse des finances de l'Etat, les dépenses publiques ont enregistré une baisse de 15,6 % pour les six dernières années alors qu'elles avaient augmenté de plus de 17 % de 1977 à 1981, hors charges en intérêts de la dette.

Avant 1981, le déficit des finances publiques s'accroissait de manière catastrophique. De 1979 à 1981, le solde net à financer de l'Etat central est passé de 6,5 % du produit national brut à 12,6 %. Il a donc presque doublé. Depuis, il a été réduit graduellement pour atteindre 8,1 % en 1987. Il devait revenir cette année à 7,4 %. Le résultat est encore plus spectaculaire pour

des pouvoirs publics c'est-à-dire l'Etat central, les pouvoirs locaux et la sécurité sociale.

Suivant la définition de la Banque nationale, qui englobe les crédits et les prises de participation, le solde net à financer de ce secteur était passé de 8,8 % du P.N.B. en 1979 à 16,4 % en 1987. Selon les prévisions de la Banque nationale, il pouvait être ramené à 8,6 % en 1988.

Enfin, si l'on exclut les charges d'intérêts qui constituent une dépense inévitable et qu'on se limite donc au solde des autres opérations, l'amélioration est plus sensible encore.

Ces opérations se soldaient par un déficit de 5,6 % en 1981 contre 2,3 % seulement en 1979. En 1987, elles se soldaient par un excédent de 3,5 %. Suivant les prévisions de la Banque nationale, celui-ci se maintiendrait en 1988.

Si on y ajoute une très nette amélioration de la structure de la dette et une diminution importante du taux d'intérêt, on admettra que la coalition sortante menait une politique sérieuse de redressement, en fait la seule politique sérieuse susceptible de nous ramener dans le bon peloton des partenaires concurrents européens.

Tout ceci prouve aussi à quel point cette crise était inopportune et irresponsable.

D'autant plus inopportune qu'il aura fallu pas moins de 150 jours, à vos négociateurs, j'allais dire vos parrains, pour négocier un accord. Que dis-je, un désaccord gouvernemental, mal ficelé, contenant tous les voies et moyens de bouleversements juridico-communautaires linguistiques improvisés.

Vouloir aller aussi loin dans la réforme de l'Etat, dans une totale impréparation, sans même pouvoir donner les effets chiffrés précis, c'est non seulement une erreur mais c'est une faute qui, si ce monstre devait passer, ne vous serait pas pardonnée.

Messieurs les Ministres, que dire encore de cet accord qui n'ait pas été dit ou écrit par la presse.

Par rapport aux accords de gouvernement précédents, on est bien obligé de constater que c'est un retour en force des préoccupations communautaires et linguistiques et ce, au détriment des priorités sociales et économiques que tout le monde s'accorde cependant à considérer comme les plus essentielles. Je note donc, avec regret, que c'est un renversement pur et simple de l'ordre des priorités.

En tant que francophone et en tant que Wallon, j'ai aussi observé que les partenaires flamands de ce Gouvernement adhèrent au projet sans réserve et on peut le dire, avec enthousiasme. Même la très pointue V.U. entonne des refrains triomphants. On le serait à moins, Monsieur Schiltz, comme je vais vous l'exposer à l'instant.

Mais alors que les partis flamands n'ont pas assez d'adjectifs pour chanter victoire, les partis francophones, eux, sont réservés et ont même dû arracher l'adhésion à leurs différents congrès.

Plus grave, le parti socialiste sur qui les Wallons et les francophones comptaient pour être l'interlocuteur dur en face des Flamands, et qui, depuis 6 ans, ont fait des thèses fouronnaises francophones et wallonnes, l'essentiel de leur programme politique, est divisé, traumatisé, aplati et sort affaibli de ces négociations.

Quel sera le poids demain des sociaux-chrétiens et des socialistes francophones, en proie à des tensions internes, et même à des divisions et à des déchirements ?

Quel sera le poids des négociateurs francophones quand il

s'agira de peaufiner jusque dans les nuances chaque texte, chaque article de chaque projet de loi qui touche à l'avenir de leur Communauté et de leur Région ?

Vous aurez le choix, Messieurs les socialistes et sociaux chrétiens francophones, entre une nouvelle capitulation à rase campagne ou alors une défaite électorale cinglante. On a d'ailleurs déjà un sérieux aperçu de votre affaiblissement au niveau de votre position de négociateurs dans la répartition des influences ministérielles.

Daniel Ducarme, après moi, vous démontrera cela avec beaucoup de brio. Votre victoire aujourd'hui a un singulier arrière-goût de défaite et un sérieux arrière-goût amer.

Messieurs les socialistes gagnez les élections et capitulez ensuite ! Vous n'avez pas tout vu mais allez sans doute encore le voir demain.

J'observe d'ailleurs également que même la presse francophone et wallonne, proche des partis de la majorité n'a de mots assez durs pour dénoncer vos reniements.

Je ne résiste pas au plaisir de vous en donner un petit aperçu.

Je cite pêle-mêle :

„Déjà des querelles" (Echo de la Bourse)

„Martens VIII n'est pas la seule issue" (La Wallonie)

„Les recours individuels, une protection en carton ?" (Le Soir)

„Réforme fiscale : un marché de dupes" (La Dernière Heure)

„Un fédéralisme de désintégration" (La Dernière Heure)

„Les francophones de la périphérie défavorisés comme ... les fouronnais" (La Nouvelle Gazette)

„Un chat dans un sac" (La Dernière Heure)

„Menace de flamandisation de la périphérie bruxelloise" (La Nouvelle Gazette)

La Nouvelle Gazette vous a largement aidé à faire de M. Happart la „proue" de votre combat électoral pourtant.

Sur les bancs socialistes. — Et la presse flamande ?

M. Louis Michel. — Je vais vous lire la presse flamande. „De grote ommekeer van Martens" (Het Laatste Nieuws).

Ecoutez ce qu'écrit la Nouvelle Gazette, cela va vous faire mal, et vous faire saigner : „La différence entre les promesses du P.S. et la réalité : un gouffre, où il enfonce le peuple fouronnais" et j'ajouterai „et le peuple wallon et francophone". „Comines : des lendemains qui chantent et qui déchantent" (*Vers l'Avenir*). Monsieur Detremmerie, vous savez de quoi je parle bien entendu et enfin — „Martens l'inacceptable". (*La Wallonie*).

J'en viens à la presse flamande qui annonce vraiment que l'équipage qui est occupé à se mettre en place a vraiment peu d'avenir. Manu Ruys disait dans le *Standaard*, c'est une belle définition, je ne cache pas que je la lis avec une certaine délectation — je ne partage pas les idées profondes de Manu Ruys, mais il est bien évident que je pourrais partager son analyse car elle est belle. — : „On ne croit pas trop à la solidarité de la nouvelle majorité. Non seulement en raison du refus qui s'organise au P.S. mais aussi et surtout en raison de l'incertitude quant à la manière dont va se conduire le P.S.C., parti de l'intrigue, du sabotage, de l'hypocrisie. (*Tumulte sur les bancs du P.R.L.*)

M. Detremmerie. — Vous avez aussi renié Happart et tous les autres ! (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*) (*Protestation sur les bancs socialistes — Tumulte*).

M. Defraigne. — Vous devriez être honteux.

M. Ducarme. — Sans conscience et sans âme !

M. Louis Michel. — Je continue la lecture de Manu Ruys puisque je vois que cela vous inspire. Le parti a ruiné Martens VI et réussit maintenant à la fois à cautionner Martens VIII et à se prononcer contre le fédéralisme, un parti qui n'est pas un allié fiable pour la réforme de l'Etat... Ecoutez, Messieurs les socialistes, ce qu'écrivit encore Manu Ruys : "un parti qui n'est pas un allié fiable pour la réforme de l'Etat qui va être tenté de provoquer des élections pour récupérer des voix du côté du P.S. en pleine crise... (*Tumulte sur de nombreux bancs socialistes*)"

M. Bertouille. — On ne l'accepte plus.

M. Defraigne. — Vous capitulerez encore quelques fois pour éviter cela.

M. Louis Michel. — Voici encore quelques petits extraits : M. Toussaint écrit dans "Le Soir" : L'addition est très lourde. Il y a quelque chose de pathétique dans le déchirement du parti socialiste, hier superbe vainqueur des élections et digérant aujourd'hui avec force grimaces un énorme plat de couleuvres. Il disait aussi d'André Cools parlant des crises de colère de M. Moureaux : "Quand un homme a honte de lui, il est impitoyable pour les autres..."

Dans "La Nouvelle Gazette...", on lit : "Monsieur Spitaels a le tort considérable de vouloir nous faire croire des contre-vérités... C'est dur, mais il faut bien y passer. Il continue : "Prendrait-il les Wallons pour des veaux après les avoir pris pour des bêtes à voter ?..."

Voilà comment la presse accueille votre programme, Monsieur le Premier Ministre.

Quant à l'entente entre les partenaires, parlons-en ! Chaque partenaire a en fait sa propre interprétation, sa propre lecture de l'accord. (*Interruption sur les bancs socialistes — colloque entre les bancs socialistes et du P.R.L.*)

On devrait même parler, puisque la formule est à l'honneur de "penta-lecture", de l'accord de gouvernement, mais l'on n'y serait pas encore car il y a aussi la lecture de M. Dehousse et celle de M. Happart.

J'ai aussi relevé des déclarations de certains hommes très en vedette dans votre Gouvernement, Monsieur Martens, et vous allez voir comme c'est beau ! J'aurais du reste beaucoup de plaisir à vous poser des questions à ce propos et il m'intéresserait vivement de savoir si vous êtes capable de répondre aux questions que je vous poserai, car manifestement de nombreux points restent obscurs dans mon esprit, aussi obscurs d'ailleurs que dans le texte que vous nous avez remis. J'ai lu ce titre dans la "Gazet van Antwerpen" : "Wyninckx verbreekt akkoord over abortus... Et savez-vous, Monsieur Claes, ce que M. Swaelen répond à M. Wyninckx, l'éminent parlementaire de votre parti ? Le doigt vengeur, M. Swaelen dit : "De S.P. begint al slecht..."

Vous imaginez à quel point l'entente est belle entre les partis de la nouvelle majorité.

Souvenons-nous des propos de M. Spitaels le soir de son grand retour, j'allais dire le jour Grand soir, affirmait que l'Exécutif de la Communauté française pourrait aider les francophones de la périphérie et de Fourons. Et dès le lendemain, M. Schiltz répondait que cela ne se trouvait pas dans l'accord et que si les francophones déclaraient la guerre, ils auraient la guerre. (*Interruption sur les bancs socialistes.*)

Monsieur Schiltz, arrangez-vous avec l'arrière-banc socialiste.

Le surlendemain, M. Spitaels à nouveau interrogé sur ce qu'avait dit M. Schiltz, faisait savoir — il est décidément fort

absent, M. Spitaels, ces derniers temps — qu'il ne pouvait pas répondre car il n'en avait pas le temps.

Un peu plus tard, les socialistes parlaient d'une nouvelle politique socio-économique, le retour du cœur ! Jean-Luc Dehaene devait répliquer — et je puis imaginer aisément la brutalité avec laquelle il l'a fait — que, pour lui, "tous ceux qui ne sont pas obnubilés par des slogans et savent lire les textes, verront que notre programme socio-économique est dans la continuité du précédent... Le même Jean-Luc Dehaene — c'est plus grave — dit aussi que "si on appartient à une Communauté, on vote pour son conseil et pas pour celui de la Communauté voisine... Je suppose que cela concernait les 100.000 francophones de la périphérie !

Dès le lendemain le négociateur socialiste, Philippe Moureaux, avouait "que l'on n'a pas parlé de ce problème..."

Comment pourriez-vous, Monsieur le Premier Ministre, gouverner efficacement, prendre les mesures nécessaires et poursuivre une politique sérieuse de redressement, si vous devez renégocier chaque point de votre accord, si vous devez rediscuter toutes les divergences qui se sont exprimées à tour de rôle et dans le désordre.

Vous mettez en place un équipage à une roue, sans rayons, sans pneus, sans moteur et sans freins, qui ne tient que par la soif commune des partenaires de revenir ou de rester au pouvoir.

A cause de ces divergences et de ces divisions déjà nettement visibles aujourd'hui, votre Gouvernement ne peut être autre chose que ce que l'éditorialiste de *La Libre Belgique* qualifiait : le Gouvernement de la crise permanente. Ou ce qu'un journaliste de la presse flamande écrivait : *Een krakende kar.*

Monsieur le Premier Ministre, vous êtes désormais à la tête d'une majorité branlante, avec un programme flou et sans âme. Aujourd'hui, vous seriez sans doute incapable de répondre à des dizaines de questions que l'on vous poserait. Je voudrais, par exemple, que vous répondiez au moins à celle-ci : est-il vrai que le problème de l'avortement devra rester en veilleuse et que les parlementaires devront s'abstenir de prendre des initiatives parlementaires ? J'aurais aimé avoir l'avis de Mme. Detiège, de M. Moureaux, de M. Wyninckx ou encore de M. Swaelen sur ce sujet. Oui, je voudrais qu'on me réponde à cette question sur l'avortement.

Je voudrais aussi savoir si le T.G.V. profitera oui ou non à la Wallonie. Oui ou non, suffira-t-il que la Flandre dise non pour que le T.G.V. puisse desservir Liège ? Oui ou non a-t-on décidé l'implantation de la centrale nucléaire N 8 ? Que doit-on répondre, nous francophones wallons, aux entreprises comme par exemple les A.C.E.C. qui nous interrogeraient à ce sujet ?

Oui ou non, les 100.000 habitants de la périphérie vont-ils devoir voter pour les conseillers du Vlaamse Raad ?

Oui ou non, les échevins fouronnais pourront-ils parler français dans leur collège ?

Oui ou non, sera-ce la règle du consensus qui sera appliqué dans ces collèges ?

Oui ou non, y aura-t-il un traitement spécifique pour les petites et moyennes entreprises ?

Oui ou non, allez-vous augmenter l'impôt des sociétés ?

Le collège des gouverneurs a-t-il une quelconque autorité pour l'utilisation de la langue par les mandataires communaux ?

Oui ou non, est-ce l'Exécutif flamand et non plus le département de l'Intérieur qui a la tutelle sur les Fourons et sur les communes de la périphérie ?

Oui ou non, pouvez-vous nous dire de façon précise combien de milliards va perdre la Wallonie et va perdre Bruxelles ?

Aujourd'hui, Monsieur le Premier Ministre, nous le savons, vous êtes incapable de répondre à des dizaines de questions que l'on pourrait vous poser touchant aux conséquences d'une réforme de l'Etat, pourrie, que vous voulez nous imposer ou qui touchent à l'avortement, au T.G.V., à la centrale nucléaire, à la manière dont vous allez maintenir la compétitivité, au rôle des échevins flamands dans les communes à statut spécial.

Vous-même, Monsieur le Premier Ministre, votre position personnelle, votre crédibilité en tant qu'arbitre dans votre équipe, relèvent de tant de contradictions que bon nombre déjà spéculent sur la durée de vie de votre équipe.

On peut même, on doit se poser la question de savoir quels sont les machiavels dangereux ou les inconscients, quels sont les tuteurs politiques ou les irresponsables qui vous ont amené à accepter ce que vous-même vous considérez comme étant — et je cite — peu crédible.

Vous disiez le 13 décembre, au soir, que vous étiez tellement lié à la politique de redressement de la coalition sortante que vous seriez peu crédible comme Premier Ministre d'une coalition avec les socialistes.

Sur le plan socio-économique, on ne retrouve aucun accent mobilisateur susceptible de justifier ne fut-ce qu'un tant soit peu le retour du cœur. Pas de véritable réforme fiscale. Pas de véritable relance sélective. Pas d'assainissement budgétaire. On annonce un objectif budgétaire, mais nulle trace de mesures précises pour y arriver, pas un seul moyen n'est précisé pour y parvenir, si ce n'est une augmentation des charges d'impôt des sociétés.

On ne trouve non plus dans votre accord de gouvernement un point pourtant essentiel pour la création de l'emploi, à savoir un traitement spécifique des P.M.E.

En fait de retour, ce n'est pas le retour du cœur mais c'est bien le retour du front commun syndical. Le retour de la bureaucratie. Le retour des dérapages budgétaires,

M. Eric Van Rompuy. — Slogans que tout cela.

M. Louis Michel. — Ah ! Vous l'intégriste, s'il vous plaît, pas vous (*Applaudissement sur les bancs P.R.L.*)

Le retour des charges et des impôts pour ceux qui entreprennent. En un mot, le retour du gâchis.

Votre accord est vide, triste, sans envergure, sans souffle, sans perspectives, sans aucune crédibilité.

Votre accord n'apporte aucune réponse aux grands problèmes.

Votre politique est en rupture avec le projet volontariste des deux gouvernements précédents.

La plupart des questions restent sans réponse.

Sur le plan communautaire, votre accord est encore bien plus pitoyable. Il est en fait catastrophique et plus particulièrement pour les francophones, les Wallons et les Bruxellois.

M. Anciaux. — Quels Bruxellois ?

M. Louis Michel. — Notamment la majorité francophone à Bruxelles

De heer Anciaux. — Wat wil dat zeggen "majoritair.. ?

De heer Michel. — Dat zijn degenen die de meerderheid hebben in Brussel. Dat is ongeveer 80 % !

De heer Anciaux. — Heeft u ze reeds geteld ?

De heer Michel. — U durft ze niet tellen in Brussel !

De heer Anciaux. — Begin er maar aan !

De heer Eric Van Rompuy. — Wil u opnieuw oorlog in Brussel ?

M. Louis Michel. — Votre Gouvernement, Monsieur le Premier Ministre, est tombé sur la question des Fourons et je voudrais, à cet égard, me tourner vers les socialistes et sociaux-chrétiens francophones.

Vers les socialistes francophones d'abord.

Que n'a-t-on entendu vos leaders exprimer des déclarations matamoresques et viriles à propos de la question des Fourons. Voilà 6 ans que le P.S. use et abuse du thème fouronnais.

Voilà des années maintenant que vous vous êtes faits les champions de la fermeté francophone. Vous vous êtes arrogés, sans scrupule et sans aucune légitimité, (*Exclamation sur les bancs socialistes*) le monopole de la défense des intérêts francophones et wallons. Les adjectifs utilisés n'étaient pas assez forts, aucune affirmation n'était assez mâle et je cite Guy Spitaels : "le P.S., rempart contre la Flandre dominatrice,.. "Nous ferons ce que nous avons promis. Ni plus ni moins.."

M. Dufour. — Happart ne vaut pas une crise, dixit le P.R.L.

M. Louis Michel. — Et il ajoutait, cruelle prémonition sans doute : "Il faut agir vite, nous sommes prêts. Notre équipe est parfaitement soudée.. (*Exclamations sur les bancs du P.R.L. et sur les bancs socialistes*)

M. le Président. — M. Louis Michel a seul la parole.

M. Louis Michel. — Je poursuis cette saine lecture. M. Spitaels disait : "Comment ne resterions-nous pas auprès de notre ami, José Happart, comme nous l'avons été depuis près de trois ans ?

On pourrait reprendre ses termes. Il faut agir vite ; il aura fallu 150 jours. Nous sommes prêts ; nous sommes prêts à tout et à n'importe quoi. Notre équipe est parfaitement soudée ; il suffit de demander à MM. Dehousse, Happart et tous les autres. (*Vifs applaudissements sur les bancs P.R.L.*)

Vous avez depuis six ans laissé croire aux francophones et aux Wallons qu'avec vous M. Happart serait bourgmestre qu'en tout cas il le resterait et que les Fourons sortiraient du Limbourg.

M. Dufour. — On n'a jamais laissé croire cela !

M. Louis Michel. — Vous avez prétendu qu'il y aurait un changement significatif de statut. Vous avez dit que Fouron serait plus sous la tutelle du Limbourg. Fouron est définitivement sous la tutelle du Limbourg, qui est définitivement en Flandre.

Que constatons-nous encore ? M. Happart ne sera plus bourgmestre. Les Fourons seront définitivement en Flandre, que vous le vouliez ou non. C'est désormais l'Exécutif flamand qui aura la tutelle sur cette commune. Et cela n'était pas assez ! Comines, où la population ne demandait rien, sera mangée à la même sauce.

Il y a plus grave. Les 100.000 francophones de la périphérie, d'après M. Dehaene, devront voter pour le Vlaamse Raad.

Il paraîtrait, d'après M. Moureaux, qui était interrogé sur le sujet, qu'on n'en avait pas parlé ! On a même oublié d'en parler !...

Il y aura désormais un ou des échevins (flamands) dans les collèges de Fourons, des communes de la périphérie, mais aussi dans les communes bruxelloises. Un seul échevin flamand dans ces collèges aura autant de pouvoirs que tous les autres réunis, puisque ce sera la règle du consensus, c'est-à-dire un véritable droit de veto pour ce commissaire du peuple flamand.

Rien que cette mesure à elle seule représente, Messieurs les francophones, non seulement un reniement mais un authentique recul par rapport au passé.

La vérité c'est que vous n'avez en réalité rien obtenu, alors que, dans le même temps, vous avez cédé à toutes les revendications flamandes : la tutelle flamande sur les communes à statut spécial, la responsabilité financière, la reconnaissance de ce principe dans la réforme de l'Etat et la clé de l'impôt, après la période de rodage au niveau de la répartition des moyens financiers, pour couvrir les transferts de compétences. Bruxelles ne sera pas une région à part entière, n'en déplaise à M. Degroeve. Elle est définitivement confinée, coincée dans le corset des 19 communes. La Flandre y acquiert une véritable parité dans les pouvoirs. Bruxelles perdra 4 à 5 milliards par an et, pour la Wallonie, nous n'allons pas citer de chiffres, mais la perte sera importante.

Et comme si cela n'était pas assez, désormais dans les collèges des communes à facilités, on devra parler flamand ou alors, d'après M. Schiltz, il faudra se taire. Ce n'est pas moi qui le prétends, c'est M. Broers, c'est M. Schiltz.

Voilà une question précise à laquelle, Monsieur le Vice-Premier Ministre, vous éviterez, bien entendu, de répondre.

M. Schiltz Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Je ne peux que me taire, parce que vous criez trop fort.

M. Louis Michel. — C'est plus facile. Il y a des silences honteux. C'est vrai que vous n'avez pas beaucoup de raisons d'être ni fier, ni honteux. Ou du moins, vous avez des raisons d'être fier pour ce que vous avez obtenu pour la Flandre, mais pas pour le reste ! (*Applaudissements sur les bancs P.R.L.*)

Vous éviterez de répondre à cette question parce que cela signifierait dans l'heure l'éclatement de votre majorité.

De heer Anciaux. — Mijnheer Michel, wij hoeven uw verwijten niet zomaar aan te nemen. Wat u zegt tegen de heer Schiltz neem ik niet. Hij misschien wel, maar hij moet zwijgen. Een beetje meer bescheidenheid zou u sieren.

De heer Louis Michel. — U mag zeker van bescheidenheid spreken ?

De heer Eric Van Rompuy. — Wat een haat in uw stem.

De heer Louis Michel. — U mag ook over haat spreken, Mijnheer Van Rompuy.

Evidemment, Messieurs les socialistes, vous n'avez pas joué seuls, vous n'avez pas cédé seuls. Les sociaux-chrétiens vous ont bien aidés en capitulant à Bruxelles, à Fouron et à Comines, alors qu'en campagne électorale ils parlaient de la dignité francophone. C'était leur slogan avant les élections.

Ce n'étaient que des mots, des paroles vaines, des promesses vides. Où sont ces promesses ? Où sont leurs engagements ? Où est le changement significatif de statut, où est la réforme fiscale ? Je vous vois encore, tapant du poing sur la table, en disant qu'on l'obtiendrait. Où est-elle ?

Où est le retour du cœur ? Où sont les petites idées ?

M. Deprez avait dit qu'il ne voulait plus de „trucs“, il en a inspiré un tombereau.

M. Deprez avait dit qu'il n'accepterait pas qu'une seule commune soit traitée différemment des autres.

Aujourd'hui, des traitements différents sont organisés semant autant de brûlots tout le long de la frontière linguistique.

M. Deprez avait dit que ce n'était pas l'heure des socialistes.

Aujourd'hui il les a rendus incontournables à tous les niveaux de pouvoir.

Vous aviez proclamé, Messieurs du P.S.C., la main sur le cœur, que vous n'accepteriez pas d'autre formule de réforme de l'Etat que le fédéralisme d'union.

Demain, on vous considérera comme le parti politique qui aura ouvert une brèche catastrophique vers le séparatisme et l'appauvrissement de sa région, de la capitale, de sa communauté et de son pays.

Le projet auquel vous nous demandez d'adhérer est mal ficelé, il est né dans l'impréparation. Ce projet n'a rien à voir avec le fédéralisme d'union dont vous vous gargarisiez tous. Ce projet traduit une autre conception de la réforme de l'Etat. Une conception confédérale dans laquelle ce sont les Communautés et les Régions qui décident ce qui reste comme pouvoir à l'Etat central. Les négociateurs du P.S. et du P.S.C. ainsi que ceux du S.P. et du C.V.P., ont rejoint dans leurs conceptions extrémistes, maximalistes et séparatistes, les thèses de la V.U.

Un fédéralisme d'union suppose un Etat qui se défait de ses attributions au profit de ses composantes communautaires et régionales, dans le souci d'une gestion équilibrée et sereine rapprochant les institutions et le citoyen et maintenant définitivement une véritable solidarité entre ses composantes.

La manière dont vous arrachez à l'Etat central certaines de ses compétences va le défigurer et hypothéquer son existence en tant qu'Etat.

Nous ne ferons pas de surenchère communautaire. Nous n'allons pas reprendre à notre compte vos thèses maximalistes qui vous ont conduits si loin, Messieurs les socialistes, et qui ont véritablement provoqué un abus de confiance électoral.

Mais j'entends quand même indiquer la gravité de deux mensonges francophones.

Si par deux fois, les francophones socialistes et sociaux-chrétiens n'avaient pas menti effrontément aux électeurs, la carte politique n'aurait pas été bouleversée comme elle l'a été aux dernières élections.

Le premier de ces mensonges, Messieurs les socialistes, c'est de ne pas avoir dit aux électeurs wallons et francophones que plus d'autonomie, plus de régionalisation, ce serait nécessairement moins de moyens et moins d'argent.

Vous avez laissé croire aux citoyens de Wallonie et de Bruxelles, que plus d'autonomie signifierait plus de richesse. Cette autonomie est devenu un paravent derrière lequel vous avez caché l'absence de votre projet politique et de réponses fiables aux grandes questions de l'heure. Le second grand mensonge socialiste, c'est que vous avez laissé croire que si vous étiez plus forts politiquement, vous pourriez sauver la tête de José Hap-part...

M. Cools. — Vous l'aviez déjà coupée, vous !

M. Louis Michel. — ... et modifier de façon significative le statut des Fourons.

Sans ces deux mensonges là, on peut imaginer, et l'opinion publique avec nous, ce que vous représenteriez aujourd'hui. Vous seriez bien moins nombreux sur ces banes, vous ne seriez pas incontournables à la Communauté française et à la Région wallonne.

M. Degroeve. — C'est cela qui vous gêne.

M. Louis Michel. — Pas du tout.

Vous vous gargarisez sans cesse de démocratie, mais vous avez triché avec la démocratie. (*Tumulte*). C'est un abus de confiance. (*Protestations sur les bancs socialistes*)

M. Henry. — Soyez décent, monsieur Michel.

M. le Président. — Je rappelle que c'est M. Michel qui a la parole.

M. Louis Michel. — Il y a ici un certain nombre de députés qui doivent leur élection à l'outrance verbale électoraliste et mensongère de vos partis.

M. Degroeve. — Ce sont les 25 % d'impôts en moins !

M. Louis Michel. — La manière dont vous avez négocié après votre succès électoral du 13 décembre dernier, et ce que vous avez accepté, est une injure grave portée au parlementarisme démocratique. Vous vous êtes rendu coupables, Messieurs les socialistes, d'un abus de confiance sans précédent depuis de longues années. Cet abus de confiance porte atteinte à l'image de marque de toute la classe politique. Annemie Neyts avait raison de dire qu'elle était gênée de faire le même métier que vous.

M. Degroeve. — Chirac a dit la même chose !

M. Louis Michel. — Les vieux péchés ont les ombres longues.

Souvenez-vous de la promesse socialiste de créer 100.000 emplois nouveaux...

M. Degroeve. — Et de 25 pour cent d'impôts en moins !

M. Louis Michel. — ... et des 129.000 chômeurs supplémentaires après la même législature. Il faudra de nombreuses années pour faire oublier cette tromperie.

Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, aujourd'hui, nous nous sentons particulièrement bien dans notre peau.

M. Degroeve. — C'est vrai cela. Vous avez le moral.

M. Louis Michel. — Nous n'avons trompé personne.

M. Collart. — Et qu'est-ce que vous aviez fait ?

M. Louis Michel. — En tout cas, dans notre projet, il n'y avait pas d'échevin flamand dans le collège avec droit de veto !

Tous peuvent constater que ce que nous avons dit en octobre dernier s'est révélé vrai pour l'essentiel.

La dispute sur Fouron, le bras de fer entre le C.V.P. et le P.S.C. a conduit à une crise. Cette crise a conduit à des élections. Ces élections ont été mauvaises pour la majorité sortante et ont entraîné une victoire socialiste.

Le P.S.C. et le C.V.P. ont retourné les alliances qu'ils avaient pourtant promises.

On abandonne la politique de redressement économique et financier.

L'accord sur les Fourons est encore plus mauvais que celui auquel on était prêt d'aboutir au mois d'octobre dernier.

Nous nous sommes trompés que sur deux points. (*Vifs colloques entre des membres du P.S. et des membres du P.R.L.*)

M. le Président. — Messieurs, je vous prie de laisser poursuivre M. Michel.

M. Louis Michel. — On a cru que l'accord ne serait pas aussi mauvais qu'il ne l'est sur les Fourons et nous n'avons pas cru que Martens participerait en définitive à ce reniement.

Monsieur le Premier Ministre, nous ne voterons pas la confiance parce que cette fois, vous ne la méritez pas.

Votre programme est sans muscles, sans nerfs et sans échine. Il traduit seulement une volonté de démantèlement de l'Etat.

Toutes les grandes questions, tous les grands dossiers conflictuels ont été reportés à plus tard.

M. Cools. — Que dit M. Perin ?

M. Louis Michel. — Et que dit M. Dehousse ?

M. Degroeve. — Perin condamne Dehousse.

M. Louis Michel. — C'est vrai qu'il y a un vainqueur, c'est M. Dehaene. M. Dehaene a réussi cet extraordinaire exploit qu'alors que le C.V.P. était sorti battu, archi battu, aplati des élections...

M. Gol. — Pas encore assez !

M. Louis Michel. — Le C.V.P., aujourd'hui, adopte les accords communautaires à l'unanimité de même que la V.U.

Le parti socialiste est aujourd'hui divisé, déchiré, agité de convulsions jusque dans les moments les plus importants comme le 1er mai.

M. Dufour. — Chez nous, ce n'est pas l'autoritarisme. C'est un parti démocratique. On a le droit de marquer son désaccord.

M. Collart. — Chez vous, c'est l'unité des affaires, l'unité du fric !

M. Louis Michel. — Taisez-vous, vous jouez le Coois du pauvre.

Je répète : le parti socialiste est aujourd'hui divisé, déchiré, agité de convulsions jusque dans les moments les plus importants comme le 1er mai.

Il s'y oppose aujourd'hui un conflit de valeurs sur la question de savoir s'il faut préférer le pouvoir ou le respect de ses promesses électorales.

Le P.S. paie ainsi durement son erreur, ses erreurs dans la négociation avec le C.V.P.

Lui qui a gagné les élections est aujourd'hui déchiré et en plein désarroi.

Le C.V.P. et la V.U. ont triomphé et, triomphants, pourront ainsi plus facilement dominer le prochain Gouvernement.

Hier déjà, M. Gabriëls a donné le ton : „plus un millimètre aux francophones.”

M. Degroeve. — Voilà !

M. Louis Michel. — Cela promet.

En ce qui nous concerne aussi : „pas un millimètre de soutien, pas un millimètre de complaisance, pas un gramme de compréhension.”

Non seulement, nous n'allons pas voter la confiance, mais encore, nous allons combattre votre Gouvernement avec la même force, la même ténacité, la même foi que nous avons mises à vous soutenir, vous M. Martens et la politique sérieuse que vous avez incarnée tout au long de ces six dernières années.

Nous ne vous soutiendrons pas, parce que vous n'êtes pas à la tête d'une équipe !

Vous êtes perdu au milieu d'une bande désorganisée et incohérente, composée de rebelles et de mutins, bien plus que d'équiers soudés et solidaires.

M. Collart. — Nous n'avons pas recours aux pouvoirs spéciaux, nous !

M. Louis Michel. — Attendez !

M. Collart. — Nous n'avons pas besoin des pouvoirs spéciaux pour arriver à ce que l'on veut.

Mais que c'est dur de ne plus être au pouvoir, n'est-ce pas, Monsieur Michel ?

M. Louis Michel. — Mais je ne voudrais pas en terminer...

M. Gehlen. — Vous manquez de respect à ce Parlement.

M. Louis Michel. — Depuis que tu n'es plus au Gouvernement, on se dispute. Vous osez parler de respect ? Vous n'allez tout de même pas venir nous faire la morale ici au Parlement ! Cela ne vous est encore jamais arrivé.

Mais je ne voudrais pas terminer sans évoquer la question du chef de l'équipe. Je refuse de porter un jugement de valeur sur l'homme : l'homme loyal, l'homme estimable, courageux, responsable et aussi amical dont j'ai le souvenir encore frais à la mémoire.

J'ai toujours cru, Monsieur Martens, que vous étiez une personnalité de grand format capable de guider notre pays hors des zones brumeuses et risquées de la crise.

Je vais vous surprendre. Je vous crois encore capable d'être cette personnalité d'exception que nous avons soutenu avec la même confiance, avec le même élan et la même ferveur que s'il avait été des nôtres.

Je ne crois pas, et nous ne pouvons pas croire, que vous ayez pris seul la décision du revirement que vous opérez. Je ne veux pas croire, je ne peux pas croire que la mission que vous avez acceptée puisse correspondre, ne fût-ce que partiellement, à votre intime conviction...

M. Degroeve. — Qu'est-ce que cela veut dire ?

M. Louis Michel. — Je suis même persuadé que vous savez parfaitement que vous ne conduirez pas ce radeau désarticulé à bon port.

Quels intérêts supérieurs, quels obscurs motifs ont-ils pu conduire un homme comme vous à accepter cette charge dans des conditions aussi contradictoires, aussi désespérées et aussi peu glorieuses ?

Vous auriez pu être ce que vous avez déjà été : un recours. Sinon, le recours face aux improvisations suicidaires qui se préparent et dont vous n'avez pas présidé à l'élaboration.

En acceptant ce mandat, vous avez accepté aussi de perdre ce qui faisait votre différence. Vous acceptez de donner la préférence aux manœuvres partisans plutôt qu'à votre devoir d'Etat. Je n'en dirai pas plus.

Je n'oublie pas six ans de collaboration au coude-à-coude, six années difficiles. Je ne veux pas que l'amertume, une certaine tristesse, et pour tout dire aussi, de la pitié, n'altèrent le souvenir de qualité que je garde de votre personne.

Monsieur le Premier Ministre, pour cette fois, le P.R.L. ne votera la confiance ni à Martens ni à son Gouvernement. Nous ne voterons pas la confiance parce que nous pensons que vous valiez mieux que cela. (*Vives applaudissements sur les bancs libéraux*)

De heer Voorzitter. — De heer Geysels heeft het woord.

De heer Geysels (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren ministers, geachte collega's, tot slot wil ik nog een aantal van de belangrijke programmapunten uit het regeerakkoord toelichten. Het is in de eerste plaats het programmapunt waarbij we van mening zijn dat er een halt moet worden toegevoegd aan wat wij noemen „duale samenleving”, een maatschappij waarin twee groepen van mensen aan het ontstaan zijn. Een vooraanstaande S.P.D.-er noemde dit de tweederden-maatschappij en het A.C.V. noemde het een gespleten samenleving. Het gaat om personen die definitief aan de kant worden gezet met slecht of geen werk, personen die geen organisatie achter zich hebben om hun belangen te verdedigen.

Deze evolutie is niet alleen sociaal onrechtvaardig, maar politiek gevaarlijk. Hierbij komen fenomenen als Le Pen die in dit kille klimaat het goede weer trachten te maken. Het gaat er niet alleen om deze fenomenen te betreuren, maar om het wegnemen van de oorzaken ervan. Zoals de voorzitter van S.O.S.-racisme in Frankrijk zei volstaat het niet die kiezers als racist te bestempelen, het komt erop aan hun problemen op te lossen.

Het is vanuit deze bekommernis dat wij een aantal hoofdstukken van dit regeerakkoord hebben bekeken. En wij moeten tot de constatacie komen dat het er niet zo schitterend uitziet. Volgens ons blijven wij met dit akkoord op hetzelfde spoor verder rijden, ook al zijn een aantal liberale conducteurs, misschien tijdelijk, ontslagen.

Door de vorige Regering werd een slecht scenario gemaakt. De opzet was het versassen van geld van de gezinnen naar het bedrijfsleven, waarna investeringen zouden volgen en daarna zou de werkgelegenheid verbeteren. Wat is daarvan terecht gekomen ?

Het memorandum van het A.B.V.V. van december jongstleden, aan de toekomstige Regering gericht, vermeldt dat slechts 40 procent van de beschikbare middelen worden aangewend voor produktieve investeringen. De gedane investeringen zijn voor een belangrijk gedeelte versluist via de voordelige coördinatiecentra of, zoals in het recente geval Bekaert, hebben zij niet tot tewerkstelling geleid. Daardoor zien wij dat de ondernemingen bijna een beschikbaar vermogen van circa 1000 miljard hebben kunnen opbouwen en dat de ondernemingswinsten tussen 1982 en 1985 met 162 procent stegen. Wij zien tevens dat in 1985 een belastbare winst van 339 miljard werd voortgebracht. Dit bedrag werd op belastbare basis teruggebracht tot 217 miljard, zodat er uiteindelijk 95 miljard belasting, of 28 procent — het beruchte getal dat uit Amerika is overgewaaid — werd betaald. Dat laatste konden wij lezen in een nota die de voormalige minister van Financiën, de heer Eyskens, in maart van vorig jaar heeft gepubliceerd. In het recente OESO-rapport, lezen wij dat de vennootschapsbelasting in België één van de laagste is in Europa.

Maar de tewerkstelling blijft dalen. Cijfers van het RIZIV

tonen aan dat de werkgelegenheid in de privé-sector van 1981 tot 1987 gedaald is onder de 2 miljoen. De optimistische berichten die dit moeten tegenspreken, blijven uitgaan van dubbele tellingen of het verkeerd optellen van full-time en part-time jobs.

Het doet me denken aan redeneringen en vergelijkingen zoals men gebruikt in het rapport van de Commissie der Wijzen waar men één kerncentrale vergelijkt met één kolencentrale of op de T.V.-reklame waar wordt gezegd dat één liter benzine goedkoper is dan één liter water. Dat soort redeneringen maakt dat de strijd tegen de werkloosheid aan het evolueren is tot een strijd over de interpretatie van de werkloosheidscijfers.

De mythe van het neo-liberaal scenario wordt door deze cijfers ontkracht, maar deze Regering zal andere maatregelen moeten nemen om het streven naar „volledige tewerkstelling”, dat zo hoog in het vaandel staat van sommige regeringspartners, niet te bevorderen tot een tweede mythe.

Daarom vinden wij het betreurenswaardig dat in het regeerakkoord weinig of niets terug te vinden is over de arbeidsherverdeling via arbeidsduurverkorting. Arbeidsduurverkorting is één van de taboes geworden in politieke en sociale kringen. In 1979, bij de voorbereidingen van de eerste Regering Martens, durfde men nog spreken over de invoering van de 36-urenweek tegen 1981. Nu spreekt men over de veralgemening van de 38-urenweek, wat trouwens terug te vinden is in het laatste interprofessioneel akkoord dat, inzake arbeidsduurverkorting, eufemistisch gezegd, een flop is geweest. In twee sectoren werd de arbeidsduurverkorting doorgevoerd en niet in de sterke sectoren, namelijk in de hout- en lederverwerking.

Maar niet alleen inzake arbeidsherverdeling vertoont dit regeerakkoord een grote timiditeit. Terwijl de kaderwetten echter de hand worden gehouden om de concurrentienormen te redden, blijft men bij vage aanbevelingen naar de sociale partners in de voorfase van een nieuw interprofessioneel akkoord. Blijkbaar is men de magere resultaten inzake tewerkstelling van het laatste interprofessioneel akkoord vergeten. Zo is er sprake van een consolidatie van de „5-3-3”. De „5-3-3”-operatie die 50.000 arbeidsplaatsen ging creëren, bleef staan op een nettoresultaat van 17.000.

Ik zal niet verder uitweiden over de door ons geformuleerde kritiek inzake een aantal deelaspecten. Ik denk aan het beleid inzake de probleemcategorieën, de langdurige werklozen. Tevens denk ik aan het oriënteringsgesprek waarvoor de jonge werklozen worden opgeroepen. De vraag die hierbij rijst, is of dit zal leiden tot meer tewerkstelling of tot meer controle.

Wat de sociale zekerheid betreft is het zó dat de laatste jaren de werknemers en de werklozen gigantische inspanningen hebben opgebracht om de sociale zekerheid te redden.

De erkenning van het regeerakkoord dat aan de fundamentele van die sociale zekerheid niet wordt geraakt, is een minimale erkenning van deze inspanningen. Laten we niet vergeten dat door deze inspanningen het aandeel van de Staat in de sociale zekerheid gedaald is tot 20 % en de sectoren kinderbijslag, arbeidsongevallen, beroepsziekten en werkloosheid geen staatsubsidies meer nodig hebben. Bovendien kwam de sociale zekerheid voor 15 miljard tussen in de betaling van de wedden van D.A.C., B.T.K. en T.W.W.-ers.

Dat waren de inspanningen, en de vraag is nog, maar wat wordt ervan ongedaan gemaakt ?

De studiedienst van het A.C.V. rekende bij het begin van haar aktie tegen de „gespleten samenleving” uit dat sommige werkloze

samenwonenden tot 49 % hebben ingeleverd. Bijna de helft van hun inkomen ! Meer en meer werklozen vallen terug op een inkomen dat ontoereikend is. Door het Centrum voor Sociaal Beleid werd nagegaan of de minimumuitkeringen in de werkloosheid voldoende zijn. De resultaten zijn schokkend : zo zit een alleenstaande werkloze zonder kinderen 32 procent, een gehuwd paar met een uitkering 33 procent onder het minimum. Drie werklozen op tien heeft een stempeld geld van minder dan 11.000 F. Dit betekent 41 procent van de werkloze vrouwen.

Vandaag heeft de Katholieke vereniging voor gehandicapten bekendgemaakt dat 2.6 miljard werd ingeleverd door de gehandicapten, waardoor een aantal mensen uit die categorie behoren tot de 6 procent die onder de 75 procent zit van dit minimum.

Wat gaat deze Regering hieraan doen ? Berusten in deze ontwikkeling ? Verwijzen naar de geringe financiële marges die er zijn en vergeten dat men nog recente maatregelen, zoals de wet Cooreman-Declercq en het pensioensparen heeft doorgevoerd die de Schatkist tientallen miljarden heeft gekost.

Hierbij stel ik nog een aantal vragen : hoe wordt de 80 miljard besparingen ingevuld ? Wat zal het aandeel zijn van de werklozen en de werknemers ? Wat zal er met het wetsvoorstel Sleenckx gebeuren in verband met de oudere werklozen ? Wordt dit een wetsontwerp ? Wat zal met artikel 143, dat een aantal dagen geleden door de adviescommissie voor de vrouwen naar voren werd gebracht, gebeuren ?

De heer Vandenbroucke. — Uw bekommernissen zijn zeer goed. Maar, het eerst sedert jaren zullen bepaalde werkloosheidsuitkeringen verhoogd worden, zal de toestand van de oudere werklozen verbeterd worden. Uw bekommernis wordt volkomen gedeeld in het regeerakkoord.

De heer Geysels. — Als men dit verhaal hoort, gaat het niet over enkele procenten. Wat er moet gebeuren om een tendens naar een samenleving, waarin bijna 10 procent van de mensen een inkomen hebben dat beneden het minimum ligt, te veranderen ? Dan moeten we over een schokoperatie spreken, zoals u ooit in uw plan hebt vermeld. Dan zullen wij over substantiële verhogingen discussiëren, niet over 2 procent. U kent ook het verschil tussen 2 procent op een wedde van één miljoen en 2 procent op een bedrag van tienduizend frank. Dat kan u vlug uitrekenen.

De heer Claes, Vice-Eerste Minister, Minister van Economische Zaken en Minister van Nationale Opvoeding. — Eén van uw collega's had het over besparingen van 200 miljard. U moet dit alles proberen te rijmen.

De heer Geysels. — Tot slot van dit eerste hoofdstuk kan worden gezegd dat de coherentie die in dit regeerakkoord zit, de coherentie is van het vorige neo-liberaal beleid. Waar het liberale discours wordt verlaten, komt men tot een versnipperd aanbod van maatregelen, waarvan de meeste nog moeten worden uitgewerkt.

Geen globale visie dus, geen alternatief waarbij op een geïntegreerde wijze een werkgelegenheids- en inkomenspolitiek wordt gevoerd. Geen integratie van werkgelegenheid, fiscaliteit en milieuzorg. Geen heroriëntatie van de economie waarbij rechtvaardigheidsprincipes samengaan met de verhoging van de kwaliteit van het leven.

Vandaar een oproep aan alle parlementsfracties hier om een urgentieprogramma te starten inzake zinvolle werkgelegenheid

en rechtvaardige inkomensverdeling. Wij kunnen ons niet veroorloven dat een aantal woorden, zoals rechtvaardigheid, verdraagzaamheid, uit de politieke woordenschat worden geschrapt. Gaan wij die woorden vervangen door woorden, zoals onverdraagzaamheid, racisme en xenofobie? Wie dit wil doorvoeren moet daarvan de gevolgen dragen.

Reeds van bij hun intrede in het Parlement hebben de Groenen dikwijls tevergeefs — een pleidooi gehouden voor een nieuwe politieke cultuur, voor meer politiek fatsoen, als uiting voor het respect voor de kiezer én de burger. Voor ons is dit pleidooi een essentieel onderdeel van de noodzakelijke versterking van de (politieke) democratie.

Verleden jaar nog maakte de heer Vanvelthoven enkele markante gegevens bekend over de toenemende mate waarin de uitvoerende macht haar stempel drukt op het Parlement. En niet alleen door volmachten! Ik ga de cijfers niet opnieuw voorlezen, maar ik herinner eraan dat wij onder Martens-V het genoeg hadden 33 ministers te hebben, 10 staatssecretarissen en 444 kabinetsleden. Bij de laatste verkiezingen ging het om 61 kabinetten en 462 kabinetsleden. Globale kostprijs voor dit alles: 5 miljard.

En niet alleen de kostprijs van de uitvoerende macht steeg. Haar macht ook! Uit de parlementaire statistieken van 1981 tot 1985 kunnen we opmaken dat van de 945 wetsvoorstellen die de kamerleden indienen er slechts 67 de eindmeet haalden en werden goedgekeurd.

Al deze cijfers en analyses hebben verleden jaar een aantal fractieleiders ertoe gebracht in ronde-tafelgesprekken, in interviews in kranten sterke verhalen te debiteren waarin de herwaardering van het Parlement werd bezongen. En zie, na een verkiezingscampagne die een 750 miljoen heeft gekost, kwamen er tijdens de regeringsonderhandelingen terug ronkende verklaringen in de pers omtrent de noodzaak van een nieuwe politieke cultuur.

Op 8 april, een maand geleden, publiceerde een C.V.P.-werkgroep haar aanbevelingen omtrent de versterking van de politieke democratie. Er werd gesproken — uiteraard zou ik zeggen — over de verlaging van het aantal kabinetten. Ja, zelfs van de afschaffing of drastische inperking van het artikel 18 van het koninklijk besluit van 1937. Nationaal secretaris van de C.V.P., de heer Leo Delcroix, voegde eraan toe: „Liever concrete stappen dan ronkende verklaringen”.

Ook de V.U. bleef niet achterwege. Enkele weken geleden nog werd een congres georganiseerd waarin de nieuwe politieke cultuur centraal stond en senator Valkeniers, die blijkbaar de koe bij de horens wilde vatten, diende een wetsvoorstel in voor de beperking van het aantal ministers en staatssecretarissen.

Wat is er van dit alles terug te vinden in het regeerakkoord, in het hoofdstuk „Versterking van de politieke democratie”? Weinig of niets. De giften voor politieke partijen blijven fiscaal aftrekbaar. Het dienstbetoon, waarbij parlamentsleden gedegradeerd worden tot maatschappelijk assistenten blijft bestaan; het artikel 18 blijft behouden en zal worden toegepast; de boekhouding van de politieke partijen blijft gesloten. En bovendien heeft men natuurlijk het aantal ministeriële posten vergroot. En wie maakt deel uit van de Regering? De indiener van het wetsvoorstel tot beperking van het aantal ministers en staatssecretarissen, senator Valkeniers.

België kan trots zijn. Wij behoren niet alleen tot de dichtstbevolkte landen van de wereld, we behoren nu ook ongetwijfeld bij de kopgroep van landen waar de verhouding ministers/inwonersaantal het hoogste is.

Als wij die verhouding toepassen op landen met honderden

miljoenen inwoners, zouden een aantal landen daarvan voetbalstadions moeten afhuren om een ministerraad te houden.

Tot slot, vinden de Groenen het politiek onfatsoenlijk te spreken van een „versterking van de politieke democratie”, als tegelijkertijd, onder het mom van kaderwetten, terug volmachten uit de kast worden gehaald of, zoals door een belangrijk fractieleider, Nederlandssprekend en behorend tot de socialistische familie, nog zegde: „Je kan een snoek wel omdopen tot een karper, maar dan zit je nog altijd in de modder”.

Wij vragen ons af waar in dit regeerakkoord de versterking zit van de rol van de gemeenten, wij hebben gezocht naar de uitbreiding van de rechten van de individuele burger — ook van de buitenlandse burger — en weinig gevonden. Wij hebben nergens maatregelen teruggevonden voor de beperking van de macht van parallelle beslissingscircuits.

De heer Vandebroucke. — Ge hebt zo geijverd voor de openbaarheid van bestuur. Het staat er in. U spreekt over de politieke verantwoordelijkheid. De ministeriële aansprakelijkheid staat er in vermeld. U spreekt over de volmachten en er zullen geen volmachten meer zijn.

De heer Geysels. — Wij gaan hier niet de juridische toer op om te discussiëren over het verschil tussen kaderwetten, zoals die in het regeerakkoord staan vermeld, en volmachten. Trouwens, het citaat dat ik deed, werd voorafgegaan door de vraag aan de betrokken fractieleider, namelijk wat is het verschil tussen kaderwetten en volmachten? Daarop kwam dan het antwoord over de snoek en de karper. Ik heb het niet uit zijn verband gerukt.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil eindigen met te zeggen dat het akkoord, wat de politieke democratie betreft, een tijdelijk contract is, tussen vijf partijen en dat het geen enkel perspectief biedt voor een nieuwe politieke cultuur. Het is een illustratie van de traditionele Belgische politiek, waar het debat vervangen wordt door het arrangement en het Parlement een registreermachine wordt van elders genomen beslissingen.

Bij deze conclusie wil ik, na zoveel proza, eindigen met een versje, een beetje poëzie, van de dichter Roland Holst, die de maandenlange onderhandelingen niet heeft meegemaakt, die dit investituurdebat evenmin heeft meegemaakt, maar het volgende schreef: „Moe en bejubeld kwamen ze thuis, vermenigvuldigd tot een muis”. (*Applaus bij de leden van Agalev en Ecolo*)

M. le Président. — La parole est à M. Ducarme.

M. Ducarme (à la tribune). — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, le débat engagé mercredi s'est prolongé plus que prévu — ou espéré — par certains. Quoi que d'autres en écrivent, en disent ou en pensent, ce débat est, dans l'ensemble, intéressant et appréciable pour l'opposition.

Beaucoup ont parlé de l'accord communautaire. Le contenu institutionnel de votre accord gouvernemental a fait l'objet de nombreuses appréciations et critiques. Nous savons que les intérêts légitimes des francophones ont été bafoués et que les partis au pouvoir ont fait des concessions montrant combien la capitulation francophone sur les valeurs est grande. Il en existe pour prétendre que c'est le prix à payer pour concrétiser une avancée spectaculaire vers le fédéralisme radical. La question qui va se poser, chiffres en main, est: au profit de qui? Ce débat-là reste ouvert et il appartiendra au Parlement de faire son travail lors de la discussion des projets de loi qui seront déposés par le Gouvernement. Nous le ferons ici mais également au Conseil régional wallon, à l'abri d'un certain voyeurisme d'une Flandre unie que les francophones ont servie. En ce qui me concerne, je n'ai pas le sentiment qu'il faille développer davantage ce thème ici.

Ce débat a fait apparaître que les nationalistes flamands, relayés par quelques C.V.P. de service, marquent leur assentiment pour une déclaration gouvernementale qui porte les germes d'un confédéralisme belge favorable à la Flandre. Le S.P. est heureux et semble soulagé d'en être. Les boy-scouts du P.S.C. reprennent les discours de complaisance de gosses au complexe d'œdipe mal résorbé, à l'exception des déçus du „social-démo-christianisme” que sont mes collègues Gendebien et Detremmerie, mais, que voulez-vous, chez ces gens-là, il faut de temps à autre des martyrs. Quant aux socialistes francophones, c'est la méthode Coué : c'est un bon accord, c'est un bon accord, c'est un bon accord, c'est un très bon accord ! (*Exclamations sur les bancs des socialistes*)

C'est un bon accord, comme M. Degroeve l'a dit ; c'est, pour reprendre son discours, l'accord de la rupture, du changement de cap avec la politique néo-libérale des équipes Martens-Gol ; c'est, selon vous, l'avènement d'une politique nouvelle empreinte plus social, de plus de solidarité : c'est le retour du cœur ! A entendre les orateurs socialistes francophones, depuis le 1er mai à ce jour, nous pourrions nous croire transportés en France, au lendemain du 10 mai 1981. Spitaels joue Mitterrand, Moureaux „fait” dans le Badinter, Degroeve nous sert du Mauroy, et je pourrais poursuivre, mais ne tenant pas à comparer Ylief à Chevenement, j'en resterai là !

M. Henry. — Ils sont encore là ! Et, en ce qui vous concerne, vous agissez comme Chirac !

M. Ducarme. — Ce jeu-là, que vous avez essayé d'entreprendre au soir du 13 décembre 1987, il n'a pu réussir et ne réussira pas (*tumulte*), et ce pour quelques raisons simples et claires. Pour m'exprimer tel que M. Spitaels le ferait, je dirai ...

M. Collart. — Il ne faut pas parler au nom d'un grand homme !

M. Ducarme. — 1^o votre fermeté francophone s'est dégonflée comme une baudruche ;

2^o votre retour du cœur ne se traduit pas dans les textes ;

3^o votre résistance à la Flandre s'est muée en un armistice avec le C.V.P., payé fort cher, et une amnistie amorale avec la Volksunie ; (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

4^o vos promesses fiscales se sont muées en impôts nouveaux sur l'investissement, le travail et la consommation ;

5^o votre base militante — et je ne crois pas que ce soit excessif, Monsieur Di Ruvo — est désœuvrée et assimile très mal le retour de la rancœur que vous lui faites vivre pour l'instant ;

et 6^o vous avez voulu jouer du Mitterrand mais le socialisme francophone belge sans Mitterrand, c'est le charisme en moins et c'est donc peu de chose. (*Exclamations sur les bancs socialistes*)

Permettez-moi de vous dire que ce ne sont pas des affirmations gratuites. Pour vous le démontrer, venons-en au fond des dossiers.

Venons-en au retour du cœur.

Pendant la campagne électorale, vous avez utilisé une affiche dont la photo n'est autre que la couverture du dernier ouvrage d'Alfred Sauvy : „L'Europe submerge : sud — nord dans 30 ans”.

Avec une telle utilisation d'image, à la suite de la publication Moureaux-Lizin „la gauche face aux illusions néo-libérales”, qui est une tentative de trouver la voie socialiste unifiant les aspirations individuelles et l'obsession de l'Etat, j'ai relu votre programme électoral pour y trouver votre nouvelle conception de la solidarité sociale. Une conception qui s'inscrit dans la grande préoccupation d'une évolution démographique défavorable. Une conception qui permet de garantir l'assurance sociale indispensable sans pénaliser la jeunesse et le travail par un alourdissement

des cotisations sociales. Ce fut une première déception car votre programme semblait adressé aux clientèles syndicales, mutualistes et coopératives, rien de neuf sous le soleil.

Vous sachant à la tâche depuis de longs mois pour former le Gouvernement, je m'attendais à une déclaration gouvernementale explicite et novatrice.

Mais que pouvons-nous y lire :

Le financement de la sécurité sociale doit être adapté en concertation avec les interlocuteurs sociaux. Tout en maintenant un caractère mixte au financement fondé sur des cotisations des employeurs et des travailleurs et des subventions de l'Etat, cette adaptation doit porter sur les éléments suivants :

— la possibilité de réaménager les cotisations en tenant compte du développement démographique ;

— les normes de fixation des subsides de l'Etat, normes qui, sans compromettre la responsabilité des secteurs, doivent être basées sur des critères établis en concertation avec les interlocuteurs sociaux ;

— la définition du rôle du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, qui doit pouvoir fonctionner comme fonds de trésorerie ; et enfin

— le Bureau du Plan sera chargé d'étudier les effets d'une modification totale ou partielle de la base de financement et les résultats en seront examinés par le Conseil national du Travail.

Que pouvons-nous en retenir ?

— C'est le maintien sans aucune perspective nouvelle d'une sécurité sociale classique fondée sur le seul niveau des cotisations sociales ;

— c'est l'absence de tout projet qui tienne compte du vieillissement de la population et de l'inadéquation du système classique de redistribution pour rencontrer les préoccupations des plus démunis ;

— c'est le retour à la concertation permanente avec les interlocuteurs sociaux, c'est-à-dire la paralysie par l'addition des contraintes, l'intérêt particulier des groupes et l'auto-protection des clientélismes ;

M. Henry. — C'est l'individualisme interfédéral !

M. Ducarme. — C'est colmater les fissures en jouant les vases communicants ;

— c'est, enfin, l'aveu du statu-quo par un encommissionnement de toute réforme par une étude, à effectuer par le Bureau du Plan et à examiner par le Conseil national du Travail.

M. Collart. — Il ne s'agit pas de regarder la couverture mais d'en lire le contenu et de le comprendre !

M. Ducarme. — Dès lors, Messieurs, vous jouez l'image. Faudrait-il encore jouer le fond, et si vous prenez comme affiche une donnée telle que celle-là, il faudra peut-être envisager de le lire et de l'examiner et que nous dit Sauvy ? Une fois de plus, il ne s'agit pas d'intelligence — donc ce n'est pas grave pour vous, Monsieur Collart — mais du courage :

— personne n'ose chercher le vrai ;

— ceux qui cherchent n'osent pas le trouver ;

— ceux qui le trouvent n'osent pas le dire ;

— ceux qui le disent ne sont pas écoutés ;

— ceux qui écoutent ne sont pas en état d'agir.

(*Interruption de Mme. Lizin*). Madame Lizin, j'aimerais que vous ayez peut-être une attitude un peu plus nuancée par rapport à la Chambre, je sais que dans cet ouvrage, dont j'ai fait référence

tout à l'heure, et qui s'intitule „La gauche face aux illusions néo-libérales”, vous avez écrit que le rédacteur en chef de J.T.L. avait plus d'importance que les Présidents de la Chambre et du Sénat. N'empêche qu'il faudra, néanmoins, à l'avenir veiller à cela.

Mme. Lizin, Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992, adjoint au Ministre du Commerce extérieur. — C'était avant mon arrivée à la Chambre !

M. Ducarme. — C'était effectivement avant votre arrivée. Cependant, il faut être permanent quand on mène des actions politiques. (*Applaudissements sur les bancs P.R.L.*)

Mme. Lizin, Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992, adjoint au Ministre du Commerce extérieur. — Excusez-moi, mais c'était avant votre élection, Monsieur Nothomb !

M. Ducarme. — Ah ! Vos écrits ne visaient pas M. Nothomb. Cependant, M. Nothomb, Madame Lizin vous a complètement assimilé à la Chambre. Vous êtes donc devenu un meuble de l'Etat. C'est bon à noter.

M. le Président. — Poursuivez Monsieur Ducarme.

M. Ducarme. — Revenons-en à l'essentiel, le dossier de la sécurité sociale.

Nous savons tous, tous les techniciens suffisamment indépendants des caisses d'assurances, des mutuelles, des syndicats et les organisations professionnelles le savent, nous ne pourrions nous en sortir qu'en amendant fondamentalement le système en introduisant répartition et capitalisation, au besoin en recourant au privé.

M. Collart. — Cela nous intéresse beaucoup.

M. Ducarme. — Oui, mais c'est la seule possibilité de s'en sortir. Lisez Sauvy. A défaut de recours éventuel vers le privé, nous restons passifs face, à terme de 10 ou de 20 ans à un formidable conflit de génération entre actifs et inactifs, entre aînés et jeunes.

C'est dans ce dernier propos que vous devrez trouver l'accent libéral en matière de sécurité sociale. Il ne s'agit pas de détruire mais bien de bâtir une sécurité sociale à l'exigence du temps. Mais dites-moi, où est l'accent socialiste, où est la modernité de la gauche si ce n'est le retour en force des mutuelles et autres intermédiaires qui ne sont ni plus ni moins que des filtres gloutons entre les citoyens et l'Etat. Mais cela va plus loin. (*Applaudissements*) (*Interruption sur les bancs socialistes*).

La caractéristique fondamentale de l'accord, est une volonté de supprimer tout droit de tutelle active du Gouvernement dans le secteur de la sécurité sociale, puisque, fait nouveau, une gestion paritaire globale soutiendra la gestion paritaire par secteur ! Où en sont les principes de bonne gestion, secteur par secteur ? Noyés et rendus caducs non seulement par le retour des groupes de pression, mais aussi, et le projet actuel ne le cache pas, par un changement du rôle du fonds d'équilibre financier. Au mépris de l'orthodoxie financière, le Fonds sera en fait un fonds de trésorerie pour les secteurs en difficultés, alimenté par des spéciales nouvelles portant atteinte à la compétitivité des entreprises.

Il est vrai que celles-ci ne seront pas seules à devoir financer la sécurité sociale. Chaque citoyen devra y contribuer par le biais de cotisations. Vous promettez une augmentation des pensions, mais vous décidez en même temps de lever une cotisation supplémentaire pour les soins de santé des personnes âgées. La retenue actuelle sur les allocations familiales ainsi que sur ceux qui n'ont pas d'enfant est transformée en cotisation.

Cette politique va totalement à l'encontre de toute cohérence.

En lieu et place d'étudier le coût de chaque secteur, d'en exiger une bonne gestion, d'en étudier tous les mécanismes structurels pervers qui n'enrichissent que certains au détriment de la population toute entière et de l'Etat, vous voulez augmenter les cotisations, les subsides de l'Etat, ou puiser dans les réserves d'un secteur pour en financer d'autres.

Vous prétendez que l'équilibre financier des divers régimes restera une priorité et ce notamment par le contrôle des abus. Mais assez curieusement, les abus, selon vous, semblent se situer d'un seul côté, celui des prestataires. Le bénéficiaire, quant à lui, verra sa sécurité juridique confortée, verra diminuer la quantité de preuves à apporter pour l'octroi d'une prestation, et, son droit à tout sera consacré dans la charte de l'assuré social.

En fait, vous voulez ignorer que la mutation de notre société est l'occasion de revoir dans ses principes la sécurité sociale et donc de faire des choix.

Quels choix faites-vous ? J'en épingleurai deux.

Tout d'abord, votre projet de loi de Banque sociale de Carrefour. Elle privilégie le fichage de tous au détriment de l'exigence du droit individuel au respect de la vie privée, notamment en matière de données médicales, dont vous permettez l'enregistrement et le stockage. (*Applaudissements sur les bancs P.R.L.*)

Porter ainsi atteinte au principe du secret médical, seul garant d'une bonne médecine, aurait dû lancer un nouveau débat de société. Qui est le propriétaire du dossier médical ? Le médecin ? Mais en fait, il n'en est rien.

Si je peux aisément comprendre que pour la rationalisation et l'efficacité administrative, des mesures d'informatisation sont demandées, cela ne peut assurément se faire en mettant en jeu le respect de la vie privée. C'est surtout vrai en matière de secret médical. Le danger auquel celui-ci est exposé, et les spécialistes en la matière ainsi que la Commission de la Protection de la Vie privée le reconnaissent, c'est la menace de mise des données médicales sur programmes auxquels l'accès est bien plus aisé et rapide que les dossiers classiques, l'ordinateur constituant une banque de données immédiatement accessibles. L'identifiant unique du numéro du Registre national étant l'instrument idéal de connexion des banques de données, dans lesquelles chaque citoyen sera fiché.

Quelles que soient les clefs de protection que vous puissiez imaginer personne n'osera affirmer leur sécurité absolue, vous aurez compris que nous passerons ce projet au crible.

Le deuxième point est relatif au contrôle des dépenses. Si votre Gouvernement estime qu'une maîtrise des dépenses de santé sera obtenue par une réforme fondamentale du régime de l'Assurance Maladie Invalidité, je puis partager ce point de vue. Mais tout le problème consiste à savoir de quelle réforme il s'agit. Le lecteur attentif de votre programme aura vite deviné que cette réforme ne vise en fait qu'à mieux asseoir le pouvoir des mutuelles dans les systèmes de dispensation de soins et de prendre aux médecins le peu qu'il leur reste pour pouvoir exercer correctement leur art.

Car, que se cache-t-il derrière la réforme des mutuelles ? Cette réforme ne vise en fait qu'à légitimer les anomalies mises en évidence par l'audit des mutuelles et dont la presse flamande a donné un large écho, reprenant le dossier du comité supérieur de contrôle.

Alors qu'auparavant les missions des mutuelles étaient énumérées de manière précise et restrictive dans la loi de 1894, votre projet, maintenant, reconnaît à toute mutuelle le droit de s'occuper de toute mission, tant que celle-ci s'inscrit dans le

cadre de la définition de la santé par l'O.M.S., c'est-à-dire le bien être physique, mental et social de l'individu.

Si cette définition fût très noble, n'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur pareille extension des missions ? Est-ce bien le rôle d'une mutuelle, telle qu'il a été historiquement justifié, de s'occuper de secteurs qui n'ont en fait rien à voir avec la santé proprement dite ? Ou alors aurions-nous tellement de moyens financiers pour s'offrir ce luxe ? (*Interruption sur les bancs socialistes*)

Quant au contrôle financier et comptable mis en place, objectif principal du projet, rappelons-le, il est piquant de constater que la tenue des comptes doit se faire conformément à la loi de 1979 sur les comptes annuels des entreprises, mais qu'il appartient au Roi, sur proposition du ministre de tutelle des organismes assureurs, de décider quels articles de cette loi ne s'appliquent pas aux organismes assureurs ou de déterminer les règles de gestion des disponibilités. Lorsque l'on sait que les organismes assureurs brassent plus de 350 milliards par an, ces dérogations sont inadmissibles et les conditions de gestion doivent être définies par le législateur lui-même.

S'agissant du contrôle, il est effectué par des réviseurs d'entreprises agréés par la commission, mais choisis par les mutuelles. Mais ces réviseurs n'ont pas les pouvoirs quasi illimités de ceux de la commission bancaire, qui reste un exemple d'indépendance admis par tous. La structure même de la commission de contrôle est habilement élaborée et vise en fait, sous l'apparence de l'indépendance, à permettre que les mutuelles puissent se contrôler elles-mêmes. (*Nouvelle interruption sur les bancs socialistes*)

Enfin, pour couronner le tout, le projet en question n'aborde pas le problème de la responsabilité financière des mutuelles, ce qui devrait être à l'évidence la pierre angulaire de toute réforme.

Mais à côté de l'accroissement du rôle des mutuelles dans la gestion de l'A.M.I., il ne faut pas escamoter la volonté qui se profile à l'horizon d'enlever aux médecins, le contrôle qu'ils exerçaient sur leurs pairs. Vouloir faire juger par des fonctionnaires ou des personnes désignées par le Roi la quantité de soins que recevront les malades, est un procédé inacceptable par toute démocratie digne de ce nom. Le Gouvernement ne doit pas confondre gratuité des soins, contrôle des dépenses et droit aux meilleurs soins, dans le respect du droit et des libertés de chacun.

Je pourrais poursuivre en égrenant perle sur perle ; ce serait trop long mais nous resterons à votre disposition pendant la législature.

Le Ministre des Affaires Sociales nous expliquera sans doute, avec détails et application, la portée de ses suggestions nouvelles, d'ailleurs contenues dans sa proposition de loi du 22 mars visant à prévenir et à combattre la pauvreté. Elle contient de bonnes pistes. Nous les examinerons.

Ce que nous vous demandons cependant, c'est de reconnaître les acquis sociaux des deux dernières législatures. Votre tentation est grande de faire l'impasse sur Martens-Gol pour ne pas en reconnaître le profit pour le pays.

N'oubliez pas, si quelques avantages sont octroyés, ils se situent avant tout dans le prolongement des décisions antérieures et ce, pour ne citer que l'indexation de 2 % du minimex, des allocations aux handicapés, et du revenu garanti aux personnes âgées, en 1989. Quant au relèvement en 5 ans du minimex pour isolés avec enfants à charge, la décision avait aussi été prise en Conseil des Ministres du 11 août 1987.

Pour le reste, nous verrons. Mais, aujourd'hui le retour du cœur n'est toujours qu'un slogan de campagne électoral. En fait, nous assistons au retour des groupes de pression et au cœur figé dans le corporatisme.

Monsieur le Premier Ministre, que reste-t-il de notre réforme fiscale ? Certainement plus M. Eyskens ! Comment pouvez-vous expliquer que le projet en août 1987 et qui devait être déposé au Parlement en octobre dernier ne soit pas présenté ficelle dans votre accord gouvernemental.

Qu'en dit M. Eyskens, a bout portant, dans *Le Soir* : je le cite :

Les points à trancher demeurent nombreux et difficiles. Question : pouvez-vous en faire l'inventaire ? Réponse : l'étalement du projet dans le temps et le choix des mesures compensatoires. Mais, avant cela, ce qu'il faudra faire, c'est décider le champ d'application du décumul.

Deuxième question : vous voulez dire fixer les plafonds de revenus phase par phase ?

Réponse de M. Eyskens : vous savez bien qu'on n'est toujours pas d'accord sur une question essentielle : décumuler les seuls revenus professionnels ou l'ensemble des revenus, immobiliers et mobiliers compris.

M. Eyskens fait d'ailleurs remarquer très justement que, M. Maystadt, prenant son département ministériel est, en termes ornithologiques, dans le langage populaire „un coucou” et, dans un langage bien connu de M. Wathelet, celui des tendeurs „un serin sini”. M. Wathelet comprendra car, Dieu sait s'il est tendre !

La suite de cette article dans *Le Soir* de M. Eyskens : „En matière de politique fiscale rien n'est acquis.

C'est clair, rien n'est acquis d'autant que vous subordonnez la mise en application de la réforme à la stricte neutralité budgétaire.

Notre projet était de diminuer la pression fiscale. Il suffit, pour s'en convaincre de reprendre le texte Eyskens dans „le redressement des années 80”, brochure publiée par le Ministère des Finances en janvier dernier :

„La réforme fiscale envisagée vise à ramener l'impôt des personnes physiques à un niveau comparable à ce qui est demandé aux habitants d'autres Etats membres de la C.E.E. au titre de contribution raisonnable au bien-être général. Notre situation géographique et les mesures qui ont été prises ou qui seront prises par nos principaux partenaires commerciaux pour abaisser l'impôt sur les revenus du travail, nous laissent d'ailleurs peu de choix en la matière. Il est un fait que les taux d'imposition sont, soit un atout, soit un handicap pour un pays opérant sur le marché mondial.

Il importe également que la réforme fiscale constitue une des pierres angulaires d'une politique d'expansion. La nécessité de poursuivre l'assainissement des finances publiques et les prévisions macro-économiques moins favorables pour les années futures exigent qu'un „dividende fiscal” soit autofinancé pour qu'il soutienne la demande intérieure.”

Il ne s'agit plus aujourd'hui d'une réforme fiscale mais d'un transfert interne dans la fiscalité. Avec nous, les Belges ne paieront pas moins d'impôts, ils paieront autrement, si pas plus, l'indexation de tous les montants figurant au code des impôts sur le revenu n'apparaissant pas dans votre projet.

De plus, vous voulez financer votre projet en alourdissant la fiscalité sur l'entreprise.

Comment pouvez-vous ignorer que la commission européenne vient de mettre en évidence que les sociétés belges auraient payé, en 1987, 56 milliards d'impôts en moins si ceux-ci s'étaient situés en pourcentage du P.I.B. au niveau de la moyenne européenne ?

Comment pouvez-vous ignorer que les recettes de l'impôt des sociétés sont celles qui ont le plus progressé entre 1981 et 1987, passant de 87 MIA en 1981 à 170 MIA en 1987 ?

Comment pouvez-vous ignorer la mise en garde de la Banque Nationale qui estime, dans son dernier rapport annuel, que le financement de la réforme fiscale ne peut se faire sur le dos des entreprises, tellement la maîtrise d'évolution des coûts est un impératif constant par rapport à nos partenaires commerciaux, surtout dans une économie où le commerce extérieur a des répercussions tellement importantes sur la production, l'emploi et les revenus.

Passons maintenant les cinq chapitres en revue en comparant les deux projets.

I. Le projet se décompose en cinq chapitres :

1. Décumul :

Projet Eyskens : décumul intégral dès les revenus 1989.

Projet Dehaene : décumul plafonné à 900.000 francs dès les revenus 1989. Le plafond serait ensuite progressivement libéré par palier pour rendre le décumul intégral en 1992.

2. Quotient conjugal :

Projet Eyskens : 70/30 avec plafonnement à 900.000 francs.

Projet Dehaene : 70/30 avec plafonnement à 600.000 francs puis relèvement progressif jusqu'à 900.000 francs selon le même calendrier.

3. Déductions pour enfants à charge :

Projet Eyskens :

- 35.000 francs pour le 1er enfant
- 55.000 francs pour le 2ème enfant.
- 112.000 francs pour le 3ème enfant.
- 125.000 francs pour le 4ème et suivants.

Projet Dehaene : en phase de départ et en phase finale :

- 33.000 et 35.000 francs pour le 1er enfant.
- 50.000 et 55.000 francs pour le 2ème enfant.
- 100.000 et 112.500 francs pour le 3ème enfant.
- 120.000 et 125.000 francs pour le 4ème et suivants.

Concernant le minimum fiscalement examiné, il y a effectivement un progrès : pour un isolé, vous passez de 150.000 à 165.000 francs.

Pour un couple, par personne : 130.000 francs.

En ce qui concerne le taux marginal maximum, il était prévu qu'aucun contribuable ne paierait un impôt égal ou supérieur à 50 pourcent de son revenu imposable total, et la cotisation spéciale de solidarité serait maintenue aussi longtemps que le financement du chômage l'exigerait.

Que faites-vous ? Vous supprimez cette cotisation de solidarité et vous passez de 50 à 55 %, mais alors vous ne remplissez pas un des contrats de la précédente majorité qui consistait à dire : par rapport aux autres pays de la Communauté européenne, nous allons nous situer de toute manière à 50 %. Si, en fonction de la conjoncture et de la situation enregistrée dans le pays, il faut prévoir une autre cotisation, nous le ferons, mais nous voulons, par rapport aux autres pays de la Communauté, nous situer à 50 % et non à 55 %.

C'est donc là aussi un recul.

Quant au coût de la réforme, le projet de l'ancienne législature indiquait 88,7 milliards en vitesse de croisière. Vous prévoyez 62 milliards dans une première phase, et 93 milliards en vitesse de croisière, à condition que l'opération soit tout à fait neutre sur le plan budgétaire. Cela veut dire que l'on pourrait, après une année ou deux, remettre tout en question et après le précédent de 1980, sous le gouvernement Martens III, vous devez comprendre nos appréhensions. Nous risquons une fois de plus

de voir les contribuables belges être les dindons de votre farce qui essaye de prévoir un certain nombre d'étalements, mais qui en réalité y renonce — en invoquant d'autres prétextes. Et c'est là, je crois, toute l'importance de la volonté de neutralité, par rapport au budget : le fait de renoncer à un des principes de la réforme fiscale qui consistait à affirmer qu'il y avait un élément d'incitation sur le plan économique, et aussi de revoir tout le timing.

Revenant au financement, la comparaison est éloquent :

	Martens-Gol	Martens-Moureaux
1. Limitation de déductibilité de certaines dépenses professionnelles, réduction ou suppression de certaines dépenses fiscales :	44 milliards	45 à 55 milliards
2. Réduction des dépenses de l'Etat :	A envisager	non repris
3. Harmonisation de la fiscalité indirecte :	20 milliards	35 milliards
4. Effets induits : relance du pouvoir d'achat :	de 9 à 17,6 milliards	non repris

C'est le transfert interne pur et simple à l'intérieur de sa fiscalité.

Pour combattre notre réforme fiscale, le P.S. a utilisé trois arguments. Le P.S. voulait le décumul intégral dès 1988 ; ce sera une première tranche en 1989, après on verra. Le P.S. critiquait erronément le fait que nous reprenions d'une main ce que nous donnions de l'autre ; aujourd'hui vous le faites. Vous l'indiquez dans la déclaration gouvernementale. Le P.S. critiquait la réforme avec cette formule lapidaire : „3 % font 75 %". Qu'en est-il ?

Revenus	Martens-Gol	Martens-Moureaux
de 0 à 750.000	25 MIA (= 28 %) <	31,6 MIA (= 34 %)
de 750.000 à 1.500.000	38 MIA (= 43 %) =	38 MIA (= 41 %)
supérieurs à 1.500.000	26 MIA (= 29 %) =	23 MIA (= 25 %)
	89 MIA (= 100 %)	94 MIA (= 100 %)

Vous avouez aussi que votre formule „3 % font 75 %", ce n'était que des paroles de meeting ! Sinon vous auriez transformé d'une autre façon cette réforme fiscale. Vous en avez été incapable. Ce n'étaient donc que des vains mots.

Monsieur le Vice-Premier Ministre Wathelet, vous êtes un homme intelligent. Vous êtes même malin et ce, dans l'acception positive du terme. Après l'appel de Petit-Rechain, signal à gauche, vous vous êtes tu. Contrairement à M. Maystadt qui a estimé, à un moment se terminant le 13 décembre au soir, qu'il fallait avoir le courage de dire non, vous avez eu la lucidité toute sociale-chrétienne d'avoir le courage de ne rien dire. Aujourd'hui, vous êtes le patron de M. Maystadt, le premier démocrate chrétien suivant ses propres dires, au département des finances. Attention, M. Wathelet, que l'aménagement fiscal ne s'abatte pas sur les P.M.E. et les indépendants. Attention à ce qu'elle se fasse.

Nous attendons votre projet de pied ferme. Si vous le désirez, Monsieur Wathelet, je vous donnerai une copie de mon intervention en quittant cette tribune.

M. Wathelet, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Je vous remercie, je ne dois donc pas prendre notes.

M. Ducarme. — J'en viens maintenant à votre résistance wal-

lonne et francophone. A ce sujet, il est assez intéressant de rappeler qu'un des arguments préféré des socialistes francophones contre les deux coalitions qui viennent de se succéder, était d'invoquer avec force et sans relâche qu'il s'agissait d'un gouvernement belgo-flamand. Nous avons vu les orateurs de votre formation politique se répandre partout en disant que caution était donnée par le P.R.L. et le P.S.C. à un gouvernement belgo-flamand.

Je me suis livré à une petite analyse, l'objet étant de voir quel est le poids budgétaire en investissement de chaque poste ministériel. J'ai fait ce calcul en reprenant un document qui, je crois, est incontestable : le budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1988, pour ce qui a trait à 1987 (ajusté).

Quel est le poids des différents ministres francophones ? Au niveau des investissements et tenant compte qu'une partie des dépenses courantes de la défense nationale peut être reprise en investissements, savez-vous ce que pèse M. Coëme.

M. Baudson. — Monsieur Ducarme, je vous demande de modifier votre vocabulaire.

M. Ducarme. — Je demande si vous savez ce que pèse M. Coëme budgétairement.

M. Baudson. — Il y a une amélioration.

M. Ducarme. — 5,69.

M. de Donnée. — Il faut qu'il ait la permission de M. Tobback parce que c'est lui le vrai patron des affaires intérieures.

M. Ducarme. — Connaissez-vous le poids budgétaire de M. Busquin ? 3,53 %. Et celui de M. Ylieff ? 0,65 %. M. Moureaux ? 3,20 %. M. Wathelet ? 1,78 %. M. Maystadt ? 5,13 %. Enfin, connaissez-vous le poids budgétaire de Mme. D'Hondt ? 22,61 %. Celui de M. Dehaene : 14,38 %.

Au total, le C.V.P., et c'est tout à son honneur, obtient 43,92 % en moyens budgétaires et d'investissement dans la présente coalition gouvernementale. Ajoutez y la Volksunie et le S.P., cela fait 50,97 %. Le P.S. et le P.S.C. réunis ne représentent que 19,98 %. Question gouvernement belgo-flamand vos négociateurs obtenaient un contrôle des investissements de 50,97 % pour les Flamands. Il ne faut pas compter dans ce pourcentage les dotations au niveau des Régions ainsi qu'un certain nombre d'autres matières.

M. Schiltz, Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique. — Il n'y a que les sous qui comptent !

M. Ducarme. — Je n'ai pas l'impression Monsieur Schiltz, que vous avez négocié sans tenir compte du pouvoir que représentaient les investissements. Ce que je sais, c'est que le total francophone du poids budgétaire et des investissements est de 19,98 % contre 50,97 % pour la partie flamande.

Si nous ramenons ces chiffres aux moyens du Gouvernement national en tant que tel, excluant les dotations, cela signifie que les ministres francophones ont une capacité de 28,16 % contre 71,84 % pour les ministres flamands. Le rapport est presque de 1 à 3 entre le sud et le nord du pays !

Sous la précédente législature les francophones maîtrisaient 40 % des dépenses d'investissement, ce qui correspondait à la clé de répartition communément admise entre le nord et le sud du pays.

Permettez-moi de vous dire, Messieurs les socialistes, vous qui pendant de nombreuses années vous êtes gaussés de cette question de gouvernement belgo-flamand, que vous avez mis en place un gouvernement flamando-flamand. Allez-donc expliquer en Wallonie et à Bruxelles que, grâce aux moyens engrangés, vous avez la possibilité de mener une politique de relance sélective

avec de telles possibilités de travail. Je crains que personne ne puisse croire votre point de vue.

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le ministre, les incertitudes sont nombreuses. Dès demain, pas à pas, dossier par dossier, projet par projet, nous allons, sinon corriger le tir, tout au moins rester fidèles à nos engagements, à nos principes, à nos idées, à notre programme.

Pour conclure, j'emprunterai au nouveau Ministre des Finances, dans son livre « Ecouter et puis Décider » ces quelques phrases d'une grande profondeur : „La famille, et plus encore la famille nucléaire est restée un lien tout à fait privilégié de rencontre, d'affection et de créativité.”

Cela me fait penser à la phrase que je me suis répété souvent quand j'étais jeune et que je me répète encore maintenant, lorsque je rencontre une difficulté ou que je vis une déception. Pour garder le moral je me dis : „ne t'en fais pas, de toute façon, on t'attend chez toi ce soir”. La famille est effectivement notre premier et notre dernier rempart et son rôle est sans doute plus grand encore dans les périodes d'incertitude ou de difficulté. (Fin de citation).

L'action libérale menée avec détermination depuis 1981 fait que nous allons rentrer dans nos familles avec sérénité et espoir.

Mesdames, Messieurs les francophones de la majorité, nous vous en souhaitons autant. Mais prenez garde, même là, l'on sait, l'on connaît, le langage francophone, l'abandon wallon, la remise en cause fiscale.

Mesdames, Messieurs, bon retour et à bientôt. (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L. et du P.V.V.*)

De heer Voorzitter. — De heer Denys heeft het woord.

De heer Denys (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, dames en heren Ministers, collega's, onze fractie heeft op een sterke wijze geparticipeerd aan het debat. Meer dan vijftien collega's hebben telkenmale een verschillend aspect van dit regeerakkoord behandeld. Doelbewust hebben wij als laatste aspect van het regeerakkoord het financieringssysteem dat zal toegepast worden voor de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten gekozen.

De heer Van Elewycck. — U zegt dat er vijftien van uw collega's hebben gesproken. Konden die anderen dan niet lezen ?

De heer Denys. — Wanneer u mij wenst te onderbreken, dan verzeker ik u dat ik nog twee uur op deze tribune zal staan. Dat is voor mij geen enkel probleem.

De heer Van Elewycck. — De heer Denys heeft al twee dagen vanop zijn bank het woord.

De heer Voorzitter. — De heer Denys heeft thans officieel het woord. Hij heeft het recht te spreken. Mijnheer Denys, laat u niet afleiden.

De heer Denys. — Wij hebben doelbewust het aspect van de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten als laatste thema gekozen, omdat dit naar ons gevoelen misschien het meest cruciale van gans het regeerakkoord is. Het heeft namelijk rechtstreeks met de twee top-prioriteiten van deze regering te maken, zijnde het hersteldbeleid en de Staatshervorming.

Alvorens hierop echter dieper in te gaan, wens ik eerst nog een meer algemene bedenking te maken. Wij hebben met aandacht dit debat gevolgd omdat wij wilden weten welk Martens-beleid er nu uiteindelijk zal gevoerd worden. Degenen met een goed geheugen weten dat wij in het verleden al diverse keren een verschillend Martens-beleid hebben gekend. Het Martens-

beleid er nu uiteindelijk zal gevoerd worden. Degenen met een goed geheugen weten dat wij in het verleden al diverse keren een verschillend Martens-beleid hebben gekend. Het Martens-beleid tussen 1979 en 1980 was dat met het Rooms-rose gezicht. Dit beleid leidde tot een werkelijke ontsporing van de overheidsfinanciën, met als gevolg een verdubbeling van het begrotingstekort op enkele jaren tijd. Het Martens-beleid van 1977-1980 was ook een beleid...

De heer Martens, Eerste Minister. — Het was 1979-1981.

De heer Denys. — Inderdaad, u heeft gelijk. 1980 was ook het jaar waarin er 85.000 werkplaatsen verloren gingen in de privé-sector. Toen hebben wij een ander beleid gekregen, met name het Martens-beleid met wat ik zou noemen het lichtblauwe gezicht. Dat was het Martens-beleid tussen 1982 en 1985. Toen zijn wij erin geslaagd om de eerste ommekeer te bewerken, om het begrotingstekort te stabiliseren en om de afbouw van de tewerkstelling te verminderen. Uiteindelijk kwam er het Martens-beleid met het hemelsblauwe gezicht. Dat was het Martens-beleid met de factor Verhofstadt, dat wij tussen 1986 en 1987 gekend hebben. Met dat beleid zijn wij erin geslaagd het begrotingstekort met vier punten te verminderen. Dank zij dat beleid steeg ook de tewerkstelling in de privé-sector het laatste jaar met 35.000 eenheden.

De heer Eric Van Rompuy. — Alleen dank zij de P.V.V.

De heer Denys. — Welnu, wanneer wij ons op het einde van dit debat de vraag stellen welk Martens-beleid wij nu zullen krijgen, dan stellen wij vast dat dit een Martens-beleid zonder gezicht is. De tegenstrijdigheden tussen wat er aan C.V.P.-zijde en aan S.P.-zijde gezegd werd zijn zeer groot. Wanneer het waar is dat zoals aan C.V.P.-zijde wordt gezegd, het herstelbeleid zal worden verder gezet, dan hebben alle socialistische partijen die op 1 mei een redevoering hielden, hun militanten allemaal belogen en bedrogen.

Collega's, één persoon heeft op 1 mei de waarheid gesproken en dat is de heer Louis Tobback, of moet ik zeggen partijvoorzitter Louis Tobback.

De heer Temmerman. — Zeg maar Louis, dat is voldoende. *(Gelach)*

De heer Denys. — Ik stel vast dat de nationale regering niet alleen een parkeergarage is geworden voor de Gewestexecutieve maar eveneens voor het partijvoorzitterschap. Voor wat het aspect t.a.v. de instellingen betreft zijn we dus op de goede weg.

Collega's, Minister Tobback heeft op 1 mei gezegd dat de tekst van het regeerakkoord een grote kapstok is waar iedereen die het wil zijn jas kan ophangen naargelang het hem best uitkomt, maar dat in feite de uitvoering en de mensen die het uitvoeren van belang zijn en zij het beleid zullen bepalen.

De heer Sleetckx. — En dat is Minister Tobback !

De heer Denys. — Als ik de samenstelling van deze Regering bekijk dan vind ik dit de meest travaillistische samenstelling sedert de tweede wereldoorlog *(Applaus bij de S.P.)* ... U ziet dat ik de waarheid spreek want ik krijg zelfs applaus van de S.P.-fractie.

... want op de 32 ministers en staatssecretarissen, buiten de 3 van de Volksunie die toch niets te zeggen hebben, constateer ik dat er slechts twee C.V.P.-staatssecretarissen zijn, een voor de middenstand en een voor de landbouw. Al de andere C.V.P.-ers behoren tot de A.C.V. vleugel; al de anderen zijn rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden met de grote machtsgroepen die we kennen, met name de twee grote vakbonden en de twee grote

mutualiteiten. Ik ben het dus eens met Louis Tobback wanneer hij zegt dat de samenstelling van de Regering het beleid zal bepalen.

Collega's, wat mij het meest getroffen heeft is dat men erin slaagt vooral langs Vlaamse zijde met groot enthousiasme en met een ongelooflijk triomfalisme slechte zaken te verkopen als een grote Vlaamse overwinning...

De heer Coveliers. — Niet wij zeggen dat !

De heer Denys. — ... zaken die ofwel reeds lang verworven waren, zaken waaraan de Vlaamse en Waalse handelaars tijdens het debat tegenstrijdige interpretaties geven of zaken — zoals de toekomstige financiering van Gewesten en Gemeenschappen — die voor Vlaanderen ronduit nefast zijn. Ik krijg de indruk dat de Vlaamse onderhandelaars in het zogenaamde optreden als één Vlaamse front en het permanent onderhouden van contacten met de cultuur- en strijdverenigingen, een alibi gevonden hebben om zelfs de meest twijfelachtige compromissen als „zeer goed” te verkopen. Blijkbaar moeten alle toegevingen afgedaan worden als kleine „details” die in het niet verdwijnen ten opzichte van de grote sprong voorwaarts in het dossier van de Staatsvorming.

Mevrouw Maes. — Zoals bijvoorbeeld ?

De heer Denys. — Ik kom daarop uitgebreid terug.

Fundamenteel is dat nu in het regeerakkoord vermeld staat dat 40 procent van de uitgaven zal worden geregionaliseerd. Betekent dit nu werkelijk de grote sprong voorwaarts in de federalisering ? Laat ons daar dieper op ingaan. Wanneer kan men zeggen dat men overgaat van een pseudo-federale Staat naar het echte federale Staat ?

De heer Coveliers. — Als de liberalen niet in de Regering zijn.

De heer Denys. — Dat is vanaf het ogenblik dat men duidelijk afgelijnde pakketten en bevoegdheden overhevelt naar de Gewesten en Gemeenschappen. Dat is ook, collega's, wanneer men kan zeggen dat de financiële verantwoordelijkheid niet enkel speelt voor de bestedingen, maar ook voor de inkomstenverwerkingen.

Welnu, bij het ontleden van die financiële verantwoordelijkheid stellen wij vast dat, zeker gedurende de eerstkomende tien jaar, deze in zich geen enkel spoor draagt van wat een normale staat als autonomie op het vlak van de inkomstenvererving kan worden beschouwd.

Mevrouw Maes. — Dat is allicht beter dan de Belgische Staat van vandaag.

De heer Denys. — Ik kom daarop terug en dan zal U daarover ten zeerste verbaasd zijn.

De heer Van Elewyck. — Gelieve uw vinger op de regel te plaatsen waar u is. *(Hilariteit)*

De heer Denys. — Mijnheer Van Elewyck, ik heb lange tijd veel respect voor u gehad, toen u als fractieleider jarenlang in de Vlaamse Raad de hoeder was van de autonomie van het Vlaamse Parlement en van een maximalistische interpretatie van de Grondwet van 1980. Wanneer ik nu vaststel hoe u het voorzitterschap van het Vlaamse Parlement bindt aan een nationale regeringsvorming, dan heb ik op dat terrein alle respect voor u verloren. *(Applaus bij de P.V.V.)*

De heer Chevalier. — U niet misschien ?

De heer Denys. — Bij het ontleden van een financieringssysteem past het de federale voorbeelden ter zake in andere landen

na te gaan, zoals Duitsland en Zwitserland. In tegenstelling tot wat bepaalde vrienden van de P.R.L. hebben gezegd, denken wij niet dat een Staat gedestabiliseerd wordt wanneer men een pakket van zowat 40 procent van de bestedingen overhevelt.

De heer Van Elewycck. — U is dus tegen de oppositie ?

De heer Denys. — Onze tegenstrijdigheden met de P.R.L. zijn veel minder groot dan de tegenstrijdigheden die bestonden tussen de „Parti Socialiste” en de „Volksunie”.

De heer Van Elewycck. — Geef een voorbeeld.

Mevrouw Maes. — Vraag dat aan de heer Draps.

De heer Denys. — Geachte collega's, er bestaan tegenstrijdigheden tussen de partijen in Vlaanderen en in Wallonië. De vraag is of men deze dient op te lossen door ze in één groot regeerakkoord te stoppen of door hier in het Parlement met hen gedurende twee jaar alles uit te praten ? Ik denk dat het laatste beter is voor een staatsvorming in de plaats van alles in een regeerakkoord te stoppen.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Dan komt er niets van in huis.

De heer Van Elewycck. — Met u zal men daarover niet spreken.

De heer Denys. — Wij zijn voorstander van een overheveling van bevoegdheden wanneer men ter zake de volledige financiële verantwoordelijkheid laat spelen. Dit houdt in dat degenen die de inkomsten verwerven, deze ook mogen besteden. Omgekeerd is het ook zo dat degenen die de bestedingen doen, ook verantwoordelijkheid moeten dragen voor de inkomstenverwervingen. Welnu, dit is hier niet het geval. In tegenstelling met Zwitserland bij voorbeeld...

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Pleit u voor concurrerende belastingen ?

De heer Denys. — Ik pleit voor autonome fiscaliteit.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Hoe zal u dat dan realiseren ?

De heer Denys. — U mag mijn woorden niet verdraaien.

De heer Van Elewycck. — Neen, het is erg genoeg zo.

De heer Denys. — Ofwel wil men hier een ernstig debat houden, ofwel wil men hier iets anders.

De heer Voorzitter. — U heeft het woord, Mijnheer Denys.

De heer Denys. — In Duitsland — Mijnheer Schiltz, u kent die materie ook zeer goed — stellen wij vast dat voor de bevoegdheden, die werden overgeheveld de deelstaten 59 procent autonome middelen hebben, ten opzichte van 41 procent subventionen, zijnde verticale subventionen van de centrale staat.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Maar zij hebben geen belastingbevoegdheid.

De heer Denys. — In Zwitserland ligt dat percentage zelfs hoger, daar is dat 76 procent autonome eigen fiscale middelen ten opzichte van 24 procent dotaties of verkapte dotaties. Welnu, volgens dit financieringssysteem heeft men alleen volgende belastingen :

— de belasting op de spelen en weddenschappen
= 1.9 miljard

— de belasting op automatische ontspanningstoestellen = 0.8 miljard
— de onroerende voorheffing = 1.6 miljard
— de openingsbelasting op de slijterijen = 0.3 miljard
— registratierecht op de overdracht van onroerende goederen = 14.1 miljard
— het kijk- en luistergeld = 16.0 miljard
— verkeersbelasting op autovoertuigen 19.3 miljard
dat is een bedrag van ± 60 miljard.

die als exclusieve volledige geristorneerde en autonome inkomstenbronnen kunnen worden beschouwd. Al de andere inkomstenbronnen worden door de centrale overheid vast toegewezen volgens een welbepaald percentage wat dus niet betekent dat zij onderworpen zijn aan de eigen dynamiek. Als wij dat vergelijken met de bevoegdheden die worden getransfereerd, ongeveer een pakket van 500 miljard aangevuld met wat reeds geregionaliseerd was zijnde ongeveer 156 miljard, dan stellen wij vast dat op 656 miljard er slechts 60 miljard is die men kan beschouwen als autonome inkomstenbronnen wat minder is dan 10 procent.

De heer Vandembroucke. — Dat is onjuist.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Mag ik vragen wat u bedoelt ? Gedeelde belastingen zijn dat volgens u autonome inkomsten of niet. Wij moeten weten waarover wij praten. Ofwel zegt u : wij hebben een afzonderlijke personenbelasting in Vlaanderen en een andere in Wallonië ofwel zegt u dat u een personenbelasting hebt in België maar dat de opbrengst wordt verdeeld volgens de plaats van inning. Dat zijn dan gedeelde belastingen. Daarop kunt u dan opcentiemen of ristorno's toepassen. Als u echter zegt dat u twee afzonderlijke stelsels van personenbelasting wil in Vlaanderen en in Wallonië dan moet u dat zeggen en dan vraag ik of dat het standpunt is van de P.V.V.

De heer Denys. — U moet mijn woorden niet verdraaien. Ik spreek over de autonome inkomstenbronnen. (*Twistgesprekken tussen de S.P. en de P.V.V. en de Volksunie*) Als men deze vergelijkt met de andere federale landen dan stel ik vast dat men daar boven de 50 procent komt terwijl men hier op 10 procent blijft.

Mevrouw Maes. — U weet dus niet waarover het gaat ?

De heer Denys. — Ik raad u aan, mevrouw Maes, ter zake het zeer interessante studiewerk van professor Van de Velde van de U.F.S.A.L. te lezen.

Hij komt aan dezelfde cijfers zoals wij ze hier vandaag naar voren brengen (*Ontkenning bij de Volksunie*).

Ik weet dat men nu zegt dat na tien jaar het systeem zal veranderen.

(*Minister Dehaene betreedt het halfroend*) Als dat het respect is waarmee men het Parlement behandelt, namelijk dat men als architect van dit regeerakkoord naar de voetbal gaat kijken in plaats van het debat bij te wonen dan moet ik zeggen dat het nog veel slechter zal zijn dan de bijzondere machten die wij in de voorbije periode hebben gekend. (*Onderbrekingen op verschillende banken*) Het is de mentaliteit waarmee men het Parlement behandelt die zal uitmaken in welke mate wij als parlementsleden hier inspraak zullen krijgen. (*Onderbrekingen op verschillende banken*)

De heer Voorzitter. — Het is laat. Ik verzoek u de heer Denys toe te laten zijn uiteenzetting voort te zetten.

De heer Van Elewycck. — Mijnheer Denys heeft ook altijd onderbroken.

De heer Denys. — Collega's, in de tekst staat ook dat het systeem zal veranderen na tien jaar en dat men dan uiteindelijk zal komen tot een meer autonome inkomensverwerking. Als men de tekst ontleedt dan stelt men vast dat ook de samengevoegde belasting zoals men dat noemt nog niet zal onderworpen zijn aan de eigen dynamiek, aan de eigen groeimechanismen van de personenbelasting maar opnieuw zal vastgelegd worden door de centrale overheid die trouwens zal rekening houden met de inflatie en de reële B.N.P.-groei.

Laat mij trouwens toe, collega's, te zeggen dat in de politiek voorspellingen maken voor wat binnen 10 jaar zal gebeuren niet alleen riskant is, maar gewoonweg niet kan. Trouwens, ik zou de Vlaamse onderhandelaars eens de raad willen geven het recente interview te lezen van P.S.C.-voorzitter G. Deprez, die duidelijk het akkoord interpreteert in de zin dat de Franstaligen gedurende de eerste 10 jaar de buit binnen hebben en „binnen 10 jaar” zegt de heer Deprez, „zullen we wel zien hoe de personenbelasting evolueert”. Dit zegt voldoende. Het toont duidelijk aan dat wanneer wij binnen 10 jaar opnieuw zullen moeten onderhandelen, de Vlamingen daarvoor opnieuw een losprijs zullen moeten betalen. Een tweede belangrijk aspect van het financieringssysteem is de evolutie van de nationale solidariteit.

Zonder afbreuk te willen doen aan de noodzaak om hoe dan ook tussen onze Gemeenschappen de solidariteit tot op een bepaalde hoogte te laten spelen, meen ik toch dat het bestaande dotatiesysteem, een solidariteitsmechanisme is dat voor Vlaanderen onverantwoord nadelig is.

Professor Van de Velde van de U.F.S.A.L. heeft berekend dat per inwoner het huidig toegepast systeem als gevolg heeft : dat voor de gewestmateries : een inwoner in Wallonië 32 procent méér ontvangt dan dat voor de gemeenschapsmateries : een inwoner van de Franse Gemeenschap 20 procent méér ontvangt dan een inwoner in de Vlaamse Gemeenschap.

Nochtans, als men in Brussel een verhouding neemt van 80/20, blijkt dat het inkomen per capita tussen een inwoner van de Vlaamse Gemeenschap en de Franstalige Gemeenschap ongeveer gelijk is. Er is geen enkele federale Staat, waar een deelstaat met een gelijk hoofdelijk inkomen als het federaal gemiddelde verplicht wordt tot solidariteit met de andere deelstaten. In geen enkele van de teksten zien we dat dit systeem noemenswaardig verandert.

Mijnheer de Eerste Minister, inzake deze solidariteit hebben wij uit de pers twee cijfers kunnen vernemen, afkomstig uit de computersimulaties van formateur Dehaene. Ten eerste, het staat onomstotelijk vast dat er jaarlijks een transfert zou zijn van Vlaanderen naar Wallonië van ongeveer 120 miljard op jaarbasis. Ten tweede, in het nieuwe financieringssysteem zal er pas na 10 jaar een inhaalmanoeuvre van 15 miljard zijn voor Vlaanderen. Indien deze cijfers juist zijn — wij hebben ze via de pers moeten vernemen en wensen er bevestiging van te krijgen — dan lijkt het uiteraard logisch dat de Franstaligen een bijzondere wet vragen voor deze financiële regeling, omdat zij hiermee honderden miljarden definitief vergrendelen.

De heer Eric Van Rompuy. — Bent u voor de regionalisering van de sociale zekerheid ?

De heer Denys. — Daarenboven — ik kom ertoe, mijnheer Van Rompuy — krijgen ze nu een dubbele solidariteit : enerzijds de verdoken solidariteit-transfer die voor 90 procent blijft en, anderzijds, een nieuw solidariteitsmechanisme dat thans officieel wordt vastgelegd.

Onze fractie is voorstander van het solidariteitsmechanisme naar het voorbeeld van de Duitse „Finanzausgleich”, wanneer uiteraard de verdoken solidariteit weggewerkt of verrekend

wordt. Dit gebeurt hier niet. Het nieuwe officiële systeem op zichzelf trekt een beetje op het Duitse systeem, alleen valt hier iedere vorm van stimulering weg. De solidariteit wordt automatisch opgetild ten aanzien van de armere regio tot 100 procent. In Duitsland blijft dit beperkt tot maximaal 97,5 procent van het rijksgemiddelde. De reden hiervoor is evident : er moet een stimulans blijven om het economisch beter te doen.

Geachte collega's, met welke simulaties men ook voor de dag mag komen, toch is het duidelijk dat de Vlaamse onderhandelaars op het punt van de zogenaamde solidariteit en de geldtransferten naar de Franstalige Gemeenschap in Wallonië een zeer zware nederlaag hebben geleden. De slogan „geen afstand van geld, geen afstand van grond, geen afstand van macht” werd zeker wat het eerste punt betreft volledig onthoofd. Indien dit met een bijzondere wet wordt goedgekeurd, wordt de transfert naar Wallonië definitief vastgelegd, definitief geïnstitutionaliseerd, met als enige losprijs voor Vlaanderen, namelijk na 10 jaar een inhaalmanoeuvre van 15 miljard.

Welnu, het is onze overtuiging dat via een zeer streng begrotingsbeleid, zoals Guy Verhofstadt er een in de voorbije legislatuur heeft gevoerd, veel vlugger de grote misbruiken in Wallonië zouden worden ontmaskerd en wij na tien jaar een veel groter bilan van transferten-afbouw kunnen voorleggen dan de 15 miljard die men hier nu voorlegt.

De heer Coveliers. — Aan Wallonië durfde de heer Verhofstadt niet aankomen.

De heer Denys. — Als ik zie hoe voorzichtig men de misbruiken in de sociale zekerheid zal aanpakken, voorspel ik dat dit tot grote transfertenstroom zal leiden. Ik vraag mij af of staatssecretaris Valkeniers niet juist daarin de argumenten vond om voor de regionalisering van de sociale zekerheid te pleiten.

De heer Eric Van Rompuy. — Bent u voorstander van die regionalisering ?

De heer Voorzitter. — Dames en Heren, ik verzoek u de heer Denys te laten spreken. Het is tijd dat wij aan het einde van het debat komen, waarna wij naar de Eerste Minister kunnen luisteren.

Mijnheer Denys, U heeft het woord.

De heer Denys. — Naast de discussie in verband met de financiële verantwoordelijkheid en de solidariteit, is het aspect van de financiële mechanismen die ons het meest storen en het meest beangstigen, is er het probleem van de overdracht van een gedeelte van de rijksschuld.

Hier blijkt duidelijk de afwezigheid van Vlaamse liberale onderhandelaars bij deze staatsvorming.

Dames en Heren, één van de voornaamste principes — en daarmee waken wij af met de andere Vlaamse partijen — was steeds dat verdere regionalisering niet strijdig mocht zijn met de sanering van de rijksfinanciën, want tegelijkertijd moest een overdracht van een deel van de schuld gebeuren. Wij gingen zelfs een stukje verder. We volgden terzake de theorie van Professor Wim Moesen die heeft gezegd dat regionaliseren het beste middel is om te saneren.

De heer Coveliers. — Dat hebt u niet gedaan.

De heer Vandembroucke. — Wat heeft de heer Verhofstadt gedaan ?

De heer Denys. — Hij heeft twee zaken gezegd : ofwel eerst saneren en dan regionaliseren, ofwel regionaliseren en tegelijkertijd saneren. Dat zegt hij nog steeds vandaag.

Uit een interessante studie van gewezen Minister Verhofstadt blijkt dat men in de beginfase een lichte verbetering vaststelt, omdat men opnieuw misbruik maakt van zeer belangrijke debudgettering. Dit heeft ons ten eerste verwonderd omdat een van de onderhandelaars, de nieuwe staatssecretaris Herman Van Rompuy, zich in de voorbije legislatuur steeds heeft opgesteld als de goeroe van de begrotingsorthodoxie en steeds de les wilde spellen aan diegenen die nooit dergelijke debudgettering zouden accepteren. Nu is zijn eerste daad het aanvaarden van deze debudgettering. In dit geval gaat het specifiek over de overheveling van een stukje van de overheidsschuld bij de R.S.Z.

Vandaag stellen we echter vast dat de regeling is voorzien dat 40 à 45 miljard van de schuld via debudgettering zal worden overgeheveld. Voegen we daarbij de consolidatie en de 8 à 11 miljard die zal worden verkregen uit de verhoging van de niet fiscale ontvangsten, dan zullen we vlug de 80 miljard bereiken die zijn voorzien om de zeven procent te behalen. Zo zal geen enkele speciale inspanning moeten worden gedaan.

Het is niettemin duidelijk dat deze debudgettering een „doorschuifoperatie” is, een kunstgreep die het tekort kunstmatig zal verlagen op korte termijn en waarvan de rekening later zal worden gepresenteerd. Het overeengekomen mechanisme voor deelname van de deelgebieden in de nationale schuld is vrij complex. De deelgebieden zullen na de nieuwe Staatshervorming voor de uitoefening van hun bevoegdheden (onderwijs uitgesloten) slechts middelen ontvangen ten belope van 85,7 procent van de kredieten (lopende uitgaven) die nu voor deze bevoegdheden in de begroting 1988 zijn ingeschreven. Het saldo van 14,3 procent moeten de deelgebieden lenen. Rente op een terugbetaling van deze leningen zullen evenwel op hun beurt 85,7 procent door de nationale overheid op zich genomen worden en dit in de vorm van aan de deelgebieden verstrekte annuïteiten. De besparing voor de Staat zal dus uiteindelijk slechts 14,3 procent van 14,3 procent of een goede 2 procent bedragen, althans voor wat de lopende uitgaven van de deelgebieden betreft. Dat is dus edel wat minder dan de 18,1 procent die bijvoorbeeld Guy Clement van het V.E.V. heeft voorgesteld, en noodzakelijk acht om te regionaliseren zonder dat men de sanering hypothekeert.

Ten gevolge van het voorgestelde financieringsschema, gaat het nationaal overheidstekort, dat aanvankelijk verbeterd door belangrijke debudgettering, opnieuw aanzienlijk toenemen door de overdracht van middelen die duidelijk de behoeften overstijgen. In de hypothese waarbij dezelfde uitgaven tot het jaar 2000 nationaal zouden blijven en in reële termen constant blijven, zou het nationale overheidstekort oplopen tot 479 miljard of 5,8 procent van het B.N.P. in 2000. Door het voorgestelde financieringsmechanisme zal dit tekort oplopen tot ongeveer 566 miljard of 7,0 procent in hetzelfde jaar.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Een kwartier geleden zei u hier dat men geen tien jaar vooruit kan zien en nu voorspelt u wat het overheidstekort in het jaar 2000 zal zijn. Waar is de logica ?

De heer Denys. — Dat getuigt dat u bijzonder zwak in uw schoenen staat. Ik heb gezegd dat men in de politiek geen tien jaar kan vooruitzien, maar thans gaat het om hypothesen en simulaties.

De heer Eric Van Rompuy. — Wij hebben andere cijfers en volgens deze cijfers zal het tekort verminderd zijn.

De heer Denys. — Bedoelt U de cijfers van Minister Gaston Geens ? Uit die cijfers blijkt dat de scenario's nog veel slechter zijn dan wat de heer Verhofstadt heeft voorgesteld. Wij nodigen iedereen uit om daar in de meeste objectiviteit over te oordelen. Naar ons gevoelen is dit zeer belangrijk voor de toekomstige financiële situatie zowel van het Rijk als van de deelgebieden.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Maar dan in hetzelfde referentiekader van alle onderdelen.

De heer Denys. — De verslechtering van het nationale netto te financieren saldo vloeit voort uit twee elementen :

Enerzijds, de toekenning van een bonus aan het Vlaamse en Brusselse Gewest om de behoeften van het Waalse Gewest te kunnen dekken. De nationale Regering verliest dus meer ontvangsten dan zij uitgaven afstaat aan de Gewesten.

Anderzijds, worden aan de Gewesten middelen afgestaan ter dekking van de aflossing van de aangeane leningen. In de nationale begroting komen de aflossingen in het bruto te financieren saldo, maar hebben zij geen invloed op het netto te financieren saldo.

De heer Vandenbroucke. — Dat is weer een probleem van boekhouding.

De heer Denys. — Hier ook worden ontvangsten afgestaan zonder een vermindering van de uitgaven aangezien de overheidsschuld geherfinancierd wordt. Niet alleen zal het overheidstekort opnieuw verslechteren, maar bovendien zal de mogelijkheid tot het verminderen van het tekort via een inkrimping van de uitgaven aanzienlijk beperkt worden.

Ten gevolge van het voorgestelde financieringsmechanisme, zal het nationaal overheidstekort in procent van de nationale uitgaven buiten intrestlasten toenemen van 33 % tot 38,5 procent. Om het sneeuwbal effect te stoppen en dus het tekort terug te brengen tot 4 procent van het B.N.P. zouden de uitgaven buiten intrestlasten in het jaar 2000 met 21 procent moeten gedrukt worden, tegenover iets minder dan 10 % zonder het voorgestelde financieringsmechanisme. De mogelijkheid tot besparen op de uitgaven wordt aldus aanzienlijk beperkt, aangezien een belangrijk deel van de uitgaven door de overheveling naar de Gewesten en Gemeenschappen onttrokken worden aan de mogelijkheid tot saneren. Gezien het systeem, het gebrek aan eigen financiële verantwoordelijkheid inzake de inkomstenverwervingen, hebben de deelgebieden er geen belang bij om te saneren omdat zij tenslotte voor hun lopende uitgaven voor 98 procent door de nationale overheid worden gefinancierd.

Conclusie van dit alles : hetgeen door de onderhandelaars op Hertoginnedal is uitgedokterd zal de meest perverse gevolgen hebben dat het consumptiefederalisme met zich kan meebrengen. Vooral wegens de explosie van de intrestlasten, die tegen het jaar 2000 bijna circa 50 procent van de totale uitgaven zullen betekenen. Als men zo doordenkt, kan men zeggen dat tegen 2040 er geen geld meer zal zijn om de sociale zekerheid te betalen, omdat de beschikbare middelen voor 100 procent zullen opgegeten worden door de intrestlasten.

Ik vraag aan degenen die het moeten uitvoeren dit opnieuw en grondig te bekijken : het is geen kwestie van partij-politieke discussie, maar wel van de toekomst, zowel van ons land als van de deelgebieden.

Collega's, het echte drama is, naar ons gevoelen, dat nooit meer een Vlaams zuinigheidsbeleid zal kunnen resulteren in belastingvermindering. Wij vinden dit bijzonder erg omdat hiermee wordt afgestapt van datgene waarvoor uiteindelijk een grote consensus bestond in de vorige regering. In feite stel ik hier de grote ommekeer vast. Iedereen, in de vorige regering, zei dat uiteindelijk de globale fiscale druk in ons land veel te hoog was. Welnu, toen ik gisteren collega Coveliers aanhoord heb, die zegde dat de globale fiscale vermindering niet meer kan, dat de fiscale hervorming alleen maar kan betekenen dat ze moet worden gedekt door andere fiscale inkomsten, stel ik vast dat men

hier die grote ommekeer heeft en dat men niet meer spreekt — waarover trouwens een quasi-consensus bestond — over de te lopen fiscale druk en de vermindering ervan. (*Onderbreking van de heer Marc Olivier*).

Collega Olivier, wij hebben met de wet Grootjans die uiteindelijk 80 miljard minder opbrengst opleverde voor de Schatkist, doorgevoerd en gelijktijdig zijn wij erin geslaagd om het begrotingstekort te verminderen van 12 tot 8 procent. Die weg hebben wij gevolgd; die weg zullen wij ook in de toekomst volgen.

Collega's, een tweede zaak waarover in Vlaanderen een quasi-consensus bestond was dat, bij iedere verdere stap in de Staatshervorming, ongeacht de omvang ervan, er ook zou worden voor gezorgd dat de bevoegdheden, die overgeheveld worden, volledig en duidelijk afgelijnd zijn. Dit om de evidente reden dat het de enige manier is om

- de administratie te vereenvoudigen en niet te verdubbelen;
- de burgers hun weg te laten vinden in de waaier van instellingen;

— de conflicten tussen de nationale overheid en deelstaten zo maximaal als mogelijk uit te sluiten.

Welnu, wij stellen vast dat dit regeerakkoord bol staat van initiatieven die deze nieuwe nationale Regering zal nemen in domeinen die, ofwel nu reeds geregionaliseerd zijn ofwel vermeld staan onder de noemer van te regionaliseren materies. Men voegt er wel aan toe dat dit allemaal zal gebeuren „in overleg met de gewesten”, maar de ijdelheid en de ambitie kennende van onze excellenties, weten we dat nieuwe conflicten en overlappingsen erin gebakken blijven. Wij gaan dit probleem verder ontleden wanneer straks de definitieve teksten van de wetsontwerpen voorliggen. Wij stellen wel vast dat iemand uit onverwachte hoek, met name de voorzitter van het Vlaamse A.C.V., de heer Luc Cortebeek, dezelfde vaststellingen doet. Hij somt op:

- het industrieel beleid
- het werkgelegenheidsbeleid
- het onderwijs, wat opleiding en vorming betreft
- het wetenschapsbeleid
- leefmilieu en ruimtelijke ordening
- landinrichting en natuurbehoud
- de volledige bevoegdheid over de provincies en gemeenten.

Dit zijn materies die, volgens het A.C.V., gedeeld worden tussen de centrale en de gewestelijke overheid.

De heer Van Elewycck. — André Denys wordt woordvoerder van het A.C.V.!

De heer Denys. — Neen, ik baseer mij op een studiedienst, die waarschijnlijk meer inzage in de documenten heeft gekregen dan wij, parlementsleden.

Collega's, wij vragen ons af op welke wijze men dit alles zal realiseren. Wij vernemen dat het in de bedoeling ligt reeds vanaf het schooljaar 1988-1989 het onderwijs te regionaliseren.

Wanneer ik echter vaststel wat er gebeurt op het vlak van huisvesting blijkt dat ondanks het feit dat alles reeds twee à drie jaar juridisch en administratief is geregeld, wij nog steeds moeten werken met de Nationale Landmaatschappij, met de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting om eigen initiatieven vanuit de gewesten te nemen.

De heer Van Elewycck. — Maar wat heeft u daaraan gedaan?

De heer Denys. — Collega's, het heeft mij verwonderd dat men van Vlaamse zijde en vooral van C.V.P.-zijde inzake timing een splitsing heeft toegestaan tussen enerzijds de grondwettelijke federalisering van het onderwijs en, anderzijds, de financiering ervan. Ik vind dit een bijzonder gevaarlijke praktijk. Ik meen dat degenen die de P.S.C. goed kennen, weten dat zij tot het

laatste ogenblik zullen proberen de communautarisering van het onderwijs tegen te houden. Ondanks de bewering van de C.V.P. dat de reden voor de proportionele samenstelling van de Vlaamse Regering zijn oorsprong vindt in de overheveling van het onderwijs, zou het wel eens kunnen gebeuren dat dit probleem mischien wel grondwettelijk wordt geregeld maar dat de financiering niet wordt geregeld en men uiteindelijk een lege doos overhoudt met een oranje strikje errond van de P.S.C.

Beste vrienden...

De heer Van Elewycck. — Mijnheer Denys, wij kiezen onze vrienden zelf!

De heer Denys. — Inderdaad, het is hier geen partijcongres.

Mijnheer de Voorzitter, collega's, ik weet dat velen uit de Vlaamse meerderheid nu zullen zeggen dat de P.V.V. in de oppositie Vlaamser wil zijn, zoals bepaalde pilaarbijters katholiek willen zijn dan de Paus.

De heer Eric Van Rompuy. — Kom eens naar de IJzerbedevaart!

De heer Denys. — Collega Van Rompuy, ik zal u het volgende zeggen. Inzake symbolieken zullen wij nooit zo extremistisch zijn als bepaalde Vlaamse Body-Builders. Als het echter gaat over zeer fundamentele punten zoals bijvoorbeeld het sociaal-economisch belang van de Vlamingen, welnu, dan zullen wij veel consequenter zijn dan u bent. Ik zeg u dat wij nooit zouden aanvaard hebben dat Voeren werd gekoppeld aan de randgebieden. Ik zeg u dat wij nooit dit financieringssysteem zouden aanvaard hebben. (*Applaus bij de P.V.V. en de P.R.L. — Protest bij de meerderheid*)

De heer Eric Van Rompuy. — Vorige legislatuur bij de stemming over de Rijksmiddelenbegroting hebt u ons in de rug geschoten. Toen was het budget belangrijker dan Vlaanderen en kwam u ons afreigen, om maar niet te spreken van Brussel.

De heer Denys. — Collega's, wij weten dat inzake de Staatshervorming het dossier moeilijk ligt. Daarom waren wij voorstanders van het Martens-scenario van vóór de verkiezingen. Toen werd gezegd dat de legislatuur moest ingedeeld worden in twee fasen. In een eerste fase zou men sociaal-economische maatregelen nemen om competitief te kunnen zijn tegen 1992. In een tweede fase zou de Regering eventueel kunnen uitbreiden en initiatieven nemen inzake de Staatshervorming. Dit werk zou voorbereid worden door het Parlement tijdens de eerste fase om te worden uitgevoerd tijdens de tweede fase.

Deze werkwijze hebben wij gisteren gevolgd, steunen wij vandaag en wij vinden nog altijd de beste voor morgen.

De heer Bossuyt. — Maar eergisteren niet.

De heer Denys. — Dit heeft niets te maken met afremmen. Dit heeft te maken met de drang, de wil om grondig werk af te leveren. Dit heeft ook te maken met de herwaardering van het Parlement omdat wij ervan overtuigd zijn dat, in samenwerking met de Regering, het Parlement veel beter kan werken dan de zogenaamde kasteelheren van Hertoginnedal voor wie het zo vlug mogelijk verwerven van zoveel mogelijk macht veel belangrijker is dan het verwezenlijken van een zogenaamde jeugd-droom.

Collega's, volgens officiële woordvoerders van de C.V.P. is één van de grote redenen voor deze coalitie de grote doorbraak in de Staatshervorming, onder de slogan „ruimere autonomie voor de Gemeenschappen en de Gewesten”. Welnu, ik moet u zeggen dat ter zake deze coalitie start onder een slecht gesternte, want zij start met de pril verworven politieke autonomie van 1980 te verloochenen en te verketteren.

Het Vlaamse Parlement dat het aangedurfd had om los en onafhankelijk van wat er gebeurde op het nationale vlak, een regering te verkiezen en een regeerprogramma goed te keuren, wordt afgestraft. De C.V.P., de V.U. en de S.P. hebben er nu voor gezorgd dat de verworven politieke autonomie van 1980 een autonomie op papier is geweest. De machtspolitieke geilheid heeft de bovenhand gehaald op de principes.

Diegenen die altijd pleitten voor een maximalistische interpretatie van de wetten van 1980, zijn plotseling de grote waterdragers van de nationale Regering geworden.

De heer Van Elewycyk. — Geef eens een voorbeeld.

De heer Denys. — De autonoom gevormde Vlaamse Regering met C.V.P. en P.V.V. moest weg omdat in de C.V.P. beslist werd dat de liberalen op nationaal vlak buiten spel moesten worden gezet en omdat de Vlaamse socialisten een koppeling tussen de nationale en de Vlaamse Regering bleven eisen. Tussen de nationale en de Vlaamse Regering moest er een monsterakkoord uitgedokterd worden om aan de S.P. toe te laten zonder al te veel gezichtsverlies voor de C.V.P., in deze Vlaamse Regering te stappen. Natuurlijk speelde de V.U. graag een brugfunctie omdat zij zo een extra ministerportefeuille kon veroveren in de Vlaamse Regering.

Collega's, naast de historische woord- en contractbreuk van de C.V.P. is het meest pijnlijke in deze zaak dat indien men zal blijven politieke koppelingen maken tussen de deelstaten en de centrale Regering, men er nooit zal in slagen om een echte federale autonomie te krijgen.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — En het regeerprogramma dan ?

De heer Denys. — Collega Schiltz, zelfs met een ontubbeling van het mandaat zal men dat niet bewerkstelligen als men met dezelfde mentaliteit behebt blijft.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Dus, moet men komen tot afzonderlijke verkiezingen en dat precies staat in het regeerakkoord.

De heer Denys. — Collega Schiltz, wat U ook zegt de feiten tonen heel wat anders aan. Ik heb reeds vroeger gezegd dat het de verkiezingsuitslag, de Happart-overwinning, in Wallonië is die uiteindelijk heeft beslist hoe de nationale Regering wordt gevormd en uiteindelijk ook hoe de Vlaamse Regering er zal uitzien. (*Applaus bij de P.V.V.*)

De verkiezingsstrend in Vlaanderen, met een overwinning voor de P.V.V., die leidde tot een logische coalitie C.V.P./P.V.V. in de Vlaamse Regering wordt onder nationale druk teniet gedaan. Het is een grote leugen te beweren dat Vlaanderen nu vrijer en onafhankelijker wordt. Nooit heeft de democratie in Vlaanderen zo een kaakslag gekregen.

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — U heeft drie zetels gewonnen maar de keer daarvoor had U er zes verloren.

De heer Denys. — Mijnheer Tobback, ik ben zeer vriendelijk geweest ten overstaan van u. Ik heb gezegd dat u de enige was die op 1 mei de waarheid sprak.

De heer Voorzitter. — Mijnheer Denys laat u niet afleiden. (*Protest van de heer Tobback*)

Mijnheer Tobback, u maakt nu deel uit van de Regering ! (*Ge-roep en protest*)

De heer Denys. — Dames en Heren van de meerderheid het is niet moeilijk een regeerprogramma te verkopen aan uw congressen omdat de meeste aanwezigen op die congressen er onrechtstreeks of rechtstreeks voordeel bij hebben dat men in de Regering gaat. (*Algemeen protest en geroep*).

Mag ik U verwijzen naar de tegenstrijdigheden tussen het C.V.P.-congres drie maanden terug in Sint-Niklaas en het congres te Gent. Daar heeft men inzake de Vlaamse Regering op een totaal verschillende wijze gestemd.

De heer Dehaene, Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele hervormingen. — Het waren ook twee verschillende zaken. Zie wat de heer Schiltz gezegd heeft op het Congres van de Volksunie, namelijk dat de unitaire Staat ontbonden wordt.

Ik stel ten andere vast dat het enige punt, waarvoor men op het S.P.-congres applaus heeft gekregen, dat is van de kerncentrale, waarover duidelijk verwarring bestaat. Men kan dus alles verkopen aan een congres, collega's.

De heer Marc Olivier. — Is dat bij de P.V.V. misschien zo ? (*Geroep bij de leden van verschillende fracties*)

De heer Denys. — Als er één zaak is, waarvoor Vlaanderen wèl gevoelig is, dan is het dat de politieke partijen op de eerste plaats duidelijk en geloofwaardig moeten zijn.

Dat is trouwens het succes geweest van de P.V.V. op 13 december jongstleden : doen wat men zegt, doen wat men beloofd heeft. Deze coalitie is juist gebaseerd op het tegenovergestelde :

- op verloochening van de afspraken,
- op politiek verraad,
- op het negeren van de verkiezingsuitslag.

Dit alles komt vandaag misschien nog niet tenvolle tot uiting, omdat we nog maar in de fase zitten van de kapstok-teksten, omdat, onder het symbool van één Vlaams front, de echte lading nog niet ontdekt is. Maar weest gerust, binnen enkele maanden praten we verder. We geven u rendez-vous, hier in het Parlement, als u afkomt met de definitieve teksten. We geven u rendez-vous als u de eerste zware beslissingen zult nemen in uw kabinetsraad. We geven U een eerste electoraal rendez-vous op 9 oktober, dat van de gemeenteraadsverkiezingen...

De heer Van Elewycyk. — Dan is dat hier een echt rendez-vous-huis ! (*Geroep op vele banken*)

De heer Denys. — Collega's, tot slot wil ik nog het volgende zeggen : de P.V.V. vindt het erg dat wij, als...

De heer Hermans. — De P.V.V. is nooit Vlaams geweest ! Nooit Vlaams geweest ! Nooit Vlaams geweest ! En zal het nooit worden ! (*Algemeen gelach*)

De heer Voorzitter. — Mijnheer Hermans, het is nu genoeg. Wij weten het.

Mijnheer Denys, gelieve te beëindigen.

De heer Denys. — Collega Hermans, over enkele maanden zullen wij zien hoe Vlaams de C.V.P. nog is. Ik weet wel dat men bij de C.V.P. voortdurend de tactiek gebruikt van aan de ene kant conflicten uit te lokken en aan de andere kant compromissen te sluiten. Die tactiek gebruikt men als een soort politiek instrument. Wij, liberalen, laten ons daartoe niet verleiden. De P.V.V. vindt het erg dat wij, als de overwinnaars van de verkiezingen, op een ogenblik dat het duidelijk is... (*Onderbrekingen op vele banken*) ... dat het liberaal bewind zijn vruchten afwerpt, terzijde worden gelaten. Wij vinden het zeer erg dat men contractbreuk pleegt ten overstaan van ons inzake de Vlaamse Regering maar, wat wij het ergste van al vinden, collega's, is dat de man, met wie wij, zes jaar lang, hebben samengewerkt, die wij zes jaar lang hebben gesteund, met wie wij — ik herhaal het — in vertrouwen hebben samengewerkt, met name Wilfried Martens, zo dikwijls gezegd heeft nooit aan het hoofd te willen staan van een andere coalitie, een bocht heeft genomen.

Deze daad zaait bij ons persoonlijk verwarring, in de zin van wanneer wij nu zelfs Wilfried Martens niet meer kunnen vertrouwen in de C.V.P., wie kunnen wij in die partij dan nog wel vertrouwen? Ik wens er ook aan toe te voegen dat de P.V.V. niet de partij van de revanche of de weerwraak is. Wij zullen een constructieve oppositie voeren. De P.V.V. is echter ook geen partij van naïvelingen. En na alles wat wij gehoord hebben zeg ik u duidelijk dat ons eerste objectief is dit vijfkoppige monsterkabinet zo vlug mogelijk ten val te brengen. Ons tweede objectief is aan de bevolking in ons land duidelijk te maken dat die Premier waarmee wij jaren hebben samengewerkt niet de Grote Staatsman is die wij in hem zagen, maar de man die zijn fundamentele principes verloochent om de macht te hebben.

Ik wil nog één raad aan Wilfried Martens geven.

De heer Eric Van Rompuy. — Die hebt u niet te geven.

De heer Denys. — Wanneer u ooit nog eens een boek schrijft of laat schrijven, kies dan een andere titel. Kies dan een titel in de zin van „Mijn politieke zelfmoord” in de plaats van „Het gegeven woord”. (*Applaus bij de leden van de P. V. V.*)

M. le Président. — Chers collègues, était encore inscrit pour la discussion, M. Mottard qui, comme vous le savez, a eu un accident. Le président du groupe socialiste a tenu à ce que je dise que M. Mottard n'a pas pu nous rejoindre ainsi que M. Biefnot, qui a des difficultés de santé importantes. J'en profite pour excuser également M. Steverlynck et M. Maystadt qui est retenu dans une réunion des Ministres des Finances européens en Allemagne.

La parole est au Premier Ministre et ensuite nous aurons les répliques.

De heer Martens, Eerste Minister (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, na dit lange debat staan wij hier aan het einde van een politieke crisis die de langste was die ons land heeft gekend. Waarschijnlijk was het ook een van de meest bewogen politieke crisissen. De weerklank was internationaal. Ze ging trouwens gepaard met een ander probleem van financiële aard dat verschillende weken de internationale scène heeft gehaald. Op die manier heeft deze crisis de interne tegenstellingen van ons land in de internationale media gebracht.

Ik wens dan ook allereerst hulde te brengen aan hen die deze crisis hebben opgelost: de informateur, de heer Guy Spitaels, de heer Willy Claes die is opgetreden als onderhandelaar en vooral de formateur van deze Regering, de heer Jean-Luc Dehaene die met een enorme creativiteit en ook met groot geduld het programma voor deze regeringscoalitie heeft tot stand gebracht (*Applaus bij de leden van de meerderheid*)

Ik dank ook degenen die namens de vijf meerderheidspartijen hebben onderhandeld: de voorzitters van deze partijen en de fractieleiders van de meerderheid hier in de Kamer die hun steun hebben toegezegd.

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, dit regeerakkoord kan voortbouwen op de positieve resultaten die tijdens de voorbije jaren werden bereikt in het herstel van de sociaal-economische evenwichten van ons land. Het regeerakkoord zegt dat het terugdringen van de werkloosheid en het begrotingstekort hoogdringend blijft. Het regeerakkoord is ook zeer duidelijk wanneer het zegt dat samen met het terugdringen van het begrotingstekort moeilijke, maar noodzakelijke hervormingen zoals de fiscale hervormingen moeten worden doorgevoerd.

Niettegenstaande de positieve resultaten blijft ook onze Belgische samenleving er een waar een duale, een gespleten maatschappij kan tot stand komen. En daarom is een ander groot kenmerk van dit regeerakkoord dat wij willen strijden tegen een

gespleten samenleving met vooral bij de jongeren aan de ene kant mensen die beschikken over talenten en creativiteit en dan helaas de tweede groep die steeds talrijker wordt of dreigt te worden van mensen die deze kansen niet hebben, die ziek of gehandicapt zijn of die behoefte hebben aan een tweede grote kans in hun leven. Dat zijn inderdaad nieuwe accenten die in het regeerakkoord zijn opgenomen.

Deze Regering is niet tot stand gekomen — dit is een antwoord op een bedenking van de heer Denys die toevallig het laatst heeft gesproken — na een voorbereidende periode van overleg in het Parlement over de Staatshervorming. De politieke crisis die wij beleefden heeft het noodzakelijk gemaakt dat er een regering tot stand zou komen die bekwaam zou zijn dit politieke probleem op te lossen. Zonder de vereiste meerderheid zouden wij er niet uit geraken. Deze Regering moet immers de Staatshervorming voltooien en de communautaire verstandhouding opnieuw versterken.

U spreekt over het Martens-scenario. Ik heb het daarover inderdaad vóór de verkiezingen uitvoerig gehad. Niemand kon op dat ogenblik weten dat er een politieke verhouding zou ontstaan waardoor het noodzakelijk zou zijn onmiddellijk over een regering te beschikken die bekwaam zou zijn de politieke vraagstukken op te lossen, in bepaalde gevallen met een tweerde meerderheid, en de Staatshervorming te voltooien. De Regering wil deze federale unie in ons land tot stand brengen met duidelijk nieuwe accenten, zoals de samenwerking tussen de Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen en de samenwerking tussen Gemeenschappen en Gewesten onderling. Belangrijke homogene pakketten van bevoegdheden zullen worden overgedragen, meer bepaald op het stuk van het onderwijs en de infrastructuur. Voor Brussel zal een volwaardig statuut worden uitgewerkt.

De regeringsstructuur zal worden gewijzigd naarmate de hervormingen worden doorgevoerd. Wanneer de financieringswet zal zijn goedgekeurd, zullen de verantwoordelijken voor onderwijs de Regering verlaten en hun plaats innemen — zoals voor Openbare Werken — in de Executieven. In een tweede fase, wanneer de hervorming voor Brussel zal zijn goedgekeurd en wanneer bijgevolg de verkiezingen voor de Raad zullen hebben plaatsgevonden samen met de Europese verkiezingen, zullen de twee Brusselse staatssecretarissen eveneens de Regering verlaten en zal een autonome Executieve voor Brussel worden opgericht.

Een zesde beschouwing is dat wij ongetwijfeld de plicht hebben de hervorming van onze instellingen, de ombouw van ons land, te zien in het perspectief van de Europese federale unie en dat wij de dwingende plicht hebben met het oog daarop, vlug te werken.

Ik zal nu de belangrijkste opmerkingen beantwoorden.

J'aborderai d'abord celles qui concernent le programme social et économique. On a suggéré et affirmé que cet accord de gouvernement marquerait le point de départ d'une aventure qui, par le biais d'une série de mesures interventionnistes, rendrait impossible le fonctionnement normal de notre économie. Ce n'est pas le cas, comme je vais le démontrer.

M. Gol. — Qui a dit cela ?

M. Martens, Premier Ministre. — Plusieurs intervenants.

Personne au sein de cette Chambre, comme je l'ai déjà dit, ne niera les résultats qui ont été réalisés ces dernières années: rétablissement de la balance des paiements, réduction de l'inflation, diminution du déficit budgétaire et amélioration du niveau de l'emploi.

C'est à l'ensemble de la population, qui a consenti de sérieux efforts, que revient en premier lieu le mérite de cette correction. Mais malgré ces efforts, l'ampleur des problèmes que suscitent le déficit budgétaire et le chômage reste préoccupante.

Le Gouvernement entend donc réaliser une politique de redressement de l'emploi et de resorption du déficit budgétaire social.

Le Gouvernement veillera aussi à maintenir la compétitivité de notre économie et la stabilité des prix.

Pour promouvoir l'emploi, le Gouvernement prévoit explicitement que plusieurs conditions doivent nécessairement être remplies. J'en mentionne quelques-unes : des différents stimulants financiers sélectifs destinés à promouvoir l'emploi seront harmonisés et améliorés ; aucune nouvelle mesure n'imposera de charges supplémentaires au facteur de production „travail” ; l'évolution positive des investissements des entreprises sera soutenu par le maintien de la déduction pour investissements ; une relance sélective des investissements publics sera mise en œuvre ; des efforts seront entrepris afin de réduire les formalités administratives pour les entreprises, notamment en ce qui concerne le contrôle du respect des C.C.T. de la période 1983-1988 ; et l'ensemble des mesures de promotion de l'emploi tiendront compte des caractéristiques propres aux P.M.E.

Ces mesures créeront le cadre dans lequel les partenaires sociaux pourront donc assumer leurs responsabilités en matière d'emploi lors des prochaines négociations sociales.

Comme le veut la tradition dans notre pays, une concertation aura lieu avec les intéressés lors de l'élaboration de la politique en matière d'emploi mais également dans d'autres domaines.

Il a été prouvé à plusieurs reprises, et notamment dans le passé récent, que cette concertation n'entraîne pas nécessairement l'immobilisme. Comme précédemment, le Gouvernement prendra ses décisions après cette concertation en veillant à la réalisation des objectifs socio-économiques de l'accord de Gouvernement.

Il s'agit notamment de lutter contre le chômage structurel et le chômage des jeunes insuffisamment qualifiés.

Wat betreft de begroting, die ook het voorwerp was van verschillende interventies, zou ik het volgende willen antwoorden. Bepaalde leden van deze Kamer hebben beweerd dat een begrotingssanering slechts mogelijk is door voor het netto te financieren saldo een objectief op middellange termijn, in procent van het B.N.P., vast te leggen. Een dergelijke formulering van het begrotingsobjectief is inderdaad onvermijdelijk wanneer het tekort een dusdanige omvang heeft aangenomen dat het aanleiding geeft tot een explosief zelfvoedend proces. Dan moet het tekort kost wat kost naar beneden. Nood breekt wet, en dat is de reden waarom het netto te financieren saldo in 1989 moet worden teruggedrongen tot 7 procent van het B.N.P.

Wie denkt dat zulks zonder veel inspanningen kan worden gerealiseerd, maakt zich illusies of wil nu al iedere mogelijke realisatie van de nieuwe regering minimaliseren.

De Regering verbindt er zich toe dit objectief te bereiken zonder evenwel de minstbedeelden te treffen.

Voor de periode na 1989 moet enerzijds de verdere vermindering van het begrotingstekort worden gewaarborgd, maar anderzijds moet het tempo van die vermindering worden aangepast in functie van de internationale conjunctuur. Daarom is voor die periode in het regeerakkoord een dubbele norm opgenomen. Ik wens die in herinnering te brengen.

Ten eerste, de stijging van het geheel der uitgaven, exclusief rentelasten, zal niet hoger liggen dan het inflatiepercentage.

Ten tweede, het nominaal tekort — dit wil zeggen het tekort uitgedrukt in miljarden — mag in geen enkel jaar hoger uitvallen dan het jaar tevoren.

Les analyses du Bureau du Plan et les calculs des organismes internationaux démontrent que, de cette manière, la poursuite

de l'assainissement au-delà de 1989 est structurellement garantie. Le déficit diminuera chaque année par rapport au P.N.B., ce qui, à terme, contribuera à arrêter l'effet boule de neige des charges d'intérêt.

La nouvelle norme contenue dans l'accord de gouvernement évitera toutefois que la politique ne soit trop souple en cas de conjoncture favorable et trop stricte en cas de ralentissement de l'activité économique internationale.

L'une des premières tâches du Gouvernement consistera à concrétiser cette politique et à préciser les limitations qui seront imposées aux dépenses. Les nouvelles initiatives n'empêcheront pas la réalisation des objectifs budgétaires : l'accord de gouvernement prévoit clairement qu'elles doivent être financées par le biais de glissement dans les dépenses, après que celles-ci aient été diminuées du montant à économiser.

Par le passé, il est d'ailleurs déjà arrivé que de nouvelles initiatives aient été accompagnées d'économies compensatoires.

Il va de soi que, dans un contexte budgétaire aussi contraignant, une réforme fiscale ne peut donner lieu à une augmentation du déficit des finances publiques et qu'elle doit donc être compensée dans le cadre même de la fiscalité.

Les calendriers de mesures positives et mesures compensatoires seront dès lors parallèles. Les compensations en matière d'impôts des sociétés s'élèveront à 25 milliards au maximum, ce qui correspond au montant prévu à cet effet dans le plan du Gouvernement précédent.

Dans une publication récente, l'O.C.D.E. a indiqué que la pression fiscale sur les entreprises est, au contraire de celle sur les personnes physiques, inférieure à la moyenne internationale.

Dans d'autres pays qui ont procédé à une réforme fiscale comparable, il ne s'agissait pas toujours non plus d'une réduction nette des impôts. Ainsi, la loi dite „tax-reform” votée aux Etats-Unis qui a, en quelque sorte, marqué le point de départ du mouvement de réforme fiscale dans l'ensemble du monde occidentale, a été entièrement compensée à l'intérieur même de la fiscalité afin de ne pas entraîner une augmentation du déficit budgétaire fédéral.

Lorsque nous arrêterons les grandes lignes d'une politique fiscale à long terme, nous devons tenir compte d'une part de l'évolution internationale dans ce domaine et d'autre part, de la situation spécifique de notre pays et en particulier de l'importance de la dette publique.

La réforme de la fiscalité telle qu'elle est proposée dans l'accord de gouvernement est néanmoins justifiée et même nécessaire pour deux raisons.

Premièrement, il peut être mis fin d'urgence à un système d'impôt des personnes physiques qui pénalise le mariage et la famille.

Deuxièmement, la pression fiscale sur le revenu du travail doit baisser.

M. Defraigne. — Le système a été inventé il y a 26 ans par un C.V.P.

M. Martens, Premier Ministre. — Vous y opposeriez-vous, Monsieur Defraigne ?

M. Defraigne. — Non, je vous rappelais que le système a été inventé il y a 26 ans par un C.V.P.

M. le Président. — Poursuivez, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur Defraigne, veuillez, je vous prie, laisser parler M. Martens ?

M. Defraigne. — Je réponds à la question que le Premier Ministre m'a posée.

M. Martens, Premier Ministre. — Ainsi, la cotisation spéciale de solidarité prélevée sur les revenus les plus élevés sera absorbée. Au cours de la phase définitive de la réforme, le tarif le plus élevé sera ramené à 55 pour cent. Ceci entraînera pour les cadres une diminution sensible de la pression fiscale.

In verband met dit nieuwe financieringsstelsel voor Gewesten en Gemeenschappen wil ik ook enkele verduidelijkingen aanbrengen om zo ook te antwoorden op verschillende vragen die in dat verband werden geformuleerd.

Zoals in andere federale staten is in het nieuwe financieringsstelsel een solidariteitsmechanisme ingebouwd. Dit mechanisme is niet in de tijd beperkt maar wel, en dat is nieuw, omkeerbaar. Wanneer in een Gewest de gemiddelde opbrengst per inwoner van de personenbelasting beneden het rijksgemiddelde ligt, dan zal dat Gewest genieten van het solidariteitsmechanisme. Dit zal niet gebeuren voor de jaren waarin de fiscale draagkracht van het Gewest het rijksgemiddelde bereikt. Voor de Gemeenschappen zullen de middelen die samenhangen met de overdracht van de onderwijsbevoegdheden, inbegrepen het schoolgebouwenfonds, verdeeld worden op basis van de bestaande leerlingenaantallen. Daarenboven zal het beschikbare bedrag per kind geïndeexd worden. Onderzocht zal worden welke specifieke financieringsmechanismen voor Brussel ook in de toekomst moeten behouden blijven om de lasten die samenhangen met de hoofdstedelijke functie te compenseren.

Er is ook een misverstand, dat is daarnet nog gebleken, met betrekking tot de middelen die Gewesten en Gemeenschappen zullen verwerven voor de financiële dienst van hun leningen. Om deze middelen te bepalen wordt niet uitgegaan van het reële bedrag aan leningen van de Gewesten en de Gemeenschappen, maar wel van het van te voren berekende bedrag dat nodig zou zijn om het huidige uitgavenniveau aan te passen aan de inflatie.

Het werkelijke uitgavenpeil van de Gewesten en de Gemeenschappen beïnvloedt op geen enkele wijze de omvang van de middelen die zij zullen verwerven. Het stelsel spoort dus geenszins aan tot supplementaire uitgaven en vertoont dan ook geen enkel kenmerk van consumptiefederalisme. (*Onderbrekingen bij de P.V.V.*). Integendeel, de eigen financiële verantwoordelijkheid staat voorop. Het financieel en begrotingsbeleid van één Gewest zal geen enkele invloed hebben op de inwoners van andere gewesten. Om de gevolgen van dit nieuw financieringsstelsel op de nationale begroting te evalueren moet het geheel bekeken worden van de bevoegdheden en de middelen die de Gewesten en de Gemeenschappen zullen verwerven. Zonder de beleidsruimte van de Gewesten en de Gemeenschappen te verminderen, zal de nieuwe fase van de Staatshervorming een onmiddellijk gunstig effect hebben op de netto te financieren saldo.

In de overgangperiode zullen de overgedragen middelen bij een normale economische groei niet sterker stijgen van het B.N.P. De ontwikkeling van de middelen zal in de definitieve fase altijd achterblijven bij de nominale groei van het B.N.P.; dit betekent een bijdrage van het federaliseringsproces aan de sanering van de openbare financiën.

Ik kom nu tot het probleem van de gezondheidszorg. Verscheidene collega's hebben ruime aandacht besteed aan het hoofdstuk ziekteverzekering en gezondheidsbeleid in het regeerakkoord. Het behoud en de adequate uitbouw van een kwalitatief hoogstaande gezondheidszorg vormt voor de Regering één van de sleutelementen van haar sociaal beleid. Dit beleid moet er in de eerste plaats toe strekken de toegang tot de gezondheidszorg te vrijwaren, rekening houdend met de noodzakelijke solidariteit tussen zieken en gezonden. Tevens moeten de maatregelen wor-

den versterkt met het oog op de beheersing van alle uitgaven voor de gezondheidszorg en de optimale aanwending van de beschikbare middelen. De Regering zal hier niet het onaanvaardbare beginsel toepassen van een rantsoenering van de zorgen per patiënt. Wel zal zij de heroriëntering van het gezondheidsbeleid verder doorvoeren en de kwaliteit van de zorgverlening verbeteren. Mechanismen die op termijn een disproportionele en abnormale groei van de lasten kunnen teweegbrengen, zullen worden herzien. Ook het gezondheidsbeleid zal op dynamische wijze rekening dienen te houden met de toenemende veroudering van de bevolking en de specifieke behoeften die hieruit ontstaan. Hierbij zal onder meer aandacht worden besteed aan de ontwikkeling van de thuisgezondheidszorg. Ik wens hier niet vooruit te lopen op de ronde tafel, welke zich zal dienen te beraden over de hervorming van de ziekteverzekering. Niemand ontkent de noodzaak ervan en geteeld op de ontwikkelingen die de afgelopen 25 jaar zijn opgetreden en de financiële toestand van de ziekteverzekering, is er duidelijk behoefte om de basisregels waarop de ziekteverzekering is gestoeld, aan een grondig onderzoek te onderwerpen. Deze hervorming zal dienen uit te monden in een doorzichtig stelsel, waarbij de financiële verantwoordelijkheden nauwkeurig worden bepaald.

Ik wens er ook op te wijzen dat de Regering, naast een hervorming van de wet op de Orde der Geneesheren, ook andere aspecten van het tuchtrecht zal herzien. Wat de ziekenfondsen betreft zal in het kader van een herziening van de organieke wetgeving een efficiënte controle worden ingesteld en tevens zullen, rekening houdend met de aanbevelingen van de audit, maatregelen worden genomen met het oog op een zo rationeel mogelijke organisatie van de ziekteverzekering.

De nombreuses questions ont aussi été posées à propos du T.G.V. Les conditions de la participation belge au projet de train à grande vitesse sont clairement reprises dans l'accord de gouvernement. Les Régions joueront un triple rôle dans le processus de décision : elles seront impliquées dans une concertation lors de la rédaction d'un rapport sur l'incidence du T.G.V. sur l'environnement : les Exécutifs régionaux seront associés à la conception et à la réalisation du projet et, en troisième lieu, la décision déterminante de localisation d'un site propre et éventuellement de l'usage des installations existantes sera soumis à l'accord des Régions compétentes en application de la loi du 8 août 1980. Il est clairement possible, dans le cadre de l'accord de gouvernement, de trouver à cette problématique une solution produisant des effets positifs pour la Belgique en vue de l'établissement d'un réseau de chemins de fer européens à grande vitesse, compte tenu de la situation spécifique de notre pays et de sa forte densité de population.

In het sociaal economisch hoofdstuk wil ik een laatste punt behandelen, namelijk de N8.

Op basis van een nieuw uitrustingsplan voor de periode 1988-1997 zal de Regering beslissingen over de aard van bijkomende elektriciteitscentrales, die nodig zouden zijn om een eventuele bijkomende behoefte aan elektriciteit te beantwoorden. Dit nieuwe uitrustingsplan moet inzake aanbod verschillende scenario's omvatten, waaronder — en dit in tegenstelling met recente plannen — ook niet-nucleaire scenario's. Aldus zullen de verschillende mogelijkheden op een objectieve wijze worden onderzocht, met evenwel prioriteit voor niet-nucleaire scenario's. (*Onderbrekingen op de banken van de oppositie*)

Ik kom tot het tweede hoofdstuk van het regeerakkoord, de Staatshervorming.

De tweede fundamentele opdracht van de Regering is de voltooiing van de Staatshervorming. Ik kan bepaalde commentaren goed aanvaarden die zeggen dat bij de jongere generatie, en dit meer in het Vlaamse dan in het Waalse landsdeel, de aan-

dacht veel meer gaat naar de economie, naar Europa en andere maatschappelijke vraagstukken. Wellicht is dat ook de reden waarom de verkiezingsuitslag verschillend was in beide landsdelen. Betekent het dat wij de taak kunnen opgeven, een nieuw institutioneel evenwicht in ons land tot stand te brengen, ons land uit te bouwen zoals in het regeerakkoord staat op basis van federale structuren? Het gevaar is niet reëel dat, wanneer deze taak vandaag zou worden achterwege gelaten, de communautaire tegenstellingen nog zouden toenemen en dat binnen tien, vijftien, twintig jaar wij voor een onoverkomelijke impasse staan. Ik geloof dus dat het nodig is en dat het geen tijds- of energieverspilling betekent, te pogen op basis van dit regeerakkoord tot een nieuwe evenwichtige structuur in ons land te komen. Daarom voorziet het regeerakkoord de overdracht van financiële middelen, om toe te laten, zoals in de Duitse Bondsrepubliek, tot een evenwichtige spreiding van deze middelen te komen. Tevens wordt het initiatief voor het reorganiseren van het dubbel mandaat het genomen, in nauw overleg met het Parlement en wordt ook voor Brussel een definitief statuut voorgesteld.

En ce qui concerne la région de Bruxelles-capitale, le Gouvernement estime le moment venu d'élaborer un statut définitif en application de la Constitution. Ce statut tient compte à la fois de la nécessité d'établir pour Bruxelles des structures autonomes, d'assurer en son sein une coopération entre les Communautés et d'intégrer le rôle important dévolu à Bruxelles comme capitale aux plans européen et international.

Nous avons entendu plusieurs interventions concernant le droit de vote des francophones de la périphérie. Ce point est lié à l'élection directe des membres des Conseils des Communautés et des Régions et la réforme du système bicaméral. L'accord de Gouvernement prévoit que ces questions seront réglées en étroite collaboration avec le Parlement.

De heer Vermeiren en anderen hebben vragen gesteld in verband met het gebruik der talen in de lokale besturen van de gemeenten met een speciale taalregeling, in de diensten gevestigd te Zaventem, en betreffende de sancties in geval de taalwetgeving wordt overtreden.

In dit verband wens ik te verwijzen naar bladzijde 40 van het regeerakkoord dat uitdrukkelijk bepaalt dat de taalwetten ongewijzigd blijven. Aan de mogelijke sancties in geval van overtreding van de taalwet wordt evenmin een wijziging gebracht.

La conclusion est donc claire : en ce qui concerne les lois sur l'emploi des langues, la situation reste inchangée tant pour les services établis dans les communes de la périphérie que pour ceux établis à Zaventem.

Dans le domaine communautaire, l'accord de gouvernement prévoit une avancée sensible dans la réforme de l'Etat. D'importantes compétences seront transférées aux Communautés et Régions avec les moyens humains et financiers qui y sont liés.

Il appartiendra aux Communautés et Régions de définir leur propre politique, leurs propres projets dans les domaines aussi importants que l'enseignement, l'infrastructure et l'économie. En même temps, les mécanismes de concertation et de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions seront renforcés.

Wat sommige faciliteitengemeenten betreft hebben bepaalde collega's de bepalingen van het akkoord bekritiseerd omdat zij van mening zijn dat deze bepalingen niet tot de gewenste pacificatie zullen leiden. Het in dit opzicht gesloten akkoord beoogt

een verzoening van de desiderata van de verschillende Gemeenschappen. Het verzoenen van die eisen is het enige middel opdat ons land en zijn verschillende bestanddelen in harmonie zouden kunnen leven. Het is te gemakkelijk een akkoord te kritiseren zonder voorstellen te doen die door de andere gemeenschap kunnen worden aanvaard. Het is bovendien tegenstrijdig naar een unionistisch federalisme te streven en tegelijkertijd te weigeren tegemoet te komen aan de bekommernissen van de andere Gemeenschappen.

De regels die bepaald werden inzake voorgedij, evenredige samenstelling van de colleges, beslissingen bij consensus, taalfaciliteiten, zijn instrumenten die het harmonisch samenleven van de burgers van ons land moeten mogelijk maken.

De heer Detremmerie. — Dat is niet waar.

De heer Martens, Eerste Minister. — Maar instrumenten zijn slechts wat de mensen ervan maken. En dat is de reden waarom de communautaire pacificatie er zal komen indien wij dit willen. De politici hebben in dit opzicht een belangrijke verantwoordelijkheid want het staat vast dat onze bevolking in de drie Gemeenschappen en de drie Gewesten van ons land, verlangt naar deze pacificatie. (*Applaus bij de S.P., C.V.P., V.U. en bij enkele leden van de P.S.C. en de P.S.*)

Ik kom thans aan het hoofdstuk over de kwaliteit van het leven. Ik geloof dat dit hoofdstuk, zelfs over de grenzen van meerderheid en oppositie, in het geheel gunstig werd onthaald. Ik denk dat over hetgeen werd voorzien op het gebied van leefmilieu, positief gezinsbeleid, emancipatiebeleid, de veiligheid van de burger, de belangrijke hervormingen inzake justitie die moeten worden voortgezet, een grote consensus bestaat.

Ik wens nu te antwoorden op de vragen in verband met de ethische problemen.

De vooruitgang in de bio-medische kennis en -technieken, waartoe het wetenschappelijk onderzoek aanleiding geeft, roepen cruciale en fundamentele vragen op. Hoewel de meeste van deze verwezenlijkingen ongetwijfeld verheugend zijn, geven zij ook aanleiding tot soms beklemmende vragen over de grenzen van het medisch kennen en kunnen.

De politieke wereld mag ten aanzien van deze uitdaging niet onverschillig blijven. Hoewel omzichtigheid geboden is op een terrein waarop de wetenschappelijke gegevens voortdurend in verandering zijn, dient de Wetgever erover te waken dat de fundamentele sociale regelingen en waarden niet worden bedreigd.

In ieder geval zal het optreden van de overheid gekenmerkt dienen te worden door een grondige voorbereiding en raadpleging van alle betrokkenen. Daarom voorziet het regeerakkoord, in navolging van verschillende andere landen, in de oprichting van een wetenschappelijke raad voor bio-medische ethiek. De samenstelling en de bevoegdheden van deze Raad zullen in nauw overleg met het Parlement worden vastgesteld. Ik ga akkoord, met onze vrouwelijke collega's die tussenbeide zijn gekomen, om hierbij te streven naar een voldoende betrokkenheid van de vrouwen.

Ik ben tevens van oordeel dat de werkzaamheden van deze Raad van groot belang kunnen zijn voor het bepalen en ondersteunen van een kwalitatief en ethisch verantwoord beleid, inzonderheid op het vlak van de gezondheidszorg.

En ce qui concerne l'avortement, je veux en premier lieu insister sur le fait que le Gouvernement préparera à court terme

un certain nombre de mesures positives. Il appartiendra au Parlement d'examiner une éventuelle modification des articles 348 à 353 du Code pénal et ce, dans le respect de la liberté de conscience de chacun.

Les groupes de la majorité se concerteront sur ce sujet jusqu'à la fin de cette année. Cette période de réserve est liée au fait que le Gouvernement mandatera le Ministre de la Justice pour qu'il prenne les initiatives nécessaires afin de créer le climat indispensable à un débat serein.

Certains membres de la Chambre ont formulé des observations à l'égard de ce dernier passage de l'accord de gouvernement. Afin d'éviter tout malentendu, je veux souligner que les actions du Ministre de la Justice doivent respecter le principe constitutionnel en ce qui concerne la séparation des pouvoirs (*Ah ! Ah ! sur les bancs du P.R.L.*)

Er werd ook uitleg gevraagd over de bepaling, op bladzijde 51 van het regeerakkoord, waarin het volgende wordt gesteld : „de Regering zal in het kader van de pacificatie tussen de Gemeenschappen, maatregelen bestuderen die kunnen bijdragen tot de verzoening tussen alle burgers“. De betekenis ervan is dezelfde als degene die tien jaar geleden werd aangenomen.

Je confirme que le Gouvernement n'a nullement l'intention de créer un comité ministériel pour l'étude de la liquidation des effets de la libération et de la répression.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues, cet accord de gouvernement est ambitieux (*Protestations sur certains bancs*) en ce qui concerne son contenu et son calendrier de travail.

M. Mundeleer. — Il est plus ambigu qu'ambitieux.

M. Martens, Premier Ministre. — Je me souviens qu'en 1980, l'accord de gouvernement datait du 20 mai et les dernières séances de la Chambre et du Sénat dataient respectivement des 4 et 7 août 1980.

M. Gol. — Et le 6 octobre, le gouvernement était par terre.

M. Martens, Premier Ministre. — Nous nous trouvons devant un calendrier parallèle, pour les premières et importantes mesures du Gouvernement.

Cet accord contient aussi de profondes réformes, à la fois dans les domaines sociaux et économiques, dans les relations institutionnelles et en matière de grands problèmes de société. Et surtout, cet accord est essentiel pour que notre pays trouve un nouvel équilibre institutionnel.

In de commentaren die op de regeringsverklaring zijn gevolgd, heeft men gezegd dat ik blij gaf van weinig enthousiasme. Ik zou op dit ietwat anecdotische punt een verklaring willen geven. Er is inderdaad in mijnen hoofde, zoals in hoofde ongetwijfeld van alle leden van de Regering, het bewustzijn gegroeid dat wij staan voor de realisatie van hervormingen die van kapitaal belang zijn voor de toekomst van ons land. Er is dus de uitdaging van de opdracht. Ons land verder economisch en sociaal gezond maken en het een nieuwe samenhang bezorgen, is niet gering. Het is een essentiële opdracht.

Tot besluit zou ik het volgende willen zeggen, wanneer men het dan toch heeft over de manier waarop ik deze opdracht zie. Een bekende en wereldberoemde buitenlandse politica heeft in haar autobiografie het volgende geschreven : er is maar één manier om iets te doen, het is de goede manier. (*Applaus*)

Welnu, Mijnheer de Voorzitter, waarde collega's, ik heb de bedoeling deze opdracht op een goede manier, op een correcte manier en op een loyale manier ten aanzien van dit regeerakkoord uit te voeren. (*Applaus bij de leden van de meerderheid*)

Iedereen in deze Kamer weet wat dit betekent, zeker zij die het politieke leven gedurende de laatste 10 jaar hebben gevolgd. Dit zal een enorme inspanning vragen ; dit zal veel moed vragen ; maar mijn bereidheid om dit tot stand te brengen zal even intens zijn als vroeger. Dat kan ik de Kamer verzekeren. Daarom vraag ik ook het vertrouwen van deze Kamer voor dit programma en voor de realisatie ervan. (*Applaus bij de leden van de meerderheid*)

M. le Président. — Chers collègues, voici venu le moment des répliques.

La parole est à M. Kubla.

M. Kubla (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, il y a quelques instants, au cours de l'intervention de M. Denys, un des membres du C.V.P. répétait les mêmes mots presque inlassablement. Il démontrait d'ailleurs avec la main l'exemple du phonographe, d'un disque rayé, qui, sans arrêt, diffuse la même chose.

C'était assez drôle parce que c'était court.

Vous, Monsieur Martens, vous dites la même chose mais hélas c'est très long et très ennuyeux, et vous le dites sans la moindre conviction. Vous faites exactement comme le clerc de notaire qui relit l'acte à la fin de la séance, comme l'officier d'état civil. Vous avez redit exactement ce qui se trouve dans le texte que nous avons reçu, ce que vous aviez déjà dit au début de ce débat. On voit que vous ne croyez pas à un texte que dans le fond, vous ne connaissez peut-être pas.

Vous avez évoqué la manière dont s'est constituée votre majorité.

Quand je pense aux cinq mois qui viennent de s'écouler et que je constate l'accumulation de roueries, de trucs, les négociations bizarres qu'il a fallu mener pour en arriver où nous sommes, je ne peux m'empêcher de comparer les partenaires de la coalition à deux personnages d'une très belle fable de La Fontaine, qui s'appelle Le Chat et le Renard. Et je ne résiste pas au plaisir de vous en lire les premiers vers. Je vois d'ailleurs que cela vous fait plaisir.

„Le Chat et le Renard

Le Chat et le Renard, comme beaux petits saints,
S'en allaient en pèlerinage.

C'étaient deux vrais Tartufs, deux archipatelins,
Deux francs Patte-pelus qui, des frais du voyage,
Croquant mainte volaille, escroquant maint fromage,
S'indemnisait à qui mieux mieux.”

Jusque là on retrouve l'esprit des cinq mois écoulés.

Et puis, voilà la suite qui annonce ce qui vous attend :

„Le chemin était long et, partant, ennuyeux. Pour l'accourir ils se disputèrent. La dispute est d'un grand secours. Sans elle on dormirait toujours.”

Voilà le programme des prochains mois. Pour raccourcir le chemin, les disputes seront au rendez-vous. Elles apparaissent déjà dans les différences de tons employés par les orateurs dans ce débat. La scission apparaît déjà entre les partis flamands et les partis francophones.

Du côté des partis flamands de la majorité, c'est la satisfaction. M. Van Miert a déclaré que le S.P. est favorable à la parité du pouvoir bruxellois et qu'il existait une bonne réglementation pour la périphérie. Il en est ravi. M. Dhoore estime que le nouveau programme est un programme de valeur. Son parti n'a donc aucun mal à l'accepter. M. Gabriëls est encore plus enthousiaste. Il considère que les dispositions de cet accord correspondent aux cinq piliers que la Volksunie a préconisé. Il salue donc cet accord comme une étape importante vers le fédéralisme. Pour donner tout de suite l'ambiance, il précise, non pas à cette

tribune mais dans un article de presse, qu'il ne cédera pas un millimètre de plus dans les négociations futures. Le ton est donné ! Globalement, du côté flamand on est satisfait.

Par contre, l'attitude est toute différente dans les partis francophones de la majorité. Au P.S., le profil est bas. Le sondage qui vient de paraître tout récemment dans un hebdomadaire confirme la façon dont la population wallonne a ressenti la manière dont, durant plusieurs mois, des slogans ont été agités pour enfin laisser tomber celui qui était leur principal allié. La population wallonne a l'impression d'avoir reçu une gifle. Messieurs du P.S., vous vous réfugiez derrière ces mots : „Le retour du cœur”. De quoi s'agit-il ? M. Coëme a trouvé une réponse, mettre de l'âme au canon. L'idée est sympathique. Ce sera bientôt la fleur au fusil !

Pour les autres, il s'agit de toutes petites mesures. On peut les calculer. Elles se chiffrent à moins d'un demi % du budget de l'Etat. Si c'est cela le retour du cœur...

M. Moureaux, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles. — Ne croyez-vous pas que c'est important pour ceux qui recevront quelque chose ?

M. Kubla. — Monsieur le Ministre, si c'est cela votre retour du cœur, vous pouvez lui mettre tout de suite un pacemaker en plus !

Quant au P.S.C., comme toujours... (*Tumulte sur les bancs du P.R.L.-P.V.V.*). Comme toujours au P.S.C., lorsque ses membres ont fait un mauvais coup, ils font le dos rond, ils apprécient le pouvoir et ils se taisent dans toutes les langues !

Messieurs du P.S.C., vous êtes déjà en face d'une majorité lézardée. Vous avez — et je crois que cela mettra un point final aux ambiguïtés qui pourraient subsister — démontré que la situation redressée dans laquelle nous nous trouvons est l'œuvre indiscutable de l'équipe sortante. Et donc j'espère que nous éviterons l'éternelle ritournelle de l'héritage. Désormais c'est clair, M. Martens a mis les horloges à l'heure. Nous savons où nous en sommes. Nous savons que le chemin parcouru, dont il a vanté le mérite, est l'œuvre de l'équipe sortante.

Il y a donc d'un côté l'équipe Martens-Gol sortante, et de l'autre côté l'équipe Martens-Brol qui se met en place ! (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*). — Quand vous vous dirigez vers Martens-Gol, c'est l'assainissement des finances publiques. Quand vous vous dirigez vers l'autre, c'est la concertation sociale. C'est le mélange des deux valeurs.

Certaines de vos réponses, Monsieur le Premier Ministre, sont nettement insuffisantes.

Avez-vous écouté, par exemple, ce qu'a dit M. Van Miert à propos de la N.8 ? Avez-vous lu les articles écrits par le S.P. ? Il apparaît nettement que les socialistes se réjouissent de la présence de M. Claes au Gouvernement. Il a pour mission d'empêcher la réalisation de la N8.

Et M. Van Miert, à cette même tribune — vous avez tout de même écouté le Président d'un parti de votre coalition ! — a dit clairement qu'en ce qui le concerne, il n'y aurait pas de nouvelle centrale nucléaire.

Alors, pourquoi essayer de noyer le poisson ? Pourquoi, alors que, hier encore, à l'assemblée générale d'Intercom le Président de ce groupe a demandé que la clarté soit faite le plus vite possible, a insisté sur le danger de cinq milliards de pertes par an si on n'allait pas dans cette voie, pourquoi n'avez-vous pas le courage de dire clairement ce qu'il en est ? (*Vives protestations sur les bancs de la majorité*).

C'est un débat de déclaration gouvernementale avec un pre-

mier ministre qui fait certaines déclarations et le président d'un parti de la coalition qui dit exactement le contraire !

De heer Van Miert. — Het is een schandaal dat Knoop de Staat voor miljarden heeft opgelicht ! Dat is een schandaal ! (*Geroep bij de leden van de P.S. en de S.P.*).

M. le Président. — Laissez continuer M. Kubla.

M. Kubla. — Vous n'avez pas dit un mot de la manière dont vous alliez récolter les 80 milliards nécessaires à assainir et à atteindre l'objectif de fin 1989 : déficit, 7 % par rapport au P.N.B. Pas un mot !

Je vous ai demandé à la fin de votre déclaration gouvernementale des chiffres pour les Régions et les Communautés.

Vous avez travaillé à votre manière. Fort bien. Vous êtes arrivé à un accord chiffré sur lequel nous sommes dans l'impossibilité matérielle d'avoir des précisions suffisantes.

Vous avez utilisé une série de modèles mathématiques. Vous avez employé un ordinateur qui était votre dernier gadget. Tout cela est fort bien. Pourquoi ne voulez-vous pas nous donner des chiffres précis ? Pourquoi fuyez-vous les réponses ?

Vous les fuyez parce qu'elles mettraient en évidence ce qui est en train de se préparer pour la région wallonne et pour le pays, c'est-à-dire un appauvrissement global de l'Etat central, avec une détérioration complète de sa structure financière et, à terme, un appauvrissement de la Wallonie.

Cela, vous pouvez le savoir, Monsieur Moureaux : les chiffres dont nous disposons aujourd'hui et qui ne donnent qu'un faible éclairage de ce que vous nous préparez, nous font entrevoir le drame vers lequel on se dirige financièrement.

Nous avons aussi la preuve définitive que les négociateurs francophones ont complètement capitulé sur le problème du T.G.V.

Vous avez beau, dans une phrase quelque peu enjolivée, parler d'une possibilité de concertation ou autre. Vous avez répété très clairement le troisième point de cet accord qui dit qu'il faut que les Régions donnent non pas leur avis mais leur accord. Cela veut donc dire clairement, Messieurs les francophones — et vous irez tenir vos discours à Liège, aux conférences du Palais des Congrès pour parler du T.G.V. — que vous avez purement et simplement cédé ces possibilités concernant le T.G.V. Vous avez rendu la Région flamande maîtresse de ce choix et le danger est réel que la Wallonie et Liège soient privées de cette implantation qu'elles revendiquaient, revendication à laquelle vous vous associez à l'époque régulièrement.

Vous n'avez pas dit un mot — et pourtant la question était précise — sur les 100 000 francophones de la périphérie. Vont-ils oui ou non, selon la version hésitante de M. Moureaux, avoir une chance de voter pour le Conseil de la Communauté française ou bien, comme l'a dit M. Schiltz et confirmé M. Dehaene — et vu la manière dont, jusqu'à présent, tout a été acquis, j'aurais plutôt tendance à, hélas, suivre leur point de vue — être privés de ce droit élémentaire ? Là aussi, le silence le plus complet.

Vous n'avez pas évoqué le poids flamand dans le Gouvernement au point de vue économique. C'est bien que les disproportions ont été mises en évidence par tout le monde.

Pendant le même temps que vous parlez de pacification communautaire, réclamée par tout le monde et applaudie sur tous les bancs — ce qui me paraît assez paradoxal — vous avez semé de nouveaux brûlots sur lesquels vous n'avez pas dit un mot : Comines. Pouvez-vous vous imaginer que l'affaire cominoise est réglée et que désormais cette affaire ne fera plus de vagues ? On entendra M. Detremmerie qui a demandé à répliquer.

Mais vous savez que vous avez créé là une nouvelle mine qui à tout moment peut vous sauter au nez. Dans les communes à facilités, la présence des échevins flamands dans les collèges permettra-t-elle aux francophones de s'exprimer dans leur langue ? Pas de réponse mais un silence qui en dit bien plus long.

Bruxelles, grâce à M. Valkeniers, deviendra, comme le disait hier M. Mundeleer, une „terre d'asile“.

Permettez-moi de vous dire que les plus grandes inquiétudes sont nourries par les francophones bruxellois.

Dans votre alliance, il y a déjà des vers dans le fruit ; il y a déjà méfiance.

Monsieur Busquin, vous avez eu l'honneur et le plaisir d'être cité à la réunion de Rerum Novarum ou M. Davez a parlé de vous. D'ailleurs, quelle différence d'ambiance entre les réunions du 1er mai déchirées en Wallonie et le congrès de Rerum Novarum mercredi. Qu'a-t-on dit à ce congrès ? Que l'on allait voir au pied du mur comment M. Busquin, mauvais gestionnaire à l'époque où il était à l'Education nationale puisqu'il avait dépassé le budget de 8 milliards, allait mettre de l'ordre dans sa province du Hainaut, surconsommatrice en besoins médicaux, et que M. Schiltz était là pour vous surveiller. Vous pouvez être certain que cette surveillance sera encore accentuée par le MOC et le C.V.P.

Enfin, il y a des défections dans vos propres rangs. Vous savez que votre majorité des deux tiers est très étroite puisqu'elle est de sept unités au-delà du chiffre voulu. Or, déjà dès à présent quatre parlementaires, voire cinq, sont prêts à quitter vos rangs.

Il faut craindre pour vous, devant l'accumulation de textes, quand les chiffres mettront en évidence les pertes pour la Wallonie, mettront en évidence les brimades des francophones, que ces défections n'augmentent et que vous ne soyez pas à même de mener à terme votre fâcheux projet.

Monsieur Martens, je vous avais comparé il y a deux jours à Talleyrand par votre faculté de rester au pouvoir quoi qu'il arrive. J'y ai réfléchi et je me demande si vous n'êtes pas plus proche du Maréchal MacMahon. Car de MacMahon était un monarchiste convaincu et il s'est retrouvé à la tête de la république.

Vous êtes aujourd'hui à la tête d'un gouvernement qui n'est pas celui de votre cœur. Vous êtes, tout comme MacMahon, en train de gouverner contre votre gré, une équipe qui ne vous convient pas. Je peux vous dire que vous aurez vraisemblablement le même sort que lui. C'est-à-dire qu'après y avoir cru et après avoir pris goût quelques instants, vous serez contraint à la démission.

En ce qui nous concerne, nous veillerons à ce que votre échec soit à la hauteur de l'ambiguïté qui aujourd'hui préside à votre démarche.

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cortois.

De heer Cortois (op de tribune). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Minister, heren Ministers, waarde collega's, dit debat moest uitsluitel brengen over een dubbele vraag : lezen de vijf regeringspartijen op dezelfde manier het akkoord, begrijpen zij het op dezelfde wijze, is het regeerakkoord wel een echt akkoord. Een tweede vraag stelt zich : namelijk hoe coherent, hoe homogeen en hoe groot is vandaag, mijnheer de Premier, uw meerderheid.

De diverse tussenkomsten van de sprekers van de nieuwe meerderheidspartijen — hoe beperkt in aantal en in tijd ze ook waren — en ook de veeleer verrassend vage antwoorden die de Premier toch heeft willen geven — als men dat antwoorden kan noemen — op de zeer talrijke vragen die er gedurende de afge-

lopen dagen gesteld zijn — hebben inderdaad toch wel voldoende uitsluitel gebracht.

Wie aandachtig de debatten gevolgd heeft, kan niet anders dan tot de vaststelling komen dat zowel op communautair vlak als op sociaal-economisch vlak, de verschillen in interpretatie, visie en benadering bijzonder groot zijn. Alle maandenlange formele, informele en andere gesprekken en onderhandelingen ten spijt en ondanks alle vriendschappelijke soupers hebben jullie mekaar niet gevonden. „Zij konden bijeen niet komen, het water was veel te diep“. De woorden en zinnen in het regeerakkoord leiden volgens de socialisten naar een nieuw beleid, volgens de christen-democraten verandert er fundamenteel niets. Eenheid in de visie op het beleid is er niet. Volgens de Walen hebben wij de communautaire match gewonnen. Volgens de Vlamingen was 1302 maar klein bier in vergelijking met de massa gulden sporen die men op Hertoginnedal heeft binnengehaald.

De Premier heeft — en het is zijn rol — in zijn antwoord daarstraks gepoogd de potten aan elkaar te lijmen, om het nu reeds geschonden gezicht van zijn ploeg te herstellen. Hij heeft met al de ervaring en talent, hem eigen, gepoogd dit alles met de mantel van zijn herwonnen Rooms-rode liefde te bedekken. Dat was een niet zo gemakkelijke opdracht met partners die het „regeringsbos“ — zo noemt ex-formateur Dehaene het regeerakkoord — gebruiken om als struikrovers hun zogezegde coalitiepartners te beroven en te bedriegen.

Ik zou een paar woorden willen zeggen in verband met de regeling voor het probleem „Voeren“. Daarvoor werd uiteindelijk een onvoorstelbare ingewikkelde combinatie van geven en nemen uitgedacht die ook de taalgrensgemeenten en de facilitetengemeenten omvat.

Voor degenen die hier gisterenavond of deze nacht niet aanwezig waren, is het verhaal van het debat van vannacht even vóór 2 uur bijzonder interessant. Als laatste spreker kwam Jean-Marie Happart op de tribune. Op de ministerbanken zaten nog Hugo Schiltz, Willy Claes, Luc Van den Brande, Anne-Marie Lizin en Philippe Busquin. Op de banken van de kamerleden zaten nog mijn collega's Vermeiren, Verberckmoes en ikzelf voor de P.V.V., Hugo Van Rompuy voor de C.V.P., Kubla en Defraigne voor de P.R.L., Gendebien — naar ik vermoed voor de P.S.C. om hem toch maar een etquette te geven — een paar P.S.-leden en een paar leden van de Ecolo-groep. Ook V.U.-fractieleider, de heer Coveliers, zat op zijn bank.

Happart had het eerst over appels en peren. Hij kent daar trouwens iets van en misschien zou de Vlaamse spreuk „Schoenmaker blijft bij uw leest“ ons ongetwijfeld heel wat last hebben bespaard.

Happart sprak — dit mag worden gezegd — op een bedaarde en rustige toon. Zijn stijl was helemaal niet fascistisch zoals de heer Moureaux het wel eens beweert. Hij legde uit waarom hij tegen de regeling voor Voeren was. Hij kondigde aan dat, zo ooit een regeringsontwerp naar het Parlement zou komen, hij tientallen amendementen in petto zou hebben die, naar ik vermoed, door zijn clevere Luikse P.S.-vrienden en andere zullen worden uitgeschreven. Dit belooft !

Ten slotte verklaarde hij dat, wat ook de uitslag mocht zijn in dit Parlement, hij, zijn broer en als wat rond de *Retour à Liège*-beweging staat en draait, de strijd de volgende vijf, tien à vijftien jaar met alle mogelijke middelen zouden voortzetten. *Fin du discours*.

Applaus op de P.R.L.-banken, applaus op de P.S.-banken, applaus van de heer Gendebien en tot mijn grote verbazing, mijnheer de Premier, ook applaus van P.S. top-Minister Busquin.

De Vlaamse Ministers, ook Hugo Schiltz anders zo alert en springlevend als het over Voerense aangelegenheden gaat, gaven

geen kik. Gezien van achter in de zaal was het een beetje een ireréel spektakel. Daar zaten nu een aantal top-onderhandelaars van maandenlange Hertoginnedalpalavers bij elkaar, de mannen die de Voerense „toer“ bij mekaar hadden gekregen en bij het eerste optreden in dit Parlement van de tweede in bevel van de familie Happart, blijkt dat een top-Minister van de grootste Waalse partij het in feite nog altijd roerend eens is met Happart. Hoe anders kan men het applaus verklaren ?

Hij is het roerend eens met Happart die niet alleen zegt het Voerense akkoord niet te zullen aanvaarden maar ook meteen met zijn „je continue le combat“ de pacificatie-idee, waarmee de Premier zo hoog oploopt, ineens van tafel veegt.

Wij gaan in Voeren — wij moeten ons geen illusies maken — en morgen ook in de randgemeenten en in Komen naar nieuwe groteske absurde situaties met Franstalige schepenen die het wettelijk vermoeden dat zij Nederlands kennen, cadeau hebben gekregen.

De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Waarom hebt u het dan vóór de verkiezingen niet geregeld ? U is zes jaar aan het bewind geweest, u heeft daarvoor de tijd gehad.

De heer Cortois. — Wat u op drie maanden tijd heeft geregeld, daarover hoeft u niet fier te zijn, mijnheer Schiltz ! (*Applaus bij de P.V.V. en de P.R.L.*)

Er zullen dus — mijnheer Schiltz, ik vind dat u goed zit op de regeringsbanken, u ziet er een gelukkig man uit — nieuwe politieke problemen ontstaan die de regeringsstabiliteit ondergraven. Er zullen nieuwe onderhandelingen en nieuwe toegevingen volgen. Daarbij blijft dan nog de directe vraag, mijnheer de Eerste Minister, of u een Minister zoals de heer Busquin, een sleutelfiguur in uw regering, na zijn duidelijke instemming met de verklaring van Happart nog in uw Regering duldt.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, dames en heren ministers, collega's, er is in het ganse dossier omtrent Voeren, de randgemeenten rond Brussel en Komen een dubbele strategische vergissing begaan. Tijdens dit investituurdebat is dit nogmaals duidelijk gebleken. De eerste vergissing is het Voerense probleem te koppelen aan en te exporteren naar Komen en de randgemeenten. De tweede vergissing is dat de getroffen regeling degenen die oorlog willen en geen pacificatie wensen, nieuwe wapens en munitie, alsmede nieuwe machtsposities ter beschikking krijgen en dat daarenboven het oorlogsveld aanzienlijk worút uitgebreid. (*Applaus bij de leden van de P.V.V.*)

Het verbaast mij vanop deze tribune de Premier komende uit de C.V.P. vandaag een oproep te horen doen naar degenen in dit land die inderdaad, zoals de bevolking het wenst, naar pacificatie willen streven. Ik wens u eraan te herinneren, mijnheer de Eerste Minister, dat de vorige regering ten val werd gebracht omwille van Happart door uw partij en door uw zusterpartij in Wallonië. (*Applaus bij de leden van de P.V.V.*) Op dat vlak hebben wij van u dus geen enkele les te ontvangen.

Ik moet ook vaststellen dat inzake het statuut van Brussel de meningen van de Waalse en de Vlaamse meerderheidspartijen diametraal tegenover mekaar staan. De heer Degroeve voor de P.S. en de heer Lebrun voor de P.S.C. spreken van „une région à part entière“. De heer Gabriëls en de heer Van Miert zeggen dat zulks helemaal niet het geval is. De toekomst zal uitwijzen wie er gelijk heeft.

De heer Vandenbroucke. — Tijdens de laatste 48 uur heb ik in de argumentatie van de sprekers van de meerderheid geen enkele tegenstrijdigheid gemerkt. (*Protest bij de leden van de P.V.V.*)

De heer Cortois. — Mijnheer Vandenbroucke, dit geerak-

koord is in wezen een intentieverklaring. Het moet dus nog in wetteksten worden neergeschreven en in dit Parlement goedgekeurd. Als wij reeds bij de intentieverklaring moeten vaststellen dat de meerderheidspartijen duidelijk van mening verschillen over hoe zij de teksten zien, dan beloof ik u nog veel plezier en ons ook.

De heer Vandenbroucke. — Wacht die teksten af.

De heer Cortois. — Ik constateer tevens dat inzake het financieringsmechanisme met betrekking tot de Gewesten en de Gemeenschappen blijkbaar niet iedereen dezelfde wiskunde beoefent en zo tot verschillende resultaten komt. De enen zeggen van de anderen dat ze hen op termijn in zak en as hebben gezet. Een mooie benadering voor het solidariteitsbeginsel in een federale staat. Een wederzijds bedrog op grote schaal of een samenwerking tot verdeling van de nationale koek, waarbij de belastingbetaler — de Belgische maar inzonderheid de Vlaamse — de peer van de historie zal worden. Ik heb geconstateerd dat ik vanwege de meerderheid geen enkele zinvolle reactie heb gekregen op de uiteenzetting die de heer Denys over de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten heeft geformuleerd en dat de heer Van Rompuy sinds vanmorgen met een enveloppe zwaait waarin de cijfers van Minister Dehaene zouden zitten, waaruit zou blijken dat de cijfers van de heer Verhofstadt niet juist zouden zijn. Graag kreeg ik inzage in die enveloppe en zou ik die cijfers op de tribune te horen willen krijgen. De heer Van Rompuy zwaait maar zwijgt, maar dat zijn we van hem wel gewoon. (*Applaus bij de P.V.V.*)

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — In die enveloppe vinden we de cijfers 3-0 terug.

De heer Cortois. — Voor mij is deze Regering er een met twee nullen, die twee nullen van (Martens) 8.

Om het communautaire luik af te sluiten wil ik nog even inpikken op de actualiteit.

Mijnheer de Minister van Binnenlandse Zaken, José Happart gaat op 20 mei de gemeenteraad in Voeren bijeenroepen en klaarblijkelijk voorzitten. Met de stoere Vlamingen van de Volksunie in de Regering en met Louis Tobback, in afwachting van de verdere stoelendans nog altijd Minister van Binnenlandse Zaken, zou er nu prompt op basis van artikel 88 van de gemeentewet worden ingegrepen. Dit wil zeggen dat we nog vóór de gemeenteraadsverkiezingen van 9 oktober 1988 in Voeren een regeringscommissaris mogen verwachten. Net zoals in het verleden zal vooral de Volksunie geen dag, geen uur, geen minuut, geen seconde uitstel dulden. Dat was toch de taal die men destijds op de Volksunie-banken heeft uitgesproken.

Heren van de Volksunie, de P.V.V. maakt zich klaar, al was het maar om u te pesten — om uw woordenschat te gebruiken — u in dit huis daaraan te herinneren.

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — De regeringscommissaris die gij indertijd hebt gestuurd loopt daar ook nog rond, meen ik !

De heer Cortois. — Wij zullen nu zien... (*Geroep en twistgesprekken*)

De heer Voorzitter. — Mijnheer Cortois heeft het woord.

De heer Cortois. — Mijnheer Tobback, ik heb u altijd beschouwd als een klein maar dapper man (*Geroep*). U heeft in de oppositie altijd dappere en Vlaamse taal gesproken. Ik ben benieuwd — ik weet dat het niet gemakkelijk is — of U als Minister van Binnenlandse Zaken die taal thans in daden zal omzetten.

Het excuus van uw voorgangers, zoals de heer Nothomb en de heer Michel...

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Met uw steun en uw goedkeuring.

De heer Cortois. — Dat u zich nu zal verschuilen achter de heren Nothomb en Michel maakt U in mijn ogen zeer klein. (*Applaus bij de PVV*)

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Neen. Mijnheer Cortois.

De heer Cortois. — Laat nu eens zien wat u waard is en ook of uw daden zo groot zijn als uw woorden.

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — U vraagt mij dus...

De heer Cortois. — Dat is alles wat ik u vraag. (*Hevig applaus bij de P.V.V.*)

De heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — U vraagt mij alleszins doortastender, moediger en kordater te zijn dan gij.

De heer Cortois. — Neen, maar wel dan Nothomb en Michel. Zoniet kunnen wij morgen — ik zeg u dat vriendelijk — van u hetzelfde zeggen als wat u van de Premier heeft gezegd, namelijk dat u uw zakken heeft gekeerd en u uw vest heeft gedraaid. (*Applaus bij de P.V.V.*)

De heer Van Elewycx. — Dat is één van de weinige dingen die hij niet heeft gezegd.

De heer Cortois. — Ja, hij zal moeite hebben om nog iets te vinden, maar hij blijft toch aan tafel zitten wanneer er te eten valt.

Ik kom thans tot het belangrijke sociaal-economische luik. Wat heeft het debat ons op dat vlak geleerd?

Ten eerste, het tewerkstellingsbeleid — de strijd tegen de werkloosheid — wordt hoog in het vaandel van de socialistische sprekers gedragen. Ook bij de V.U., die, wanneer wij de woorden van voorzitter Gabriëls mogen geloven, er zorg zal voor dragen dat binnen de twaalf maanden — dat is een datum in een verklaring van een regeringsleider — er in Vlaanderen geen werkloze jongere meer zal te vinden zijn. Ik heb dat lovenswaardig objectief in de 16 pagina's, gewijd aan het tewerkstellingsbeleid, nergens teruggevonden. De tekst staat bol van retorische algemeenheden en vriendelijke woorden aan het adres van werkloze jongeren, langdurige werklozen en laag-geschoolden, maar daarbij blijft het. Het ontroert ons dat de heer Vandembroucke...

De heer Eric Van Rompuy. — Wat heeft de heer Van Mechelen daarover gezegd?

De heer Cortois. — Ongeveer hetzelfde!

De heer Eric Van Rompuy. — Heeft U dat gehoord?

De heer Cortois. — Laat mij uitspreken, ik ben nog maar halfweg.

De heer Voorzitter. — Wij zullen het debat hier niet heropenen. Er werd reeds 36 uur samen gesproken, dat is voldoende.

De heer Cortois. — Het ideale zal zijn, beste vriend Van Rompuy, dat wij eigenlijk het debat niet meer zouden moeten openen over hoe wij de werklozen zouden moeten behandelen, maar dat er gewoon geen werklozen meer zouden zijn. Ik weet dat dit nog niet voor morgen is.

Men zal — zegt men — links en rechts budgettaire ruimte scheppen om nogmaals 8.000 jobs meer in de tewerkstellingsprogramma's te creëren en voor het overige zal men aan selectieve relance doen via arbeidsintensieve overheidsinvesteringen. Dat is de klassieke versleten socialistische remedie van weleer.

De armoede aan ideeën en duidelijke onmacht van u, socialisten, op dit vlak, neem ik u niet kwalijk.

De heer Chevalier. — U leest zeker geen boeken?

De heer Cortois. — De verstandigsten onder u weten dat een echt tewerkstellingsbeleid in een open economie, zoals de onze, moet steunen op een Staat die zijn uitgaven beheerst, op competitieve ondernemingen, op een fiscaal regime dat de individuele creativiteit en de arbeid bevordert en niet versmacht. Zulk een beleid heeft niets te maken met den goedkope uitspraak van een Far-West-economie zoals de heer Van Miert hier tijdens het debat te kwader trouw kwam formuleren. De heer Van Miert zou beter eens gaan kijken hoe het gaat onder het bewind van de sheriffs van het Staatssocialisme en hoe daar de werknemers moeten arbeiden en leven.

De heer Chevalier. — Verkoop dat ergens anders.

De heer Van Elewycx. — Over clichés gesproken!

De heer Chevalier. — U verkondigt theorieën van 200 jaar geleden. Het neo-liberalisme is 200 jaar geleden uitgevonden.

De heer Voorzitter. — Laat de heer Cortois zijn verklaring afleggen.

De heer Chevalier. — Er zijn daar in deze socialistische economie, officieel althans, geen werklozen. Het gemiddelde welvaartspeil, ik weet dat U dat niet graag hoort, ligt een heel stuk lager dan in de liberale westerse economieën. (*Onderbreking van de heer Sleecx*)

De heer Cortois. — Ik heb u niet veel gehoord, mijnheer Sleecx.

De heer Sleecx. — U zult mij nog wel horen.

De heer Cortois. — U hebt zelfs vergeten te kloppen als de Eerste-Minister gedaan had.

De heer Sleecx. — U zult mij nog wel horen als het over de oudere werklozen gaat en over de 80 miljard die van de sociale zekerheid zal worden afgetrokken.

De heer Cortois. — U is een eerlijk man.

Dat neemt niet weg dat ook voor de liberalen in ons land de gesel van de werkloosheid desnoods door fundamentele maatschappelijke ingrepen moet worden geweerd.

De heer Van Elewycx. — Waarom hebt u dat niet gedaan?

De heer Cortois. — Ik vrees echter, nadat ik hier de socialisten heb gehoord, dat met hun inbreng in het regeringsbeleid op dit stuk de goede resultaten, onder meer 12.000 nieuwe jobs in de privé-sector in de maand april...

De heer Chevalier. — Dat is dankzij u zeker.

De heer Cortois. — ... snel zullen teloor gaan.

De heer Chevalier. — Uw collega, de heer Flamant, is eerlijker geweest en heeft toegegeven dat de jeugdwerkloosheid gedaald is dankzij de demografische evolutie.

De heer Cortois. — Wij hebben niet de pretentie, mijnheer

Chevalier, te beweren dat het probleem van de werkloosheid in dit halfrond door uw politiek zal worden opgelost. Wij beloven ook niet aan de bevolking in onze kiesprogramma's dat wij inderdaad de werkloosheid zullen oplossen.

De heer Chevalier. — Het is nooit uw bedoeling geweest deze werkloosheid op te lossen.

De heer Cortois. — Dat is een beetje straf. Ik zal die woorden maar voor uw verantwoordelijkheid laten.

Mijnheer Chevalier, u is hier de jongste dagen actief aanwezig geweest. Samen met de heer Vandenbroucke en een paar anderen heb ik u voortdurend horen zeggen dat er geen nieuwe kerncentrale komt. Ik heb de Eerste-Minister dat niet horen zeggen. Ik vraag dan aan de Eerste-Minister dat hij die woorden dat er geen nieuwe kerncentrale komt herhaalt. Ik heb hier alleen horen praten over allerhande scenario's zoals in Hollywood maar daarover is manifest geen besluit.

De heer Van Elewycq. — De Eerste Minister heeft het regeerakkoord perfect weergegeven.

De heer Cortois. — Ik hoop het, maar dan hebt u er een interpretatie aan gegeven die er op dit ogenblik niet in staat.

Ik wil nog enkele woorden wijden aan de fiscale hervorming. Ik heb tijdens dit debat met stijgend ongelof genoteerd dat het gros van de sprekers van de regeringsmeerderheid — ook bij de C.V.P. — er fier op zijn dat zij van de fiscale hervorming, zoals zij was gepland tijdens de vorige regering, gehakt stro hebben gemaakt. Voor ons liberalen, is de fiscale hervorming de aanloop naar een globale vermindering van de totale fiscale en parafiscale druk. Voor u is het een banale en cynische vestzak-broekzak-operatie. Het terugschroeven van de fiscale uitgaven, van de aftrekbare bedrijfslasten en als klap op de vuurpijl een fikse verhoging van de accijnzen en de B.T.W., zullen het macro-economisch en het fiscaal verlichtend effect voor de economie, de bedrijven en de bevolking ongedaan maken. Het financieren van de fiscale hervormingen, op zijn minst ten dele door een verdere sanering van de overheidsuitgaven, is een opdracht waaraan deze ploeg een broertje dood heeft. Zij is daartoe te nauw verbonden met allerhande belangengroepen, zowel in de sociale als in de economische sector die de staat als een trouwe melkkoe vindt. Ieder van ons, iedere onderneming, gaat Europa 1992 tegemoet met op de rug een loodzware fiscale en parafiscale rugzak. Dan zal men verbaasd opkijken, mevrouw Lizin, dat België van Arlon tot Oostende naast de Europese prijzen valt.

Mijnheer de Eerste Minister, onze grootste ontgoocheling ligt uiteraard op het budgettaire vlak. Bij het begin van het debat heb ik de vrees verwoord dat in dit regeerakkoord, meer speciaal in het hoofdstuk gewijd aan het begrotingsbeleid de kiemen van de Mathot-filosofie aanwezig waren. Ik meen trouwens, mijnheer de Eerste Minister, dat de heer Mathot de begrotingsminister was uit uw vierde huwelijksperiode met de socialisten. Deze filosofie stelt dat het begrotingsdeficiet er vanzelf is gekomen en dus ook vanzelf zal verdwijnen. Als ik uw meerderheid tijdens de voorbije dagen heb horen spreken, dan kan ik mij niet van de indruk ontdoen dat men de mening is toegedaan dat met een beetje geluk het begrotingsdeficiet inderdaad vanzelf zal oplossen. Daarom precies dat het regeerakkoord maar één begrotingsobjectief stelt: eind 1989 het netto te financieren saldo terugbrengen tot 7 procent van het B.N.P. Dit doel bereiken over een periode van vijftien maanden betekent, gelet op de geleverde inspanningen en de goede resultaten die begrotingsminister Verhofstadt heeft bereikt, en gelet op de goede conjunctuurbarometer, een peanuts-saneringsoperatie, zoals ik reeds zei.

Mijnheer de Eerste Minister, de kans lag voor het grijpen. De omstandigheden waren voorhanden, de voorwaarden waren ge-

schapen om samen in een solidaire inspanning, die naast de nationale overheid ook de Gewesten en de Gemeenschappen zal moeten opbrengen, het sneeuwbaaleffect van de rentelasten te doorbreken en de magische grens van vier procent netto te financieren saldo uiterlijk in 1992 te halen.

Wat u nu voorstelt, wat u vandaag hebt verkondigd is na 1989 gewoon het immobilisme op het budgettaire vlak (*Applaus bij de P.V.V.*).

De verantwoordelijkheid van alle vijf regeringspartijen, inzonderheid van de C.V.P., is bijzonder groot wanneer men deze opdracht en de doelstelling uit de weg gaat, vooral naar de toekomstige generaties toe. Het is een boodschap die de P.V.V. in ieder geval naar de mensen van dit land in de komende dagen en weken zal uitdragen.

De grote ommekker, mijnheer de Eerste Minister, waaraan u en uw partij zich schuldig hebben gemaakt ligt in hoofdzaak op dat vlak. Het excuus dat door de verkiezingen van 13 december 1987 u noodgedwongen omwille van een Staatshervorming de keuze moest maken naar de socialisten toe klopt niet helemaal met de historische en politieke werkelijkheid. De keuze naar de socialisten toe werd niet gemaakt op het moment dat werd begonnen met de Staatshervorming, maar lang voordien. De weg werd voorbereid door de heren Spitaels en Claes en nadien heeft de heer Dehaene klaar en duidelijk zijn keuze bekend. Die verdienste moeten wij hem in ieder geval laten. Maar, van een ernstig gesprek met de liberalen is er op geen enkel moment sprake geweest.

Over de omvang van uw regeringsploeg hebben wij het reeds gehad. Ik heb geen enkel zinvol argument gehoord, behalve louter partij-politieke redenen, waarom zij zo groot moest zijn.

Vast staat dat veel spelers in uw ploeg een travallistische shirt dragen. Het is een ploeg, mijnheer de Premier, die nooit een kampioenenploeg kan worden. Velen willen alleen op links spelen, het centrum is zwak bevolkt en de rechterzijde, mijnheer Van Rompuy, loopt erbij voor spek en bonen. De helft van de spelers staan reeds op de transferlijst. In de krant van gisteren lezen wij nog, net zoals het Staatshoofd, dat Louis Tobback — wij dachten één van uw basispietons — eind dit jaar uit uw ploeg uit de Wetstraat naar het elftal van de Keizerslaan zal verhuizen. De SP-slogan „met zijn allen vooruit” is in de eerste plaats van toepassing op het politieke personeel van de S.P. Daar hebt u het in ieder geval waar gemaakt. (*Applaus bij de P.V.V. — onderbrekingen op de banken van de meerderheid*). Andere spelers, mijnheer de Eerste Minister, weten blijkbaar reeds dat zij morgen in de gewestelijke afdeling van het Koninkrijk zullen optreden. Nog anderen vragen zich af of zij in oktober van dit jaar of bij het einde van het speelseizoen 1989 nog een plaats in het basiselftal zullen bekleeden.

Op de speelbank — want voor iedereen is er op het veld geen spelgelegenheid — zitten een aantal excellenties zich af te vragen wat zij in feite moeten doen behalve hun kabinetten samenstellen.

En op de reservebank zitten ambitieuze mannen en vrouwen die hopen dat zo snel mogelijk één van hun ploegmaats het opstapt, armen of benen breekt, zodat ze zijn plaats kunnen innemen.

Vijf kapiteins op het veld en vijf voorzitter-coaches langs de lijn willen ieder de strategie van de ploeg bepalen. In welke richting, naar welk doel, tegen wie zal gespeeld worden, moet nog op een volgend kastelenoverleg worden vastgelegd.

Als ik het zo allemaal bezic — en ik had graag mijnheer de ex-formateur hier bij ons gehad nu hij terug is van Brugge — is het te hopen dat Jean-Luc Dehaene nooit voorzitter, nooit manager of nooit coach van zijn geliefde club Brugge wordt. Het

staat dan immers als een paal boven water dat zij nooit meer kampioen zullen spelen. De tien miljoen Belgen, die de betalende toeschouwers zijn, zullen snel tot de bevinding komen dat deze dure ploeg geen kwaliteitsspel kan opbrengen. Ze zullen haar immers unaniem en zeer snel van het veld fluiten.

Binnen een paar weken. Mijnheer de Eerste Minister — want over de kalender van de Regering en de gevolgen daarvan voor dit Parlement hebben wij niets gehoord — zult U met uw ploeg hier in het Parlement uw eerste match spelen. U zult, als het enigszins kan, de duur van de match willen bepalen en, indien nodig met de medewerking van uw supporters in dit huis, de spelregels naar uw hand zetten. De liberale oppositie zal u geen geschenken geven. Wij gaan de wedstrijd aan met de vaste bedoeling u zo snel mogelijk, met liefst een forfait-score, terug naar huis te sturen.

In het Europa van 1992 waar u het allemaal zo dikwijls over hebt, is er met uw ploeg geen enkele cup te winnen.

Mijnheer de Eerste Minister, na uw regeringsverklaring en na dit debat zeggen wij u in alle kalmte dat een Martens VIII, een nieuw huwelijkscontract met de socialisten, die u niet zo lang geleden duidelijk afwees en zij trouwens u ook, in geen enkel opzicht aanspraak kan maken op ons vertrouwen. Uw beschamend gesjoemel om louter partijpolitieke redenen met de Vlaamse instellingen, met de Vlaamse autonomie, verdient geen enkel excuus, dit om te komen tot een overhaaste Staatshervorming bekookstofd buiten dit Parlement... (*Minister Dehaene treedt het halfrond binnen*)

U bent moeilijk te vinden, Mijnheer Dehaene, wij kunnen toch allemaal niet naar Brugge komen.

Ik herhaal : dit om te komen tot een overhaaste Staatshervorming bekookstofd buiten dit Parlement, een Staatshervorming die leidt naar de uitverkoop van de Belgische Staat en naar consumptiefederalisme zonder enige financiële verantwoordelijkheid. De rekening op termijn zal betaald worden door de belastingbetalers van dit land, maar door de Vlamingen in het bijzonder.

Mijnheer de Eerste Minister, u verdient nog veel minder en ook maar het minste vertrouwen voor uw sociaal-economisch budgettair beleid.

De bocht die u persoonlijk en uw partij nemen, luidt de comeback in van het travaillistisch beleid van de jaren 1970 dat ons budgettair, economisch, maar ook sociaal, zoveel ellende heeft gebracht.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, alle indicatoren van de laatste maanden, zowel op het stuk van de begroting, van de tewerkstelling, van de investeringen, als van de betalingsbalans, wijzen erop dat wij vandaag de eerste vruchten plukken van het liberaal herstelbeleid. Er was weer duidelijk hoop en vertrouwen in dit land ; ik vrees dat zeer snel een klimaat van ontmoediging zal volgen. Dit land en zijn bevolking verdienen beter dan morgen met u in de regering te moeten leven (*Applaus bij de leden van de P.V.V.*)

M. le Président. — La parole est à M. Daras.

M. Daras (à la tribune). — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, je serai nettement plus bref que l'intervenant précédent.

Mes chers collègues, le monde politique auquel j'appartiens, j'ai parfois envie encore de l'observer comme un ethnologue, extérieur à ses rites. Ceci en est un. Ce rite a ses incantations, nous en connaissons les règles, mais je ne les respecte pas entièrement parce que je n'ai pas comme les deux intervenants précédents préparé ma réplique ce matin, bien avant que le Premier Ministre ne réponde à cette tribune.

Par conséquent je serai beaucoup plus bref même si je sais que tout cela a un aspect rituel, qu'il ne peut pas y avoir vraiment ici de dialogue et que, Monsieur le Premier Ministre, vous n'avez pas vraiment apporté de réponse à toutes les questions qui vous ont été posées pendant un débat qui a duré plus de trente heures.

Il y a cependant des indications intéressantes. Vous avez largement chanté les mérites et les réussites de l'équipe précédente. Vous avez dit que sur cette base-là on pouvait effectivement construire une politique légèrement différente. C'est bien ainsi qu'il faut la voir finalement. Le retour du cœur est bien timide et votre cœur à vous, Monsieur le Premier Ministre, on voit dans quel sens il penche : c'est plutôt dans le sens de l'équipe précédente que de celle-ci. Mais contraint et forcé vous êtes là malgré tout.

Vous m'avez donné finalement raison dans vos quelques réponses, dans cette petite énumération qui n'était que le résumé de votre déclaration. On n'en demandait pas beaucoup plus car c'est généralement ainsi que cela se passe.

Pour le Gouvernement Martens V, VI et VII c'était d'abord l'assainissement des finances publiques et l'emploi ; pour le Gouvernement Martens VIII c'est d'abord l'emploi et l'assainissement des finances publiques. La différence, nous l'admettons, est relativement faible. Peut-être essayera-t-on de nous persuader qu'il y a une légère différence de priorité, nous verrons bien.

Mais lorsqu'on voit le programme de votre Gouvernement, Monsieur Martens, à la limite je voudrais — mais les semaines qui vont venir me diront si cela en vaut la peine — vous rendre hommage.

Dans le programme de votre Gouvernement vous allez résoudre le problème de l'emploi, réaliser l'assainissement des finances publiques, faire la réforme fiscale et la réforme de l'Etat ainsi que la pacification communautaire. C'est un programme extraordinaire ! Presque tout le monde devrait souhaiter que vous réussissiez !

C'est trop. Non seulement c'est trop mais bien vite vous serez trop peu dans cette majorité pour le réaliser.

Inutile de dire — d'autres l'ont exprimé — que vous n'avez pas donné beaucoup de réponses aux questions posées. En tant qu'écologiste et après tant d'années je ne peux m'empêcher de regretter que pour la huitième centrale nucléaire il n'y ait pas de réponse claire.

Il ne faut pas rigoler : nous n'avons pas besoin d'un nouveau plan d'équipement des électriciens, Monsieur Claes. Nous connaissons ces problèmes depuis des années, nous pouvons les gérer. Nous n'avons pas besoin d'attendre encore des mois pour venir dire clairement devant le Parlement : on la fera ou on ne la fera pas. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo-Agalev*)

C'est une chose qui est vraiment évidente et ne pas encore pouvoir le dire clairement aujourd'hui quoi qu'en dise M. Van Miert, est un peu se moquer du monde.

Vous avez, comme tous les gouvernements qui vous ont précédé — et je relisais encore tantôt des propos tenus par M. Eyskens père en 1968, lors d'une déclaration de révision de la Constitution — vous avez comme tous les Gouvernements qui ont précédé depuis longtemps, promis la pacification entre les Communautés de ce pays.

C'est très bien mais chaque Gouvernement promet cela et aucun n'y est arrivé jusqu'à présent. Vous avez dit : „Des jeunes générations semblent, peut-être surtout en Flandre, se préoccuper beaucoup moins qu'auparavant des problèmes communautaires et plus des problèmes économiques, de l'emploi, de ce qui concerne leur avenir personnel.

Il est sans doute vrai que d'une certaine façon, les jeunes voient les choses différemment. C'est sans doute vrai quoi qu'il en soit que toutes ces palinodies communautaires sont probablement le combat d'une vieille génération d'hommes et de femmes politiques de ce pays.

Il est vraisemblable également que les plus jeunes formations politiques de ce pays ont réussi, depuis le temps qu'elles dialoguent à ce propos ensemble des solutions pour résoudre nos problèmes communautaires et des solutions qui consisteraient vraiment une pacification. Elles sont les seules à y être parvenues jusqu'à présent.

Les hommes politiques des anciens partis n'y sont pas arrivés. Ce n'est pas avec ce que vous nous proposez aujourd'hui que nous arriverons à une pacification communautaire. Nous le saurons dans les prochains jours, le 20 mai n'est pas éloigné.

De toute façon, comme vous n'avez pas changé, comme vous n'avez rien dit de neuf par rapport à la déclaration que vous avez faite mardi, je ne dirai rien de neuf non plus. Inutile de vous dire que mon groupe ne vous accordera pas sa confiance (*Applaudissements sur les bancs Ecolo - Agalev*)

M. le Président. — La parole est à M. Clerfayt.

M. Clerfayt (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, nous venons d'entendre du Premier Ministre, en guise de réponse, un exposé très conformiste, tel un disque usé.

Le contenu en était banal comme la déclaration. Le ton manquait de flamme et de conviction. Il est vrai qu'il est difficile d'être original huit fois sans compter les déclarations intérimaires même sur les parties du discours concernant les points nouveaux telle la réforme de l'Etat, j'avais l'impression d'entendre des phrases déjà entendues.

M. Dehaene, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles. — Oui, parce que tu as fait ta réplique avant ! (*Sourires*)

M. Clerfayt. — Il est vrai qu'en 1978-79-80, plusieurs gouvernements dont plusieurs présidés par M. Martens, ont eu dans leur programme la réforme de l'Etat. Chaque fois, la déclaration parlait de l'urgence d'adapter nos institutions aux réalités de nos deux Communautés. Chaque fois, elle annonçait le pas décisif et pacificateur.

On sait ce qu'il en est advenu ; soit la réforme est tombée en panne, soit elle a été bâclée et mal faite au point qu'il faille encore recommencer aujourd'hui et demain.

On dit que dans la Rome antique les prêtres qu'on appelait les augures n'osaient pas se regarder sans rire. J'ai l'impression que tous les Martens successifs qui sont les grands-prêtres de nos équilibres macro-économiques et de nos réformes de l'Etat, lesquelles deviennent de plus en plus des mythes inaccessibles n'osent pas non plus se regarder sans rire, dans leur glace, en se rasant le matin, avant de venir raser les parlementaires au travers de longues nuits de débats sur la déclaration gouvernementale.

Comment un premier ministre sérieux peut-il déclarer ici, chaque fois, la même chose notamment que la pacification va résulter de ses propositions alors que chaque fois — c'est trop évident — il en résulte plus de difficultés plus d'incompréhension et un plus grand élargissement du fossé entre les Communautés ?

Pourquoi cette situation ? Parce que jamais on ne propose la

bonne solution pour le problème le plus difficile qui est celui des frontières. Plutôt que de chercher midi à quatorze heures, et des solutions qui n'en sont pas, il faudrait tout simplement appliquer les principes démocratiques, c'est à dire consulter les populations concernées le long de la frontière linguistique à Fouron, à Comines et dans la périphérie bruxelloise. C'est tellement simple, évident et facile. Pourquoi ne veut-on pas appliquer cette méthode en Belgique ?

Y a-t-il quelqu'un, y a-t-il un parti, un élu qui pourrait s'offusquer de l'application de ce principe démocratique ? Si oui, celui-là — je le dis — n'a pas sa place ici.

François Mitterand disait dernièrement : "Il n'y a pas de compromis possible avec ceux qui ne respectent pas les fondements de notre société..."

Hélas, en Belgique, on conclut toujours de tels compromis et c'est pour cette raison que tout va si mal, que tout va de mal en pis.

Les interventions de Mme Spaak, de M. Lagasse et de moi-même...

M. Dehaene, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles. — Tout le parti quoi ? (*Hilarité sur de nombreux bancs*)

M. Clerfayt. — ... ont mis en lumière des contradictions de votre accord.

Monsieur Dehaene, la prochaine fois, soyez-en sûr, vous devrez entendre plus de discours encore émanant du F.D.F.

Je tiens le pari que même si cet accord se réalise il va soulever une vague d'indignation à Bruxelles et dans la périphérie, sans parler du reste du pays. Dans ces interventions, disais-je, les contradictions de cet accord ont été soulignées de même que ses lacunes et ses blancs.

Comme d'habitude, nous n'avons reçu du Premier Ministre aucune réponse aux questions posées explicitement ou à celles que contenaient implicitement nos remarques.

L'improvisation dans cet accord est totale. L'équivoque est totale et les deux tares se combinent pour rendre cet accord inapplicable.

Les conflits d'interprétation sont légion au sein du Gouvernement. C'est pourquoi, il faut le voir avec lucidité, ce Gouvernement est condamné ; ce n'est qu'un mort en sursis. Dieu fasse que son agonie soit courte et qu'il n'ait pas le temps d'accomplir trop de méfaits avant de rendre le dernier soupir.

Et puisque le temps est compté, le calendrier, c'est capital et le parallélisme entre ce qui convient aux Flamands et ce qui convient aux francophones doit être assuré à tout moment. Monsieur le Premier Ministre, sur ce calendrier vous n'avez pas donné d'indications précises. Avant de voter la confiance, il me semble que le Parlement a le droit de savoir, qu'il a le droit d'être informé quand et comment, dans quel délai et de quelle façon vos différentes propositions seront soumises aux Chambres et votées comme vous l'espérez, nous certainement pas mais vous, vous l'espérez.

C'est pourquoi s'il était à son banc, je m'adresserais volontiers à M. Moureaux. Mais, en son absence, je m'adresse aux ministres francophones de ce Gouvernement, en leur disant qu'il s'agit de faire voter d'urgence l'accord pour Bruxelles. Nous ne partageons pas leur avis sur sa qualité, nous avons souligné les lacunes

de cet accord et les concessions inadmissibles qu'il contient en faveur des thèses flamingantes. Mais s'il est vrai que cet accord est excellent, — je prends au mot ces négociateurs francophones — pourquoi ne pas l'engranger tout de suite, en ce qui concerne la région de Bruxelles, en même temps que les Flamands vont engranger ce qui leur convient pour la communautarisation de l'enseignement, pour la composition de leur exécutif flamand et pour les communes à statut spécial. Tout le monde le reconnaît : l'accord est très déséquilibré en faveur des thèses flamingantes, au détriment des thèses francophones.

Pour compenser ce déséquilibre il faut donc faire passer cet été, avant les vacances, en même temps que le reste, les dispositions légales mettant sur pied la Région de Bruxelles, si imparfaite soit-elle, si critiquable soit-elle dans ses modalités. Il serait en effet important que l'on soit sûr de l'existence de cette troisième région, sûr d'avoir une assemblée bruxelloise et un Exécutif autonome, ce qui serait loin d'être le cas si cette partie de l'accord était renvoyée aux calendes grecques, avec le risque de voir le Gouvernement passer l'été mais tomber, à l'automne, par exemple, à nouveau sur Fourons, après les élections communales.

Le P.S.C. devrait appuyer ma suggestion de parallélisme en ce qui concerne Bruxelles. N'est-ce pas Mme Goor, chef de groupe P.S.C. qui, en septembre dernier, dans le débat sur la déclaration de révision de la Constitution, déclarait officiellement à cette tribune, au nom du P.S.C. tout entier, que son parti n'accepterait jamais la communautarisation de l'enseignement sans mise sur pied concomitante de la Région bruxelloise ? Cet engagement-là, au moins celui-là, j'espère, Messieurs, que vous allez le faire respecter. (*Exclamations sur divers bancs*).

Je déplore que des francophones aient jugé bon de s'associer à un tel programme de gouvernement, aussi honteux pour les francophones, aussi désastreux pour Fourons, et les 120 mille francophones de la périphérie qui ont été livrés à la Flandre en victimes propitiatoires.

Je déplore que, pour Bruxelles, ils aient accepté tant de modalités inacceptables. Mais qu'au moins ces francophones fassent le nécessaire d'urgence pour qu'enfin Bruxelles existe sur le plan politique. Sinon il s'agira de nouveau d'un marché de dupes. Dans l'accord, ces francophones ont déjà été roulés, qu'au moins ils ne le soient pas dans l'exécution. (*Applaudissements sur les bancs du F.D.F. et du P.R.L.*)

M. le Président. — La parole est à M. Detremmerie.

M. Detremmerie. — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames, Messieurs les ministres, chers collègues, je suis un peu surpris mais aussi déçu de voir la désinvolture avec laquelle vous avez à peine effleuré la problématique des communes à facilités.

Lorsqu'on sait que, pendant les quatre dernières années, il y a eu 272 interventions et interpellations sur la commune des Fourons, lorsqu'on sait les nombreuses heures qui ont été consacrées dans cette assemblée même à tous ces problèmes, lorsqu'on sait aussi que les programmes les plus sérieux élaborés par les plus grands spécialistes dans le domaine social comme dans le domaine économique ont chaque fois été mis en danger uniquement à cause de la problématique communautaire, je trouve qu'il n'est guère sérieux d'aborder le problème des communes à facilités avec une telle désinvolture.

D'abord, vous avez changé les règles du jeu. En 1963, les partis de la majorité ont accepté que des facilités soient instaurées à titre transitoire. Je ne suis peut-être pas d'accord avec mon prédécesseur à cette tribune qui souhaite voir démocratiquement changer la frontière linguistique. Je crois que cela poserait de nombreux problèmes et je ne puis accepter qu'on laisse figée une fois pur toutes. Cela part d'une certaine logique.

Mais que vous changiez aujourd'hui les règles du jeu, de ce qui était prévu à titre transitoire, qui permettait d'éviter l'odieux de l'obligation, cela c'est inadmissible. Dans les communes où les facilités sont d'application, c'est le côté obligatoire qui rend les choses odieuses. Cela qui oblige les administrations à occuper des faisant fonction. Tout cela, vous ne l'avez même pas abordé ; vous n'avez pas répondu.

Les communes des Fourons ont posé d'énormes problèmes. Si vous êtes un peu sérieux, vous ne pouvez pas croire qu'à travers le système inventé par les négociateurs sera résolue d'une manière quelconque la problématique des Fourons.

De plus, vous avez créé deux nouveaux autres problèmes. Dans la périphérie bruxelloise vous avez créé l'inquiétude et à Mouseron-Comines vous avez créé une injustice. Vous avez tout simplement offert des innocents pour tenter de résoudre votre problème des Fourons.

Il n'y avait aucun problème à Mouseron-Comines où on a travaillé à la pacification pendant 25 ans. C'était un modèle de ce qu'il faut faire pour éviter les conflits et que vous pouvez citer partout dans toutes les communes à facilités. Et ce sont ces communes que vous avez sacrifiées sur l'autel communautaire.

Pourtant il existait une façon démocratique de résoudre ce problème en discutant avec les responsables et la population locale. D'autres systèmes sont préconisés : ce sont des systèmes librement consentis. Le Davidsfonds parle de "gentlemen's agreement... Pourquoi pas ?

Pour résoudre un problème qui déchire ce pays, qui indispose de nombreux Belges, à travers le système que vous avez imaginé, vous bafouez deux choses fondamentales : l'autonomie communale et la démocratie. Vous le faites dans les communes à risques. Je puis encore comprendre que dans ces communes là, vous preniez un risque, cela en vaut peut-être la peine, pour trouver la pacification.

Mais il n'y a aucune raison que vous le fassiez aussi à Comines, dans une région où depuis tout temps, la paix communautaire règne. Vous ne me ferez pas croire, Monsieur Martens, que vous allez construire un gouvernement stable sur une injustice aussi profonde. Et même si ce soir, nombreux sont ceux qui vont vous accorder leur confiance, je sais, parce que j'ai discuté avec eux, que beaucoup disent "oui", mais que dans leur conscience, ils se disent que ce n'est pas normal, que ce n'est pas correct, que ce n'est pas ce système là qu'il fallait mettre au point. Et lorsque certains seront rentrés chez eux, — et en politique cela existe peut-être encore, la conscience — lorsqu'ils se regarderont dans un miroir, ils ne seront pas très fiers d'eux, parce que certains francophones, en tout cas, auront renié la base, la population, ceux qui leur ont fait confiance.

Lorsque, dans les appareils de parti, on est parvenu, avec beaucoup de difficultés, pour des raisons d'Etat, dit-on, après plusieurs mois de négociations, à obtenir à peine que 60 % des responsables fassent confiance à ce Gouvernement, croyez-vous vraiment que ce résultat va nous mener à la stabilité que vous souhaitez ? Je ne le crois pas mais, de toute façon, bien sûr, je ne voterai pas la confiance ce soir. J'émetts cependant le souhait de pouvoir voter très rapidement pour un gouvernement Martens IX qui aura essayé vraiment de résoudre ce problème, non pas comme M. Dehaene qui a agi de façon très habile. Il a abordé tous les problèmes sauf celui qui a fait tomber le Gouvernement (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L. -P.V.V.*)

De heer Dehaene, Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen. — Als gij zegt dat de faciliteiten transitair waren, dan ben ik het daarmee eens.

De heer Detremmerie. — Ik dank U daarvoor.

J'en reviens à l'autre problème.

Vous avez semé, planté des carottes. En quelques jours, vous avez essayé de résoudre le problème fondamental de ce pays, celui des Fourons, le problème communautaire. Et parce que beaucoup étaient impatients d'avoir un nouveau gouvernement, nous sommes arrivés à la situation actuelle. Mais, même si au-

jour d'hui vous obtenez une majorité, la population ne vous prendra pas au sérieux, elle ne vous fera pas confiance, elle désavouera un jour ceux à qui elle avait fait confiance et qui, ce soir, vont la tromper. (*Applaudissements sur les bancs P.R.L.-P.V.V., F.D.F., Ecolo et M. Gendebien*)

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, un ordre du jour de confiance a été déposé. Il est signé par MM. Dhoore, Chevalier, Coveliers, Michel Lebrun, et Degroeve, je vous en donne lecture.

La Chambre, ayant entendu la déclaration du Gouvernement, faite en séance plénière du 10 mai 1988 fait confiance au Gouvernement et passe à l'ordre du jour.

De Kamer, gehoord de verklaring van de Regering, afgelegd in plenaire vergadering op 10 mei 1988 betuigt haar vertrouwen in de Regering en gaat over tot de orde van de dag.

Y a-t-il des membres qui désirent prendre la parole pour une explication de vote ?

Je rappelle que ces interventions sont limitées à trois minutes.

La parole est à M. Gehlen.

M. Gehlen (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, chers collègues, après un débat de 30 heures au cours duquel on a abordé bon nombre de problèmes, y compris le volet communautaire, je crois que la population de langue allemande, la troisième Communauté de notre pays, attend de son représentant ici au Parlement qu'il dise pourquoi il votera la confiance.

Ik zal het niet in het Duits doen omdat het reeds tamelijk laat is. Ik had het kort in het Duits voorbereid.

Ik zal ja stemmen ten eerste omdat deze Regering een Eerste Minister heeft die voor velen — en ook voor mij — de waarborg van de continuïteit is in het economisch-sociaal beleid. (*Geroep bij de leden van de P.V.V. en P.R.L. en applaus bij vele leden van de meerderheid*)

Is het de Eerste Minister of niet ?

U kan de regeringsverklaring lezen, waarin de prioriteiten vermeld staan, namelijk de strijd tegen de werkloosheid, de sanering van de openbare financiën en de sociale zekerheid als een individueel recht.

Je dirai oui à ce Gouvernement parce qu'il s'est engagé à déposer, avant les vacances, un projet de réforme fiscale qui répond exactement à ce que le P.S.C. souhaite. Cela rencontre également mon vœu, à savoir l'existence, dans cette réforme, d'un volet familial tenant compte des enfants dans la famille.

Je voterai encore oui parce que la déclaration gouvernementale comprend également quelques aspects qui touchent directement la Communauté germanophone. En effet, celle-ci aura les mêmes compétences que les deux autres Communautés. Pour le secteur enseignement, la clef de répartition sera calculée de façon spécifique. J'engage, à cet effet, M. le Ministre de l'Éducation nationale à préparer un budget dans lequel les crédits afférents à la Communauté germanophone seront apparents.

Enfin, troisième raison pour laquelle je voterai cette déclaration gouvernementale, et ceci me paraît très important en matière de symbolique, les neuf communes germanophones restent sous la tutelle nationale, c'est-à-dire sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Cela répond au vœu de notre population.

Aus alle diesen Gründen werden Sie heute abend meine "Ja-Stimme", bekommen.

De heer Voorzitter. — Het woord is aan de heer Annemans.

De heer Annemans. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, heren Ministers, collega's, ik ga hier even een nummertje opvoeren. Ik wil hier even doen alsof het triumfalisme van diegenen die gaan regeren omkeerbaar is, alsof de euforie waarin zij zich hebben gewenteld sinds hun congressen omkeer-

baar is, alsof datgene wat vanop deze tribune door de oppositie gezegd werd, enige invloed zou kunnen hebben op het stemgedrag van de meerderheid. Op deze theoretische mogelijkheid is immers het parlementair systeem gebouwd.

Ik roep de individuele stemknopdruckers van de V.U. en de C.V.P. om dit onzalige pact symbolisch te verwerpen, niet later, niet bij de wetsontwerpen, niet wanneer de partij cenakels het hun zullen opdragen, maar hier en nu bij het ontstaan van dit catastrofaal regeringspact.

Waar ik iets van krijg is het hoera-geroep in Vlaanderen over de elitaire Belgische Staat die nu zal verdwijnen, wat wij reeds sinds de zeventiger jaren horen, over het gewouweld, over het samenleven in vriendschap en de dialoog, over het wederzijds vertrouwen, over het land dat wij zullen uitbouwen op federale structuren, over de constructieve medewerking voor het realiseren van de Vlaamse Staat, in een federale Belgische unie. Daar krijg ik iets van. Nochtans toont heel dit pact dat de socialisten en de Walen en in het bijzonder de Waalse socialisten het conflictmodel, de afdreiging en de chantage hebben ingebouwd in iedere letter van dit akkoord.

Met dit akkoord gaan heel wat affiches naar de storthoop : Amnestie nu ! Abortus nooit ! Faciliteiten weg. Gedaan met geven en toegeven ! Brussel Vlaamse stad ! Ze gaan allemaal de storthoop op. Ik kan u verzekeren dat er tienduizenden nieuwe klaar liggen. Dubbel Egmont nooit ! Egmont-II tweemaal nee ! Voor ons begint morgen het verzet, voor de meerderheid de collaboratie ! (*Applaus bij het Vlaamse Blok*)

M. le Président. — La parole est à M. Hendrick.

M. Hendrick (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, je ne voterai pas la confiance au Gouvernement, pas seulement parce que son programme socio-économique ne me convainc pas, mais surtout parce que son volet institutionnel n'est pas acceptable.

Non seulement il persévère dans la voie de l'organisation dualiste mise en place par les lois de 1980. Mais en plus, le scabreux échafaudage d'injustices et d'incohérences de la nouvelle majorité viole sans retenue les principes fondamentaux de la démocratie et foule du pied le droit des populations à disposer d'elle-même.

M. Degroeve. — Sur quelle liste serez-vous la prochaine fois ?

M. Hendrick. — Pas sur la vôtre en tout cas.

Le pire c'est que tout le monde, Gouvernement compris, sait pertinemment bien que toutes les dispositions tarabiscotées ne régleront en rien nos problèmes communautaires pas plus qu'elles ne concurrencent à une quelconque pacification. Au contraire, leur mise en application aura pour effet de créer de nouvelles sortes de conflits.

Ce sont incontestablement les extrémistes nationalistes flamands qui ont imposé leurs choix institutionnels à la nouvelle coalition.

Ils obligent ainsi tous les partis de la majorité à accepter de faire un pas décisif dans le processus de rupture entre les deux Régions, au mépris des liens sociaux, familiaux et sentimentaux qui unissent les populations. Mais en plus ils veulent obliger ces mêmes partis de la coalition à renier leurs engagements et leurs devoirs de démocrates vis-à-vis des communes à statut spécial et de la périphérie bruxelloise.

M. Denison. — Vous avez la mémoire courte !

M. Hendrick. — Alors que tous les partis et tous les médias de notre pays font preuve d'une belle unanimité pour dénoncer et condamner avec une particulière virulence la montée d'un certain extrémisme nationaliste chez nos voisins français, j'ai le sentiment que nous risquons d'assister chez nous à l'abdication de la démocratie, partis francophones et partis flamands confondus, devant les exigences anti-démocratiques de phalanges d'extrémistes nationalistes flamingants.

Je crois pour ma part que la seule solution raisonnable et définitive à nos problèmes communautaires réside dans le rattachement administratif à la région bilingue de Bruxelles de toutes les communes à statut spécial et à facilités qui le souhaitent.

Les propositions du Gouvernement vont exactement dans le sens opposé. Je ne voterai donc pas la confiance à ce Gouvernement.

VOTE NOMINATIF — NAAMSTEMMING

M. le Président. — Nous procédons maintenant au vote sur l'ordre du jour confiance.

Wij stemmen thans over de vertrouwensmotie.

Il est procédé au vote.

Tot stemming wordt overgegaan.

Résultat du vote.

Uitslag van de stemming.

206 membres sont présents

206 leden zijn aanwezig

140 répondent oui

140 antwoorden ja

65 répondent non

65 antwoorden neen

1 s'abstient

1 onthoudt zich

En conséquence, la Chambre adopte l'ordre du jour de confiance.

Bijgevolg wordt door de Kamer de vertrouwensmotie aangenomen.

Ont répondu oui.

Hebben ja geantwoord.

MM. Anciaux, Anselme, Ansoms, Antoine, Baldewijns, Baudson, Beaufays, Beckers, Beerden, F. Bosmans, J. Bosmans, Bossuyt, Bourgeois, Mme. Brepoels, M. Breyne, Mlle. C. Burgeon, MM. W. Burgeon, Busquin, Candries, Caudron, Cauwenberghs, G. Charlier, Ph. Charlier, Chevalier, Claes, Coëme, Coens, Colla, Collart, Cools, Coppens, Mme. Corbisier-Hagon, MM. Coveliers, Daerden, De Batselier, Defosset, Degroeve, Dehaene, De Keersmaecker, Delizée, Mmes. Demeester-De Meyer, De Meyer, MM. Denison, De Raet, De Roo, Derycke, Desseyen, Desutter, Mme. Detiège, MM. Dhoore, Di Rupo, Dufour, Dupré, Mme. Duroi-Vanhelmont, MM. Eerdeken, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Galle, Gehlen, Gesquière, Gilles, Grafé, Hancké, M. Harmegnies, Y. Harmegnies, Henry, Hermans, Janssens, Jérôme, Kelchtermans, Mme. Kestelijn-Sierens, MM. Laridon, Laurent, Lauwers, Lebrun, Mme. Lefeber, MM. Lenssens, Léonard, Leroy, Mme. Leysen, M. Liénard, Mme. Maes, MM. Marchand, Martens, Mme. Merckx-Van Goey, MM. Moors, Moureaux, Mme. Nelis-Van Liedekerke, MM. Olivier M., Mme. Onkelinx, Peuskens, Picqué, Pillaert, Santkin, Sarens, Sauwens, Schiltz, Sleenckx, Mme. Smet, MM. Tasset, Temmerman, Thys, Timmermans, Tindemans, Tobback, Tomas, Urbain, Uyttendaele, Vancrombruggen, Vandebosch, Van den Bossche, Van den Brande, Vandenbroucke, Van der Biest, Vanderheyden, Van der Sande, Van Elewyck, Vangansbeke, Van Grembergen, Van Hecke, Vanhorenbeek, Vankeirsbilck, Van Looy, Van Miert, Van Parys, Van Peel, Van Rompaey, Van Rompuy, Vansteenkiste, Vanvelthoven, Van Wambeke, Verheyden, Vervaet, Walry, Wathélet, Weckx, Willockx, Ylief et Nothomb.

Ont répondu non.

Hebben neen geantwoord.

MM. Annemans, Berben, Bertouille, Beysen, Bril, Clerfayt, Cornet d'Elzius, Cortois, Cuyvers, Daems, Damseaux, Daras, Decoster, De Decker, de Donnée, Defraigne, De Groot, Denys, Deswaene, Detremmerie, Devlieghere, Devolder, Dewael, De-

winter, D'hondt, Draps, Dubois, Ducarme, Flamant, Gendebien, Geysels, Gol, Hazette, Hendrick, Henrotin, Kempinaire, Klein, Knoops, Kubla, Lagasse, Mahieu, L. Michel, Mundeleer, Neven, Mme. Neyts-Uytbroeck, MM. Nols, L. Olivier, Perdiéu, Pivin, Poswick, Simons, Mme. Spaak, MM. Taelman, Vandermeulen, Van Dienderen, Van Durme, Van houtte, Van Mechelen, Van Renterghem, Verberckmoes, Verhofstadt, Vermeiren, Mme. Vogels, MM. Vreven et Winkel.

S'est abstenu.

Heeft zich onthouden.

M. Happart.

M. le Président. — La parole est à M. Happart.

M. Happart (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, je me suis abstenu aujourd'hui pour vous expliquer en quoi je ne suis pas d'accord, mais alors pas d'accord du tout avec ce que vous nous préparez. Je veux parler ici bien sûr de l'accord concocté concernant les communes à statut spécial et plus particulièrement les Fourons.

Je vous ai dit à plusieurs reprises, lors de la législature précédente, que la démocratie ne s'achète pas. En 1962, on peut considérer que mes prédécesseurs ont commis une erreur par méconnaissance du problème. Aujourd'hui il ne s'agit plus d'une erreur mais d'une faute, d'un crime contre la démocratie parce que tout cela est fait en connaissance de cause.

Tout le monde connaît la situation aux Fourons. Tout le monde sait que quoi que vous ayez envisagé de faire chez nous, vous le ferez d'abord — et par volonté — contre la majorité de la population fouronnaise.

Vous voulez pacifier ! Mais vous devez comprendre une fois pour toutes que vous ne pacifierez jamais contre la population. Si vous voulez trouver une pacification, il faudra composer avec la population concernée. Je crois que vous n'avez encore rien compris et je crois aussi que le Parlement réuni ici est responsable devant la Constitution du respect de la démocratie.

On dit que l'on va nous donner des facilités et que l'on va nous protéger. Je voudrais vous dire qu'à mon sentiment en tout cas, s'il faut protéger les minorités, il faut également respecter les majorités qui sont le résultat de l'expression libre de la population.

Vous nous préparez un statut tout à fait extraordinaire qui va avoir pour conséquence que notre commune sera tout-à-fait ingouvernable. Pouvez-vous imaginer par exemple qu'au sein de votre propre Gouvernement, vous preniez un ministre libéral, qui par le système du consensus, aurait un droit de véto ? Vous imaginez-vous devoir revenir systématiquement devant le Parlement pour gérer l'Etat ? C'est impossible. Quelqu'un peut-il comprendre cela ?

Parmi tous les municipalistes ici présents en est-il un qui accepterait dans sa commune la situation que vous préparez pour la nôtre ? Je me pose beaucoup de questions. Une fois de plus le droit de l'homme à Fourons a été piétiné. Il est bien plus facile d'expliquer les injustices qui se passent loin que de faire face à celles qui existent chez nous.

Il faut regarder les choses en face. Le seul moyen d'en sortir, c'est de rendre droit à la volonté de la population concernée en prenant des décisions qui seront acceptées par l'ensemble de la population. Quant à moi, comme pour la majorité de ce petit peuple que j'aime et que je défendrai de toutes mes forces, je dis : la lutte continue, un jour nous gagnerons.

Le Président. — La séance est levée.

— La séance est levée dimanche le 15 mai à 1 h 35'.

— De vergadering wordt zondag 15 mei om 1 u 35' gesloten.